Russel Aurore Bouchard

citoyenne libre et historienne professionnelle,
Chicoutimi, Ville de Saguenay (1948 -)

(1988)

Le Pays du Lac-Saint-Jean

Esquisse historique de la colonisation

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir de :

Russel Aurore Bouchard (1948 -)

LE PAYS DU LAC-SAINT-JEAN. Esquisse historique de la colonisation.

Chicoutimi-Nord, Québec : Russel Bouchard, 1988, 241 pp. Seconde édition revue et corrigée.

Russel Bouchard, historien, nous a accordé le 22 septembre 2005 son autorisation de diffuser électroniquement le texte intégral de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales à l'occasion de la diffusion du 3,000^e titre.

Courriel : rbouchard9@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 24 septembre 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Russel Aurore Bouchard

citoyenne libre et historienne professionnelle,
Chicoutimi, Ville de Saguenay (1948 -)

LE PAYS DU LAC-SAINT-JEAN

Chicoutimi-Nord, Québec : Russel Bouchard, 1988, 241 pp. Seconde édition revue et corrigée. Collection : Esquisse de la colonisation.

Illustration de la page couverture :

“**La maison du colon**”, Lac-Saint-Jean, circa 1890.
Fonds Norman, Musée McCord, no 2717

Courtoisie : Archives nationales du Québec à Chicoutimi

Table des matières

[Liste des sigles utilisés](#)

[Liste des illustrations](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#)

[Introduction](#)

[Chapitre premier](#) **LE MILIEU GÉOPHYSIQUE**

- [Formation géologique du territoire](#)
- [La répartition des sols](#)
- [Le réseau hydrographique](#)
- [La transformation du couvert végétal](#)
- [Le climat](#)
- [La faune](#)

[Chapitre deuxième](#) **L'ÉPOPÉE DES FOURRURES : 1647-1849**

- [La préhistoire du Lac-Saint-Jean](#)
- [L'époque des premiers contacts](#)
- [La « découverte » du lac Saint-Jean](#)
- [Les premières missions et la création de la Traite de Tadoussac](#)
- [La fondation du poste de traite](#)
- [La réduction de Métabetchouan](#)
- [Abandon du poste de Métabetchouan](#)
- [Réouverture du poste de traite](#)
- [L'époque de la Compagnie de la Baie d'Hudson](#)
- [La population autochtone avant 1849](#)
- [La mission des Oblats avant 1849](#)

Chapitre troisième

L'OUVERTURE DU LAC-SAINT-JEAN À LA COLONISATION 1838-1856

- [Contexte de l'ouverture du Saguenay et du Lac-Saint-Jean](#)
- [Les explorations de 1828](#)
- [L'ouverture du Saguenay à l'entreprise coloniale](#)
- [Les sociétés de colonisation préparent l'ouverture du Lac-Saint-Jean](#)
- [L'action de l'Association des comtés de l'Islet et Kamouraska](#)

Chapitre quatrième

LA GRANDE MARCHE DU PEUPLEMENT 1856-1901

- [La fondation des paroisses-mères](#)
- [La construction du chemin Kénogami](#)
- [La colonisation s'étend vers l'Ouest](#)
- [Le chemin Québec-Lac-Saint-Jean et le chemin de fer](#)
- [Le peuplement s'étend à la partie Est et atteint même l'arrière-pays](#)
- [La navigation sur le lac Saint-Jean](#)
- [Le moulin, centre des activités communautaires](#)
- [La création de la réserve de Pointe-Bleue](#)
- [Survol de l'activité économique au XIX^e siècle](#)

Chapitre cinquième

L'ÉPOQUE DES PULPERIES ET L'EFFRITEMENT DU RÊVE AGRICOLE 1901-1927

- [Contexte de l'industrie forestière à l'aube du XIX^e siècle](#)
- [Premier essai d'industrialisation](#) : présentation du réseau des pulperies
- [L'industrie de la pulpe avant 1927](#)
- [Construction des premiers barrages](#)
- [Poursuite de la marche du peuplement](#)
- [L'agriculture](#)
- [Raffermissement des voies de communication](#)
- [Les Amérindiens](#)

Chapitre sixième
RETOUR À LA TERRE ET ESSOUFFLEMENT
DE LA COLONISATION 1927-1968

- [La dernière poussée de colonisation](#)
 - [La Société de colonisation du diocèse de Chicoutimi](#)
 - [La modernisation de l'agriculture](#)
 - [L'industrie forestière](#)
 - [Le rehaussement du lac Saint-Jean et l'inondation de 1928](#)
 - [Poursuite du Projet Shipshaw et début de la fabrication de l'aluminium au Lac-Saint-Jean](#)
 - [L'industrie de l'aluminium et la colonisation de la Péribonca](#)
 - [Le déploiement du réseau de communications](#)
 - [Vers la région de Chibougamau](#)
 - [L'urbanisation, un phénomène récent](#)
-
- [En guise de conclusion](#) : conséquences de la colonisation
 - [Bibliographie sommaire](#)
 - [Index](#)

Liste des illustrations

[Retour à la table des matières](#)

1. [L'arrivée du curé Hébert, le 25 mai 1850](#). Peinture signée par Morency et Martirano (1950). Décorant un des murs de l'église de la paroisse Saint-Wilbrod, à Hébertville-Station, cette véritable fresque s'inspire de la « relation » du curé François Pilote.
2. [Aspect géologique de la rivière Ouiatchouane](#). Photo de l'auteur, 1987, LSJ-26.17.
3. [Paysage morcelé et accidenté, à Saint-Cœur-de-Marie](#). Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.21.
4. [Famille de Montagnais de Pointe-Bleue](#). Photo Notman, Musée McCord, 3206, circa 1890 (Courtoisie ANQC).
5. [L'estuaire de la Métabetchouane](#). Photo de l'auteur, 1987, LSJ-28.24.
6. [Campement amérindien du lac Tchitogama](#). Photo de l'auteur, 1987, LSJ-23.19.
7. [Pierre Raphaël, un Montagnais du lac Tchitogama](#). Photo de l'auteur, 1987, LSJ-23.12.
8. [La réserve indienne de Pointe-Bleue en 1876](#). Illustration tirée du journal *Opinion Publique*, 23 novembre 1876.
9. [Signe d'acculturation, les totems de la réserve de Pointe-Bleue furent empruntés à la culture des Amérindiens de la Colombie-Britannique](#). Photo de l'auteur, 1987, LSJ-16.0.
10. [Hébertville et la rivière des Aulnaies](#). Photo Notman, Musée McCord, 4007, circa 1890 (Courtoisie ANQC).
11. [Véritable village de la frontière, Hébertville-Station](#). Photo Notman, Musée McCord, 3206, circa 1895 (Courtoisie ANQC).
12. [L'ancienne scierie du village d'Hébertville, dont la construction remonte au début de la colonisation du Lac-Saint-Jean](#). Photo de l'auteur, 1987, LSJ-13.20.

13. [La chute de la rivière des Aulnaies, à Hébertville.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-13.10.
14. [Le moulin et l'église de Sainte-Jeanne-d'Arc, centre du développement du village.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.14.
15. [La « Meunerie d'Hébertville Enr. », sur les bords de la Belle-Rivière.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-16.17.
16. [Le dernier voyage de la locomotive à vapeur no 65, à la gare de Roberval en 1953.](#) Photo, collection privée.
17. [Le « Mistassini » et le « Colon », au quai de Roberval.](#) Photo Notman, Musée McCord 3201, circa 1895 (Courtoisie ANQC).
18. [La pulperie de Val-Jalbert, en 1902.](#) Photo, courtoisie des Archives nationales du Québec à Chicoutimi.
19. [L'usine de la « St-Raymon », à Desbiens.](#) Principale génératrice d'emplois et fermée depuis 1972, le village vit une véritable crise économique et espère toujours une ouverture prochaine. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-6.34.
20. [La ferme laitière Hébert, à Saint-Félicien vers 1895.](#) Photo Notman, Musée McCord, 4042, (Courtoisie ANQC).
21. [La réception du lait à la fromagerie Albert Perron, vers 1935.](#) Photo, courtoisie Albert Perron.
22. [Les cantons du Lac-Saint-Jean, en 1988.](#) Dessin de l'auteur.
23. [Visage émouvant d'un fils de pionnier. Félix Lapointe devant l'entrée de sa demeure, à Hébertville-Station.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-12.17.
24. [Culture maraîchère, à Saint-Gédéon.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-31.1.
25. [Une « terre de roches » à Saint-François-de-Sales.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-18.20.
26. [Une ferme traditionnelle, construite en bordure de la voie ferrée, à Saint-François-de-Sales.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-19.5.
27. [Le moulin à scie de Maurice Petit, sur les bords de la rivière Ticouapé, à Saint-Edmond-les-Plaines.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-32.18.
28. [La culture de la pomme de terre, à Péribonka.](#) Photo de l'auteur, 1987, L.SJ-30.17.
29. [Le « Couvoir Certifié de Roberval ».](#) Photo, collection privée, circa 1950.

30. [La rue principale à Roberval, lors de l'inondation de 1928.](#) Photo, collection de la SHS, document no 327, photo 137.

31. [Trois époques se succèdent sur ces bâtiments de ferme, dans la contrée du Lac-à-la-Croix.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-15.22.
32. [Progression de la colonisation de 1849 à 1870.](#)
33. [Progression de la colonisation de 1870 à 1901.](#)
34. [Progression de la colonisation de 1901 à 1927.](#)
35. [Progression de la colonisation de 1927 à 1940.](#)

36. [Une ferme au Nord de La Doré.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-29.4.
37. [La ferme expérimentale de Normandin.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ, 29.13.
38. [Usine à papier de la Compagnie Domtar, à Dolbeau, au confluent des rivières Mistassibi et Mistassini.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.0.
39. [Association coopérative agricole de Saint-Prime.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-4.17.
40. [La centrale d'Île Maligne, sur la Grande Décharge, à Alma.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-3.11.

41. [Le barrage de l'Alcan aux Passes-Dangereuses.](#) Photo, courtoisie Jeannot Levesque, 1987.
42. [Véritable injure à l'environnement et à la population, le flottage du bois sur la Petite Décharge, à Alma.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.23.
43. [Désastre pou l'environnement visuel, les aménagements hydro-électriques de l'Île Maligne souillent le ciel du Lac-Saint-Jean.](#) Photo de l'auteur, 1987, LSJ-3.14.

Liste des sigles utilisés

[Retour à la table des matières](#)

ACSAP	Archives du Collège Sainte-Anne de la Pocatière
ANQC	Archives Nationales du Québec à Chicoutimi
ANQQ	Archives Nationales du Québec à Québec
DAPQ	Département de l'Agriculture de la Province de Québec
DSC	Documents de la Session du Canada
DSQ	Documents de la Session du Québec
MTF	Ministère des Terres et Forêts
PD	Progrès-Dimanche
PUQ	Presses de l'Université du Québec
RAPQ	Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec
RHAF	Revue d'Histoire de l'Amérique Française
SCDC	Société de Colonisation du Diocèse de Chicoutimi
SHS	Société historique du Saguenay
UL	Université Laval

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Le Pays du Lac-Saint-Jean, voilà un litre pour le moins original pour décrire cette contrée située à l'extrême Nord de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Parcouru depuis des millénaires par les Amérindiens qui en ont fait leur « chasse gardée » puis, par les commerçants de fourrures intéressés seulement à la richesse de la faune, « Le Pays du Lac-Saint-Jean » représente encore pour les étrangers, un royaume aux possibilités exceptionnelles.

En 1849, lorsque le curé Hébert débarque au bout du lac Kénogami avec ses colons, une nouvelle étape de la colonisation commence. Armés uniquement de leur hache et de leur godendart, ces hommes qui arrivent des vieilles paroisses éparpillées le long du fleuve Saint-Laurent, n'ont qu'une idée en tête : dompter la nature et faire de ces lieux leur nouveau « Pays » d'adoption. Ce livre relate justement toutes les étapes de la colonisation et tente de donner à tous et à chacun Le rôle qui leur revient de droit.

L'auteur, Russel Bouchard, habite Chicoutimi-Nord où il est né le 4 octobre 1948. Titulaire d'une maîtrise en histoire de l'Université Laval, il s'occupe depuis plus de quinze ans à retracer les faits et gestes de nos ancêtres. Reconnu tout d'abord pour ses recherches intensives en histoire matérielle, notamment sur l'évolution des armes au Canada, il a conçu la série très populaire qui traite de l'élution des municipalités du Saguenay et du Lac-Saint-Jean.

*À mes quatre sœurs,
Micheline, Lina, Lisette, Kate*

À la population du Lac-Saint-Jean

Illustration 1.

[Retour à la table des matières](#)

L'arrivée du curé Hébert, le 25 mai 1850. Peinture signée par Morency et Martirano (1950). Décorant un des murs de l'église de la paroisse Saint-Wilbrod, à Hébertville-Station, cette véritable fresque s'inspire de la « relation » du curé François Pilote.

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Cette monographie a été conçue pour rendre hommage aux premiers occupants, les Amérindiens, aux colons et aux fondateurs des municipalités du Lac-Saint-Jean. Elle s'inscrit également pour commémorer l'ouverture du Saguenay à l'entreprise forestière, en 1838, date qui marque le départ de la pénétration « blanche » pour d'autres fins que la traite des fourrures.

Je tiens à souligner ici la participation des individus et des sociétés qui ont aidé à la publication et à la promotion de ce volume, notamment, la généreuse contribution de mes frères Gilles et Bernard. Il est important de signifier d'une manière encore plus vive, la participation de ma compagne, Madeleine, qui a multiplié les efforts lors de la correction des textes. Nous ne pouvons passer également sous silence les organismes suivants :

- La Société d'histoire du Lac-Saint-Jean, à Alma
- La Société Historique du Saguenay
- Les Archives Nationales du Québec à Chicoutimi
- La Corporation des Fêtes du 150^e anniversaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Réal Tremblay, photographe, Chicoutimi

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

L'idée d'écrire une histoire du Lac-Saint-Jean remonte à plusieurs années, alors que je commençais à peine de rédiger les premières pages de mon *Histoire de Chicoutimi-Nord*. Document nettement imparfait, surtout en ce qui concerne la logique de l'évolution des municipalités, mais qui aiguillait néanmoins suffisamment ma curiosité pour que je pousse davantage la recherche aux confins de la connaissance de la science historique en ce domaine. Ce premier jet a permis de déboucher, tout naturellement, sur la création du projet d'une série portant sur l'histoire des municipalités, à laquelle s'associa par la suite la Société Historique du Saguenay. Le troisième numéro, celui de « *Métabetchouan : du poste de traite à la ville* », eut comme conséquence première de mettre en évidence la lacune de ne pas posséder un document spécifique sur l'histoire du Lac-Saint-Jean. Nous avions bien l'*Histoire du Saguenay* rédigée par les abbés historiens Lorenzo Angers et Victor Tremblay, mais cette approche trop générale et trop limitée dans le temps avait le désavantage de cacher la spécificité de chacune des deux sous-régions formant la Sagamie.

Nous ne sommes pas les seuls à vouloir établir les traits communs et notifier les différences, même subtiles, du caractère particulier du Lac-Saint-Jean par rapport au Saguenay. D'ailleurs, en 1888, lorsqu'arrive le chemin de fer à Chambord, les Jeannois eux-mêmes avaient déjà commencé à démontrer un certain « nationalisme » envers leur « Pays », et n'hésitaient plus à dénoncer les empiètements du « Saguenay » qui dirigeait de Chicoutimi toute leur vie politique et économique.

De plus en plus sur la défensive, les pressions populaires aboutirent à un premier résultat, lorsqu'en 1890 le Lac-Saint-Jean qui avait été depuis toujours compris dans le comté de Chicoutimi, demanda puis obtint son autonomie politique.

Le rehaussement du Lac-Saint-Jean pour répondre aux besoins énergétiques de l'industrie particulièrement logée au Saguenay, nous a démontré également certaines différences au niveau des intérêts strictement économiques des deux contrées. Nous étions encore à l'époque du Lac-Saint-Jean agricole qui vivait trop souvent pour répondre ponctuellement et sans broncher aux besoins du Saguenay. Jusqu'à l'avènement tout récent de la grande industrie singularisée par les supers complexes industriels réunissant sous le même chapeau scieries, pulperies et papeteries, la population jeannoise avait effectivement l'impression que son industrie était atrophiée par la trop grande force d'attraction du Saguenay et de son port en eau profonde lui ouvrant la voie vers les marchés extérieurs. Aujourd'hui, nous savons que le panorama n'est plus le même. Le développement de la grande industrie et l'amélioration de l'agriculture ont permis à l'infrastructure routière de se déployer à travers toutes les directions, libérant la sous-région par la même occasion de ses principales entraves.

En effet, à la fin des années cinquante, grâce aux routes de La Tuque et de Québec, le Pays du Lac-Saint-Jean a élargi ses rapports commerciaux avec l'ensemble de la communauté québécoise. Avec la route Chibougamau, il occupe stratégiquement la place de région tampon entre la région minière de Chibougamau et le Saguenay. Qui sait, certains esprits éclairés croient, avec les développements hydro-électriques, qu'il occupera un rôle de transition entre Québec et le Moyen-Nord.

Nous croyons justifié de préciser que ce sont les particularismes singularisant le Jeannois du Saguenéen qui ont permis à un peuple original de prendre forme et de se développer. L'histoire a malencontreusement donné préséance à l'appellation de « Saguenay » pour englober les deux sous-régions. Conscient du rôle et de l'importance de tous et chacun à l'intérieur de ce vaste royaume qu'est le Saguenay et le Lac-Saint-Jean, un fait demeure ; les deux régions sont nées de la combativité et des espoirs d'une population qui ne désirait qu'une chose : conquérir sur la forêt suffisamment de terrain pour forger un Pays.

Qu'il soit Saguenéen ou Jeannois, la précarité des lieux et les innombrables embûches mises au travers de notre histoire par la condition difficile du terrain, ont permis à la loi de la sélection naturelle de créer une race d'homme nouveau qui devra vivre en symbiose avec la nature. « Mon Pays ce n'est pas un Pays c'est l'hiver » disait le poète qui avait certainement l'idée de poursuivre en disant que ce Pays est né de l'hiver, de la forêt et de l'eau. Si nous voulons continuer de nous battre pour une identification ou pour une autre, il faudra d'abord réussir à le conserver vivable ce Pays.

* * *

Nous tenons à préciser que cette étude ne se veut pas une synthèse générale du Lac-Saint-Jean. Nous avons préféré adopter comme trame de fond, l'histoire de la colonisation de cette contrée qui forme en gros la moitié de la Sagamie. Nous croyons de notre devoir de préciser ici que le mot colonisation est emprunté dans son sens le plus général pour faire état de la marche du peuplement et de la récupération du territoire par l'Homme, qu'il soit « Rouge » ou « Blanc ». Pour dissiper tout doute, disons que cette colonisation débute avec l'arrivée des premiers Amérindiens, pénétrant alors le territoire à la recherche de nourriture, suite au retrait de la calotte glaciaire. À cette phase préliminaire, nous pouvons ajouter quatre autres étapes qui sont marquées par la conquête du sol et de l'espace.

La seconde étape, qui débute en 1849 et se termine en 1856, est la plus brève. Elle marque les débuts de la récupération du territoire cultivable par les sociétés de colonisation. Secondées dans leur action par le clergé, celles-ci ont décidé de diriger et de concentrer les efforts pour acquérir des lots qu'elles redistribueront à leurs concitoyens selon un mode qui leur est propre. Après la dissolution de la Société de colonisation des comtés de l'Islet et de Kamouraska, en 1856, le Lac-Saint-Jean entre dans ce que nous appelons la grande marche du peuplement. C'est au cours de ces années que les colons arrivent pour récupérer la grande partie des cantons lacustres. Cette phase prend fin avec l'ouverture des premières pulperies. Le quatrième mouvement s'étend de 1901 à 1927. Ce quart de siècle est une étape importante car il marque l'époque des pulperies et la formation des villages-usines, époque qui prend fin comme nous le savons par la fermeture de Val-Jalbert. C'est à ce moment plus particulièrement que sont récupérées la majorité des terres de l'arrière-pays. Enfin, de 1927 à 1968, nous assistons à la cinquième

et dernière phase. Cette époque voit la fin du rêve agricole, le début de la grande industrie et le harnachement du Lac-Saint-Jean et de la rivière Péribonca.

Nous avons choisi l'année 1968 pour signifier la fin de notre étude car c'est à ce moment que disparaît, sans faire de bruit, la Société de Colonisation du Diocèse de Chicoutimi. Fondée au milieu des années trente, elle avait supervisé la distribution des dernières concessions et s'était surtout occupée à consolider les paroisses récemment formées. Évidemment, l'occupation de l'écoumène agricole tire à sa fin au milieu des années cinquante.

Cette étude ne se veut pas une « vision » de la colonisation et de l'histoire du Lac-Saint-Jean. Avoir voulu présenter ce texte dans cette perspective aurait été certainement hasardeux, voire même prétentieux. Conscient que nul historien ne peut arriver à un tel résultat et conscient de la limite de nos propres capacités nous nous devons d'adopter une attitude plus réaliste. La recherche dans les documents d'histoire et dans les études publiées ne fait pas que nous ouvrir les portes de la connaissance, elle nous apporte également les questions qui consacrent notre ignorance. Nos espérances visent deux buts : apprendre les grandes lignes de l'histoire de notre coin de pays et vous présenter le résultat de nos trouvailles. Pour l'un, nous croyons avoir appris car notre ignorance était si grande. Pour l'autre, la population du Pays du Lac-Saint-Jean à laquelle nous dédions le présent ouvrage, si ces quelques lignes vous font passer des moments agréables tout en apportant certains éléments nouveaux à votre savoir, notre but sera atteint.

Russel Bouchard,

Chicoutimi-Nord,

le 8 janvier 1988

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

Chapitre premier

Le milieu géographique

Formation géologique du territoire

[Retour à la table des matières](#)

Observé à vol d'oiseau, le pays du Lac-Saint-Jean, tel que défini par les paramètres de notre étude, représente un territoire de plusieurs milliers de kilomètres carrés. Du Nord-Ouest en descendant vers l'Ouest, il est limité, naturellement, par une longue ceinture constituée du réseau hydrographique compliqué des lacs Chibougamau et Péribonca ainsi que du lac-réservoir Pipmuacan. D'autre part, la limite Sud-Est atteint le cordon sinueux de la rivière Shipshaw et celle des Aulnets, laquelle constitue d'ailleurs la première rivière tributaire du Saguenay. Vers le Sud, enfin, en commençant à la tête du lac Kénogami, c'est le contrefort de la chaîne laurentienne qui limite de façon tout aussi naturelle le milieu étudié. Ce dernier coïncide avec l'escarpement de faille courant sur une distance d'environ 200 kilomètres et qui part à une certaine hauteur de la rivière Ashuapmushuan, longe les lacs Saint-Jean et Kénogami jusqu'à la Baie des Ha ! Ha !.

Au point de vue physiographique, cette région appartient à l'une des deux grandes unités séparées par une dénivellation d'environ 150 mètres. L'unité occupée partiellement par le lac, correspond à une zone déprimée garnie de terrasses. Par rapport au niveau de la mer, l'altitude de la cuvette se situe à des hauteurs qui varient entre 100 et 150 mètres. L'autre unité est représentée par les hautes terres rocheuses du Plateau laurentien qui l'entourent et s'élèvent ici entre 240 et 360 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ces deux blocs présentent bien souvent

un contraste marqué, alors qu'à d'autres endroits les différences sont imperceptibles.¹

Empruntant à toute fin pratique une forme presque ovale, la cuvette du lac Saint-Jean mesure près de soixante-cinq milles sur trente-cinq environ, sa plus grande dimension étant orientée vers le Nord-Ouest. Le lac épouse une forme presque circulaire et se situe dans la partie Sud-Est de la cuvette. Ses dimensions sont approximativement de 42 kilomètres sur 32 et son étendue représente une vaste nappe d'eau baignant sur une surface d'environ 1 060 kilomètres carrés.

Des terrasses horizontales s'étagent entre la rive et le rebord de la pénéplaine. Celles-ci sont particulièrement formées de dépôts marins d'argile et de sable d'âge récent. La fertilité formée par ces terrasses justifie l'importance agricole qu'a prise cette contrée dès la première poussée colonisatrice.

C'est à partir de l'extrémité Est du lac Vert que la zone déprimée se sépare de l'escarpement et s'oriente vers le Nord-Ouest. Jusqu'aux rivières Alex et Péribonca, la limite de la cuvette suit une ligne très irrégulière et très sinueuse en direction de l'Ouest. Mais, contrairement à certains affleurements granitiques concentrés dans les cantons d'Ouiatchouan et de Roberval, aucun escarpement de faille net ne jalonne le contour : le passage des terres hautes avec les terres basses se fait ainsi de façon relativement douce.² C'est donc tout « naturellement », pour reprendre notre expression du premier paragraphe, que nous expliquons les limites géographiques du territoire étudié.

L'histoire géologique du Lac-Saint-Jean est bien connue. D'après Blanchard, le caractère morphologique actuel des hautes terres laurentiennes présente deux surfaces d'érosion dont l'une se situe entre 270 et 450 mètres, alors que l'autre s'élève à 900 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ces deux pénéplaines datent respectivement de la fin du Crétacé début du Tertiaire et de la fin du Tertiaire. Pour ce qui est de la cuvette du lac Saint-Jean proprement dite, Blanchard croit

¹ Jonathan A. Dresser et T.C. Denis, *La géologie de Québec*, Province de Québec, Ministère des Mines, Québec, 1946, pp. 227-23 1.

² Ibid.

qu'elle représente un accident plus récent, datant vraisemblablement de la fin du tertiaire. ³

* * *

« ... mais si nous avons affaire à deux pénéplaines d'âge relativement récent, la dépression Lac Saint-Jean-Saguenay est d'âge plus récent encore. Elle ne peut être due qu'à l'érosion attaquant la surface de la pénéplaine inférieure après qu'elle eut été relevée, et progressant aisément dans les dépôts moins résistants de l'Ordovicien ; de là vient que la dépression est large et profonde à l'amont, dans la région Chicoutimi-lac Saint-Jean, et qu'à l'aval elle se réduit au chenal étroit du Saguenay entamant la pénéplaine d'un simple trait de scie. Ainsi les traits essentiels du relief du lac Saint-Jean datent vraisemblablement de la fin du Tertiaire. »

* * *

Au cours de la période glaciaire, soit environ 6 000 ans avant Jésus-Christ, le territoire englobant le lac Saint-Jean et le Saguenay, fut recouvert par une immense calotte glaciaire appelée glaciers du « Wisconsin ». La fonte de ces mêmes glaciers inonda toutes les basses terres de la Sagamie pour former la mer de Laflamme. ⁴ À son tour, l'assèchement graduel de la mer favorisa le remplissage du lac Saint-Jean et le creusage de ses tributaires.

C'est plus spécifiquement l'énorme poids de la masse de glace qui a provoqué l'enfoncement de la croûte terrestre et qui forma le bassin du lac Saint-Jean. Le mouvement tectonique des glaces a ainsi permis l'invasion d'une mer, appelée mer de Champlain, laquelle occupa en plus toute la vallée du Saint-Laurent. ⁵ Cette progression plusieurs fois millénaire peut être plus particulièrement observée de nos jours à la chute de la rivière Ouiatchouane, laquelle creuse son lit dans une faille longue de plusieurs centaines de mètres. À cet endroit des dépôts stratifiés

³ Raoul Blanchard, *L'Est du Canada français*, Publication de l'Institut Scientifique Franco-Canadien, tome deuxième, Paris-Montréal, 1935, p. 17.

⁴ M. Parent, J.-M.-M. Dubois, P. Bail, A. Larocque et G. Larocque, « Paléographie du Québec méridional entre 12 500 et 8 000 ans BP » [Before Présent], *Recherches Amérindiennes au Québec*, 1985, 15 (1-2), pp. 17-38.

⁵ Blanchard, *op. cit.*, p. 50-53.

d'argile, de sable et de gravier, non consolidés sous forme de roche car trop récents, contiennent des coquillages marins et forment des terrasses apparentes.⁶

Blanchard est d'avis qu'à sa hauteur maximum, la mer de Champlain baigna la majorité des terres circonscrites entre ce qu'il appelle la « presqu'île Haha », le « détroit du lac Kénogami au Sud » et la « fosse de Chicoutimi ». De là jusqu'au « détroit de Saint-Charles » et en remontant plus vers le Nord, la mer forma des golfes, ceux-ci recouvrant l'espace des villages actuels de Saint-Honoré, Saint-Ambroise et Saint-Nazaire. Enfin, grâce à ces langues de mer, elle rejoignait la vaste nappe de la cuvette du lac Saint-Jean.⁷

Après l'époque de glaciation, la remontée de l'écorce terrestre força graduellement la mer de Champlain à reculer. Commenant ainsi son recul, elle laissa émerger dans un premier temps la plus haute terrasse : l'actuelle cuvette du lac Saint-Jean. Ensuite, simultanément, les eaux de l'intérieur suivirent ce même mouvement pour former, dans un second temps, un détroit plus ou moins large : l'actuelle région du Saguenay dont le fjord constitue l'axe central.⁸

Selon les études géographiques récentes, grâce au pouvoir descriptif des photographies par satellites, nous pouvons mieux comprendre l'évolution géologique du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ces nouvelles données scientifiques confirment que « les basses terres du Lac-Saint-Jean et celles du Haut-Saguenay correspondent à une seule et même entité topographique, car il y a une continuité évidente du relief sur un axe est-ouest ». ⁹ Ce que Blanchard appelait « horst Kénogami » n'est en fait qu'un accident topographique, une rupture partielle dans le modelé des basses terres.

⁶ Université du Québec à Chicoutimi, Module des Sciences de la Terre, *Excursion géologique au parc de Val-Jalbert*, Chicoutimi, document sans date.

⁷ Blanchard, *op. cit.*, p. 56.

⁸ *Ibid.*, p. 57.

⁹ *Atlas régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Les laboratoires de géographie de l'Université du Québec à Chicoutimi, Gaétan Morin éditeur, 1981, planche A-2.

La répartition des sols

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu précédemment que la région du Lac-Saint-Jean, tout comme sa consœur du Saguenay, appartient, sur le plan physiographique, à deux grandes unités séparées l'une de l'autre par une dénivellation importante. La plus haute, celle occupée par le Lac, renferme dans son sous-sol « un lambeau déprimé de Paléozoïque ». ¹⁰ Ce caractère particulier contraste fortement avec les grands traits morphologiques de l'ensemble du Plateau laurentien. Les chercheurs sont d'avis que les facteurs géologiques de cette nature ont eu sur le peuplement et la mise en valeur de la contrée, des répercussions favorables évidentes. ¹¹

« Ce sont là - dira Pierre Dagenais dans l'étude sur *Notre Milieu* - les plus vieilles terres du globe, peuplées par une des plus jeunes populations du monde » ¹² Curieuse façon, dirons-nous, d'exprimer le particularisme étonnant du *Pays du Lac-Saint-Jean*. Mais, faut-il en convenir, ces quelques mots habilement tournés synthétisent avec une rare éloquence l'objet de notre étude.

En effet, partout ailleurs, les roches qui façonnent la presque totalité de nos Laurentides appartiennent à un âge encore plus ancien que le paléozoïque. À l'intérieur du Bouclier canadien, le bassin du Lac-Saint-Jean forme donc, grâce à des traits physiques plus favorables, une véritable oasis. C'est cet habitat original qui permettra à l'homme préhistorique et à l'homme moderne jeannois d'y retrouver tous les éléments nécessaires à sa survie ainsi qu'à sa mise en valeur.

Des deux sous-régions composant le Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est la seconde qui offre les meilleures conditions agricoles. Concentrant à elle seule les deux tiers de l'ensemble des terres cultivables de la Sagamie, elle doit sa fécondité aux matériaux morainiques déposés lors de la dernière glaciation du Quaternaire et le retrait de la mer de Laflamme. Par un jeu compliqué de charriage lié au

¹⁰ Période de l'histoire de la terre qui dura environ 325 millions d'années et qui comprend les plus anciennes couches géologiques contenant des fossiles.

¹¹ Dresser et Denis, *La géologie...*, op. cit., p. 227.

¹² Esdras Minville, *Notre Milieu, aperçu général sur la province de Québec*, Direction des Hautes Études commerciales de Montréal, Fides, 1942, p. 109.

mouvement de fontes des glaces, des argiles compactes se sont déposées au sein des eaux marines post-glaciaires et se sont fixées sur les matériaux morainiques non stratifiés pour devenir la base de l'agriculture. ¹³

L'écoumène agricole de la région étudiée se répartit en formant une sorte de cercle autour du lac Saint-Jean et la largeur de cette véritable couronne n'est pas constante. Partant de l'intérieur (les rives du lac) pour s'étendre vers l'extérieur (le massif laurentien), tantôt elle s'arrête à des limites nettes, tantôt elle se morcelle en petites clairières, tantôt elle étend ses tentacules à travers les versants sinueux des montagnes. ¹⁴

* * *

« Cela fait une magnifique plaine, riche de promesses agricoles, ceinturant la vaste nappe d'eau dont on distingue à peine, d'un bord, le bord opposé. De plus près, quelques différenciations apparaissent. D'abord, çà et là, un gradin de terrasse, le plus souvent souligné par la végétation. Sur les terrasses elles-mêmes, des détails en relief et en creux. En relief, ce sont d'abord les roches moutonnées du sous-sol, pointements calcaires au Sud, foncées de l'anorthosite, des grisâtres de gneiss et granites, tous ces « crans » comme on les appelle là-bas émergeant des terrasses en îles et en archipels que couronnent des bouquets d'arbres et de broussailles ; et ce sont bien en effet des îles et îlots des différents stades de la mer Champlain. À la surface des terrasses de sable, des ondulations plus molles, mais ordonnées en lignes régulières et parallèles, qui sont des dunes construites au moment où la surface sablonneuse venait d'émerger des eaux, et aujourd'hui envahies par la végétation, sauf dans des déchirures de teinte claire. En creux, ce sont les innombrables ravins qui marquent la reprise de l'érosion sur les alluvions relevées ; bien qu'on ne les distingue pas à distance, ils forment un réseau serré, plus ou moins profond, dénudant les couches puissantes d'argile grise ; aux flancs, on voit distinctement les gonflements en loupe des foirages ; au fond coule paresseusement un gros ruisseau, brun ou jaunâtre suivant qu'il a plu ou non. » ¹⁵

* * *

¹³ Pierre-Yves Pépin, *Le royaume du Saguenay en 1968*, Ministère de l'Expansion économique régionale, Ottawa, 1969, pp. 285-288.

¹⁴ Atlas régional du Saguenay.... op. cit., planche E-1.

¹⁵ Blanchard, *op. cit.*, pp. 31-32.

Dans cette plaine agricole, allongée en terrasses et divisée seulement par les nombreux cours d'eau qui courent pour rejoindre le lac Saint-Jean, trois principaux types de sols attirent notre attention en fonction de leur aménagement et de leur répartition géographique : les *sols lourds*, les *sols francs* et les *sols légers*, auxquels s'ajoutent les *sols organiques*. Pour décrire cet écoumène agricole quand même complexe, nous retiendrons les explications contenues dans l'étude de Pierre-Yves Pépin portant sur *Le Royaume du Saguenay en 1968*.¹⁶

Les premiers, les *sols lourds*, sont d'origine marine et ont la propriété d'être argileux, argilo-limoneux ou argilo-sableux. Ce type de sédiment convient aux grandes cultures et à l'industrie laitière. Ils ne sont pas propres à la culture des légumineuses et sont facilement affectés par l'érosion. Couvrant le quart des basses terres de la cuvette (environ 195 000 acres), ces argiles se répartissent en plusieurs îlots un peu partout autour du Lac. La plaine de Normandin, au Nord-Ouest et celle d'Hébertville, au Sud-Est, sont sans contredit les plus importantes. à un degré plus modeste nous signalerons, à l'Est, la plaine ravineuse de Saint-Cœur-deMarie, ainsi qu'une bande, au Nord, s'étendant entre Roberval et La Doré.

Une partie des *sols francs*, pour leur part, ont une origine alluviale et sont constitués de limons-sableux ou de limons-argileux. Susceptibles d'érosion en raison de leur caractère topographique horizontal, ces sols (podzols) sont utilisés pour la culture de la pomme de terre et pour l'horticulture. Ils n'occupent cependant qu'une faible superficie et représentent 1.4% (11 400 acres) des sols des basses terres. Nous les retrouvons principalement le long des rivières Péribonca et Ticouapé.

L'autre partie des *sols francs* se regroupe dans les secteurs de Girardville et de Dolbeau. Ces sols se trouvent à la limite des sols francs et légers et leur topographie horizontale est peu susceptible d'érosion. En raison de la teneur en sable, ils sont récupérés pour les cultures de pommes de terre bien qu'ils conviennent aussi aux cultures générales de la ferme. Recouvrant 70 000 acres (8% de la plaine basse), nous les rencontrons principalement dans les environs de Dolbeau, Saint-Méthode, Saint-Félicien,, Honfleur et La Doré, mais aussi à Saint-Prime, Normandin, Belle-Rivière et Saint-Augustin.

¹⁶ Pépin, *op. cit.*, pp. 285-287.

Pour ce qui est des *sols légers*, disons qu'en raison de leur origine deltaïque et fluviale, ou encore glaciaire et fluvio-glaciaire, ceux-ci sont en général d'une fertilité déficiente. C'est ce qui explique qu'ils sont rarement utilisés pour des fins agricoles, leur vocation étant surtout forestière. Distribués principalement dans les deltas du Nord-Ouest, ils recouvrent malheureusement de 30 à 40% des sols des basses terres.

S'ajoutent à ce tableau quand même assez complet, des *sols* dits *organiques*. Constitués de matériaux variables, ils comprennent 6% des basses terres (soit 50 000 acres). Outre les terres noires sur argile qui sont susceptibles d'être cultivées, disons que c'est dans ce type de terrain assez impropre à la culture que nous retrouvons les tourbières et les bleuetières.

Le réseau hydrographique

[Retour à la table des matières](#)

Certes, aujourd'hui les chercheurs, bien appuyés par la science moderne, ont réussi à nous brosser un tableau sans doute assez réaliste des conditions qui ont prévalu au moment de la formation de notre environnement régional. Fort heureusement, les thèses plus ou moins crédibles de chroniqueurs comme Arthur Buies ¹⁷ font place aujourd'hui à une compréhension beaucoup plus logique de tous ces phénomènes qui remontent à la nuit des temps. Pour nos contemporains, le tout fait partie intégrante d'un mouvement géologique continental, voire même planétaire.

Il est important de connaître et de bien comprendre l'essentiel de ces phénomènes si nous voulons être en mesure d'apprécier les grandes étapes de la pénétration humaine sur notre territoire. Le retrait graduel de la mer de Champlain a permis au réseau hydrographique actuel de s'organiser. Cette logique de la répartition des cours d'eau est extrêmement importante, car c'est un peu en suivant ce même courant que nous poursuivrons la progression des premiers îlots de peuplements.

¹⁷ Arthur Buies, *Le Saguenay et le Bassin du Lac Saint-Jean*, Québec, Léger Brousseau, 1896, pp. 269-291.

En effet, les fouilles archéologiques récentes, nous font comprendre que très tôt, immédiatement après la mise en place de cette infrastructure naturelle compliquée, des hommes sont arrivés et se sont implantés. Ces primitifs qui appartiennent à l'âge de pierre, se sont répartis le territoire, en empruntant d'abord les espaces circonscrits le long des tributaires les plus importants puis, graduellement, ont pénétré l'ensemble du Pays. L'occasion est belle pour continuer notre énoncé et d'affirmer que cette condition qui a prévalu à l'époque préhistorique est tout aussi valable à l'époque historique de la traite des fourrures et à celle plus récente de l'ouverture du Saguenay-Lac-Saint-Jean à l'entreprise forestière et coloniale.

Faisant partie intégrante du bassin du fleuve Saint-Laurent, le bassin du Saguenay, dont s'associe la cuvette du lac Saint-Jean, est entouré, à l'Est et à l'Ouest, par les bassins respectifs des rivières Betsiamites et Saint-Maurice et, au Nord, par le bassin oriental de la Baie James. Avec celui de la rivière des Outaouais, il est l'un des plus importants sous-bassins composant l'ensemble du réseau hydrographique du Saint-Laurent. Son étendue englobe plus de 80 000 kilomètres carrés. À l'intérieur de ce réseau, le lac Saint-Jean, qui constitue l'une des plus grandes étendues lacustres de la province de Québec, reçoit l'essentiel du bassin de réception des eaux contenues dans les sous-bassins de ses nombreuses rivières tributaires. ¹⁸

* * *

« Considéré davantage comme un réservoir, ce lac se caractérise par sa faible profondeur moyenne (11,3 m) et par le fait que ses eaux peuvent se renouveler à tous les trois mois. À ce titre, ses eaux se comportent comme celles d'un canal d'écoulement. Les rivières du bassin de réception assurent un fort débit moyen de 51785, 1 pi 3/s (1467 ni 3/s). Au printemps, ce débit devient beaucoup plus impressionnant et provoque, pour le seul mois de mai, un renouvellement de 70% des eaux lacustres, alors qu'en hiver, il ne s'agit que de 17% par mois. Ainsi, cette dynamique favorise une purification régulière des eaux du lac. » ¹⁹

* * *

¹⁸ Atlas régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean, op. cit., planche A-6.

¹⁹ Ibid.

Ainsi installée, en plein milieu du plateau laurentien et à 200 kilomètres du fleuve Saint-Laurent, la dépression du lac Saint-Jean attire vers elle les eaux qui arrivent de tous les côtés à la fois. Parmi ces affluents, et ce du plus petit ruisseau à la plus grosse rivière, cinq tributaires principaux assurent la majeure partie des eaux de remplacement. Serpenant à travers des territoires aux pentes incertaines et empruntant des parcours longs de plusieurs dizaines de kilomètres, ces grandes rivières qui s'y déversent au terme d'une course impétueuse, prennent un peu l'importance des cinq doigts de la main, sans lesquels toute articulation deviendrait impossible.

C'est le versant Nord du lac Saint-Jean qui regroupe les sous-bassins d'alimentation les plus importants. Au Nord-Est d'abord, arrive la plus grande de toutes, la Péribonca. Cette rivière mesure près de 500 kilomètres de long et draine une étendue de plus de 30 000 kilomètres carrés. Avant la phase d'industrialisation qui a provoqué le rehaussement artificiel du lac, en 1926, et avant la construction des barrages, la rivière Péribonca était navigable jusqu'à la première chute, soit sur une distance de près de 22 kilomètres de son embouchure. Sa largeur dépassait, à certains endroits, 900 mètres. ²⁰

Paraissant plus étroite que la Mistassini, elle était bordée, d'un côté, par une pointe de terre se rattachant à des battures submergées seulement lors de la saison des hautes eaux. Sur l'autre rive, à l'Est, s'agglutinaient de façon anarchique des petites pointes de terres touffues recouvertes par le foin sauvage. ²¹

Un peu plus au Nord, débouche la rivière Mistassini. Seconde en importance pour sa longueur avec ses 300 kilomètres, elle n'en constitue pas moins un bassin versant plus large que la Péribonca. Concentrant non loin de son embouchure les eaux des rivières Mistassibi et Rivière aux Rats, la surface qu'elle draine est évaluée à environ 20 000 kilomètres carrés. Justement, comme sa consœur, la rivière Mistassini était navigable à certaines saisons sur une distance d'environ 30 kilo-

²⁰ John A. Dresser, *Étude d'une partie de la région du Lac Saint-Jean, Québec*, Ministère des Mines, Commission Géologique, mémoire 92, Imprimerie du Gouvernement, Ottawa, 1918, p. 9.

²¹ Buies, *op. cit.*, p. 259.

mètres. ²² Son estuaire atteignait près de 5 kilomètres de largeur et était parsemé de nombreuses petites îles, touffues et couvertes d'une végétation luxuriante. ²³

Après la Péribonca et la Mistassini, nous retrouvons vers l'Ouest la rivière Ashuapmushuan (Chamouchouane pour les Amérindiens) qui puise ses eaux dans le grand lac Ashuapmushuan. D'un débit tout aussi important que les deux premières, elle draine une superficie d'environ 14 250 kilomètres carrés et s'étire sur près de 300 kilomètres de long. La rivière Ashuapmushuan est l'émissaire de plusieurs affluents dont le plus important est la rivière aux Saumons.

Le bassin versant Sud du lac Saint-Jean est beaucoup moins étendu que celui du Nord. En revenant vers l'Est, plus petite mais tout de même importante, la rivière Ouatichouane s'étend sur une longueur d'environ 100 kilomètres. Elle prend sa source au lac des Commissaires et passe par le lac Bouchette pour drainer une étendue de 1 000 kilomètres carrés.

Enfin, le dernier de nos tributaires, la *Métabetchouane*, représente un bassin de 2 225 kilomètres carrés. C'est le cours d'eau le mieux connu car c'est à partir de son embouchure que l'histoire du Lac-Saint-Jean commence.

La transformation du couvert végétal

[Retour à la table des matières](#)

Vers 7900 ans « avant l'actuel » (traduction française de B.P. « Before Present », la déglaciation entreprend sa phase terminale. Pendant que le Nouveau-Québec épouse la forme que nous connaissons aujourd'hui et que les basses terres menant au lac Saint-Jean viennent à peine d'émerger, la toundra se retire graduellement pour se retrancher un peu plus au Nord. ²⁴

Nous savons maintenant que c'est aux environs des années 5 500 B.P. que le massif adopte les paysages végétaux actuels. Les forêts claires et parsemées d'ar-

²² Dresser, Étude d'une partie.... op. cit, p. 9.

²³ Buies, *op. cit.*, p. 248.

²⁴ Pierre J.H. Richard, « Couvert végétal et paléo-environnement du Québec entre 12000 et 8000 ans BP », *Recherches Amérindiennes au Québec*, 1985, 15 (1-2), pp. 39-56.

bustes remplacent la toundra au fur et à mesure que recule le front glaciaire. Elles sont envahies à leur tour par des essences diversifiées dont la classification est relative à la localisation géographique. Au Nord-Est, le couvert végétal de la taïga est constitué essentiellement d'épinette blanche et, à un moindre niveau, par l'aulne crispé. Au Sud-Ouest, ce sont les forêts de bouleau blanc. Dans les basses terres du lac Saint-Jean, récemment drainées, c'est particulièrement l'épinette noire qui conquiert l'espace. ²⁵

C'est justement ce tableau arboricole particulier qui accueillit les premières migrations d'autochtones et leur fournit les éléments nécessaires à leur survie. Au XVI^e siècle, lorsque les Européens s'installèrent dans la baie de Tadoussac, la forêt saguenéenne originelle se composait de sapins, de cyprès, de bouleaux et de pins suffisamment grands pour « *master un navire de trente tonneaux, aussi vert qu'il soit possible [de veoir]* ». ²⁶ En ce qui concerne plus particulièrement la région du Lac-Saint-Jean, le découvreur Samuel de Champlain va même plus loin que son homologue de 1535 et n'hésite aucunement à préciser qu'en « *entrant dans la terre quelque part de lieue [c'est-à-dire le lac Saint-Jean], les bois y sont tres beaux, & le pays uny* ». ²⁷

Il semble toutefois, malgré l'intérêt marqué par les explorateurs envers le bois de pin, que ce sont les bouquets de bouleaux qui ont été les premiers à souffrir de l'activité humaine. À tout ancêtre tout honneur, les occupants « naturels » ont en effet soutiré de l'écorce de ces arbres une gamme variée de produits nécessaires à leur survie ; ils s'en servirent pour fabriquer les canots, les cabanes et de nombreux objets d'utilité quotidienne. Fort de cet exemple industriel, les Européens ne perdirent pas de temps et utilisèrent à leur tour ce matériau pour construire leurs habitations plus grandes et plus confortables. On retrace même l'existence d'une chapelle tapissée entièrement d'écorce de bouleau. ²⁸

²⁵ Ibid.

²⁶ J. Camille Pouliot, « La grande aventure de Jacques Cartier », *Relations de 1534 et 1535-36*, Québec, 1934, p. 65.

²⁷ *Oeuvres de Champlain*, présentation de Georges-Émile Giguère, Éditions du Jour, Montréal, 1973, vol. II, pp. 84, 328.

²⁸ Victor Tremblay, « En forêt saguenéenne avant la colonisation », *Saguenayensia*, mai-juin 1969, pp. 77-80.

Le prélèvement sélectif envers le bois de bouleau n'est que le point de départ de l'intervention humaine sur la forêt. Au fil des années des hommes arriveront et défricheront pour s'installer définitivement. Au Lac-Saint-Jean, le premier prélèvement significatif fut pratiqué en 1676, à l'embouchure de la rivière Métabetchouane, lorsque les Jésuites entreprirent de défricher une surface de plus de 300 acres pour des fins agricoles. Les commerçants qui les accompagnaient dans leurs déplacements à l'intérieur des terres ne manquèrent évidemment pas d'apprécier cette richesse. En 1725 notamment, une expédition remonte même le Saguenay pour en évaluer le potentiel forestier. On peut dire qu'à cette époque la forêt a atteint une certaine maturité. Les arbres, les pins plus particulièrement, ont un diamètre de plus de 75 centimètres à leur base et mesurent plus de 25 mètres de haut. ²⁹

Grâce à la venue des Commissaires enquêteurs, en 1828, nous connaissons assez bien le menu qui compose le couvert forestier juste avant l'arrivée de la Société des Vingt et un. Vers le Nord, entre les lacs Kénogami et Saint-Jean, le terrain est un peu moins accidenté. C'est le royaume du frêne, de l'orme et du peuplier. ³⁰ Les explorateurs de 1828 s'accordent tous à ce sujet. Sur l'autre rive du lac, vers le secteur de la rivière Péribonca, ce sont les trembles, les bouleaux, les épinettes rouges et blanches, les sapins, les pins rouges et blancs et les cyprès qui tapissent le sol. ³¹

Sur les rives de la Métabetchouane, là où les Jésuites avaient opéré une première incision dans le couvert forestier et avaient tenté d'y implanter des essences nouvelles, la nature a repris ses droits. « *On remarque encore, nous dit Bouchette, les raies de charrues sur les terrains aux environs du jardin, qui étaient alors en état de culture et qui sont maintenant couvert d'une pousse d'épinette, de tremble, de sapin, de bouleau et de pin, et dont une partie produit du mil. Les pommiers et les pruniers qui à la connaissance de plusieurs ont été vus au poste, sont devenus*

²⁹ A.P.C., NG 1, (Archives des Colonies) série C 11 A, vol. 47, folios 213-217, « Remarques que j'ay faites dans mon voyage de Chicoutimy, signé de Tilly, 12 juillet 1725 ».

³⁰ *Exploration du Saguenay*, 1828, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, Séminaire de Chicoutimi, 1968, Rapport de Baddeley, p. 73, Rapport de Nixon, p. 147.

³¹ *Ibid.*, Rapport de Hamel, p. 215.

sauvages et ont disparus. » ³² Enfin, vers l'Ouest, en remontant la rivière As-huapmushuan, on retrouve un peu plus souvent qu'ailleurs, en plus des essences coutumières, des colonies de cèdres. ³³

La cueillette printanière de l'écorce de bouleau par les Amérindiens et la vaine tentative des Jésuites n'avaient rien de commun avec ce qui se préparait. C'est en 1838, que la nature dut affronter le véritable outrage. En effet, il aura fallu, à une poignée d'hommes mal équipés, un seul quart de siècle pour défoncer le panorama primitif et éliminer la majeure partie des forêts de pins. Qu'à cela ne tienne, faute d'avoir eu le temps de tout prendre, une trentaine d'années plus tard un « Grand feu » mémorable, historique même, provoqué encore une fois par l'homme, élimina ce qui restait du couvert forestier originel.

Les pertes furent inestimables. Une partie des terres dévastées fut immédiatement récupérée pour des fins de colonisation alors que le reste du territoire fut laissé à lui-même. Complètement détruite, la nature aura besoin d'une longue période de repos. Cela prendra au moins un quart de siècle pour que la forêt ressemble un peu à ce qu'elle était.

* * *

« Sur le côté méridional du lac Saint-Jean, la forêt actuelle couvre principalement la haute terre. Des souches et des billes qui ont survécu à la destruction de la forêt primitive indiquent que des pins d'une grande hauteur recouvraient autrefois une bonne partie de cette région. » ³⁴

* * *

Au tournant du siècle, près de 97% du territoire étudié est constitué de forêts ; le reste, correspondant à environ 500 000 acres, se trouve en culture ou en défrichement. C'est l'épinette blanche, noire et rouge qui compose à ce moment la ma-

³² *Ibid.*, Rapport de Bouchette, p. 295.

³³ *Ibid.*, p. 307.

³⁴ Dresser, Étude d'une partie.... op. cit., p. 18.

jorité des essences, soit plus de 75% du nouveau couvert forestier ; les bouquets de bouleau, de sapin, de cyprès et de pin forment le dernier 25%. ³⁵

Pour ce qui est des ormes d'Amérique (*Ulmus america*), pourtant bien présents dans notre histoire, les botanistes notent leur présence à des endroits bien délimités. Selon le Frère Marie-Victorin, ces arbres poussent mal dans les terrains acides. Or, la presque totalité des terres comprises entre la région des Laurentides et tout l'Ungava sont des territoires essentiellement acides. Seul le bassin du Lac-Saint-Jean, avec ses sédiments ordoviciens ³⁶ et ses matériaux glaciaires, lui offre un refuge. « *L'aire de cet espèce très discontinue - nous dira le botaniste - et le bassin du lac Saint-Jean constitue un flot en dehors de l'aire principale* ». ³⁷

Le climat

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons ainsi mentionné à plusieurs reprises que le Lac-Saint-Jean constitue, sur le plan géophysique, une sorte d'enclave à l'intérieur de laquelle la nature a réuni un ensemble de conditions, plus ou moins favorables, pouvant faciliter l'occupation humaine. Cette assertion était vraie à l'époque préhistorique tout comme elle l'a été à l'époque de la colonisation. Parmi toutes les caractéristiques du milieu en question, le climat reste, sans contredit, la donnée qui a le plus contribué à faire du Lac-Saint-Jean un endroit où il est possible de vivre.

Les historiens ont souvent donné libre cours à leurs intuitions à ce sujet. Plusieurs n'ont pas hésité à énoncer certaines thèses, plus ou moins crédibles, voulant que la région était pourvue, dans certains secteurs bien délimités, de plusieurs micro-climats. La tradition orale nous montre que la population a en général accepté d'emblée cette idée. Selon elle, ces phénomènes qui restent encore à vérifier,

³⁵ Régions de Québec, du Lac-Saint-Jean, de Chicoutimi et de la Côte Nord du Saint-Laurent, 1889-1908, publié par le Ministère des Terres et Forêts, 1908, p. 61.

³⁶ C'est la seconde période comprise dans le paléozoïque. Se référer à la note 10.

³⁷ Frère Marie-Victorin, Études floristiques sur la région du lac Saint-Jean, Montréal, 1925, p. 45.

expliquent l'implantation de cultures fragiles et justifient la localisation des premiers établissements.

Les anciens Jésuites avaient été les premiers à croire à cette clémence climatique. Pour cette raison, ils n'avaient pas hésité à y implanter des colonies d'arbres fruitiers dont la croissance reste extrêmement capricieuse.³⁸ Pourtant, si l'on se réfère à la description qu'en faisait l'un des leurs, le Révérend Père Pierre Laure, dans sa mission de 1730, nous pouvons déduire que cette « vision » enchanteresse ne fait pas l'unanimité, même à l'époque. Les terres sont bonnes, mentionne-t-il, « *mais la plupart des grains, surtout le bled d'inde n'y sauroient venir à maturité à cause des fréquents nord-oïst qui de bonne heure y sont très-piquans et donnent de la neige vers la fin d'aoust quelquefois* ». ³⁹

Sans exclure totalement l'idée des micro-climats tels que perçus par nos ancêtres, nous devons admettre cependant qu'il existe des variations plus ou moins importantes de température dans des secteurs précis. Ceci devient d'autant plus plausible lorsque nous acceptons l'idée que dans l'hémisphère boréal toutes les phases de notre climat sont étroitement liées à la distribution des pressions barométriques à la surface du pays et au mouvement général de l'atmosphère allant de l'Ouest vers l'Est.⁴⁰

De façon générale, le climat continental caractéristique du Lac-Saint-Jean, tout comme celui du Saguenay, se définit ainsi : un hiver froid et un été chaud juste assez long pour permettre l'établissement de certaines cultures. Les moyennes maximales atteignent environ 25 C à Roberval et 24 C à Mistassini. Les

³⁸ Au XIX^e siècle, lorsque la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada entreprend son enquête, plusieurs témoins, tels François Verreault et Pascal Taché, mentionnent qu'il existait encore à ce moment sur le site de l'ancienne ferme des Jésuites, à Métabetchouan, des colonies de pruniers, de pommiers, de cerisiers et même des vignes. *Incursion documentaire dans le Domaine du Roi 1780-1830*, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, Séminaire de Chicoutimi, 1968, pp. 52 et 72.

³⁹ Arthur E. Jones, *Mission du Saguenay, Relation inédite du R.P. Pierre Laure, S.J., 1720 à 1730*, Documents rares ou inédits, Archives du Collège Ste-Marie, Montréal, 1889, p. 34.

⁴⁰ Esdras Minville, *L'Agriculture*, Direction des Hautes études commerciales de Montréal, Fides, 1944, p. 131.

moyennes minimales, au contraire, se tiennent à des bas redoutables car elles varient dans les deux endroits à -23 C et -26 C respectivement. ⁴¹

Plusieurs géographes se sont attardés à vérifier la question des variations climatiques rencontrées d'un secteur à l'autre. Pierre-André Dubé, entre autres, est d'avis que le lac Saint-Jean exerce réellement une certaine influence sur le total des températures annuelles. ⁴² La masse d'eau imposante qu'il renferme contribue principalement à la diminution des écarts thermiques moyens de l'été. ⁴³

En effet, en raison de la dominance des vents du Nord-Ouest et de leur vitesse, la partie occidentale est plus continentale, moins arrosée en été et moins neigeuse l'hiver. Au cours de la saison estivale le soleil s'y retrouve plus souvent, l'humidité relative est plus faible et l'évaporation plus grande. « *Il est indéniable que ces différences se font beaucoup plus sentir en été alors que le lac n'est pas gelé.* » ⁴⁴

Une étude récente, commandée au début des années soixante-dix par la Mission de planification du Saguenay-Lac-Saint-Jean, partage le territoire en six régions principales. Selon l'auteur de ce rapport, Claire Pleau, l'ensemble de la zonation climatique apparaît comme un prolongement thermique de la vallée du Saint-Laurent, soit une sorte de méso-climat à l'intérieur du Bouclier canadien. À lui seul, le Lac-Saint-Jean comprend quatre zones : la première, située au Sud, est « *chaude et légèrement humide* » ; la seconde, située au Sud-Ouest, est « *chaude et sèche* » ; la troisième, située au Nord, est « *froide et sèche* » ; la quatrième, située partiellement entre l'Île d'Alma et la plaine d'Hébertville, est « *chaude et humide* ». ⁴⁵

⁴¹ *Ibid.*, p. 147.

⁴² Pierre-André Dubé, *Influence de la structure des bleuetières sur le rendement*, Québec, Université Laval, Thèse de Maîtrise, 1968.

⁴³ Atlas régional.... op. cit., carte A-3.

⁴⁴ Majella J. Gauthier, *L'Agriculture au Lac-Saint-Jean*, Travaux géographiques du Saguenay, no 1, Centre de recherche du Moyen-Nord et Module de Géographie, U.Q.A.C., novembre 1975, p. 106.

⁴⁵ Mission de planification régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean, *Esquisse du plan de développement*, document numéro 4, « *Étude climatologique en fonction de l'agriculture* », Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1970. Ces données confirment d'ailleurs celles publiées en 1968, dans le *Feuille météorologique*, Service de Météorologie, Ministère des Richesses naturelles, Province de Québec, vol. VIII, no 2.

Fig. 2.
Aspect géologique de la rivière Ouiatchouane.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-26.17.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 3.
Paysage morcelé et accidenté, à Saint-Cœur-de-Marie.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.21.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 4.

Famille de Montagnais de Pointe-Bleue.

Photo Notman, Musée McCord, 3206, circa 1890 (Courtoisie ANQC).

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 5.
L'estuaire de la Métabetchouane.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-28.24.

[Retour à la table des matières](#)

La faune

[Retour à la table des matières](#)

Voici, expliqué en quelques lignes, l'essentiel du support naturel devant accueillir la vie dans ces contrées. Le changement climatique qui entreprenait sa marche dans toute l'Amérique du Nord, il y a environ 17 000 ans, était à la base de ce bouleversement. En quelques années seulement, une nature nouvelle sur le plan géologique succédait à l'ancienne en même temps que se transformait, sur un même rythme, la vie. Progressant sur le front glaciaire et sa double ceinture de toundra et de taïga, le bison, le caribou et l'Homme allaient être les grands gagnants. ⁴⁶ Pour combien de temps ?

Jusqu'à l'arrivée des premiers Européens, le Saguenay primitif, celui-là même que Cartier avait failli connaître, était habité par une faune riche et diversifiée. Les « naturels » des lieux y retrouvaient en abondance tout ce dont ils avaient besoin pour assurer leur subsistance. Malheureusement, la venue des commerçants de fourrures eut pour conséquence, de créer, pour la première fois, une pression indue sur la faune et plusieurs de ses représentants. Il suffit de se rappeler qu'au début du XVIII^e siècle, le roi des forêts boréales, l'orignal, est pratiquement disparu du Saguenay-Lac-Saint-Jean. À ce propos justement, nous verrons un peu plus loin que la situation deviendra même dramatique. Faute de peaux, le poste de Métabetchouan dut fermer définitivement ses portes. La disparition des principaux sujets de la faune saguenéenne, dont l'élan d'Amérique, justifiait cette attitude drastique de la part des négociants propriétaires des postes du Domaine du Roi. ⁴⁷

L'ouverture du Saguenay à la colonisation n'aidra pas à diminuer la menace pesant lourdement sur certains représentants de notre faune locale. Jusqu'à tout récemment, le caribou, principal élément dans la chaîne alimentaire des autochtones, foisonnait partout au Canada et toutes les régions du pays comptaient, il y a

⁴⁶ Normand Clermont, « Mémoire d'éléphant... », *Recherches Amérindiennes au Québec*, 1985, 15 (1-2), pp. 7-16.

⁴⁷ Se reporter au texte de l'auteur publié dans *Saguenayensia*, « La faune menacée... un vieux problème au Saguenay », oct.-déc. 1987.

moins d'un siècle, ses propres troupeaux. La population était alors évaluée à plus de trente millions de spécimens, chiffre pour le moins surprenant si l'on considère le fait qu'actuellement le plus grand troupeau au monde parcourt la toundra du grand nord québécois et n'atteint pas le demi-million. ⁴⁸

Avant qu'une voie carrossable nous relie à la ville de Québec, le Lac-Saint-Jean était considéré comme un véritable paradis du chasseur au chapitre du caribou et de l'orignal. En parlant justement de ces contrées, James McKenzie disait, au début du XIX^e siècle, que « *le pays très aride, couvert de petits arbres mousseux, et servant de nourritures aux Cariboux, qui sont très nombreux dans ce pays ; l'on rencontre l'Orignal dans le pays qui borde le Lac St. Jean, en plus grande quantité que dans aucun autre endroit.* » ⁴⁹ Thomas Fortin, guide de chasse laurentien rendu célèbre par l'étude de Damase Potvin, « *Thomas, le dernier de nos coureurs de bois* », croit qu'il ne serait pas exagéré de dire qu'au début de ce siècle l'on pouvait en compter pas moins de 10 000 têtes dans le Parc des Laurentides. Ce personnage haut en couleurs et presque légendaire aujourd'hui, rapporte que l'hiver, sans même faire usage de raquettes, il lui était possible de se rendre à la rivière Malbaie jusqu'au lac Jacques-Cartier, uniquement en suivant les pistes battues par les caribous. À plusieurs reprises il avait pu en compter des centaines. ⁵⁰

Les spécialistes ne s'entendent pas sur les raisons de sa disparition des forêts du Saguenay. Il semble toutefois que l'événement pour le moins tragique n'est pas unique à notre région. Tout ce que nous pouvons dire c'est qu'il commence à disparaître graduellement à partir du début de notre siècle et nul ne sait véritablement pourquoi. Au Lac-Saint-Jean les chasseurs le poursuivirent jusqu'au milieu de la décennie vingt. En 1924, dernière année où nous pouvons sentir sa présence encore ici, en voir un et le tuer relèvent à toute fin pratique de l'exploit et les journaux ne manquent pas d'en relater l'événement. ⁵¹

⁴⁸ Damase Potvin, *Thomas, le dernier de nos coureurs de bois – le parc des Laurentides*, Éditions Garneau, Québec, 1945, pp. 103-126.

⁴⁹ *Incursion documentaire dans le Domaine du Roi*, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, Séminaire de Chicoutimi, 1968, p.22.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 110.

⁵¹ *Le Colon*, 23 octobre 1924.

La dramatique histoire du caribou du Lac-Saint-Jean n'est pas un simple cas isolé. Elle se répétera trop souvent et s'étendra à la plupart des représentants de la faune locale. La faune aquatique, par exemple, qui était il n'y a guère plus d'un siècle l'une des plus riches au monde, a dû affronter les assauts répétés de la civilisation.

La pêche sportive, l'édification des barrages et la pollution industrielle ont pratiquement eu raison de la ouananiche, du doré et de la truite. Seul le meunier noir, cet étranger introduit inconsciemment par les pêcheurs sportifs, semble être en mesure de survivre dans ce nouvel environnement toujours de plus en plus dégradé.

La faune ailée a elle aussi son histoire tragique. L'objet de notre étude n'étant pas de dresser un tableau détaillé de la transformation du menu animalier sague-néen, nous nous contenterons de déplorer l'extinction de la tourte et la disparition de la perdrix blanche pour faire sentir à quel point la colonisation blanche a eu un impact négatif sur la nature. Certes, certains seront tentés de murmurer qu'une étude se prétendant faire la synthèse de la colonisation du Lac-Saint-Jean, n'a pas nécessairement besoin d'appuyer sur cette question de la transformation de la nature. Pour notre part, nous croyons que la colonisation ne peut uniquement présenter un profil bucolique, où tout se passe en harmonie avec la nature. Au contraire !

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

Chapitre deuxième

L'épopée des fourrures 1647-1849

La préhistoire du Lac-Saint-Jean

[Retour à la table des matières](#)

À l'époque préhistorique, le territoire du Lac-Saint-Jean était habité par une bande d'Amérindiens, les « *Kak8chaKs* » (Kakouchaks), nom signifiant porc-épic. Ces gens faisaient partie de la grande famille linguistique montagnaise, elle-même sous-groupe de la grande famille algonquine. Le « *Piékouagami* », premier nom du lac Saint-Jean, servait de lieu de rassemblements et d'échanges entre Amérindiens, et c'est plus particulièrement à l'embouchure de la rivière Métabetchouane que se tenaient ces foires. Ces premiers occupants provenaient des différents campements repartis autour et au long des grands tributaires. ⁵²

Les découvertes archéologiques effectuées par Robert Simard ⁵³ et Joseph-Henri Fortin ⁵⁴, dans les années soixante et soixante-dix, puis celles plus récentes de l'équipe d'archéologues attachés à l'Université du Québec à Chicoutimi, nous

⁵² Russel Bouchard, *Métabetchouan : du poste de traite à la ville*, Société historique du Saguenay, série Histoire des Municipalités, no 3, 1986, pp. 5-7.

⁵³ R. Simard,, *Le site de Métabetchouan, Lac-Saint-Jean*, Société d'Archéologie du Saguenay, Rapport préliminaire, Chicoutimi, 1970.

⁵⁴ J.-H. Fortin, *Archéologie au Lac-Saint-Jean, une culture unique du Lac-Saint-Jean, Lac-à-la-Croix*, 1974. Document non publié.

indiquent l'existence de populations plus éloignées, tant du Nord que du Sud.⁵⁵ Les collections d'artefacts recueillis par ces pionniers de l'archéologie au Lac-Saint-Jean suggèrent une occupation possible de l'embouchure de la Métabetchouane depuis près de 6 000 ans. Un certain nombre d'objets en pierre polie et en pierre taillée témoignent de techniques de façonnages d'outils typiques de la période dite archaïque, époque s'échelonnant entre 4 000 et 1 000 ans avant le Christ.

Selon Marcel Laliberté et Camille Lapointe, dernière équipe d'archéologues à se pencher systématiquement sur tous les artefacts découverts au Lac-Saint-Jean à ce jour, la présence de céramique amérindienne, de facture huronne à Métabetchouan et iroquoïenne à Chicoutimi confirme la participation des occupants de la région à l'un de ces réseaux d'échanges.⁵⁶ Le Père Albanel va même plus loin. Lors de son voyage à la mer du Nord, en 1671-1672, il note que, bien avant l'arrivée des Blancs, toutes les nations vivant entre les « *deux mers de l'Est et du Nord* » se réunissaient pour faire leur commerce. C'est dire qu'avant l'époque des premiers contacts entre Blancs et autochtones, la région du Saguenay et surtout celle du Lac-Saint-Jean connaissent une activité humaine fébrile et soutenue.

Les mentions les plus anciennes traitant de l'existence des Amérindiens du Lac-Saint-Jean nous proviennent de la plume même de l'explorateur Samuel de Champlain, lors de sa visite à Tadoussac et sa tentative de pénétrer le Saguenay, le 11 juin 1603.⁵⁷ Dans son récit, le fondateur de Québec précise que sur la rive Ouest, probablement à l'embouchure des rivières Mistassini, Ashuapmushuan et Métabetchouane, habitent des peuples sédentaires. Ces gens sont visités, reprend-il dans son récit de 1608, par des tribus nomades vivant dans les territoires plus au Nord.⁵⁸

⁵⁵ Marcel Laliberté, « Occupations et échanges autochtones sur la rive gauche de la Métabetchouan », dans *Saguenayensia*, oct.-déc. 1985, pp. 172-175.

⁵⁶ Marcel Laliberté et Camille Lapointe, *Inventaire archéologique des berges de la rivière Métabetchouane*, M.A.C., Québec, 1985, pp. 5-11.

⁵⁷ G.-E. Giguère, *Oeuvres de Champlain*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, vol. 1, (1603), p. 21.

⁵⁸ *Ibid.*, (1608), pp. 143-144. Marcel Laliberté croit que ces visiteurs appartiennent à des nations nomades, différentes des Kakouchaks et qui fréquentaient la mer du Nord. Ces groupuscules venaient sur les bords du lac Saint-Jean pour échanger des fourrures contre des marchandises obtenues par les

* * *

« Les sauvages m'ont fait rapport qu'ayant passé le premier saut ils en passent huit autres, puis vont une journée sans se trouver, & de rechef en passent dix autres, & vont dans un lac, où ils font trois journées, & en chacune ils peuvent faire à leur aise dix lieues en montant : Au bout du lac y a des peuples qui vivent erran ; & trois rivières qui se deschargent dans ce lac, l'une venant du Nord, fort proche de la mer, qu'ils tiennent estre beaucoup plus froide que leur pays ; & les autres deux d'autres costes par dedans les terres, où il y a des peuples sauvages errans qui ne vivent aussi que de la chasse, & est le lieu où nos sauvages vont porter les marchandises que nous leur donnons pour traicter les fourrures qu'ils ont, comme castor, martres, loups serviers, & loutres, qui y sont en quantité, & puis nous les apportent à nos vaisseaux. » ⁵⁹

* * *

Comme nous pouvons le constater dans cet extrait de document, il n'y a pas uniquement l'embouchure de la rivière Métabetchouane qui a abrité des peuplades primitives. Même si les données archéologiques sont encore trop fragmentaires pour nous permettre de décrire le véritable profil de l'occupation préhistorique, certaines études de matériel lithique tendent à démontrer que les Amérindiens ont probablement habité partout où ils pouvaient pénétrer le territoire. Tous les tributaires, petits ou grands, ont facilité la pénétration de l'arrière-pays à des degrés plus ou moins forts.

Les récentes analyses effectuées par l'archéologue Jeannette Girard, sur du matériel lithique retrouvé le long de la rivière Péribonca, démontrent clairement la présence persistante d'Indiens chasseurs ⁶⁰ Ces premières familles qui sont arrivées ici après la fonte du glacier et le retrait de la mer de Laflamme, auraient réussi à s'adapter à ce milieu difficile en adoptant un système particulier de subsistance basé sur le rythme des saisons. Traditionnellement, ces groupuscules se retrouvaient à des lieux précis, pour échanger différents produits d'utilité quotidienne et régler la qualité des relations entre eux. Il y avait les sites d'été (près des

Français. Se référer à l'article paru dans *Saguenayensia*, oct-déc. 1987, « *Sur la piste des Takoumis* ».

⁵⁹ Giguère, *op. cit.*, (1608), pp. 143-144.

⁶⁰ Jeannette Girard, *Préhistoire de la rivière Péribonca*, Groupe des Études amérindiennes, Université du Québec à Chicoutimi, 1985.

cours d'eau faciles d'accès) pour les foires d'échanges, la pêche et la cueillette, et les sites d'hiver (plus à l'intérieur des terres) pour la chasse.

Il ne sera vraisemblablement jamais possible de connaître la localisation de tous les groupuscules qui ont habité les territoires du Lac-Saint-Jean, à différentes époques de la préhistoire. Seules des fouilles archéologiques plus poussées permettront un jour de localiser les lieux exacts et d'évaluer l'importance relative de chacun.

L'époque des premiers contacts

[Retour à la table des matières](#)

Dès le milieu du XVI^e siècle, le fleuve Saint-Laurent, particulièrement le havre de Tadoussac, est régulièrement fréquenté par les pêcheurs de morue en provenance d'Europe. À ce moment, cette présence étrangère sur nos côtes ne produit que peu d'effet, car les contacts entre chasseurs amérindiens et pêcheurs européens se réduisent à très peu de chose. À partir de 1560, un nouveau procédé de conservation de la morue oblige les pêcheurs à construire des installations plus importantes un peu partout le long du fleuve, dont Tadoussac. La présence de ces étrangers, depuis le début de mai jusqu'à la fin d'août, favorisera par la suite des contacts plus soutenus entre Européens et Amérindiens. ⁶¹

Ces rencontres saisonnières auront comme conséquence immédiate de modifier profondément le comportement sociologique des deux groupes ethniques en présence. Rapidement, la tradition d'un commerce régulier s'implante. Au fur et à mesure que se développe le marché du castor, des monopoles s'établissent. Dans ce nouveau contexte, la position géographique particulière du Lac-Saint-Jean lui confère une importance capitale qui s'accroîtra à la faveur des guerres tribales meurtrières et dévastatrices.

Dès le début du commerce des pelleteries, dans le dernier quart du XVI^e siècle, le lac Saint-Jean constitue donc une étape sur la route des fourrures. Les

⁶¹ Jean-Paul Simard, « Survol de l'histoire économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean », dans *Économie régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Gaétan Morin éditeur, 1981, pp. 18-19.

voyageurs partant de la Baie Georgienne, passent par les hauteurs des rivières Ottawa, Saint-Maurice et Saguenay, pour aboutir finalement à Tadoussac.⁶² Dans ses « Relations » de 1626, le Père Charles Lallemant signale l'importance de la traite à Tadoussac. Certaines années « *il a veu jusques à vingt navires* » dans ce port.⁶³

Les Français de l'époque désignent les Amérindiens de ce territoire du nom de Montagnais ou Montagnards (eux-mêmes s'appellent « Kak8chaks »). Pendant plusieurs années ces gens s'occupent à défendre jalousement l'exclusivité de la traite en ces contrées. Selon l'historien Jean-Paul Simard, qui a développé la thèse de la « chasse gardée de Tadoussac », pour préserver leur monopole ils exercent une surveillance très serrée du territoire, décourageant même les trafiquants et les missionnaires de s'aventurer à l'intérieur des terres, dans les régions du Saguenay et du Lac-Saint-Jean.⁶⁴

Si l'on se réfère à la « Relation » du Père Le Jeune, en 1637, les Kak8chaks maintiennent toujours leur mainmise. En effet, interrogeant quelques Algonquiens à propos de leurs relations avec les Français et des difficultés qu'elles ont engen-

⁶² Harold A. Innis, *The fur trade in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, pp. 14-15.

⁶³ Relations des Jésuites, « Lettre du P. Charles L'Allemant, au Père Hiérosme L'Allemant son frère », Éditions du Jour, tome. 1.

⁶⁴ J.-P. Simard, « *Les Amérindiens du Saguenay avant la colonisation blanche* », dans Simard, Pouyez et Lavoie, *Les Saguenayens*, P.U.Q., 1983, pp. 67-77. Nous croyons bon de mentionner que la thèse de « l'abbé Jean-Paul » ne rallie pas tous les avis. L'anthropologue et archéologue Céline Larouche, dans son mémoire de maîtrise, *Contribution à la Préhistoire du Lac-Saint-Jean*, qui doit être déposé à la Faculté des Études Supérieures de l'U.Q.A.M., aborde le sujet de façon différente. Mettant en évidence des préoccupations plutôt anthropologiques qu'historiques, Larouche croit que les Amérindiens de l'époque ne sont pas assujettis aux mêmes contraintes politiques que les Européens. Dans ses propos elle rallie l'archéologue J.-F. Moreau qui pense, pour sa part, que le schème utilisé par l'historien adopte une conception trop européenne. Simard, selon Moreau, oublie d'observer le cas à la façon des autochtones de l'époque. Se référer aux précisions de base publiées par J.-F. Moreau et J. Girard, « *Histoire et préhistoire de la rivière Péribonca* », publié dans *Saguenayensia*, janv.-mars 1987, pp. 6-18.

drées, certaines peuplades vivant à l'intérieur des terres n'entretiennent, encore à ce moment, aucun commerce avec les Blancs. ⁶⁵

* * *

« Je répondis que certains peuples demeurans fort avant dans les terres, au dessous de Tadoussac n'avoient aucun commerce avec l'Europe, ne se servant que de haches de pierre à ce qu'une femme de ce pais là m'avoit racopté, & que cependant ils mourroient aussi souvet que les autres nations errantes »

* * *

À travers ce texte imprécis, il est difficile de pointer catégoriquement les peuplades du Saguenay et même du Lac-Saint-Jean. Il faut en retenir que les relations commerciales et humaines conservent alors une dimension extrêmement limitée. Le texte de Le Jeune nous indique également qu'encore à cette date, ce sont uniquement les « Sauvages » de Tadoussac qui réussissent à pénétrer ce territoire. Cette situation d'étanchéité ne survivra guère aux commentaires du Jésuite.

En effet, les missionnaires tentent, à différentes époques, d'établir Tadoussac comme lieu de mission. Lors d'une première et vaine tentative, en 1615, cette entreprise est jugée impossible par les Pères Récollets. Les Jésuites, à leur tour tentent leur chance en 1632 mais ne réussissent pas à obtenir un meilleur succès. Aux dires du Père Le Jeune, c'est l'état de nomadisme dans lequel vivent les autochtones qui rend pratiquement impossible cette tâche. Ce ne sera finalement qu'en 1641 qu'il reviendra pour inaugurer la mission de Tadoussac. ⁶⁶ Confiée au Père Jean Dequen aux lendemains de sa fondation, ce dernier y consacra onze années de sa vie.

⁶⁵ Thwaites, *Relations des Jésuites*, vol. 11, p. 11.

⁶⁶ Thwaites, *Relations des Jésuites*, vol. 21, pp. 80-104. Victor Tremblay, *L'évangélisation du Saguenay par les Jésuites 1641-1782*, S.H.S., Chicoutimi, 1946.

La « découverte » du lac Saint-Jean

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, jusqu'en 1647, aucun Blanc n'est en mesure de remonter la grande rivière Saguenay et atteindre la contrée du Lac-Saint-Jean. Champlain avait réussi partiellement cet exploit, mais il avait dû rebrousser chemin un peu avant l'actuel village de Sainte-Rose-du-Nord. À son arrivée à Tadoussac, au printemps 1647, le Père Dequen apprend qu'un bon nombre d'Amérindiens vivant dans le « Piékouagami » souffrent de la maladie. Profitant de cette sollicitation qui justifie en quelque sorte la violation des règles établies, le Père est ainsi conduit par deux guides autochtones, dans ce territoire inviolé.

Partis le 11 juillet dans un frêle canot d'écorce, les guides et leur illustre invité mettent cinq jours à se rendre à destination. Des propres aveux de Dequen, le voyage est pénible et n'a rien de facile. Ramant à contre-courant de l'aube à la nuit tombante, ils remontent le Saguenay jusqu'à la hauteur de la rivière Chicoutimi. De là ils se transportent au lac Kénogami puis, marchant à travers bois, ils rejoignent péniblement le lac « Kin8gamichich »⁶⁷ et la rivière des Aulnaies pour arriver au lac tant convoité. C'était le 16 juillet 1647.

À la vue de l'illustre visiteur, les Indiens sont étonnés car ils ne pouvaient croire à un tel exploit. Ils le reçoivent dans leurs cabanes « *comme un homme venu du ciel* ». L'heure est à la fête. Quelques-uns lui apportent du poisson séché à la fumée, d'autres de la viande boucanée. En signe d'amitié le chef lui offre un « *castipitagan* », sorte de peau de castor ouverte seulement sur le col.

Le père reste trois jours avec eux ; il confesse les chrétiens, console les malades et prépare plusieurs vieillards au baptême pour l'été prochain. À son grand étonnement, il trouve une grande croix à l'entrée du lac, probablement plantée là par quelques naturels convertis lors de visites précédentes à Tadoussac. Heureux de son expérience, il entreprend le voyage de retour, voyage qui s'effectue en seu-

⁶⁷ Dequen parle de « *rivière Kin8gamichich* », qu'il confond avec le lac Kino-gamichiche, la source de la rivière des Aulnaies.

lement trois jours. Devant l'importance de cet événement, revoyons le panorama qui s'offre à lui au moment de son arrivée : ⁶⁸

* * *

« Ce lac est si grand qu'à peine en voit-on les rives, il semble estre d'une figure ronde, il est profond & fort poissonneux, on y pesche des brochets, des perches, des saumons, des truites, des poissons dorés, des poissons blancs, des carpes & quantité d'autres especes. »

« Il est environné d'un plat pays, terminé par de hautes montagnes éloignées de 3. ou quatre ou cinq lieues de ses rives, il se nourrit des eaux d'une quinzaine de rivières ou environ, qui servent de chemin aux petites nations, qui sont dans les terres pour venir pescher dans ce lac, & pour entretenir le commerce & l'amitié qu'elles ont par entr'elles. Nous vogasme quelques temps sur ce lac, & enfin nous arrivâmes au lieu où estoient les sauvages de la nation du Porc-Epic. »

* * *

Les premières missions et la création de la Traite de Tadoussac

[Retour à la table des matières](#)

La rivière sur les bords de laquelle est établi le campement amérindien, lieu de destination du Père Dequen, correspond à l'embouchure de la rivière Métabetchouane. Le jour est mémorable car à partir de ce moment, ce territoire est ouvert à une entreprise coloniale.

Le voyage précipité de Dequen nous indique que les nouvelles missions du Saguenay revêtent un caractère fort original. Ce sont les Amérindiens eux-mêmes qui ont appelé les missionnaires. Alors que presque partout ces apôtres du Christ doivent péniblement, au risque de leur vie, se faire accepter, ici c'est le contraire. Les tribus du Saguenay réclament un missionnaire avec insistance.

Par contre, même si le Jésuite est bien accueilli en 1647, l'accès au lac Saint-Jean reste incertain. L'année suivante, il entreprend un autre voyage, sans toute-

⁶⁸ Thwaites, *Relations des Jésuites*, vol. 31, pp. 284-254.

fois réussir à atteindre son lieu de destination. Rendu à mi-chemin, probablement à la hauteur de l'embouchure de la rivière Chicoutimi, Dequen apprend que les Montagnais des terres lointaines sont déjà partis et qu'il lui sera impossible de les rattraper.⁶⁹ N'insistant pas devant ces témoignages, il se limite à donner les secours de la foi aux quelques résidents et décide de retourner à Tadoussac.

Pouvons-nous déceler dans ce témoignage une dernière tentative de protection du territoire ? Possible mais peu probable. Rappelons-nous qu'en 1649 les Iroquois entreprennent une véritable campagne militaire chez leurs ennemis. Ces attaques meurtrières et extrêmement brutales aboutissent au massacre des Hurons et, dans ce contexte de guerre, les tribus alliées sont nerveuses. Les missionnaires devront attendre.

Toujours est-il qu'au cours du mois de mai 1652, les Jésuites reviennent pour la troisième fois au lieu qu'ils nomment « *Lac de Saint Jean* ». Lors de cette visite, le missionnaire donne la mission, reconforte les malades et célèbre la messe pour la première fois, le 21 mai, à l'embouchure de la Belle-Rivière. Le lendemain, avec un groupe de Montagnais, il explore les alentours du lac et, le 23, il débarque à Métabetchouan. C'est à cet endroit que vivent « *le gros des Sauvages* ». ⁷⁰

* * *

« Le vingt-troisiesme, nous arrivasme où estoit le gros des Sauvages. Si tost que nous fusme apperceus, tout le monde sortit de sa cabane. Ils me receurent avec une joye, & avec une affection qui s'explique moin par la bouche, qu'elle n'est sensible au coeur. Le Capitaine fait mettre tout le monde en campagne, pour me bastir une Eglise, & une maison. » ⁷¹

* * *

Le troisième voyage du Père Dequen au pays du Lac-Saint-Jean ne revêt pas seulement un aspect religieux. En effet, la crise économique, qui s'accroît à la suite de la destruction de la huronnie, y est certainement pour quelque chose. Pressés par la nécessité de redresser les finances de la Nouvelle-France, le gou-

⁶⁹ *Relations des Jésuites*, Éditions du Jour, tome 4, Relation de 1648, p. 39.

⁷⁰ Thwaites, *Relations des Jésuites*, vol. 37, pp. 210-230.

⁷¹ *Ibid.*, p. 222.

verneur Lauzon et le Père Ragueneau, tous deux membres du Conseil de Québec, décident de créer un monopole régional de fourrures, dit Traite de Tadoussac, du nom de son centre d'opération. Sur le plan géographique, ce monopole englobe, au début, tout le territoire circonscrit entre l'Ile-aux-Coudres, Sept-Iles et la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.⁷² Le décret qui intégrera le territoire montagnais dans les limites de la Nouvelle-France est signé par Lauzon, le 2 mars 1652. Ce domaine sera affermé à des particuliers ou encore à des compagnies privées.

Les années qui suivent la création de la Traite de Tadoussac et la venue du Père Dequen font place à une interruption des visites régulières à Métabetchouan. En effet, il semble, selon la « Relation » de 1659-1660 et selon celle de 1661, que les missionnaires ne s'y arrêtent pas au cours de ces années. Il faudra attendre après un événement militaire d'importance pour ces peuples : l'attaque des Iroquois, en 1665.

Après l'exploit de Dollard Des Ormeaux et ses braves, au Long-Sault, en 1660, les Iroquois reprennent leurs activités guerrières. Ils projettent d'intensifier leurs attaques contre toutes les peuplades du nord, dont celles du Lac-Saint-Jean. En 1664, une bande de trente guerriers réussit à atteindre le Piékouagami. Le combat est meurtrier de part et d'autre et se solde par l'élimination physique des envahisseurs.⁷³ Les commentaires de François Lemercier ne précisent pas le lieu exact des affrontements, mais nous croyons qu'ils se sont déroulés à Métabetchouan et à la Belle-Rivière.

En 1666, le Père Henri Nouvel, qui a passé une partie de l'hiver avec les Papi-nachois et une partie de l'été avec les Indiens du Lac-Saint-Jean, se félicite du succès remporté. C'est au cours de ce long voyage qu'il fonde la mission de Métabetchouan. Selon les témoignages des survivants, la visite des Iroquois aura traumatisé grandement les autochtones.⁷⁴ Mais, en dépit de la venue régulière des missionnaires, l'exode des Montagnais vers la baie James continue.

⁷² Gustave Lanctot, *Histoire du Canada*, Beauchemin, Montréal, 1967, p. 266.

⁷³ Thwaites, *Relations des Jésuites*, *op. cit.*, vol. 50, pp. 36-42. Ce combat a été commenté dans un texte de Victor Tremblay, « *Les Iroquois chez nous, combat de 1664* », *Saguenayensia*, sept.-oct. 1964, p. 115. Voir aussi Madeleine et Jacques Rousseau, « *La crainte des Iroquois chez les Mistassins* », dans *R.H.A.F.*, Montréal, juin 1948, pp. 13-26.

⁷⁴ Thwaites, *op. cit.*, vol. 51, pp. 74-78.

La fondation du poste de traite

[Retour à la table des matières](#)

Les années 1647 à 1672 auront donc été celles des premiers contacts caractérisés par la venue plus ou moins régulière des missionnaires sur les rives de la Métabetchouane. Ce sont eux, en quelque sorte, qui ont préparé une mission dont les préoccupations seront plus matérielles que spirituelles : la fondation du poste de traite.

En fait, l'arrivée des premiers commerçants remonte justement à cette époque. En 1671, ils construisent une maison à l'embouchure de la rivière Chicoutimi, action qui établit un premier pas vers la conquête commerciale du territoire.⁷⁵ Peu à peu et prudemment les propriétaires de la Traite de Tadoussac pénètrent à l'intérieur des terres. Dans une lettre datant du 2 novembre 1672, Frontenac informe le ministre qu'il a accordé aux fermiers de Tadoussac un passeport les autorisant à faire hiverner quatre hommes au Lac-Saint-Jean : Métabetchouan, voilà la seconde étape de leur plan.⁷⁶

La traite des fourrures, dans ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le Domaine du Roi, est affermée en 1676 à Jean Oudiette, un marchand de Paris. Il prend comme procureur, Charles Bazire, marchand de Québec, ancien commis de la précédente Compagnie des Indes Occidentales et un associé de Charles Aubert de la Chenaye. Pratiquant depuis plusieurs années la Traite de Tadoussac, Bazire comprend qu'il faut abandonner ce poste et en créer de nouveaux, plus à l'intérieur des terres.⁷⁷

C'est à Pierre Bécart de Grandville qu'est confiée la tâche d'aller fonder un poste au Lac-Saint-Jean. Il sera le premier d'une série de satellites qui auront comme vocation de servir de relais le long de la route devant déboucher à la mer

⁷⁵ Léonidas Larouche, *Second Registre de Tadoussac*, 1670-1700, Transcription, Montréal, P.U.Q., 1972, p. 152.

⁷⁶ « Lettre du Gouverneur Frontenac au Ministre, 2 nov. 1672 », dans R.A.P.Q., 1926-27, p. 20.

⁷⁷ Victor Tremblay, *Le poste de Métabetchouan*, Éditions Sciences Modernes, Chicoutimi, 1974, p. 43.

du Nord. Le 8 juin 1676, il choisit l'entrée de la Métabetchouane, sur le côté Nord-Ouest ⁷⁸, pour y faire construire une chapelle, une maison et une croix. De Grandville laisse M. de la Montagne sur place. Il a la tâche de réaliser les travaux pendant que lui et Jean Langlois partent pour établir le chef-lieu du réseau : Chicoutimi. Le 12 septembre, la construction est arrêtée ⁷⁹ pour être reprise l'année suivante. La chapelle sera terminée le 10 juillet 1677, aux frais de Charles Bazire. ⁸⁰

* * *

« Mrs Charles Bazire a fait bastir une chapelle et place pour le missionnaire à Métabki8an au Lacq St Jean de Peok8agamy et il a fourny aux frais de la Mission pour les voyages, etc. ; item fait bastir à Cheg8timy par M. Jean Langlois une autre chapelle de 30 pieds avec un appartement pour le père et petite sacristie ;... »

« Mrs Pierre de Bécart Sieur de Grand-Ville etc., 8 juin, alla au Lack de Peokgagamy et choisi Métabetki8an lieu le plus avantageux du Lacq et y fit dresser la chapelle et maison et arborer la première croix et y ayant beaucoup contribué de son autorité et exemple pendant le temps qu'il fut en ce lieu. Il laissa en sa place Mrs de la Montagne qui ne s'espargna en quoy que ce fut et y resta jusqu'à ce que tout fut achevé, le 12 septembre... »

« Charle Cadieu et Joseph DuBuisson ont fort aidé à la bâtisse de la chapelle du Lacq et pendant 10 ou 12 jours à celle de Cheg8timy à laquelle le Msr de Maur et de la Vallée ne se sont en rien espargné. » ⁸¹

* * *

⁷⁸ Voir à ce sujet la note de recherche de l'auteur, « Du nouveau sur les chapelles du poste de traite de Métabetchouan », dans *Saguenayensia*, juil.-sept. 1986, pp. 93-95.

⁷⁹ L. Larouche, *op. cit.*, pp. 153-154.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 155.

⁸¹ *Ibid.*, pp. 153-154.

La réduction de Métabetchouan

[Retour à la table des matières](#)

La mission de Métabetchouan est placée sous le patronage de saint Charles Borromée. Grâce aux dernières découvertes archivistiques, nous savons maintenant que la chapelle avait été construite sur la rive Nord-Ouest de la Métabetchouane, sur une petite élévation de terrain. Au moment de la fondation, la responsabilité de la mission du Lac-Saint-Jean ⁸² est à la charge du Père Crépieul.

Lorsque le missionnaire revient au Lac-Saint-Jean, au cours de l'hiver 1677, la nouvelle de la fondation s'est répandue comme une traînée de poudre. Les « Relations » de cette année-là nous disent que les Indiens étaient si heureux d'apprendre l'arrivée du Père qu'aussitôt débarqué vingt canots remplis d'Indiens débarquèrent derechef pour être instruits dans la nouvelle chapelle. « Les journées n'étaient pas assez longues pour l'instruction de ce peuple, qui remplissait l'église deux fois par jour, et auxquels le Père conféra les sacrements du baptême, du mariage et les autres, selon qu'il les trouvait disposés. » ⁸³

Le 23 décembre 1677, le missionnaire tombe gravement malade. ⁸⁴ Incapable de continuer son apostolat avec autant de zèle, il mandate le Père Silvy de le remplacer au Lac-Saint-Jean et lui confie le soin d'établir là une résidence qui deviendra le centre de l'organisation religieuse et la base d'une ferme agricole « modèle ». ⁸⁵ Ce projet, le Père Crépieul le nourrissait dans son cœur depuis bien des années. Il rêvait d'y recevoir tous les Indiens pour les instruire de la foi chrétienne et leur inculquer probablement assez de connaissances pour qu'ils puissent un jour se sédentariser.

Qui sait ? peut-être essayait-il de reprendre l'idée vaine et exténuante de son prédécesseur, le Père Paul Le Jeune, qui avait conçu un tel plan de sédentarisation

⁸² Bouchard, Du nouveau.... op. cit.

⁸³ *Relations inédites de la Nouvelle-France, 1672-1679*, Éditions Élisée, Montréal, 1974, tome 2, 231-238. Aussi, Thwaites, vol. 6 1, pp. 74-86.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 236

⁸⁵ A. Dragon, *Trente robes noires au Saguenay*, Société historique du Saguenay, no 24, 1970, pp. 190-224.

des nomades en instituant une « réduction »⁸⁶ à proximité des établissements français ; Partant de cette base, de ce pied-à-terre, les Indiens Porc-Épics du Lac-Saint-Jean auraient été mis à contribution, initiés à l'agriculture et convertis à la religion catholique.⁸⁷ Si tel est le cas, l'échec de cette seconde expérience au Saguenay ne ferait que confirmer l'impossibilité d'en arriver à un résultat positif permanent.

Mgr Victor Tremblay, dans son recueil sur « *L'évangélisation du Saguenay par les Jésuites* »⁸⁸, aborde la question mais n'ose pas conclure à la tentative de créer une réduction au sens stricte du terme.

C'est en 1679, semble-t-il, que le Père Crépéul fait entreprendre le défrichement des terres circonscrites autour de la chapelle. Ses ambitions sont grandes car en tout et partout au moins trois cents acres de terre sont ainsi gagnées sur la forêt.⁸⁹ Confiant de la prodigalité du sol et de la clémence du climat il importe même des tiges d'arbres fruitiers jusqu'alors inconnus dans cette contrée. L'explorateur Nixon, dans son voyage en 1828, témoigne même y avoir vu, après plus

⁸⁶ La « réduction » est une sorte de laboratoire d'acculturation et fait partie de la politique de francisation mis de l'avant par les Français. En 1632, le Père Paul Le Jeune arrive au Canada et c'est lui qui est choisi par les autorités pour commencer cette francisation. Le Jeune se propose cinq buts pour en arriver à ses fins : (1) enseigner aux Indiens la manière de vivre des Français, (2) enseigner la langue française et le catéchisme, (3) envoyer en France les sujets d'élites, (4) créer au Canada des écoles qui sous-traieront les enfants de l'influence de leurs parents, (5) créer des villages indiens près des établissements français pour plonger les adultes dans un bain français. L'échec fut percutant et est imputable au choc des cultures qui mettait en présence des êtres libres ayant une éducation basée sur la nature et des êtres « civilisés » avec une éducation rigide basée sur les livres et la logique. Cours de l'abbé Jean-Paul Simard. « Français et amérindiens, le choc des cultures », U.Q.A.C., 1972.

⁸⁷ *Relations des Jésuites*, Éditions du Jour, tome 1, Relation de 1634, pp. 10-12.

⁸⁸ Victor Tremblay, *L'Évangélisation du Saguenay par les Jésuites, 1641-1782*, Société historique du Saguenay, no 11, Chicoutimi, 1946, 15 p.

⁸⁹ Exploration du Saguenay 1828, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, Séminaire de Chicoutimi, 1968, « Nixon » p. 147.

d'un siècle d'abandon, des pruniers et des gadalliers ⁹⁰. D'autres parlent même de vignes, de pommes et de melons.

Fig. 6.
Campement amérindien du lac Tchitogama.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-23.19.

[Retour à la table des matières](#)

⁹⁰ Ibid.

Fig. 7.
Pierre Raphaël, un Montagnais du lac Tchitogama.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-23.12.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 8.

La réserve indienne de Pointe-Bleue en 1876.

Illustration tirée du journal *Opinion Publique*, 23 novembre 1876.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 9.

Signe d'acculturation, les totems de la réserve de Pointe-Bleue furent empruntés à la culture des Amérindiens de la Colombie-Britannique. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-16.0.

[Retour à la table des matières](#)

Les textes ne nous disent pas de quel côté de la rivière étaient localisées ces terres. Nous croyons cependant qu'une surface aussi importante a dû obliger l'exploitation agricole des deux rives de l'embouchure de la Métabetchouane. Les trois à quatre cents « *arpents* » d'anciennes terres cultivées dont nous parle le coureur de bois Jean-Baptiste Taché⁹¹ portent à croire effectivement l'hypothèse d'un essai afin d'y implanter une « réduction » comme cela avait été le cas au temps du Père Le Jeune. Autrement, comment quelques missionnaires, occupés essentiellement à la conversion des âmes et à d'inlassables déplacements dans la forêt du Lac-Saint-Jean, auraient-ils été en mesure de suffire à cette tâche ardue. Non, le travail nécessitait plusieurs bras et ce sont les Indiens qui devaient les fournir.

À l'époque de la mission de Métabetchouan, les commerçants se relaient pour entretenir les missionnaires et les bâtisses. Ce sont eux aussi qui assument les coûts de construction, des matériaux et de la main-d'œuvre. Rapidement, l'établissement des Jésuites prend des proportions considérables. La chapelle possède une sacristie, une cave et un grenier. Le clocher est érigé en 1680 par Ignace de La Chesnaye. Quelques années auparavant, lors de la fondation du poste, Charles Bazire avait fourni un balustre, un confessionnal, un lambris et six bancs. Au gré des années, les objets du culte et les décorations sont donnés par les Canadiens résidants, les Français et les Amérindiens. En 1686, un moulin pour le blé est fourni par Hazeur. En plus de posséder plusieurs centaines d'acres en culture, les Jésuites possèdent des troupeaux, un moulin à scie ainsi qu'une érablière qui leur procure tout le sucre dont ils ont besoin. Enfin, un chemin par terre les relie directement à Québec.⁹²

⁹¹ *Incursion documentaire dans le Domaine du Roi, 1780-1830*, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, Séminaire de Chicoutimi, 1968, « Taché », p. 12.

⁹² Léonidas Larouche, *op. cit.* : tous les dons versés à la mission de Métabetchouan et notés dans le *Second Registre de Tadoussac* ont été retranscrits dans l'étude de Mgr Victor Tremblay, « *Notes pour une causerie sur les origines de Saint-Jérôme* », document dactylographié, S.H.S., dossier 30, pièce 52.

Abandon du poste de Métabetchouan

[Retour à la table des matières](#)

En dépit des débuts fort énergiques et prometteurs, l'occupation du poste de Métabetchouan a été de courte durée sous le Régime français ; tout au plus vingt-cinq ans. Après 1697, dernier hivernement inscrit au « *Registre de Tadoussac* », seule la présence des bâtisses, de marchandises et de vivres révèlent encore une activité commerciale. Jusqu'en 1708, date de décès du marchand Hazeur, un traiteur fréquente encore les lieux.⁹³ Dans une ordonnance datée du 5 avril 1720, l'Intendant Bégon inclut le Lac-Saint-Jean encore parmi les postes du Domaine du Roi. Mais tout indique qu'il ne s'y passe alors plus rien. En 1731, une carte dessinée par le Père Laure précise que Métabetchouan est un ancien poste lié à Tadoussac.⁹⁴

Le déclin fut rapide et la mission ne survécut pas à la mort tragique de son fondateur. Le Père de Crépieul eut effectivement la douleur d'assister à la ruine de son œuvre. L'année précédant sa mort, qui survint au poste de Chicoutimi en 1703⁹⁵ le missionnaire se disait attristé par le manque de remplaçants dans toutes les missions indiennes, et en particulier dans celles du Saguenay. Son départ marque la disparition des missionnaires résidants, car pendant dix-sept ans aucun d'entre eux ne revient s'installer au Saguenay.⁹⁶

Pour mieux comprendre la fermeture définitive des lieux, il faut se rappeler qu'à partir du premier octobre 1698, la Traite de Tadoussac est exploitée par un dénommé Louis Guigues. À ce moment les résultats sont encore intéressants

⁹³ Michelle Guitard, *Du monde des biens et des fourrures au poste de traite de Métabetchouan*, Municipalité de Desbiens et M.A..C., 1985, p. 37. Texte construit à partir de la biographie de Y.-F. Zoltvany, « *Hazeur, François* », *D.B.C.*, vol. II, p. 285.

⁹⁴ Dominion of Canada, *Forts and Trading posts in Labrador peninsula and adjoining territory*, Ottawa, 1926, p. 28.

⁹⁵ Tremblay, *L'Évangélisation.... op. cit.*, pp. 11-12.

⁹⁶ C'est le Père Pierre Laure qui reprend la tâche à Chicoutimi, en 1720.

puisqu'elle produit jusqu'à 2 500 peaux d'original.⁹⁷ Le 1^{er} octobre 1701, la ferme est concédée aux sieurs Denis Riverin et François Hazeur. De 1714 à 1718, Guillemin remplace Hazeur comme associé de Riverin. C'est précisément sous ce dernier mandat que tout se dégrade. En fait, le poste est littéralement ruiné par une exploitation abusive qui est attribuée à Riverin. À la destruction systématique de la faune et aussi à celle de la forêt par les feux s'ajoute la déchéance des Amérindiens par l'ivrognerie.⁹⁸

Lorsque Coquart écrira son « *Mémoire sur les Postes du Domaine du Roi* », le 5 avril 1750, il n'hésitera pas à dire que les Amérindiens survivants au Lac-Saint-Jean sont les derniers descendants d'une race dégénérée. Ces gens sont regroupés, dit-il, dans une famille unique qui descend une fois l'an à Chicoutimi pour échanger les produits de leur chasse.⁹⁹

* * *

« Les Gens du Lac St Jean sont les tristes restes d'une multitude étonnante de sauvages qui habitoient les terres. Il y a 60 à 70 ans. Il ne reste plus qu'une grande famille qui fait assés bien l'Interest du poste [de Chicoutimi]. Ils apportent leurs Pelleterie dans le temps que les batimens arrivent ; et apres avoir gouté leau de vie, ils s'en retournent au lac pour y vivre leté au Poisson. »

* * *

Mais l'ivrognerie n'est probablement pas la seule cause qui peut justifier une fermeture aussi brutale. La tradition orale du XIX^e siècle propose également comme explication que les Jésuites ont eu des problèmes avec les propriétaires de la Traite de Tadoussac. Selon François Verreault, les missionnaires « *se mêloient aussi de faire la Traite avec les Sauvages, et que c'est pour cette raison que la*

⁹⁷ Archives des Colonies, série C 11 A, vol. 121-2, pp. 102 à 305, « *Malbaye-Ferme d'Occident-Traite de Tadoussac-Sous-ferme de Tadoussac* ».

⁹⁸ Archives des Colonies, série C 11 A, vol. 59, pp. 362-365, « *Mémoire sur toutes les parties de la régie du Domaine d'Occident en Canada*. »

⁹⁹ Thwaites, *op. cit.*, vol. 69, p. 112, « *Mémoire par le Père Claude Godefroi Coquart, sur les Postes du Domaine du Roi* ».

Compagnie des Indes d'alors les a chassés de cet endroit. » ¹⁰⁰ Cette possibilité n'est pas à exclure. Si l'on se réfère au rapport de Monsieur de Bougainville, en 1757, les Jésuites de la mission du Sault-Saint-Louis pratiquaient eux-mêmes la traite avec les Indiens. Pourquoi n'auraient-ils pas procédé de la même façon au Lac-Saint-Jean ? ¹⁰¹ Seules des recherches ultérieures pourront peut-être un jour nous éclairer à ce sujet.

Réouverture du poste de traite

[Retour à la table des matières](#)

Les visites des missionnaires au Lac-Saint-Jean reprennent seulement avec l'arrivée du Père Pierre Laure. À l'exception de l'apparition du Récollet Gélage Delestage, à Tadoussac et à Chicoutimi, en 1716, plus aucun apôtre de l'évangélisation ne revient au Saguenay pendant ces années. « *L'œuvre de restauration* », pour reprendre les mots de Mgr Victor Tremblay ¹⁰² couvrira une longue étape de 45 ans : les Pères Pierre Laure, de 1720 à 1738, Jean-Baptiste Maurice, de 1740 à 1745, et Glaude-Godefroid Coquart, de 1746 à 1765. Ceux-ci n'élirent pas domicile à Métabetchouan. Ils se contentèrent seulement d'apparaître épisodiquement à Tadoussac ou à Chicoutimi et, de ce pied-à-terre, ils leur arrivaient occasionnellement de monter au Lac-Saint-Jean.

En 1732, le Conseil Souverain de la colonie commande un inventaire général des marchandises dans les postes concédés et exploités à ce même moment. Le

¹⁰⁰ *Incursion Documentaire...*, op. cit., p. 55, « François Verreault. » Même si la Compagnie des Indes occidentales n'a pas le bail des Postes du Roi, c'est elle qui contrôle toute la traite des fourrures en Nouvelle-France et même dans une partie de l'Amérique du Sud. Voir à ce sujet, M. Trudel, *Initiation à la Nouvelle-France*, Holt, Rinehart et Winston Ltée, Montréal et Toronto, 1968, pp. 66, 87-88, 207, 209, 211, 233.

¹⁰¹ *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec, 1923-1924*, p. 50. « *Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France (1757)* ». Un autre fait troublant nous pousse à soumettre cette hypothèse pour Métabetchouan. Le Musée du Saguenay possède une hache de traite, qui porte clairement la marque de commerce des « Jésuites ». À ce sujet, se rapporter à l'étude de l'auteur, *Les haches de traite au Domaine du Roi, Chicoutimi*, 1975, pp. 44-46.

¹⁰² Victor Tremblay, *L'Évangélisation...*, p. 12.

document fait état, en général, des postes de la Côte Nord et du Domaine du Roi. Tous y sont, même celui de Chicoutimi, mais l'inventaire ignore totalement celui du Lac-Saint-Jean. ¹⁰³

Cette même année 1732 coïncide avec le voyage de Joseph-Laurent Normandin au Saguenay et sa visite donne lieu à un compte rendu détaillé de toutes les activités dans les postes du Domaine du Roi. Dans sa description le voyageur sous-entend que le poste de Métabetchouan n'est plus en activité depuis plusieurs années. Toutefois, les vestiges qui restent sont assez considérables pour qu'il s'y attarde. Il ne parle pas de la chapelle construite par l'équipe de Bazire, ni d'ailleurs des deux cimetières (l'un pour les Amérindiens, l'autre pour les Français) et de la poudrière située tout près. Il commente par contre fort bien les autres bâtisses. Une maison de quatorze pieds carrés est située à environ un arpent de la rivière et de deux arpents du lac. À un arpent au sud de cette première bâtisse, s'ajoute un magasin avec cave, mesurant 14 pieds sur 12 pieds et demi. ¹⁰⁴

* * *

« À un arpent au sud de lad^{te} maison, est un magasin basti de même espece que lad^e maison. Il y a 14 pieds de long sur 12 pieds et demy de large, couvert aussy en bardeau, mais les planchers ont estez ruinez par les sauvages. Il y avoit une cave sous led^t magasin, mais le plancher a été enfoncé et il est entièrement perdu. »

« L'endroit ou est situé ces batiments a été le plus charmant de tous les endroits que l'on puisse jamais désirer éloigné d'une ville, mais a présent les bois sont revenus autour de la maison, et l'endroit qui contient ces batiments est une prairie de francfoin, d'environ deux arpens et quarré, au lieu qu'autrefois les sauvages disent qu'il y avoit un quart de lieue en quarré de deserté, et que l'on y semoit du bled. »

* * *

¹⁰³ « État des postes établis sur la Coste du Nord concédés par brevet de la cour, et qui sont exploités actuellement, et leurs productions », dans *R.A.P.Q.*, 1933-1934, pp.218-219.

¹⁰⁴ *A.N.Q.C.*, Fonds Joseph-Laurent Normandin, « *Journal, 1732* » folios 576-577.

Le rapport du Père Coquart, dont nous avons tiré quelques extraits dans les pages précédentes (p. 44), par son mutisme sur la question, semble vouloir confirmer l'absence totale d'activités à l'ancien poste de traite, du moins pendant les dernières années du Régime français. Il faudra attendre l'occupation anglaise pour que les activités commerciales reprennent.

Avec la capitulation de Montréal, le 8 septembre 1760, et avec le maintien de la cession du pays par le traité de Paris, le 10 février 1763, le Canada devient définitivement possession anglaise. Conséquence directe de ce changement d'allégeance, à partir de ce moment, la traite des fourrures passe entièrement aux mains des Britanniques. Pour ce qui est des Indiens, leur religion et leur liberté sont protégées par l'article 40 de la Capitulation.¹⁰⁵ Au Saguenay, la transition d'un régime à l'autre s'effectue avec un calme relatif. Les missionnaires desservant les postes ne sont pas dérangés, même si au niveau de la direction commerciale les chefs français font place aux chefs anglais.¹⁰⁶

Il faut dire, par contre, que la guerre a eu comme conséquence un ralentissement du commerce des fourrures, sans toutefois l'arrêter. Aux lendemains de la Capitulation, un détachement de la marine britannique s'embarque sur *l'Imprudent* et va jeter l'ancre devant le poste de Chicoutimi. En dépit des protestations du sous-commis Jean Tremblay, les pelleteries sont confisquées comme prise de guerre, sauf celles appartenant encore aux Amérindiens. Pour assurer l'ordre et prévenir les abus, les généraux Murray et Amherst conviennent de maintenir sur place un officier et quelques soldats. Pendant deux ans les Postes du Roi seront gérés par une régie directe qui s'avérera peu rentable.¹⁰⁷

Sous le nouveau régime, les premiers locataires des Postes du Roi (King's Posts pour les Anglais) sont deux marchands de Québec. Le 20 septembre 1762, Thomas Dunn et John Gray louent l'exploitation de la pêche et de la traite de tout ce territoire pour la somme de 400 livres sterling par année.¹⁰⁸ Le 1^{er} octobre

¹⁰⁵ Victor Tremblay, *Histoire du Saguenay, depuis les origines jusqu'à 1870*, La Librairie Régionale, Chicoutimi, 1968, p. 207.

¹⁰⁶ A. Dragon, *op. cit.*, p. 230.

¹⁰⁷ M. Guitard, *op. cit.*, p. 95.

¹⁰⁸ V. Tremblay, *Histoire du Saguenay...*, *op. cit.*, p. 209.

1763, le bail est renouvelé pour quatorze ans : William Grant se joint à eux en 1763 et Richard Murray le fait en 1764. ¹⁰⁹

Le poste de traite de Chicoutimi n'a pas à souffrir du changement d'allégeance et de l'arrivée des nouveaux locataires. Il semble toutefois qu'il faudra attendre quelques années pour assister à une reprise des activités au poste du Lac-Saint-Jean. Le rapport de G. Murray sur les « *Posts of the King's Domain* », en 1766, l'ignore complètement. ¹¹⁰ À cette date, Alsopp et Chinn, deux marchands qui contestent l'allocation des baux pour le Saguenay, conviennent d'ériger un poste près du lac Saint-Jean. Sans hésitation, les propriétaires légaux, Gray et Dunn, ordonnent à leur commis de détruire ces bâtisses construites illégalement.

Le 8 août 1786, sur les ordres du lieutenant-gouverneur Henry Hope, Edward Harrison entreprend son voyage au Saguenay pour dresser l'inventaire des Postes du Roi. Il se livrera soigneusement à cette tâche. Pour son travail, il s'assure le concours de personnalités qui connaissent bien les lieux. Pascal Taché, entre autres, qui a parcouru cette contrée dans ses moindres recoins, confesse qu'il a habité pendant huit années le poste du Lac-Saint-Jean. D'après les renseignements qu'il fournit dans une déclaration assermentée, les activités avaient repris dans cette contrée vers 1778. ¹¹¹ Tous ne s'accordent pas sur la situation géographique du poste commentée par Taché. Pour un, la question ne se pose pas, c'est à l'ancien établissement des Jésuites. ¹¹² Pour l'autre, il est situé à la Pointe-Bleue. ¹¹³

Le poste du Lac-Saint-Jean se trouve à 30 lieues de Chicoutimi. Il est constitué d'une maison construite en pièces sur pièces et recouverte, de planches et de bardeaux. Le plancher et le plafond sont en planches, la cheminée de pierre et de terre. Quatre fenêtres de 12 vitres chacune assurent l'éclairage. En tout et partout, cette maison mesure 22 pieds de long sur 18 de large. Le magasin, 17 pieds de

¹⁰⁹ M. Guitard, *op. cit.*, p. 97.

¹¹⁰ *The Canadian Historical Review*, June 1935, p. 169, note 5.

¹¹¹ Edward Harrison, *King's posts from 20th of Sept. 1762 to 9th of Sept. 1786*, retranscription de l'original appartenant aux A.P.C., RG4, A1, f. 124, microfilm C-2994.

¹¹² V. Tremblay, *Histoire du Saguenay...*, *op. cit.*, p. 113.

¹¹³ M. Guitard, *op. cit.*, p. 106. Pour notre part nous croyons cette avenue assez improbable.

long sur 15 de large, est lui aussi fabriqué avec les mêmes matériaux. Le tout est évalué à 180 livres. ¹¹⁴

Harrison avait entrepris son voyage au Saguenay dans une période troublée, un mois après le transfert du bail à de nouveaux associés. Le 18 mai 1785, le groupe Dunn renouvelait pour dix ans l'entente. Dans un contexte évident de favoritisme, le document est dissout le 21 juin 1786 pour être octroyé à Alexander. et George Davison et à François Baby. Trois mois plus tard, Baby transfère ses parts aux Davison, lesquels s'adjoignent Peter Stuart. Ces derniers resteront ainsi les bourgeois des Postes du Roi du 1^{er} octobre 1786 au 1^{er} octobre 1802. Ils seront remplacés par la Compagnie du Nord-Ouest qui conservera son monopole jusqu'à la fusion avec la Compagnie de la Baie d'Hudson, en 1821. ¹¹⁵

En 1808, McKenzie situe le poste du Lac-Saint-Jean sur les lieux même de la mission des Jésuites. ¹¹⁶ François Verreault et Pascal Taché, lorsqu'ils répondent aux Commissaires enquêteurs, n'hésitent pas à confirmer que le poste se situe bel et bien à Métabetchouan. ¹¹⁷

C'est par contre l'équipe d'explorateurs engagés pour faire une évaluation du Saguenay-Lac-Saint-Jean, en 1828, qui nous fournit la meilleure description. Dix années avant que le territoire soit ouvert à la colonisation, quatre bâtisses composent le poste : une maison, un magasin-entrepôt, une boulangerie et une étable qui abrite un taureau, une vache et une génisse. À ce moment, l'agent de la Compagnie de la Baie d'Hudson est un dénommé Murdock qui y habite avec deux hommes, une femme et un enfant. Des 300 acres défrichées par les Jésuites au XVII^e siècle, seules une dizaine d'acres sont encore en culture. Sont récoltés, entre autres, des choux, des carottes, des patates, de l'orge et du froment. ¹¹⁸

¹¹⁴ E. Harrison, *op. cit.*, document du « 4th September 1786 ».

¹¹⁵ M. Guitard, *op. cit.*, p. 97.

¹¹⁶ James McKenzie, « *The King's Posts and Journal of a Canoe jaunt through the King's domain, 1808* », retranscription, S.H.S., Fonds Mgr Victor Tremblay.

¹¹⁷ *Incursion documentaire ... op. cit.*

¹¹⁸ *Exploration du Saguenay..., op. cit.*, pp. 147-148.

L'époque de la Compagnie de la Baie d'Hudson

[Retour à la table des matières](#)

Après une lutte fratricide qui avait duré plusieurs années, la Compagnie de la Baie d'Hudson absorbe sa rivale, la Compagnie du Nord-Ouest, le 26 mars 1821. À partir de cette date, et jusqu'à la fin du dernier bail devant expirer en 1822, toutes les possessions et privilèges de la défunte Compagnie du Nord-Ouest tombent aux mains du vainqueur. À l'échéance du bail, ne croyant pas officiellement à la rentabilité du territoire, la Compagnie de la Baie d'Hudson se montre peu enthousiaste à l'égard des Postes du Roi. Elle préfère plutôt louer ses privilèges pour vingt ans à John Goudie, un riche marchand de Québec. À la suite de connivences peu orthodoxes de la part de la Compagnie, Goudie vend les deux tiers de ses parts à un dénommé John MacDougall qui n'hésite pas à les revendre, lui aussi, à William Lampson, marchand de Québec. ¹¹⁹

Lampson et son associé Bullock auront à subir les mêmes félonies que Goudie. Plus déterminés que leur prédécesseur, ils ne reculeront cependant pas et se lanceront dans une véritable guerre ouverte qui les opposera à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le 13 mai 1831, cette dernière récupérera ses droits et privilèges sur les dix années restantes du bail des Postes du Roi, moyennant la somme de 25 000 livres, somme payée à l'association Bullock-Lampson. Par cette entente, la Compagnie de la Baie d'Hudson redevient l'unique propriétaire des Postes du Roi, de ses biens meubles et immeubles. ¹²⁰

Nous savons que les installations de la Métabetchouane ne sont pas en opération constante jusqu'en 1831. Par contre, après la fin des conflits, la liste soutenue des commis nous indique que la Compagnie de la Baie d'Hudson exploite ce poste sans interruption à partir de cette date. En raison des nouvelles circonstances ainsi que de l'approche de l'échéance finale du bail, il lui sera de plus en plus difficile de conserver son monopole exclusif. La venue de l'équipe des explorateurs, en

¹¹⁹ Jean-Paul Simard, « Onze années de troubles dans les Postes du Roi, 1821-1831 », *Saguenayensia*, janv.-fév. 1968, pp. 2-5.

¹²⁰ *Ibid.*, voir aussi M. Guitard, *op. cit.*, p. 22.

1828, la force très certainement à imaginer qu'elle aura de la peine à préserver ses privilèges.

Lorsque la Compagnie de la Baie d'Hudson s'installe définitivement dans les Postes du Roi, elle doit faire face de plus en plus à la concurrence. Celle-ci viendra sur tous les fronts et c'est la tangente de l'économie qui procurera, en quelque sorte, les frictions : l'agriculture, le commerce du bois et même la compétition dans le marché des fourrures. Nous verrons un peu plus loin de quelle façon le contrôle du Saguenay lui échappe.

En 1839, une année après l'arrivée de la première équipe de la Société des Vingt et un, la Compagnie de la Baie d'Hudson entreprend des pourparlers avec le gouvernement du Bas-Canada pour renouveler son bail qui prend fin le 1^{er} octobre 1842. Réagissant aux pressions des commerçants de bois et des défenseurs de la colonisation, la Compagnie désire, envers et contre tous, conserver ses droits exclusifs de chasse et de traite. Avec réserves importantes, le bail des Postes du Roi lui est renouvelé pour 21 ans à compter du 2 octobre 1842 et est enregistré à Kingston le 30 août de cette même année. ¹²¹

* * *

« Après avoir présenté vos pétitions à l'Assemblée législative, j'interpelai les représentants de l'Autorité Exécutive en Chambre pour savoir quel avait été le résultat d'une adresse de la ci-devant Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, en 1836, au sujet de vos demandes touchant les postes du Roi. Là-dessus, M. le Procureur Ogden répondit qu'il allait s'enquérir et que dans quelques jours il me communiquerait les informations désirées. En conséquence quelques jours après je reçus de la bouche de cet officier l'assurance que la Couronne, dans le Bail des Postes du Roi, qui sera renouvelé en 1842 pour 21 ans, se réservera le droit de concéder des terres dans le territoire du Saguenay, mais à la condition que les concessionnaires ne pourront faire la traite avec les sauvages, ni faire la pêche au loup-marin, traite et pêche qui seront, comme elles le sont maintenant, expressément réservées à la Compagnie. » ¹²²

* * *

¹²¹ « Renouvellement du Bail des Postes du Roi », *Journal de l'Assemblée législative de la Province de Québec*, 1844-1845, vol. 4, p. 72.

¹²² « Correspondance aux habitants du comté de Saguenay, Postes du Roi », journal *Le Canadien*, 9 juillet 1841.

Le nouveau bail ne redonne pas à la Compagnie de la Baie d'Hudson tous les privilèges qu'elle détenait avant le premier octobre. Elle conserve toutes les installations physiques et les terrains qui les abritent « *aux fins d'y faire la traite exclusive avec les sauvages sur les dites terres du Domaine maintenant données à bail et louées, ainsi que la pêche et les pêches au loup-marin* ». Plus question maintenant d'être seul à exploiter ce vaste territoire. Il faut partager la forêt avec les entrepreneurs de bois et laisser les colons exploiter la terre. ¹²³

Les installations de Métabetchouan profiteront grandement de cette nouvelle situation. En effet, dès le début de l'application des nouveaux règlements, des différends surgissent. La colonisation à Chicoutimi et dans les environs immédiats est déjà amorcée et nous savons que ce phénomène va s'accroître. Le poste de traite de Chicoutimi sera, par contre, le premier à souffrir de l'arrivée massive de nouveaux exploitants alors que le père de Peter McLeod ne respectera pas les droits de la Compagnie de la Baie d'Hudson et trafiquera avec les Indiens. ¹²⁴ Plutôt que d'engager la lutte et de risquer de perdre sa crédibilité, elle préfère favoriser les équipements du Lac-Saint-Jean et attirer les Amérindiens en réorganisant la mission qui sera donnée par les Révérends Pères Oblats. ¹²⁵

Dans ce contexte, le poste de Métabetchouan profite d'une cure de rajeunissement. Avant la fin de la décennie quarante, plusieurs bâtisses sont reconstruites ou rafraîchies. En 1846, le troc est pratiqué dans un nouveau magasin, situé non loin de l'ancien, lequel sert désormais à l'entrepôt du foin. En 1847, les engagés ont droit à une nouvelle maison qui est fabriquée sur les fondations de l'ancienne. Enfin, en 1852, le commis George M. Skene dirige la construction d'une nouvelle résidence principale, à proximité des berges. À cet équipement architectural s'ajoutent naturellement divers bâtiments de ferme, différents accessoires d'utilisation quotidienne, comme le four à pain, et même une chapelle. ¹²⁶

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ « *Honorat à Turgeon, Grande-Baie, 14 nov. 1844* », Arch. Provinciales des Oblats, copie du document conservé dans le fonds de l'abbé J.-P. Simard, A.N.Q.C., J.P.S., 9-49.

¹²⁵ « *Sidyne à Honorat, Grande-Baie, déc. 1844* », fonds J.-P. Simard, *op. cit.*

¹²⁶ M. Guitard, *op. cit.*, pp. 107-108.

La population autochtone avant 1849

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque le poste du Lac-Saint-Jean est abandonné, au début du XVIII^e siècle, la population amérindienne vit un véritable drame. Certains, comme le prouve le « Mémoire » du Père Coquart ¹²⁷, croient à la disparition pure et simple des familles autochtones vivant au Lac-Saint-Jean. Les réflexions de l'illustre Jésuite, laconiques et alarmistes par moment, portent à conclure à l'extinction prochaine de la race montagnaise dans cette partie du Domaine du Roi.

Il est difficile, croyons-nous, de juger de la pertinence des propos de Coquart. Bien que la formulation de ses commentaires nous fait découvrir un homme minutieux et bien au faîte de ce qui se passe dans les postes du Saguenay, force nous est de constater qu'il se préoccupe plus particulièrement de l'aspect administratif. Avant le XIX^e siècle, il n'existe pas vraiment de recensement au sens propre et les évaluations proposées sont fragmentaires, tiennent compte uniquement des familles et négligent l'individu. ¹²⁸

Nous savons par contre, par le mémoire de l'intendant Hocquart, produit en même temps que celui du Jésuite, qu'en 1733 quatorze chefs de familles forment la population autochtone du Lac-Saint-Jean. ¹²⁹ Ces gens, dit-il, « *sont les plus difficiles à gouverner de tous ceux qui dépendent de Checoutimy parce qu'ils ont été accoutumés à l'ivrognerie, et qu'ils sont annuellement débauchés par les sau-*

¹²⁷ Thwaites, *op. cit.*, vol. 69, p. 112, « *Mémoire par le Père Claude Godefroi Coquart...* »

¹²⁸ Daniel Castonguay dans son Mémoire de Maîtrise, *Les Montagnais et l'exploitation de la Traite de Tadoussac dans la première moitié du XVIII^e siècle*, (pp. 20-22) présenté à l'École des Gradués de l'Université Laval, en 1987, est d'avis que l'évaluation des populations autochtones rattachées aux différents établissements de traite demeure une entreprise « hasardeuse ». La maladie était susceptible de provoquer chez eux des chutes démographiques importantes. De plus, des raisons d'ordre écologiques, économiques ou sociales les poussaient à se relocaliser régulièrement en des lieux éloignés de leur point d'origine.

¹²⁹ Archives des Colonies, Série C 11 A, vol 59 pp. 362-365, « *Mémoire sur toutes les parties...* »

vages émissaires des Trois-Rivières. » Selon Castonguay ¹³⁰ qui calcule quatre à cinq individus par famille, cette population oscillerait entre 56 et 70 personnes.

L'évaluation de Hocquart révèle de façon troublante que les postes de Tadoussac (12 chefs de familles), de Chicoutimi (5 chefs de famille), les « Petits Mistassins » (8 chefs de famille) et ceux du Lac-Saint-Jean (14 chefs de famille) connaissent effectivement une décadence quant à leurs nombres. Plus loin par contre, dans l'arrière-pays, la population se maintient entre 37 et 44 chefs de familles : il y a ceux de « Nekoubau » et de « Chabmouchouan » (37), ceux des « Grands Mistassins et les gens de la hauteur des terres » (43), ceux des « Islets Jérémie ou Papinachois » (44), ceux de la « Rivière Moisy et « Sept Isle » (40), et enfin les « Naskapis (40). En tout et partout 243 chefs de familles donnant une population oscillant entre 972 et 1215 personnes. ¹³¹

Tous ces Indiens appartiennent à la nation montagnaise et se répartissent dans huit groupes principaux, appelés familles : les « *cabanes* ». Les noms qui les désignent identifient le territoire de chacune d'entre elles, territoire décrivant une sorte de cercle, entre le Labrador, l'Ungava, le Nord du lac Mistassini et la Malbaie. ¹³² Sur le plan génétique, ils sont les descendants d'un amalgame de représentants des tribus qui ont défoncé les vieilles barrières traditionnelles, à partir du milieu du dix-septième siècle environ, et qui se sont répartis à travers l'ancien territoire de la « chasse-gardée ». ¹³³

Que reste-t-il de ces familles au tournant du XIX^e siècle ? Les seules observations intéressantes et dignes de mention sont dues au coureur de bois, François Verreault ¹³⁴ qui a séjourné quarante-six ans dans les Postes du Roi (de 1775 à 1821). Au moment où il est questionné par les enquêteurs du gouvernement Verreault précise qu'il « y a trois Familles à Tadoussac, neuf à Chicoutimy, douze au Lac St. Jean, et neuf à Assuapmousoin ». Celles-ci forment en tout trente-trois

¹³⁰ D. Castonguay, *op. cit.*, pp. 20-22.

¹³¹ Archives des Colonies, Série C 11 A, vol 59 pp. 362-365, « *Mémoire sur toutes les parties...* ». Aussi Castonguay, *op. cit.*, pp. 20-22.

¹³² V. Tremblay, *Histoire du Saguenay...*, *op. cit.*, pp. 97-98.

¹³³ Jean-Paul Simard, « *Les Amérindiens du Saguenay avant la colonisation blanche* », dans Pouyez, Lavoie, Bouchard., *Les Saguenayens*, P.U.Q., 1983, pp. 90-91.

¹³⁴ *Incursion Documentaire.... op. cit.*, p. 55, « François Verreault ».

familles composées l'une dans l'autre de cinq personnes ¹³⁵, et faisant un total de cents-soixante-cinq âmes. À comparer avec les chiffres fournis par Hocquart, en 1733, la population du Lac-Saint-Jean a diminué de seulement deux familles. ¹³⁶

Outre un recensement colligé par la Compagnie de la Baie d'Hudson, en 1831, établissant la population autochtone du Lac-Saint-Jean à 76 individus ¹³⁷, c'est le recensement de 1839, fait par l'abbé Isidore Doucet, curé de l'Ile-Verte, qui semble le plus fiable. En plus de nous donner le nombre exact de tous et chacun, ce dernier nous fournit également les noms et les appartenances tribales de chaque individu vivant dans les postes de Chicoutimi, Métabetchouan et Ashuapmushuan. Sur 238 âmes 198 sont des Amérindiens de souche montagnaise. Le reste, soit 40 individus, représente la population « libre » et regroupe particulièrement les trois commis avec leurs familles (11 membres) et 28 personnes de différentes qualités (engagés, Allemands, métis, Micmacs). ¹³⁸

C'est à Métabetchouan que nous retrouvons le plus fort pourcentage de la population établie dans les trois postes. Celle-ci se compose de 87 personnes, dont 74 Amérindiens répartis dans 20 familles. À ce moment, la direction du poste est assurée par Simon Ross qui l'habite en permanence avec sa femme, sa fille issue de son mariage, et sa fille adoptive. Ross est aidé dans sa tâche par un Canadien pure laine ; Jacob Dechesne qui réside lui aussi avec sa famille. Dechesne reste là avec sa femme, ses 4 filles et ses 4 garçons. Un fait intéressant à signaler, le taux

¹³⁵ Cette évaluation approximative de cinq individus par famille confirme celle proposée par Castonguay pour quantifier le recensement de 1733. Se rapporter à la note 79.

¹³⁶ L'abbé Jean-Paul Simard, dans son analyse publiée dans *Les Saguenayens*, (*op. cit.*, p. 93) a oublié de compter les douze familles du Lac-Saint-Jean. Cette omission le porte à conclure à un déclin démesuré : « Une vingtaine de familles [sic]- dit-il -, ce ne peut guère être plus de deux cents personnes... » Se référer au texte original dans *Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada*, 1823-1824, vol. 33, App. R. (30 déc. 1823). Aussi dans *Incur-sion Documentaire...*, *op. cit.*, p. 55, « François Verreault ».

¹³⁷ Simard, *Les Saguenayens*, *op. cit.*, p. 93. Information provenant des Archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson, 4M28, 183 1, E/20/1, folio 83.

¹³⁸ « Recensements envoyés par M. l'abbé Isidore Doucet, curé de Ile-Verte, Chicoutimi, Métabetchouan, Ashuapmushuan, 23 juillet 1839 », Archives de l'Évêché de Chicoutimi, série XVII, paroisse 12, cote 9, vol. 1, pièce 3.

des familles monoparentales, chez les Amérindiens, est de 25% : 5 veuves avec 4 enfants. ¹³⁹

Faisons maintenant un petit retour en arrière pour mieux faire parler ces chiffres. Si nous reprenons au début, nous sentons que le déclin des Kakouchaks commence au milieu du XVII^e siècle et coïncide avec l'offensive meurtrière des Iroquois (1649) et la création de la Traite de Tadoussac (1652) ; on en perd la trace vers la fin de ce siècle. Là-dessus nous rejoignons la thèse de l'abbé Jean-Paul Simard. Cependant, à la lueur des chiffres exposés précédemment nous sommes plutôt portés à croire que cette décadence ne descendra pas plus loin. Avec tout ce que nous avons comme renseignements ¹⁴⁰ nous pouvons dès lors conclure qu'entre le recensement de Hocquart et celui de l'abbé Doucet la population amérindienne du Lac-Saint-Jean reste relativement stable et se maintient autour de 70 individus. C'est l'ouverture du Saguenay à la colonisation, la fin du bail de la Compagnie de la Baie d'Hudson et surtout la création de la réserve indienne de Pointe-Bleue qui auront finalement la plus grande influence sur ces populations.

La mission des Oblats avant 1849

[Retour à la table des matières](#)

Avec le départ du dernier Père Jésuite de la mission de Métabetchouan, au XVIII^e siècle, les Amérindiens de la région continuaient de se rendre régulièrement sur les bords du lac Saint-Jean. À différents intervalles, l'évêque de Québec chargeait un prêtre séculier d'aller leur rendre visite. ¹⁴¹ Dans l'esprit de ceux qui étaient habitués de vivre avec la présence d'un homme d'église cette façon de procéder n'avait rien de bien dynamique.

¹³⁹ Le recensement du poste de Métabetchouan a déjà été publié. Une copie est conservée dans le même fonds que l'original (pièce 4).

¹⁴⁰ L'abbé Jean-Paul Simard ignore dans son texte le « Mémoire » de Hocquart en 1733, et le recensement de l'abbé Doucet en 1839 (Se rapporter à *Les Saguenayens*, pp. 67-94). À eux seuls ces écrits modifient de façon importante l'approche que l'on serait tenté d'avoir pendant le siècle qui les sépare.

¹⁴¹ Ernest Gagnon, *Choses d'autrefois-Feuilles éparses*, Québec, Dusseault & Proulx, 1905, pp. 133-134.

Au début du XIX^e siècle, le lac Saint-Jean est bien loin dans l'itinéraire des propagateurs de la foi et c'est à Chicoutimi que s'arrêtent les missionnaires. Les Indiens du Lac-Saint-Jean, à l'instar des autres peuplades du Saguenay, s'y rendent dans le but de profiter des secours de la foi. Il faut dire que depuis la Conquête, les commerçants de fourrures sont de confession protestante et la transmission des valeurs morales de l'église aux « naturels » n'est pas de leur préoccupation.

Lorsqu'en 1831, la Compagnie de la Baie d'Hudson reprend le contrôle de la traite des fourrures dans les Postes du Roi, l'évangélisation est abordée d'une toute autre façon. Même si elle est protestante, il n'en demeure pas moins qu'elle démontre à ce chapitre une libéralité étonnante. Pour ces messieurs, il y a certainement avantages importants, au point de vue commercial, à favoriser les missions, puisque la présence d'un missionnaire dans leurs postes de traite, y attire les Indiens et limite leurs excès. ¹⁴²

De 1834 à 1844, c'est l'abbé François Boucher, curé de Saint-Ambroise, près de Québec, qui fait la visite au Lac-Saint-Jean. À l'occasion, l'abbé Isidore Doucet, curé de l'Île-Verte, missionnaire officiel à Chicoutimi, le remplace dans sa tâche. ¹⁴³

Au chapitre de l'histoire religieuse du Saguenay, l'automne 1844 marque une étape importante. Par un document officiel, en date du 4 octobre, Monseigneur Signay confie au Père Honorat, Oblat de Marie-Immaculée, le soin des fidèles pour toute la région du Saguenay et du Lac-Saint-Jean. En moins de deux semaines, le 15 octobre, le premier groupe de missionnaires débarquent à Grande-Baie, lieu de destination. Pour bien réaliser leur travail, l'archevêque leur recommande d'avoir tous les égards possibles pour les membres de l'Honorable Compagnie de la Baie d'Hudson, avec lesquels il est important de vivre en bonne intelligence. ¹⁴⁴

Dès leur arrivée, les Oblats s'entendent avec la Compagnie pour établir le plus rapidement possible une mission directement au Lac-Saint-Jean. On sait que cette

¹⁴² Gaston Carrière, *Les missions catholiques dans l'Est du Canada et l'honorable Compagnie de la Baie d'Hudson. 1844-1900*, Université d'Ottawa, 1957, pp. 7-9.

¹⁴³ V. Tremblay, *Le poste de Métabetchouan*, Chicoutimi, 1974, p. 136.

¹⁴⁴ Mgr Marius Paré, *L'Église au Diocèse de Chicoutimi*, 1983, t. 1, pp. 146-147.

dernière désire abandonner le poste de Chicoutimi. Par le biais de son commis à Métabetchouan, elle tient toutefois à empêcher les Indiens de descendre commercer avec des traiteurs indépendants, particulièrement avec McLeod, le père, qui échappe à son contrôle. Le commis Simon Ross n'hésite pas à demander au Père Honorat d'y entreprendre la construction d'une chapelle. Sa volonté est ferme. Pour leur faciliter la tâche la première année, il lui offre une maison et le transport à ses frais. ¹⁴⁵

Il faudra attendre cependant plusieurs années avant qu'une chapelle, digne de ce nom, ne soit définitivement construite. C'est vraisemblablement vers 1849 que les travaux sont réalisés. Mais, placée dans un endroit peu propice et menacée d'être emportée par les eaux, on décide tout bonnement de la transporter sur un terrain plus sécuritaire. Au cours de ces travaux, qui remontent au début de la décennie cinquante, le toit et les planchers sont refaits. ¹⁴⁶

Les relations entre la Compagnie de la Baie d'Hudson et les Oblats ne semblent pas avoir été réellement perturbées par des mésententes. La correspondance entretenue avec la maison mère nous apprend par contre qu'au cours de la décennie cinquante ces deux institutions compétitionnent ensemble pour obtenir des concessions de terres agricoles. Les discussions conservent toutefois une allure cordiale et les seules petites tensions palpables tournent autour de la récupération d'une partie du terrain ayant appartenu, jadis, aux anciens Pères Jésuites. De part et d'autre, même si chaque interlocuteur désire être reconnu dans ses droits, nous sentons très bien qu'un effort mutuel de bonne entente existe. ¹⁴⁷

¹⁴⁵ G. Carrière, *op. cit.*, p. 107. Voir aussi Archives Provinciales des Oblats, « *Sydime à Honorat, déc. 1844* », Registre des Lettres, vol. 21, p. 134.

¹⁴⁶ Archives de l'Évêché de Chicoutimi, série VII, paroisse 2, cote 5, vol. 1, pièce 8, lettre de « *F. Durocher à Mgr Baillargeon, 27 nov., 1859* ». Voir aussi Bouchard, *Du nouveau...*, *op. cit.*

¹⁴⁷ Archives de l'Évêché de Chicoutimi, série VII, paroisse 22, cote 5, vol. 1. Aussi, Carrière, *op. cit.*, pp. 108-110.

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

Chapitre troisième

L'ouverture du Lac-Saint-Jean à la colonisation 1838-1856

Contexte de l'ouverture du Saguenay et du Lac-Saint-Jean

[Retour à la table des matières](#)

Avec la Conquête, nous avons vu que le nouveau régime a eu finalement très peu d'incidence sur le fonctionnement de la traite des fourrures dans les postes du Domaine du Roi. Les nouveaux maîtres auront préféré conserver une sorte de statu quo, du moins au niveau du mode d'exploitation, et n'auront fait que retransmettre le monopole à des intérêts britanniques. Au niveau de la tenure des terres, cependant, les changements apportés par le nouveau régime politique auront des conséquences économiques et sociales profondes qui bouleverseront l'ensemble de la population canadienne française, encore essentiellement rurale.

Le 7 décembre 1763, des instructions impériales enjoignent le gouverneur, James Murray, de mettre fin à l'ancien système de distribution des seigneuries et lui disent d'établir, en remplacement, les cantons (townships). Dorénavant, la concession des terres se fera sous la « tenure du franc et commun soccage », c'est-à-dire, sans aucune redevance annuelle attachée au titre de concession. Ainsi, les entrepreneurs indépendants succéderont à l'État pour ce qui touche la colonisa-

tion. ¹⁴⁸ Même si pour retenir au pays les colons français déjà établis, l'État maintient jusqu'en 1854 la tenure seigneuriale et permet aux autorités coloniales de concéder de nouvelles seigneuries selon son bon désir, ce régime foncier sera à toute fin pratique délaissé.

C'est l'Acte de 1791 qui aura la plus grande incidence sur le mode de concession des terres. Cette nouvelle législation qui rendait caduc, ni plus ni moins, le système des concessions par le biais des seigneuries, permettait à un seul individu de s'approprier tout un canton. Naturellement, ce qui devait arriver arriva. Des contrées entières passent ainsi aux mains de quelques privilégiés du « régime » et ces derniers viennent constituer au fil des ans une nouvelle classe sociale au sein de la société québécoise, empêchant du même coup la véritable colonisation du domaine public. ¹⁴⁹

Pour corriger les abus engendrés par l'Acte de 1791, le Gouvernement abandonne le système des chefs et associés de cantons aux environs de 1806. À partir de ce moment les grandes concessions seront accordées, gratuitement, à un seul individu ou à une seule famille. Enfin, en 1826, le gouvernement révisé la loi, ordonne la vente des terres publiques et établit des quotas quant à la dimension des lots. ¹⁵⁰ L'événement est important. Il nous permet de bien saisir le contexte de l'ouverture du Saguenay et du Lac-Saint-Jean à la colonisation et situe très bien les explorations qui suivront.

¹⁴⁸ Plusieurs études de langue française ont analysé l'histoire de la colonisation de la Province de Québec. Outre celle bien connue de l'abbé Ivanhoë Caron, *La colonisation de la province de Québec*, Québec, 1923, (2 vols.), nos données générales sur ce sujet sont basées en partie sur celle d'Esdras Minville dans *L'Agriculture*, École des Hautes Études commerciales de Montréal, 1944, pp. 275-346, celle de Georges Vattier, *Esquisse historique de la colonisation de la province de Québec*, Paris, 1928 et celle de Maurice Séguin, *La Nation canadienne et l'agriculture (1760-1850)*, Boréal Express, coll.17/60, Trois-Rivières, 1970. Il est important aussi de signaler l'excellent document, non publié, de Fernand Martel, géographe chef de la division des limites territoriales du Service de larpentage de la province de Québec, *Le système du canton au Québec*, 1986, 88 p.

¹⁴⁹ J.-C. Langelier, *Liste des terrains concédés par la Couronne dans la Province de Québec de 1763 au 31 décembre 1890*, p. 7.

¹⁵⁰ « Aucun lot ne devra contenir plus de 1200 acres ». Documents constitutionnels 1819-1828, pp. 347-352.

Sur le plan économique, les années s'étirant entre la Proclamation Royale (1763) et l'Acte constitutionnel (1791) ne se font pas sous le signe de la prospérité. Grosso modo, cette situation s'explique par la conjoncture générale peu propice et par l'émigration des hommes et des capitaux. L'agriculture vit une époque de progression rapide qui se manifeste par l'accentuation du caractère rural de la société et par la déstabilisation entre la croissance de la population agricole et de la production. Le commerce du bois quant à lui, connaît pendant ces années, une certaine léthargie. Seule la traite des fourrures réussit encore à marquer des points. ¹⁵¹

La décennie précédant la guerre américaine de 1812 sera, aux dires de Ouellet, « l'une des plus importantes dans toute l'histoire du Québec ». Cette fourchette de dix années met fin à l'équilibre historique fondé sur deux activités essentielles : les fourrures et le blé. ¹⁵² D'une part, pour différentes raisons, l'économie des fourrures n'exerce plus la même emprise sur la population et, d'autre part, le recul marqué des exportations agricoles contribuent à accentuer un certain état de crise. C'est la croissance du commerce du bois qui viendra corriger la situation pendant ces années et redonner un certain optimisme en permettant à ce nouveau produit générateur de combler le vide laissé par la crise agricole et la décadence du commerce des fourrures.

Après la guerre, les Canadiens-français assistent, impuissants, au renversement de l'économie traditionnelle. En même temps que cette conjoncture économique se modifie et que la crise agricole s'enracine, le contexte démographique de son côté subit des changements majeurs. La tension monte et accentue les conséquences de la crise agricole. Alors que la croissance de la population, source d'une forte demande de terres, s'était opérée sans trop de contraintes pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, les années 1815 à 1823 quant à elles, mettent en évidence une rareté des terres appartenant au domaine seigneurial. S'ajoutent à cette crise du régime seigneurial qui rend la terre inaccessible à une forte proportion d'individus, l'épuisement des sols, l'effondrement des rendements, la baisse des prix et la hausse de la pression démographique. ¹⁵³ À travers tout ce brouhaha seul le

¹⁵¹ Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Fides, 1971, vol. 1, 289 p.

¹⁵² *Ibid.*, tome 1, p. 169.

¹⁵³ *Ibid.*, tome 1, p. 278.

commerce du bois, jouissant d'une relative stabilité redevable à la permanence de la demande, connaît un essor et réussit à naviguer dans ces eaux troubles.

Les tensions consécutives à la crise agricole et sociale aboutissent à une crise politique importante. Il n'existe guère d'alternatives ; il faut absolument trouver une solution durable à l'impasse.

Les explorations de 1828

[Retour à la table des matières](#)

Les pressions démographiques, l'immigration et la crise agricole sont déterminantes. Elles expliquent, en partie, les grandes causes de l'ouverture du Saguenay-Lac-Saint-Jean à l'entreprise coloniale. Désireux d'atténuer les tensions, le gouvernement commence à envisager sérieusement la possibilité d'ouvrir les espaces non peuplés et encore libres ; c'est le cas de la Mauricie et du Saguenay. ¹⁵⁴ Mais les ressources de ces vastes territoires sont encore inconnues.

En 1826, fait historique, le gouvernement du Bas-Canada commence à adoucir sa politique et cède aux pressions des habitants des cantons de l'Est en créant le district inférieur de Saint-François. ¹⁵⁵ Au Saguenay, la situation n'est pas tout à fait la même car le bail d'exclusivité détenu par la Compagnie de la Baie d'Hudson interdit, jusqu'à son expiration en 1842, toutes interventions coloniales sans son consentement et sans celui des locataires. La suite est bien connue.

¹⁵⁴ Dans la mentalité de l'époque le Saguenay englobe le Lac-Saint-Jean et ce qui nous apparaît aujourd'hui comme deux sous-régions ne sont aux yeux des contemporains, qu'une seule et même entité. Ce n'est que beaucoup plus tard, bien des années après l'entreprise des sociétés de colonisation que l'on tentera de différencier le Lac-Saint-Jean du Saguenay. À la fin du XIX^e siècle, on parlera du Bas-Saguenay (de Chicoutimi vers la Grande-Baie) et du Haut-Saguenay (de Chicoutimi jusqu'aux confins de l'arrière-pays du Lac-Saint-Jean) ; la dernière appellation servant à qualifier encore une fois le Lac-Saint-Jean. Au XX^e siècle, au fur et à mesure que le Saguenay s'industrialise, l'un devient le Saguenay industriel et l'autre, le Lac-Saint-Jean agricole.

¹⁵⁵ *Statut du Bas-Canada*, vol XII, p. 333.

Le sort des Postes du Roi se dessine à partir de 1821, lorsque la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada forme un comité spécial et le charge de dresser un inventaire complet de toutes les terres susceptibles d'être colonisées un jour. Après avoir visité et inventorié le terroir traditionnel qui avait été occupé au cours des deux derniers siècles, voilà qu'on redécouvre (car les Jésuites l'avaient déjà évalué à sa juste valeur) le riche potentiel agricole et forestier d'une région toute proche et accessible facilement par voie d'eau.

Le comité oriente d'abord ses recherches préliminaires en interrogeant dix-neuf personnes clefs qui connaissent bien le territoire en question. Il y a là d'anciens détenteurs de baux de location, des employés de postes de traite, des simples trafiquants, des coureurs des bois et des voyageurs. Les enquêteurs colligent ainsi toutes sortes d'informations et réussissent à monter un solide dossier se rapportant aux autochtones, les tracés possibles pour construire des chemins, les possibilités agricoles des lieux, la richesse de la forêt... bref, tout ce qui peut justifier l'organisation d'une entreprise de colonisation. ¹⁵⁶

En 1825, le comité dépose devant la Chambre le résultat de ses recherches. La conclusion met l'accent en particulier sur la qualité des terres situées autour de Chicoutimi et surtout, celles du Lac-Saint-Jean. Il n'y a plus de doute possible pour tous ceux qui attendent des terres et pour les tenants de la colonisation.

Ce premier inventaire débouche sur un projet beaucoup plus important. Pressée de plus en plus par la conjoncture, la Chambre, qui a peine à maintenir l'agitation, rédige un projet de loi, débloque un budget de 500 livres et présente le tout au Conseil législatif pour recevoir la sanction royale. Celle-ci arrivera le 29 août 1827. Sans tarder, l'Exécutif du gouvernement mandate les commissaires David et

¹⁵⁶ En 1968, l'abbé Jean-Paul Simard, principal organisateur du groupe Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, a récupéré les rapports parus dans les Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, de 1820 à 1831. Ces documents ont été réunis en une seule pièce, puis photocopiés ensemble sous le titre *Incursion documentaire dans le Domaine du Roi, 1780-1830*. Riche de ces informations, « l'abbé Jean-Paul » a rédigé une analyse « *Le Saguenay s'ouvre sous le signe du bois* », texte non publié d'une quarantaine de pages dans lequel il brosse un tableau historique détaillé et assez fidèle de la période s'écoulant entre 1820 et 1838. Quelques éléments de cet écrit ont été repris puis publiés dans « *Survол de l'histoire économique* », *op. cit.*, pp. 21-22.

Edward Stuart d'organiser l'expédition qui ira évaluer sur place. Les préparatifs prennent près d'un an et ce n'est finalement que le 28 juillet 1828 que le groupe des commissaires enquêteurs entreprennent leur voyage d'exploration au Saguenay. Nous disons Saguenay mais c'est surtout vers le Lac-Saint-Jean que se concentreront les efforts.

La première équipe est dirigée par Joseph Bouchette, fils. De son point de départ à Trois-Rivières, il remonte le cours du Saint-Maurice jusqu'à La Tuque, emprunte la rivière Bostonnais, de là se dirige vers la rivière Ouiatchouane et arrive enfin au Lac-Saint-Jean. La seconde équipe, qui s'occupera de l'examen des rives du lac Saint-Jean, est dirigée par Joseph Hamel. Arrivé par bateau jusqu'à Chicoutimi, il débarque au Lac-Saint-Jean le 22 août. Ses instructions lui commandent d'examiner plus particulièrement le terrain entre les rivières Couchepaganishe et Ashuapmushuan. Quant au dernier groupe, c'est Jean-Pierre Proulx qui s'en occupe. Celui-ci explorera uniquement le Saguenay, jusqu'aux Terres-Rompues. Sur le plan scientifique l'expédition est secondée par des officiers militaires qui sont reconnus pour leurs grandes compétences dans les relevés géographiques et dans l'analyse du terrain : le capitaine F. H. Baddeley et trois officiers du 66^e Régiment : Nixon, Wagner et Goldie. ¹⁵⁷

Le 30 octobre suivant, les commissaires retournent à Québec, mettent la main finale à leurs rapports qu'ils déposent devant la Chambre, le 0 janvier 1829. Pour analyser le tout, celle-ci mandate Marc-Pascal de Sales Laterrière, seigneur des Éboulements, de présider un comité responsable qui devra soumettre en fin de compte les conclusions. Le 12 février, soit moins d'un mois après son mandat, Laterrière et deux de ses collègues déposent le rapport final. Pour le secteur compris entre les deux rives du Saguenay, le comité constitué de MM. Stuart, Laterrière et Neilson, fait ressortir particulièrement le territoire susceptible d'être colonisé, c'est-à-dire la plaine réunissant les localités actuelles de Chicoutimi, Laterrière et Grande-Baie. Du côté du Lac-Saint-Jean cependant, il attire l'attention sur le secteur Nord-Est qui renferme beaucoup de bonnes terres. « *Il a été fait assez - dit-il - pour établir qu'il y a dans les environs du Lac Saint-Jean, sur le Saguenay*

¹⁵⁷ *Rapport des Commissaires pour Explorer le Saguenay*, 14 janvier 1829. *Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada*, 1828-1829, vol. 36, pp. 598-625. Réédition, Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, 1968.

et sur les autres rivières qui s'y déchargent, une vaste étendue de terre cultivable sur laquelle il serait désirable de former des établissements. » ¹⁵⁸

L'ouverture du Saguenay à l'entreprise coloniale

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport encourageant des commissaires atteint immédiatement l'opinion publique et le monde des affaires. D'un seul coup, les vieilles barrières psychologiques qui avaient été maintenues au cours des siècles appartiennent maintenant à la légende. Partout dans le Bas-Canada, particulièrement dans les régions limitrophes de Charlevoix et de la Côte Sud, l'imagination populaire est à son comble. Jamais le Saguenay n'a autant fait parler de lui. Mais cet espoir quasi frénétique sera de courte durée.

Au début des années trente l'administrateur Kempt se dit d'avis qu'il n'est pas opportun d'ouvrir le Saguenay car selon lui cette disposition nuirait grandement à la traite. ¹⁵⁹ Son attitude devait être certainement dictée par les forces économiques de l'époque. En 1831, après un scandale mémorable, la Compagnie de la Baie d'Hudson réussit à récupérer tous ses droits et prétentions des territoires compris dans les limites des Postes du Roi. Avec elle, plus question d'espérer, du moins pas pour le futur immédiat.

Au début de 1836, une pétition qui regroupe quelques 1 800 noms est appuyée par la Chambre des députés. Tous ces colons pressent fortement le gouvernement d'ouvrir le Saguenay à la colonisation. La Compagnie de la Baie d'Hudson, protégée par son bail des Postes du Roi, s'oppose farouchement au projet. À ce moment, le Bas-Canada est secoué par une crise politique et sociale qui risque d'aboutir à la révolte, conjoncture qui incite la Compagnie à présenter un com-

¹⁵⁸ *Ibid.*, pp. 439, « Comité sur le rapport des Commissaires Explorateurs du territoire du Saguenay, jeudi, 12 février 1829 ». Pour l'original se référer à *Journaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada*, 1828-1829, vol. 36, pp. 598-625.

¹⁵⁹ Archives Publiques du Canada, Q194-2, folio 364, « Kempt à Murry, 24 juin 1830 ».

promis. Pour calmer les esprits et conserver la maîtrise du jeu elle consent à accepter une certaine exploitation de la forêt, avec la condition d'en être le seul patron. ¹⁶⁰ Cette décision lui portera le coup de grâce en permettant à d'autres intervenants d'empiéter sur son monopole. Voici les faits...

Pour être en mesure de conserver ses droits, la Compagnie de la Baie d'Hudson accepte un compromis. En maître des lieux, elle obtient du gouvernement la permission de tirer du Saguenay 60 000 billots de pin. ¹⁶¹ Elle réussit à en couper une petite partie. Toutefois, en raison d'une opposition farouche des marchands de bois de Québec et aussi en raison de son incapacité de sortir les 10 000 billots coupés au cours de l'hiver 1836-37, celle-ci est contrainte d'abandonner ses droits en faveur de quelqu'un qui occupe déjà ce champ d'activités : Sir William Price. À son tour, s'il veut être en mesure de tirer le meilleur parti de cette transaction, Price comprend qu'il faut s'adjoindre des travailleurs qui n'attendent qu'une ouverture pour pénétrer le Saguenay. Cette procédure aura pour effet de porter le coup fatal au monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans les Postes du Roi. ¹⁶²

Pour apaiser les pressions populaires et contrer le lobby formé par les industriels du bois, tout indique que la Compagnie de la Baie d'Hudson avait été victime de sa propre stratégie. Le lecteur aura intérêt à se souvenir que William Price, le plus grand entrepreneur de bois à l'époque, avait favorisé la création de la Société des Vingt et un pour lui servir de couverture et de paravent. Pour la colonisation qui détenait peu d'atouts, la situation n'était pas aussi reluisante. Désireuse d'enlever un tyran et d'ouvrir la porte du territoire, il avait fallu pactiser avec des puissances obscures qui n'avaient qu'une seule préoccupation : l'exploitation de la forêt. ¹⁶³

¹⁶⁰ | Jean-Paul Simard, *Économie Régionale*, op. cit., p. 22.

¹⁶¹ Le contrat qui permet l'ouverture du Saguenay est signé à Sainte-Étienne de la Malbaie Par Alexis Tremblay Picoté, quatre sociétaires et les notaires Charles Herménégilde Gauvreau et Édouard Tremblay de la Malbaie. Une copie intégrale de ce contrat a été publiée dans le journal *Le Colon*, 30 juillet 1925, p. 2.

¹⁶² « *Murdock McPherson de la H.B.C. à Jaws Hargrave, 15 mars 1842* », P.P. Un extrait de cette lettre a été publié par Louise Dechêne dans *Saguenayensia*, juillet-août 1970, pp. 82-85.

¹⁶³ J.-P. Simard, *Le Saguenay s'ouvre...*

La première étape du projet de Price prendra environ cinq ans à se concrétiser. Il atteint son but le 28 juillet 1842 alors que les principaux actionnaires de la Société des Vingt et un lui cèdent, moyennant 325 £ chacun et l'opportunité de travailler dans les chantiers, toutes leurs installations et concessions du Saguenay. ¹⁶⁴ Propriétaire en titre des équipements et solidement implanté de Tadoussac à la Grande-Baie, pour l'entrepreneur il suffit maintenant de trouver le moyen de pénétrer jusqu'à la tête de la rivière : Chicoutimi. La partie ne sera pas facile car la Compagnie de la Baie d'Hudson qui a déjà suffisamment perdu d'emprise désire conserver farouchement ce qui lui reste. L'expérience de 1838 ayant été fructueuse, ce sera encore une fois en passant par des intermédiaires qu'il arrivera à ses fins.

Ne pouvant acquérir lui-même les droits de coupe et les lettres patentes, Price décide de s'associer à Peter McLeod, Junior, un métis qui lui doit de l'argent et qui est déjà propriétaire d'une scierie à la rivière Noire, près de Saint-Siméon. Fils d'une mère Montagnaise et ayant déjà travaillé pour la Compagnie de la Baie d'Hudson, McLeod possède le droit légal de circuler librement dans les Postes du Roi et de s'y fixer. La Compagnie, de son côté, ne détient aucun pouvoir sur cet homme qui est bel et bien venu au monde à Chicoutimi. Elle ne peut, par conséquent, contrôler aucun de ses déplacements. Fort d'un tel coéquipier, William Price est en mesure dorénavant de réaliser ses objectifs et d'exploiter les riches pinières de la région. Avec sa femme, Josephite Atikuapi, son fils, John, et 23 hommes, le métis quitte la rivière Noire à l'été 1842. ¹⁶⁵ Sitôt sur place il construit sa scierie de la rivière du Moulin et entreprend son premier chantier forestier à l'hiver 1843.

Tout en travaillant avec acharnement dans la forêt, les premiers arrivants s'établissent près des moulins. Ceux qui sont venus dans le dessein d'exploiter le sol commencent immédiatement à défricher et finissent par envahir rapidement les terres voisines non arpentées. En l'espace de quelques mois, la poussée colonisatrice s'étend progressivement et de plus en plus loin vers l'intérieur des terres.

¹⁶⁴ Greffe de Edouard Tremblay, La Malbaie, 25 juillet 1842.

¹⁶⁵ A.N.Q.C., Fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 1677, pièces 2 et 3.

Dès 1843, les autorités compétentes conviennent de commencer l'arpentage.¹⁶⁶ Les cantons de Saint-Jean, Bagot, Chicoutimi, Tremblay, Harvey, Simard, Laterrière et ceux situés en périphérie sont les premiers à recevoir la visite de ces hommes du gouvernement qui légaliseront tour à tour leur situation.

La Compagnie de la Baie d'Hudson n'était pas dupe du plan élaboré par Price et savait très bien qu'il lui serait impossible de freiner l'avance des « usurpateurs » sur le territoire. Pour elle le combat était bel et bien terminé, bel et bien perdu.¹⁶⁷ En 1844, McLeod dirige son attention vers la rivière Chicoutimi, tout près des installations de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Profitant d'un plus grand pouvoir hydraulique et d'un havre portuaire intéressant, le métis réalise la seconde partie du plan et organise là une scierie. Cette dernière sera la plus considérable de tout le Saguenay.

De 1844 à 1851, la population du Saguenay est passée de 3 311 personnes à 3 901. De ce nombre 2 438 âmes habitent les environs du canton Bagot. 1 200 le canton Chicoutimi, 422 le canton Tremblay et 367 le canton Laterrière. Le reste se répartit entre les cantons Kénogami, Harvey, Jonquière, Simard et Métabetchouan.¹⁶⁸ Le pin commence déjà à se raréfier et cette situation contraint les entrepreneurs à s'éloigner à l'intérieur des forêts pour trouver la matière première et alimenter les scieries.¹⁶⁹ Ces premiers déplacements vers l'arrière-pays seront à l'origine d'un nouveau style de vie et favoriseront l'éclosion de nouvelles coutumes et des traditions qui s'enracineront profondément dans la société saguenéenne.

Sur le plan agricole, le canton Bagot, avec ses 22 134 arpents occupés vient en tête de liste et dépasse Chicoutimi, avec ses 19 365 arpents occupés. Les espaces agricoles occupés par ces deux cantons représentent 67% de tout le Saguenay-

¹⁶⁶ « *Extrait du rapport du Commissaire des Terres relativement à son voyage au Saguenay, en date du 27 septembre 1845* », Photocopie de l'original, A.N.Q.C, fonds J.-P. Simard, 4-32.

¹⁶⁷ Archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson, (D. 5/6, folios 147-147d), (D 4/31, folios 19d-20).

¹⁶⁸ Chiffres tirés du *Recensement du Canada*, 1851. Le lecteur prendra note que le recensement officiel n'est pas une référence sûre. Nous croyons que le nombre d'habitants pour Bagot est surévalué.

¹⁶⁹ François Pilote, *Le Saguenay en 1851*, Imprimerie Augustin Côté, Québec, 1852, pp, 67-93.

Lac-Saint-Jean. En plus de produire du bois et du foin, les colons établis produisent des pommes de terre, du blé, de l'orge, des pois, de l'avoine, des navets et du seigle. ¹⁷⁰

À la veille de l'ouverture du Lac-Saint-Jean à la colonisation, l'établissement Price, axé principalement sur le bois de sciage et le bois d'exportation, contribue majoritairement à l'activité économique. Dans les deux seules paroisses de Chicoutimi et de la Grande-Baie on retrouve dix-sept moulins à scies. Tous les ans une trentaine de navires européens partent du Saguenay remplis de bois : vingt sont chargés à Chicoutimi et dix à Grande-Baie. ¹⁷¹ Mais cette condition n'a pas que des effets positifs car même si le bois a contribué à ouvrir le Saguenay à la colonisation il constitue aussi sa plus grande entrave.

Les sociétés de colonisation préparent l'ouverture du Lac-Saint-Jean

[Retour à la table des matières](#)

Au milieu des années 1840, la colonisation du Saguenay s'essouffle et subit un court temps d'arrêt. Les colons qui étaient venus s'installer sur des terres l'avaient fait de façon anarchique et sans l'accord officiel des autorités. Certains n'hésitent pas à qualifier la situation de « *période d'occupation sauvage* ». ¹⁷² Avant 1842, une bonne partie des travailleurs qui avaient immigré au Saguenay par le biais de l'entreprise forestière n'avaient pas tenu compte du bail protégeant la Compagnie de la Baie d'Hudson. Voulant respecter ses engagements envers cette dernière le gouvernement avait préféré de son côté ignorer les nombreuses requêtes demandant l'arpentage des terres.

Lorsque le commissaire des Terres de la couronne Denis-Benjamin Papineau fait son rapport d'inspection au Saguenay, en 1845, il évalue sommairement à trois mille le nombre de propriétaires « squatters » (occupants sans titre de pro-

¹⁷⁰ *Ibid.*, pp. 76-77.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 79.

¹⁷² Normand Séguin, *La conquête du sol au 19^e siècle*, Boréal Express, collection 17/60, 1977, p. 87.

priété). ¹⁷³ Cinq ans plus tard, en 1850, au moment où Jacques Crémazie dépose à son tour son enquête, la situation atteint presque l'état de crise. En effet, l'euphorie collective qui avait marqué l'ouverture du Saguenay faisait place subitement à un découragement profond. À cette époque, les gens commencent à comprendre que la nouvelle région est loin d'être la terre promise. ¹⁷⁴ Les plus beaux morceaux sont déjà tous occupés par des compagnies ou associations et plusieurs immigrants de la première heure ont préféré plier bagage pour s'en retourner dans leur paroisse d'origine ou encore sont partis tenter leur chance sur la rive Nord du Saint-Laurent.

Selon Crémazie, posséder une terre au Saguenay relève à toute fin pratique de l'impossible. En plus d'avoir de la difficulté à posséder son propre lopin, les plus chanceux, ceux qui ont réussi à s'en procurer un, ont de la peine à le conserver. Ils sont, soit endettés envers les marchands à qui ils ont hypothéqué leurs biens, soit trop pauvres pour payer les redevances à l'État. En peu de mots, la colonisation est en pleine stagnation et son avenir risque grandement d'être compromis.

* * *

« Rien n'est plus difficile que de posséder une terre au Saguenay. Un colon achète du gouvernement une terre que l'agent lui vend. Il paie cette terre et va s'établir dessus. À peine a-t-il commencé à y faire les premiers travaux, que des réclamations lui arrivent de tous côtés. Une personne réclame cette terre pour y avoir passé trois ou quatre ans auparavant, et avoir formé le dessein de la prendre pour lui ; une autre prétendra y avoir fait les premiers abattis, c'est-à-dire, avoir coupé quelques arbres, et avoir mis certaines marques ou son nom sur des arbres ou des piquets ; une troisième dira qu'elle a acheté cette même terre d'une tierce personne qui lui a vendu ses droits ; une quatrième prenant le rôle du lion, s'emparera de cette terre, parce qu'elle lui convient, et que l'acquéreur n'a ni la force ni les moyens nécessaires pour repousser, comme elle le mérite, cette infraction au droit de propriété. »

¹⁷³ « *Extrait du rapport du commissaire des Terres de la couronne, relativement à son voyage au Saguenay, en date du 27 septembre 18-45* », Imprimerie Desbarats & Dershire, Montréal, original conservé aux Archives du Ministère des Terres et Forêts, OC2, 151/1845.

¹⁷⁴ « *Rapport du commissaire Jacques Crémazie sur le Saguenay, le 20 février 1850* », ANQQ, petite collection Crémazie, J.

Crémazie identifie sept causes à la crise : 1- le désappointement éprouvé par les colons après avoir fait connaissance avec le climat et l'absence de commodité ; 2- la difficulté d'acquérir une terre ; 3- le manque de chemins et l'absence totale d'une organisation de voirie ; 4- la carence des lois en matière d'obligation communautaire et l'indifférence flagrante des colons entre eux ; 5- la baisse des exportations de bois et le chômage consécutif à cet état ; 6- le manque de connaissances des méthodes de culture propres à ce nouveau milieu ; 7- la difficulté des colons d'accepter de tenir une terre en "*franc* alleu roturier". ¹⁷⁵

C'est dans ce contexte "gris", dix ans seulement après le débarquement des premiers défricheurs de la Société des Vingt et un, que nous devons situer l'arrivée des sociétés de colonisation. Devant un tel marasme, devant une telle impasse, la colonisation en groupe apparaît comme le moyen le plus sûr pour réaliser un nouvel établissement. Si nous retournons un peu en arrière, en 1846, le Père Honorat avait bien essayé de libérer les colons du joug de Price et McLeod. Mais cette tentative d'une colonie libre au Saguenay s'était butée aux puissances économiques du temps qui avaient eu raison de son fondateur. ¹⁷⁶ Pour la colonisation une nouvelle époque commence.

L'initiative des Oblats au Grand-Brûlé, même si elle a échoué, a au moins le mérite de mettre en évidence l'implication nouvelle du clergé dans le mouvement de colonisation qui se dessine au Saguenay. Cette approche différente de conquérir le sol est nécessaire. Ainsi regroupés les colons peuvent de plus en plus faire face à la musique ; les craintes de l'isolement s'estompent peu à peu, il est plus facile d'obtenir la collaboration du gouvernement qui devra ni plus ni moins systématiser les opérations d'arpentage et, avantage non négligeable, la force de frappe que constitue ces groupuscules mieux dirigés et plus policés confine les puissances obscures à plus de retenue. Autrement dit, l'équilibre des forces entre les

¹⁷⁵ Lorsqu'ils sont venus se fixer au Saguenay, les colons étaient habitués d'occuper le sol en suivant le droit seigneurial, avec une certaine forme de gratuité. Avec le mode anglais l'acquéreur devait payer sa terre au gouvernement et c'est cette obligation qu'il ne pouvait accepter.

¹⁷⁶ A ce sujet, le lecteur aura intérêt à consulter le texte de l'abbé Jean-Paul Simard, "*Le Père Jean-Baptiste Honorat : son séjour au Saguenay, 1844-1849*", Évocations et Témoignages, Évêché de Chicoutimi, 1978, pp. 59-79.

intérêts de la colonisation et ceux de l'exploitation forestière se voit tout à coup mieux réparti. De son côté, le gouvernement trouve aussi son profit car il y voit un moyen efficace d'enrayer l'émigration vers les États-Unis.

* * *

- La Société de *défricheurs et de cultivateurs du Saguenay*, qui deviendra en 1848, la "Société des défricheurs de la Rivière-au-Sable", est le premier mouvement à s'organiser ainsi pour venir au Saguenay. Elle voit le jour en 1847, à la Malbaie, dans le plus fort de la crise de la colonisation. Elle est appuyée dans sa démarche par Mgr Antoine Racine, frère du futur Évêque de Chicoutimi, qui se rend lui-même demander au gouvernement un arpenteur pour fixer les limites du canton Jonquière. ¹⁷⁷ Outre l'homme d'Église et le président fondateur, le docteur L.-Denis Harvey, les principaux initiateurs du mouvement sont le notaire Beaulieu et Alexis Tremblay, Picoté, celui-là même qui avait été, dix ans auparavant, le chef de file du mouvement des Vingt et un. ¹⁷⁸

Lors de la fondation, la Société se donne des règlements qui lui permettront d'assurer son efficacité. ¹⁷⁹ Elle réussit à réunir ainsi un fonds de 2 500 louis (10 000\$) qui devra servir à acheter les terres et les premières nécessités ; ce montant est constitué à son tour de 200 actions de 12 louis et 10 chelins chacune. Afin d'éviter les monopoles, chaque actionnaire ne peut détenir qu'un nombre limité d'actions et chaque action donne droit à un lot de cent acres, lequel sera attribué par tirage au sort. Méthode originale d'acquittement de la dette, ceux qui ne sont pas en mesure de défrayer le montant requis peuvent le faire en fournissant une certaine somme de travail.

La Société n'attend pas l'arrivée de l'arpenteur. Impatients, les associés entreprennent immédiatement le défrichage des terres et construisent sous la direction du notaire Beaulieu un premier moulin à scie. ¹⁸⁰ Au cours de l'hiver 1848-49,

¹⁷⁷ Arthur Buies, *Le Saguenay et le bassin du Lac Saint-Jean*, Québec, Léger Brousseau, 1896, pp. 171-173.

¹⁷⁸ Centenaire de Jonquière 1847-1947, Comité du Centenaire, 1947.

¹⁷⁹ "Règlement des Associations pour la colonisation des Townships suggéré par l'assemblée des évêques", Québec, sans date.

¹⁸⁰ Gouvernement du Québec, Service de l'arpentage, J-4 (les pièces J4-1, J4-2, J4-3 concernent l'arpentage original effectué par F. Têtu).

l'arpenteur François Têtu entreprend la subdivision des lots, enregistre les squatters et officialise ainsi tous les travaux de l'entreprise. Le nouveau canton Jonquière (érigé en 1850) avait été découpé à même ceux de Chicoutimi, Laterrière et Kénogami.

Le mouvement initiateur n'est pas en mesure de réaliser la totalité de ses objectifs. Aux environs de 1852 la colonie se divise en deux sections : la « *Grande Société* », et la « *Petite Société* ». La première, incapable de poursuivre ses opérations, abandonne, alors que l'autre poursuit ses activités pour donner naissance à la paroisse Saint-Dominique de Jonquière. ¹⁸¹

- La *Société de Baie Saint-Paul*, est beaucoup moins connue. Dans l'ordre chronologique elle se place immédiatement après celle de la Rivière-au-Sable.

Le 15 mars 1849, l'arpenteur de Baie-Saint-Paul, Jules Tremblay, part pour le Saguenay dans le but d'arpenter et de tirer les lignes du canton Signai. Arrivé le 26 du même mois à la rivière des Aulnaies, il commence son travail mais doit arrêter en raison de la maladie. En 1850, l'arpenteur tente un nouveau voyage mais, ne jouant pas de chance, il doit renoncer une autre fois en raison d'un naufrage à la Baie des Alouettes, à l'entrée du Saguenay. Ce n'est en fait que le 18 août suivant qu'il reprend l'arpentage du canton Signai. Le rapport de Tremblay, signé à la Baie Saint-Paul le 21 janvier 1851, ne mentionne aucunement les activités de la Société et ceci nous porte à croire qu'à ce moment les associés ont déjà quitté l'organisation et ont, soit retournés dans leur paroisse, soit rejoints purement et simplement le mouvement du curé Hébert. ¹⁸²

- La *Société de Saint-Ambroise* est sans aucun doute la mieux connue des trois. Elle représente des intérêts de la région de Québec et est l'œuvre du curé Boucher. Les membres de cette société auront comme objectifs d'occuper, de défricher et d'exploiter les terres du canton Caron, c'est-à-dire une bonne partie du territoire qui formera la future paroisse de Saint-Jérôme. Lors de sa fondation, en

¹⁸¹ Buies, *op. cit.*, pp. 171-173.

¹⁸² Au Service de l'Arpentage, nous retrouvons uniquement deux rapports touchant le canton Signai au cours de cette époque. Le premier, « *Rapport de l'arpentage et de la subdivision du township Signai à l'Honorable Price, commissaire des Terres de la Couronne, Jules Tremblay, 29 janvier 1851* », (S 14-2) et le second, une lettre de « *Ballantyne à Bouthillier, l'Islet, 2 March 1850* », (S 14-1).

1848, la Société de Saint-Ambroise compte une centaine de membres qui détiennent tous, au moment du départ, une part sociale de 2 louis (8\$), somme représentant une avance sur le prix de la terre. Le 23 septembre, le gouvernement acquiesce à la requête du curé Boucher et accorde à la société le canton Caron pour 1 chelin (20¢) l'acre et un double rang sur le tracé du chemin Kénogami pour lui permettre de réaliser ses ambitions. ¹⁸³

Au mois d'octobre, le curé Boucher engage l'arpenteur Nicolas Lefrançois. Un peu précipité dans sa tâche, Lefrançois quitte Québec en goélette, le 20 courant. Il est retardé par les intempéries et mettra huit jours à arriver à la Rivière-du-Moulin, où l'attend le curé Gagnon. Enfin sur place, Lefrançois se met en quête d'organiser son expédition pour atteindre son lieu de destination. Il ne sera pas en mesure de trouver immédiatement des hommes et des canots, car McLeod, le maître incontesté des lieux, accapare tous les travailleurs dans son chantier du lac Kénogami. ¹⁸⁴

Revenant sur ses positions, McLeod ordonne à son commis, McLaren, de lui procurer deux petits canots. Lefrançois est accompagné d'une douzaine d'hommes, dont Joseph Morel et ses fils, et est guidé par un Indien qui connaît bien le parcours. Il s'arrête le 31 octobre sur la rive Sud-Est de la rivière aux Sables et rencontre, au lac Kénogamichiche, les abbés Gagnon et Boucher qui reviennent de visiter les terres du canton Caron. En raison du climat peu favorable en ce temps-ci de l'année, l'abbé Boucher lui indique de concentrer son travail sur la ligne du chemin projeté entre les rivières Couchepagane et Chicoutimi. Le rapport et les notes colligées par l'arpenteur provincial, jusqu'au terme de son voyage, le 29 décembre 1848, nous indiquent qu'il n'y a, à ce moment, aucun colon d'installé sur les terres. ¹⁸⁵

Prenant tout l'hiver pour penser à son œuvre, l'abbé François Boucher organise une seconde expédition qui sera consacrée, cette fois-ci, plus spécifiquement à l'arpentage du canton Caron. Le 6 juin 1849, l'instigateur du mouvement rencontre une seconde fois, au marché Saint-Paul à Québec, l'arpenteur et ses hommes de

¹⁸³ Normand Séguin, *op. cit.*, pp. 87-94. Pour plus d'informations au sujet de la Société de Saint-Ambroise, se référer à l'étude de l'auteur, *Métabetchouan*, *op. cit.*, pp. 23-26.

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ *Métabetchouan*, *op. cit.*

service. Il est accompagné d'une soixantaine d'habitants de Saint-Ambroise, de Charlesbourg et de Beauport. Tous ont une volonté commune : ouvrir enfin les terres du canton Caron. ¹⁸⁶

Comme l'avaient fait précédemment bien des arpenteurs et bien des colons depuis 1843, Lefrançois s'embarque cette même journée, à bord de la goélette du capitaine Isaac Boily. Le groupe arrive à Bagotville, le 9 juin au soir. Aussitôt débarqué, Louis Simard est engagé pour monter les provisions jusqu'à la rivière Chicoutimi. Le nombre de voyageurs est important puisqu'il nécessitera le concours de quatre chevaux. En l'espace de quelques jours et bénéficiant de l'expérience de l'année précédente, l'arpenteur « *tire des chaînes* » un peu partout. Le 3 août, il s'occupe du premier lotissement, sur les rives de la Couchepaganiche et note qu'il sera difficile, en raison des crues du lac Saint-Jean, de construire des habitations près de son embouchure. En moins d'une semaine, il entreprend la dernière étape de son travail et tire les lignes entre les cantons Caron et Métabetchouan. Cette seconde expédition prendra fin le 31 août 1849.

Le contingent de pionniers recrutés par l'abbé Boucher ne se rend pas sur la Couchepaganiche. Ils préférèrent plutôt s'installer le long du chemin Kénogami et de la Belle-Rivière, de chaque côté de la ligne de démarcation du canton Caron et Signai. En 1851, Pilote note qu'à ce moment les colons n'ont qu'une soixantaine d'arpents défrichés. ¹⁸⁷

¹⁸⁶ Gouvernement du Québec, Service de l'arpentage, C-12.

¹⁸⁷ Pilote, *op. cit.*, p. 83.

Fig. 10.

Hébertville et la rivière des Aulnaies.

Photo Notman. Musée McCord, 4007, circa 1890 (Courtoisie ANQC).

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 11.

Véritable village de la frontière, Hébertville-Station.
Photo Notrnan, Musée McCord, 3206, circa 1895 (Courtoisie ANQC).

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 12.

L'ancienne scierie du village d'Hébertville, dont la construction remonte au début de la colonisation du Lac-Saint-Jean. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-13.20.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 13.

La chute de la rivière des Aulnaies, à Hébertville.

Photo de l'auteur, 1987, LSJ-13.10.

[Retour à la table des matières](#)

L'expérience fut douloureuse pour le missionnaire. Les uns abandonnèrent leurs lots, les autres refusèrent purement de payer les frais de l'entreprise, laissant à l'abbé Boucher le fardeau de la dette. Pendant quatre années consécutives il continua, en vain cependant, ses efforts d'arpentage. Malgré son incapacité d'atteindre ses objectifs, malgré les difficultés de faire reconnaître ses droits sur certains lots et malgré la défaillance de son mouvement l'abbé Boucher reste celui qui initia le mouvement de colonisation du « Pays du Lac-Saint-Jean ». Pour l'histoire du Saguenay, une ère nouvelle commençait. ¹⁸⁸

L'Association des comtés de L'Islet et de Kamouraska sera sans conteste celle qui réussira le mieux dans son projet de colonisation. Elle prend naissance au courant du mois de janvier 1849 à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, dans les comtés de l'Islet et de Kamouraska. L'initiateur et l'âme dirigeante de ce vaste projet de colonisation est l'abbé Nicolas Tolentin Hébert, curé de Saint-Pascal. ¹⁸⁹ Ce dernier est aidé dans sa tâche par les curés du voisinage : les abbés F.-X. Delâge (curé de l'Islet), Louis Parent (curé de Saint-Jean-Port-Joli), D.-H. Têtu (curé de Saint-Roch), L.-A. Bourret (curé de Sainte-Anne), Charles Bégin (curé de Rivière-Ouelle) et de J.-H. Routier (curé de Kamouraska). ¹⁹⁰ Plus tard, peut-être en 1850, viendra se joindre la paroisse de Saint-André. ¹⁹¹

Comme nous pouvons le constater, l'entreprise de cette Association, n'est pas un simple fait isolé. Elle se situe dans la même foulée que les trois précédentes et son action ne peut s'en dissocier. La simultanéité avec laquelle elles prennent subitement naissance, la manière dont elles se forment, la présence initiatique du clergé et la convergence spatiale de chacun des mouvements portent à conclure à l'existence d'une stratégie commune. En effet, sept des huit premières paroisses

¹⁸⁸ Selon Normand Séguin (*La conquête du sol...* p. 94) tous les colons recrutés par Boucher ne provenaient pas uniquement de la région de Québec. Plusieurs étaient recrutés sur place, d'autres faisaient partie du « *stock en transit pour le Lac-Saint-Jean* ». Contrairement à ce que l'on pourrait croire d'ailleurs, la région de Québec « s'est avérée un piètre bassin de recrutement de colons pour le Saguenay ».

¹⁸⁹ Une biographie de la famille Hébert a été publiée dans la revue *Saguenayensia*, janv.-mars 1984, pp. 11-17, sous le titre « *Les six frères Hébert à Hébertville* ».

¹⁹⁰ Stanislas Drapeau, *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada (1851-1861)*, Léger Brousseau. Québec, 1863, p. 492.

¹⁹¹ Pilote, *op. cit.*, p. 85.

membres sont représentées par leur curé et ces prêtres tiennent tous à y jouer un rôle de premier plan. ¹⁹² Les autres fondateurs sont trois médecins (Vincent Martin, Louis Tremblay et A-T. Michaud), deux notaires (P. Garon et H S. Jorre), deux ouvriers-entrepreneurs (F. Richard et F. Langlois), un marchand (Charles Chapais) et trois cultivateurs (C. Lebel, M. Boucher, M. Fournier). Le mouvement intéresse également les prêtres du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, principalement l'abbé François Pilote, auteur de l'étude portant « *Sur le Saguenay en 1851* ». ¹⁹³

Lors de sa fondation, l'organisation se compose d'un bureau d'administration formé de personnes nommées annuellement par le comité de paroisses. Ces comités sont à leur tour élus par les actionnaires de chaque paroisse, lesquels ont droit individuellement à un membre pour dix actionnaires. C'est le bureau d'administration (formé d'un président, d'un secrétaire et d'un trésorier) qui régit toutes les affaires de l'Association. Le fonds social se compose d'un nombre indéterminé d'actions à 12. 10£ l'unité et aucun actionnaire ne peut recevoir plus de trois actions, chaque action donnant droit à un lot de cent acres. Les versements doivent se faire en dix versements semestriels. Comme c'est le cas pour les associés de la Société des défricheurs et cultivateurs du Saguenay, ceux qui sont trop pauvres peuvent s'acquitter de cette dette en fournissant une certaine somme de travail. L'Association devait être dissoute au bout de cinq ans et les lots devaient être tirés au sort.

¹⁹² Dans une lettre qu'il avait expédiée à son homologue le curé Pilote, le 13 février 1852, l'abbé Delâge soulignait justement : « l'immense responsabilité que le clergé, appuyé de quelques notables a assumée. Nous jouons là notre réputation et notre influence ». Cité dans Michèle Leroux, *La colonisation du Saguenay et l'action de l'Association des comtés de l'Islet et de Kamouraska*, Montréal, Université de Montréal, DES, 1972, p. 71. « À eux seuls - nous dit N. Séguin (*op. cit.*, p. 98) -, prêtres et notables formaient un bloc de 83 actionnaires détenant 112 actions représentant le tiers des effectifs de la société et de la mise de fonds. »

¹⁹³ En ce qui concerne le fonctionnement général de l'association du curé Hébert, les données sont tirées du volume de l'abbé Pilote, *op. cit.*, pp. 84-93.

L'action de l'Association des comtés de l'Islet et Kamouraska

[Retour à la table des matières](#)

C'est l'établissement de ces structures qui permet aux membres de nommer comme dirigeant du mouvement le curé Nicolas de Tolentin Hébert. Les curés des paroisses environnantes croient fermement qu'il est le mieux préparé et qu'il détient les qualités essentielles au bon fonctionnement de l'organisation. Fort de cet appui inconditionnel, Monsieur Hébert obtient la permission de l'Évêque de s'absenter de sa paroisse le temps nécessaire à sa nouvelle mission. ¹⁹⁴

Craignant de se faire ravir les terres convoitées avant même de partir, il est dépêché au début de 1849 auprès du gouvernement de Montréal pour acquérir un premier droit sur des cantons au Lac-Saint-Jean. Le plénipotentiaire est porteur d'une requête de onze cents signatures recueillies un peu partout à travers les paroisses. La préférence va au Saguenay car dans cette région les terres sont moins dispendieuses (1 chelin l'acre au lieu de 2 comme c'est le cas au Sud de Québec), on les croit de meilleure qualité et enfin on désire suivre les compatriotes rattachés au mouvement du curé Boucher. ¹⁹⁵ Le 14 février 1849, un ordre en Conseil accorde à l'Association deux cantons situés au Lac-Saint-Jean ainsi que tous les lots vacants le long du tracé du chemin Kénogami. Les conditions sont identiques à celles de son prédécesseur, le curé Boucher : un « schellings » l'acre jusqu'au 31 décembre et le double à partir du premier janvier 1850. Comme autre condition, il faudra respecter certains délais d'occupation.

Les membres de l'expédition, deux sympathisants et leur chef partent de Kamouraska le vendredi matin 25 mai. Ils arrivent à Chicoutimi, première escale avant le périple du Lac-Saint-Jean, le premier juin. Après s'être assurés du

¹⁹⁴ Leroux, *op. cit.*, p. 73.

¹⁹⁵ Pilote, *op. cit.*, p. 86. Aussi ACSAP, « *Mémoire à l'appui de la requête des habitants de St-Pascal de Kamouraska et d'autres paroisses qui désirent s'établir dans le territoire du Saguenay, 1er février 1849.* »

concours de bons guides ¹⁹⁶, ils entreprennent là, sans attendre, la dernière étape de leur voyage. Rendus enfin sur place le groupe se divise en trois bandes et partent explorer les terres des cantons convoités de Labarre, Caron et Métabetchouan, puis retournent au Saguenay pour visiter les cantons juste en face de Chicoutimi où ils constatent que les meilleures terres sont déjà occupées. ¹⁹⁷

De retour sur la Côte Sud, le groupe décide d'établir le centre de ses activités dans le canton Labarre. Le 21 août un premier contingent de 44 hommes arrive au bout du lac « Wikwi » et s'installe juste à la ligne de démarcation du canton. Sans attendre, ils entreprennent de défricher la forêt environnante alors que le curé Hébert, de son côté, décide d'installer sa tente à l'autre bout du lac Kénogamichiche. Au cours de ce premier hiver les colons font un abattis de 200 arpents et ouvrent un chemin d'hiver entre leur établissement et celui du Grand-Brûlé. Ces travaux préliminaires auront duré deux mois et auront permis au curé Hébert de faire le point.

De retour à Saint-Pascal, Hébert écrit au commissaire des terres pour lui signifier que les lots accordés par le gouvernement sont décevants. Il essaie en même temps de récupérer à la Société de la Baie-Saint-Paul l'emplacement de la chute de la rivière des Aulnaies car cette dernière espère soutirer aux nouveaux venus un droit d'exploitation. Dans le cas du petit pouvoir d'eau le gouvernement lui donne gain de cause. Mais pour ce qui est des terres incultes, le problème restera épineux jusqu'à la fin. S'ajoute à ces difficultés imprévues le problème des communications. Nous verrons un peu plus loin que l'absence d'une liaison avec le reste du Saguenay fera cruellement défaut et ce problème persistera plusieurs années après la dissolution de l'Association.

En dépit de toutes ces difficultés, dès le printemps suivant les sociétaires plient bagages et partent définitivement pour le Lac-Saint-Jean. La caravane de colons arrive le 16 mai 1850 à la Grande-Baie. Ils ont apporté avec eux tout l'attirail nécessaire qui leur permettra d'organiser le chantier. Le 20 du même mois, ils

¹⁹⁶ C'était Michel Tremblay dit Micho, un fier-à-bras de McLeod et Morel, celui-là même qui avait guidé le curé Boucher, l'année précédente.

¹⁹⁷ Le curé Hébert a rédigé une sorte de journal de ce voyage. L'original du texte est conservé aux ACSAP. Une retranscription du texte a été publiée dans *Saguenayensia*, sept.-oct. 1967, pp. 101 - 104, « *Exploration du curé Hébert* ».

arrivent au Portage-des-Roches et construisent là un radeau pour traverser le lac Kénogami. Cette dernière étape est mémorable car elle dépeint quand même assez bien l'environnement matériel et psychologique des dizaines de groupes de colons qui suivront les traces des pionniers d'Hébertville jusqu'à la fin du siècle.

* * *

« La nécessité est ingénieuse à se tirer d'embarras. On construit sur le champ un radeau de 40 pieds de longs sur 20 de large. Au milieu, on met quatre chevaux, deux vaches, 300 bottes de foin, six quarts de lard, 10 quintaux de farine, 1 500 planches, 500 madriers. 40 hommes sont placés tout autour sur les bords pour ramer, 60 voiles sont tendues, et l'on s'éloigne lentement de la rive, après avoir dévotement récité les litanies de la sainte Vierge. Deux berges placées à l'avant et poussées par huit bonnes rames accélèrent la marche. Vingt quatre heures après, le précieux radeau arrivait heureusement à l'autre bout du lac. C'était le 25 mai. » ¹⁹⁸

* * *

Les travaux commencent immédiatement à l'arrivée du contingent et durent cinq mois. Sur le sol défriché l'année précédente, les gens réussissent à semer 66 minots de grain et 30 minots de pommes de terre. L'automne arrivé, le gros de l'équipe repart pour la Côte Sud, à l'exception d'un petit groupe qui décide de rester pour l'hiver. C'est la première fois qu'un groupe de colons hiverne au Lac-Saint-Jean. La place du moulin est restituée en 1851 à la condition d'y construire, avant le 15 mai 1853, un moulin à farine. Les titres de propriété seront accordés à celui qui aura fourni les fonds nécessaires à la construction.

Les offices religieux de la petite colonie sont d'abord dispensés dans des annexes ajoutées au campement et ces installations inopportunes sont remplacées par une chapelle construite près des moulins, chapelle qui sera dédiée à Notre-Dame de l'Assomption. Sur le plan civil, la communauté ne perd pas de temps ; les registres sont ouverts au mois de juin 1852 et le premier août on passe à l'élection des marguilliers. En 1854, une double série d'établissements s'étend sur les

¹⁹⁸ Pilote, *op. cit.*, p. 90.

deux côtés du lac Kénogamichiche et de la rivière des Aulnaies, déborde dans le canton Signai et rejoint la colonie du curé Boucher dans le canton Caron. ¹⁹⁹

L'établissement du curé Hébert avait tenu suffisamment longtemps pour permettre à une colonie de base de s'implanter. Ceci ne s'était par contre pas réalisé sans heurt. Lors de sa fondation, l'Association s'était engagée, envers ses membres, de fournir à chaque actionnaire, au bout de cinq ans, un lot de cent acres, partiellement défriché et muni au moins d'un abri temporaire.

Les colons ne mirent pas de temps à comprendre que cette promesse ne pourrait être respectée. Après seulement quatre années d'opération l'Association a contracté des dettes pour environ 1 000£. Devant l'impasse, elle décide tout simplement de vendre les lots préparés, ne laissant aux actionnaires que des lots non défrichés qui seront d'ailleurs distribués par tirage au sort. Les sociétaires s'agitent et protestent mais ne réussissent pas à arrêter le cours des événements.

Au moment de la dissolution, bien des problèmes ne sont pas résolus : la société doit encore beaucoup d'argent, seulement une centaine de lots sur les 337 sont véritablement occupés et, surtout, les lots non améliorés et accordés par tirage au sort sont encore vacants. Ce n'est pas tout. Dénoncée par ses propres membres, ne pouvant pas empêcher certains sociétaires de spéculer sur les terres et assaillie de toutes parts et de tous côtés, l'Association se dissout en 1856. La première page de la colonisation du Lac-Saint-Jean venait d'être tournée. On retournait maintenant à la colonisation individuelle.

Les historiens ne s'accordent pas sur les effets bénéfiques ou non de l'entreprise des sociétés de colonisation. Certains croient que la colonisation organisée avait fini par produire l'effet contraire que celui recherché ; la marche anarchique du peuplement et la spéculation n'avaient pas été éliminées et le tout s'était soldé par un « cuisant échec ». ²⁰⁰ D'autres, plus nuancés, sont d'avis qu'il ne faut pas oublier le caractère patriotique de leur action et surtout qu'il ne faut pas trouver une réponse uniquement dans l'agriculture ; leur rôle était purement national et ces sociétés ont permis de contrer la progression des Canadiens-anglais, en en-

¹⁹⁹ V. Tremblay, *Histoire du Saguenay...* op. cit., pp. 344-345. Aussi, « Notre-Dame-d'Hébertville paroisse-mère de la région du Lac-St-Jean ». *Le Lac-St-Jean*, 19 oct. 1950.

²⁰⁰ N. Séguin, op. cit., pp. 114-116.

rayant du même coup l'immigration vers les États-Unis. ²⁰¹ Que penser de tout cela ?

Il faut admettre que le triste sort réservé à tous ces mouvements, constitue une tache difficile à masquer. Pour s'opposer au monopole du bois et aux spéculateurs il fallait, en contrepartie, prendre le risque de devenir soi-même un monopole et ceci ne doit pas être nécessairement porté au passif. Bien au contraire. Placées dans le contexte de la fin des années quarante nous croyons que les sociétés de colonisation ont réussi assez bien dans leur objectif originel qui était plus particulièrement d'enrayer l'exode vers les États-Unis et de soulager la misère d'une partie des agriculteurs. Sur le plan de l'arpentage cependant, la lumière n'a pas été faite. Même si, en principe, ces derniers devaient précéder la colonisation, pour différents motifs nous sentons qu'ils arrivent habituellement bien après les colons et que, malgré tout, l'acquisition des terres s'est opérée dans un certain désordre. Nous n'avons qu'à consulter les nombreux procès à propos de la contestation des droits de propriété ou même du simple bornage des lots, pour apprécier le manque d'ordre à ce niveau. Pour conclure, nous nous limiterons à rappeler que chaque association prévoyait dans ses règlements de fondation des clauses de dissolution dans un avenir rapproché ; leur existence éphémère n'est certes pas un motif suffisant pour croire à la faillite de leur entreprise.

²⁰¹ Pierre-Maurice Hébert, « *L'abbé Nicolas Tolentin Hébert au Saguenay-Lac-Saint-Jean* », *Évocations et Témoignages*, Évêché de Chicoutimi, 1978, pp. 81-96.

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

Chapitre quatrième

La grande marche du peuplement 1856-1901

[Retour à la table des matières](#)

L'arrêt des activités de l'Association des comtés de l'Islet et Kamouraska, en 1856, met en évidence la fin des sociétés de colonisation au Lac-Saint-Jean. Après dix ans de labeurs intenses elles avaient préparé le terrain et avaient surtout permis à un nouveau territoire de s'ouvrir. La marche de la colonisation et du peuplement qui marquera toute la seconde moitié du XIX^e siècle se divise en trois étapes facilement repérables.

La première de ces étapes commence en 1856 et se termine en 1870. Cette dernière année correspond, bien sûr, au désastreux incendie dont les effets immédiats auront une grande incidence. Elle coïncide aussi avec la promulgation d'une nouvelle loi provinciale régissant les sociétés de colonisation, en 1869. C'est au cours de ces années que naîtront les paroisses-mères de Roberval, Saint-Jérôme et de Pointe-aux-Trembles (Saint-Louis de Chambord), et qu'arriveront les premiers colons sur l'île d'Alma, à Saint-Prime, Saint-Gédéon, Saint-Charles (canton Bourget) et Saint-Félicien.

La deuxième de ces étapes s'étend de 1870 environ à 1888 ; la dernière année coïncidant avec l'arrivée du chemin de fer à Chambord. C'est au cours de ce temps

que naîtront les colonies de Saint-Bruno, Hébertville-Station, Saint-Méthode, Lac-Bouchette, Normandin, Albanel, Delisle, Saint-Cœur-de-Marie, et Saint-Henri-de-Taillon.

Enfin, la troisième étape s'étend de 1887 environ à 1901. Pour nous, 1901 constitue un millésime très important dans toute l'histoire de la colonisation jean-noise. En effet, l'année 1901 n'est pas un choix arbitraire car elle correspond au début de l'entreprise de la pulpe et à la fin de la prépondérance de l'industrie du bois de sciage. C'est dans ce contexte historique que naîtront tour à tour les communautés de Sainte-Hedwidge, Saint-François-de-Sales, Saint-André « de l'Épouvante », Péribonka, La Doré, Saint-Nazaire, Mistassini, Saint-Eugène, et L'Ascension.

Si l'arrivée du curé Hébert, avec les premiers défricheurs, marque le début de la colonisation, c'est par contre la construction de la scierie et celle du moulin à farine à la chute de la rivière des Aulnaies, en 1851, qui marquent le début de l'organisation communautaire et signalent définitivement la marche du peuplement. Grâce à ces réalisations industrielles, la plaine d'Hébertville pourra désormais étendre sa zone d'influence sur toutes les petites colonies éparpillées par-ci par-là, entre les cantons Caron et Kénogami, c'est-à-dire celles qui sont issues du mouvement originel des sociétés de colonisation. Ce coup de départ débouchera sur l'érection d'une première municipalité de canton et de paroisse, le 4 mai 1859.²⁰² Au moment de sa création, la municipalité-mère comprend et dessert tous les territoires des cantons Kénogami, Méty, Labarre, Plessis, Signai et Caron. Ces cantons qui donneront à leur tour naissance à d'autres paroisses seront démembrés au fur et à mesure de l'avance de la colonisation.

Mais l'idée de faire d'Hébertville la capitale, ou plutôt le chef-lieu du Lac-Saint-Jean, sera de courte durée. La paroisse qui avait été érigée en plein centre de l'axe de la route des fourrures, là où mourait la sous-région du Saguenay et naissait celle du Lac-Saint-Jean, ne pourra survivre à l'arrivée du chemin de fer qui redéfiniera toute la stratégie du développement. Elle ne pourra survivre également au déplacement des centres d'activités économiques, à la construction des scieries et à la naissance de l'industrie de la pâte.

²⁰² Victoria 22, Chapitre 70.

La fondation des paroisses-mères

[Retour à la table des matières](#)

Le premier bond de la colonisation apparaît justement au milieu des années cinquante. Ce mouvement prend naissance à la faveur d'une baisse des activités dans les chantiers de la Baie des Ha ! Ha !, baisse qui provoque le début de l'exploitation forestière aux environs des Décharges. Dans ce même mouvement, en 1854, un premier groupe de colons vient s'installer sur les bords de la rivière Ouiatchouane, dans le canton de Charlevoix. Ces gens auront précédé l'arpenteur du gouvernement, P.-H. Tremblay, qui arrivera trois ans plus tard pour tirer les premières lignes et légaliser leur situation. Lors de cette opération remontant à l'année 1857, seuls quelques lots des rangs B et 1 sont occupés par une quinzaine de colons. L'exploitation agricole ne fait que débiter car l'arpenteur fait état de petits abattis et de quelques ensemencements. ²⁰³

Ces pionniers de la première heure avaient été imités, en 1855, par d'autres congénères qui s'étaient installés à l'embouchure de la rivière Ouiatchouaniche (à l'époque la rivière à Thomas Jammes) et y avaient installé un petit moulin. En l'espace de quelques mois seulement, une cinquantaine de bûcherons, se déplaçant au gré des scieries, n'attendent qu'une occasion pour enregistrer un lot dans les cantons Charlevoix, Roberval et Ouiatchouan. ²⁰⁴

Enfin, toujours autour de ce même noyau, arrivent, en 1862, les premiers colons de Saint-Prime, puis ceux de Saint-Félicien, aux environs de 1864.

Nous sommes portés à nous demander pourquoi aussi loin vers l'Ouest et pourquoi négliger les cantons Mézy, Caron et Métabetchouan qui étaient encore « libres » dans une bonne proportion ? Jusqu'à ce moment, la colonisation du Saguenay avait toujours procédé par voie de refoulement. Les sociétés de colonisation avaient été obligées, en raison de l'absence de chemins, d'occuper les cantons au fur et à mesure qu'ils avançaient sur le territoire. En 1856, nous nous rappelle-

²⁰³ Gouvernement du Québec, Service de l'arpentage, C-21.

²⁰⁴ Rossel Vien, *Histoire de Roberval, coeur du Lac-Saint-Jean, 1855-1955*, SHS, no 15, 1955, pp. 25-28.

rons que l'Association des comtés de l'Islet et Kamouraska se dissout. Au moment de son départ près de 300 lots vacants n'ont pas encore trouvé preneurs et sont littéralement paralysés par toutes sortes de procédures. L'anomalie est dénoncée violemment par les journaux de l'époque qui jugent la situation inacceptable. En plus du problème du tirage au sort de ces lots vacants, s'ajoute, pour comble de malheur, l'acquisition d'une grande partie de ces terrains par des « propriétaires absents ». ²⁰⁵

La question des lots vacants ne sera pas encore réglée en 1859 et sera vivement dénoncée par le nouveau conseil municipal du Lac-Saint-Jean dans une requête du 15 février. À ce moment, la missive parle encore de 260 lots non occupés et gelés par des « propriétaires absents » qui ne se conforment pas à la loi en refusant d'effectuer des améliorations et en ne défrichant pas une certaine proportion de leurs lots. ²⁰⁶ Ce sera seulement en 1860 qu'un arrêté ministériel accordera gain de cause aux colons contestataires. Après l'intervention du gouvernement et devant les obstacles de l'attribution par tirage au sort, Hébert réussira à obtenir le droit d'abandonner cette façon de répartir les terres. ²⁰⁷ Dès l'été 1860, la distribution des lots vacants, l'un à la suite de l'autre, est entreprise. ²⁰⁸ C'est cette libération du territoire qui permet à de nouvelles communautés de prendre forme, entre la Pointe-Bleue (Roberval) et Hébertville.

En 1861, suite à la levée d'une partie des obstacles, arrive un premier contingent de colons dans le territoire devant former le second noyau de peuplement, la

²⁰⁵ *Le Canadien*, 9 juillet 1957, « Correspondance, Lac-St-Jean, 20 juin 1857 ».

²⁰⁶ « *Requête du conseil municipal du Lac Saint-Jean au gouverneur général, le 15 février 1859* », Ministère des Terres et Forêts, dossier 541/1859. Sans rattacher le tout au mouvement général de la colonisation du Lac-Saint-Jean, N. Séguin (*op. cit.*, pp. 108-109) traite également de cette question dans son travail. Jusqu'en 1859, les obligations d'établissement obligeaient chaque colon à construire une maison dans les 5 premières années et de défricher 5% par an durant les 5 premières années, J.E. Garon, *Histoire de la colonisation dans la province de Québec, de 1825 à 1940*, Ministère de la Colonisation, Québec, 1940, p. 98.

²⁰⁷ « *Hébert au commissaire, le 13 août 1860* », MTF, dossier 925/1860.

²⁰⁸ Ceci ne veut pas dire pour autant que les lots accordés à des « absents » sont redistribués. Le problème prendra encore une dizaine d'années avant d'être complètement réglé. Séguin (*op. cit.*, p. 110) parle de 1871 comme année limite.

future paroisse de Saint-Jérôme. Ils sont au nombre de cinq familles : Maurice et Jean-Marie Saintonge, Jules Boivin, Germain Morin et Joseph Morel. Les Saintonge sont originaires de Saint-Denis de Kamouraska. Jean-Marie, pour sa part, est actionnaire dans l'association du curé Hébert. Il avait reçu, au début des années cinquante, un lopin de terre à la tête du lac Kénogamichiche et préférait suivre le nouveau mouvement.²⁰⁹ Il est suivi par Germain Morin et Jules Boivin, tous deux en provenance de Bagotville. Quant à Joseph Morel, c'est ce même métis qui avait précédemment guidé les arpenteurs engagés par les sociétés de colonisation.²¹⁰

À la même époque, en 1856, une troisième occupation prend naissance aux environs de l'Île d'Alma et est redevable aux activités forestières qui viennent à peine de débiter dans ce secteur. C'est la construction de la glissoire à billots, à la Petite Décharge, qui amène Damase Boulanger à l'Île d'Alma. Il commence à défricher la terre au début des années soixante et amène définitivement sa famille en 1865.²¹¹ Quant à la future paroisse de Saint-Charles, à proximité d'Alma, plusieurs cultivateurs de Sainte-Anne, avec à leur tête le curé de la paroisse, occupent des lots immédiatement après le passage de l'arpenteur, en 1864. D'autres suivront en 1868 et recevront régulièrement la visite de leur curé.

Cette présentation nous permet de bien sentir de quelle façon s'opère le mouvement de colonisation avant 1870. Les colons ont tendance à suivre le littoral car il constitue l'environnement naturel le plus fertile. Une occupation ininterrompue se poursuit donc pendant cette période entre les Décharges, au Sud-Est, et la rivière Ashuapmushuan, en remontant vers l'Ouest.

En 1862, la plupart des cantons du littoral sont enfin arpentés. L'arrondissement de l'Île d'Alma compte 72 personnes : 44 habitent le canton Taché et 28 celui de Delisle. Le canton Signai, délimité par la Petite Décharge et la Belle Rivière, compte déjà 80 habitants. Le canton Caron regroupe 168 habitants. La paroisse-mère d'Hébertville totalise à elle seule 477 habitants : 278 sont répartis dans Labarre et 199 dans Mésy. Plus vers l'Ouest, le canton Métabetchouan compte

²⁰⁹ A. Buies, *op. cit.*, pp. 226-227.

²¹⁰ Victor Tremblay, « origine de Saint-Jérôme », *Saguenayensia*, sept.-nov. 1961, pp. 99-103. Voir aussi de l'auteur, *Métabetchouan*, *op. cit.*, pp. 27-30.

²¹¹ Victor Tremblay, *Alma au Lac-Saint-Jean*, SHS, no 18, 1967, pp. 26-54.

154 habitants : ce chiffre regroupe les populations de Saint-Jérôme, de Chambord et celles éparpillées autour du poste de traite. Le noyau de colonisation formé autour de Roberval, avec ses 616 habitants, regroupe la plus grande proportion d'habitants : 137 habitent le canton de Charlevoix, 266 celui de Roberval et 213 celui de Ouiatchouan. ²¹² Notons cependant que ce dernier abrite la nouvelle réserve indienne qui compte 151 autochtones. Au total, 1 567 personnes habitent le nouveau Pays du Lac-Saint-Jean.

Sur le plan juridique et municipal, de 1853 à 1890, toutes ces municipalités font partie du comté Saguenay. ²¹³ En 1859, Roberval constitue le chef-lieu de la partie Ouest du Lac-Saint-Jean et regroupe, sous sa juridiction civile et paroissiale, les communautés établies autour de Chambord, de Ouiatchouan, de Roberval et de Saint-Félicien. Hébertville, pour sa part, regroupe toute la population éparpillée entre l'Île d'Alma et la rivière Métabetchouane.

En 1868, l'Archevêché de Québec consent à établir la mission de Saint-Jérôme. Celle-ci se détache donc de la paroisse-mère d'Hébertville et devient le chef-lieu du secteur compris entre la Belle-Rivière et la Petite Décharge. ²¹⁴ Les nouvelles délimitations expliquent naturellement la croissance démographique importante enregistrée l'année suivante : un recensement effectué en 1869 lui donne 127 familles et comprend celles établies à Grandmont. ²¹⁵

²¹² Recensement du Canada, 1861. Ces chiffres sont commentés par Stanislas Drapeau, *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada, 1851-1861*, Québec, 1863, pp. 517-533.

²¹³ Depuis 1853, le comté Saguenay est composé de trois régions : Charlevoix, Tadoussac et Chicoutimi [dans lequel est comprise celle du Lac-Saint-Jean]. En 1890, le gouvernement crée la « Division Électorale du Lac-Saint-Jean », et le 24 juin 1892 [Chap. 45, Vic. 55-56], celle-ci est divisée en deux : l'une s'appelle la « Corporation de la Première Division du Comté du Lac-Saint-Jean », et l'autre s'appelle la « Corporation de la Seconde Division du Comté du Lac-Saint-Jean ».

²¹⁴ *Le Canadien*, 23 décembre 1868.

²¹⁵ *Varia Saguenayensia*, vol. 1, p. 36.

La construction du chemin Kénogami

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'en 1848 l'arpenteur Lefrançois monte pour la première fois au Lac-Saint-Jean, deux ennemis implacables arrêtent sa progression : le climat et l'absence totale de voies de communication. Lui et ses hommes prennent six jours pour parcourir la faible distance qui sépare le lac Kénogami de la rivière des Aulnaies. Avec de frêles canots d'écorce et des « cajeux » comme embarcations, avec l'hiver qui se prépare, ils sont obligés de casser la glace à coups de rames pour se frayer un canal à travers des eaux à demi-gelées.

C'est la voie traditionnelle empruntée depuis des siècles par les Amérindiens et les coureurs de bois. L'été on s'accommode du réseau bien connu qui part de l'embouchure de la rivière Chicoutimi, passe par le lac Kénogami,, communique à la rivière des Aulnaies par le lac Kénogamichiche, pour atteindre finalement le lac Saint-Jean. L'hiver, c'est le chemin emprunté par les traîneaux à chien. Ce dernier trajet est moins bien connu. Il débute sur une pointe entre les lacs Vert et Kénogamichiche, puis rejoint en ligne droite l'embouchure de la rivière Couchepagane.

C'est ce réseau de communication archaïque qui entrave la colonisation et l'empêche d'avancer vers des contrées moins accessibles. Seules les organisations bien pourvues de moyens peuvent espérer porter la colonisation plus avant dans de telles circonstances. Il faut à tout prix pratiquer une voie de communication carrossable, sans quoi toute tentative de colonisation paraît vouée à un échec certain. ²¹⁶

Avec l'arrivée des sociétés de colonisation à la fin de la décennie 1840, la nécessité d'ouvrir des chemins aux nouveaux établissements apparaît de plus en plus évidente. Parmi ces traits d'union nécessaires aux jeunes colonies du Haut-Saguenay, trois sont indispensables : celui de Grande-Baie à Métabetchouan ; celui entre Grande-Baie et Chicoutimi ; celui entre Grande-Baie et le fleuve Saint-

²¹⁶ Métabetchouan, *op. cit.*, pp. 30-31.

Laurent. Un coup ce réseau routier complété, il faudra s'occuper de relier Québec au Lac-Saint-Jean. ²¹⁷

Au début des années cinquante tous ceux portant un intérêt à la colonisation du Haut-Saguenay s'interrogent en vue d'identifier le meilleur tracé possible. Le plan proposé par l'arpenteur provincial Ballantyne suggère de partir de Grande-Baie, de passer par Laterrière et de se rendre directement à Métabetchouan via Hébertville. ²¹⁸ L'idée est intéressante mais se heurte aux intérêts des communautés établies depuis belle lurette autour du réseau traditionnel établi à Chicoutimi. ²¹⁹ Certains croient tellement à ce tracé qu'ils vont même jusqu'à proposer le creusage d'un canal entre le Lac et la Baie. ²²⁰

En 1854, le gouvernement débloque 1 050 livres pour faire débiter les travaux du premier tronçon. De son point de départ (au Portage-des-Roches à la décharge du lac Kénogami) jusqu'à son terme au poste de Métabetchouan, le chemin s'étendra sur une longueur de 38 milles. Du Portage des-Roches au canton Labarre, le parcours est peu avantageux ; on y rencontre des savanes, des roches et du sable en plusieurs endroits. À partir de la rivière Cascouia, le chemin traverse d'excellentes terres jusqu'au lac Saint-Jean. C'est le royaume du merisier, de l'épinette noire et blanche, du bouleau et du tremble. Plus près de la rivière Couchepagane, les forêts sont peuplées par les frênes, les ormes séculaires et les cèdres. ²²¹

Cela prendra cinq ans pour terminer la première portion qui consiste à aller rejoindre le lac Saint-Jean. Ce chemin est sensé devenir la principale artère par où la colonisation, le commerce et l'industrie doivent pénétrer à l'intérieur de cette partie du territoire. Cependant, en cette fin des années cinquante, nous pouvons plus

²¹⁷ Pilote, *op. cit.*, pp. 99-102.

²¹⁸ L'arpenteur Ballantyne fait son relevé en 1851. Pour des informations plus techniques se référer aux documents conservés au Service de l'Arpentage, K-9 et M-30. Ces rapports sont accompagnés de cartes détachées.

²¹⁹ Selon l'abbé Provancher, la réalisation du chemin Kénogami nuirait aux intérêts de Price : « *une fois les chemins ouverts et les terres occupées il ne lui [Price] sera plus libre d'aller y exploiter les riches pinières qu'elles portent.* », V.-A. Huard, *La vie et l'œuvre de l'abbé Provancher*, Garneau, 1926, p. 315.

²²⁰ Le Canadien. 25 avril 1853.

²²¹ *Appendice des journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada*, vol. XIV, 1856, Appendice no 38, pp. 12-13.

parler « une percée à travers la forêt que d'une route carrossable. Il suffit de relire les commentaires des voyageurs pour constater l'état lamentable de ce qui semble n'être encore qu'un sentier. À l'automne, il est à toute fin pratique inutilisable. ²²²

En 1862, le parcours s'étend sur une distance de 48 milles et atteint le lot 31 du premier rang double de Caron. De ce total, 28 milles sont carrossables en voiture en tout temps et quinze seulement par les voitures d'hiver. ²²³ Au début des années soixante, les travaux avancent moins rapidement. C'est devant la promesse d'une liaison convenable que plusieurs colons s'établissent sur les terres de la future paroisse de Saint-Jérôme. Une terrible disette qui afflige la population jeannoise, en 1863, largement publicisée dans l'opinion publique, aura au moins l'effet positif de relancer les travaux. ²²⁴

En 1870, la nouvelle paroisse de Saint-Jérôme n'est plus aussi isolée des autres communautés qui la bordent. Les liaisons sont maintenant assurées vers l'Est et vers l'Ouest, du moins jusqu'au poste de Métabetchouan. Non loin de la chapelle, un pont de poutres de cèdre traverse la rivière Couchepagane. Toutes ces modestes améliorations permettent à la jeune colonie de se raffermir et de se développer.

Avant l'arrivée du chemin de fer et la construction de l'embranchement Chicoutimi-Chambord, le chemin Kénogami reste la seule voie reliant le bassin du lac Saint-Jean au Saguenay. En 1880, il n'est pas encore terminé et ce qui a été réalisé dépasse à peine le canton Ouiatchouan. ²²⁵ Les colons habitant au-delà de la paroisse de Notre-Dame du Lac-Saint-Jean (Roberval) y ont accès seulement après avoir emprunté un sentier ou même le canot, comme au plus beau temps de

²²² *Le Canadien*, 15 septembre 1857.

²²³ *DSC*, 1862, vol. 20, (no 11), pp. 68-69

²²⁴ *Le Canadien*, 4 décembre 1863.

²²⁵ En fait, la Rivière-à-l'Ours a été reliée au réseau, de façon rudimentaire, dès le début des années 1870. Un rapport remontant à l'année 1871-1872 nous dit qu'entre Chicoutimi et la Rivière-à-l'Ours, « il ne reste que quelques milles à compléter et différents ponts à construire ou à réparer », SHS, fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 917, pièce 8. « *Ministère de la colonisation, service ponts et chaussées* », rapport pour l'année 1871-72.

l'époque des fourrures. Nous devons au chroniqueur Arthur Buies une des plus savoureuses descriptions de l'état du chemin Kénogami à la fin du siècle : ²²⁶

* * *

« Le chemin Kénogami est un des plus beaux de la province. Il n'a d'autre défaut que celui d'être parfois trop sablonneux ; d'autres fois, il devient pâteux, dans les fortes pluies, là où c'est la terre glaise qui domine, comme sur les bords du lac Kenogamichiche, mais pour de courts intervalles seulement. Il est coupé par de nombreux ruisseaux et petites rivières, sur lesquels il a fallu construire des ponts et des ponceaux. Comme le sol est impropre à la culture du côté sud du lac Kenogami, sur une longueur d'environ vingt-cinq milles, et qu'il s'y trouve par suite très peu de colons, le gouvernement est obligé de veiller lui-même par ses agents à ce que le chemin soit en bon ordre ; et, pour se rembourser des frais qu'il lui en coûte, il a fait placer, à l'extrémité ouest du lac Kenogami, une barrière qu'on ne peut franchir qu'en payant un droit de dix centins. »

* * *

²²⁶ Buies, *op. cit.*, pp. 136-137.

Fig. 14.

Le moulin et l'église de Sainte-Jeanne-d'Arc,
centre du développement du village.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.14.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 15.

La « Meunerie d'Hébertville Enr. », sur les bords de la Belle-Rivière.

Photo de l'auteur, 1987, LSJ-16.17.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 16.

Le dernier voyage de la locomotive à vapeur no 65,
à la gare de Roberval en 1953. Photo, collection privée.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 17.

Le « Mistassini » et le « Colon », au quai de Roberval. Photo Notman.
Musée McCord, 3201, circa 1895 (Courtoisie ANQC).

[Retour à la table des matières](#)

La colonisation s'étend vers l'Ouest

[Retour à la table des matières](#)

La fin des années soixante constitue une étape décisive sur le plan de la colonisation. L'histoire a retenu comme une des grandes causes de ce second front pionnier, l'incendie désastreux du printemps 1870. Nous ne saurions éliminer les effets d'entraînement de cet événement qui a marqué profondément la société jeannoise. Ce terrible fléau qui faillit tout compromettre avait été récupéré pour servir finalement les besoins de colonisation. L'histoire est bien connue.

Durant toute la journée du 16 mai, les cultivateurs s'occupent à faire brûler leurs abattis. Pendant deux jours les gens tentent d'éviter que l'élément destructeur se communique à la forêt environnante. C'est peine perdue, car le 18, à l'heure de l'angélus, la situation est hors de contrôle. Au début de l'après-midi de cette journée-là, une véritable pluie de soufre s'abat sur toute la région. Dans le Haut-Saguenay tout est pratiquement rasé. Le feu devient si intense qu'il réussit, pendant trois jours, à obscurcir le ciel jusqu'à la Malbaie. De Roberval jusqu'à Grande-Baie, seule la communauté chicoutimienne est « miraculeusement » épargnée. Les pertes sont énormes : 8 victimes sont déplorées ; 625 maisons et bâtiments, 2 chapelles, 4 moulins et une trentaine de ponts sont rasés ; sur le plan des semences c'est la catastrophe. ²²⁷

Après les événements, les journaux du pays tout entier font état de ce « véritable courroux ». La population canadienne, bien informée, fait preuve d'une solidarité peu commune. En moins d'un an, les maisons et les bâtiments sont reconstruits. Le feu n'aura pas que des effets désastreux ; en brûlant les arbres et les herbes il contribuera à fertiliser les terres en culture et facilitera la rude tâche du défrichage. En plus d'avoir des conséquences sur l'écoumène agricole, il en aura aussi sur les plans civil et religieux, car à la faveur de ces tristes événements, plusieurs missions du Saguenay et du Lac-Saint-Jean en profitent pour demander d'être érigées canoniquement et civilement ; c'est le cas entre autres des missions

²²⁷ ANQC, fonds Mgr Victor Tremblay, « *Mémoires de Mgr Eugène Lapointe* », p. 17.

de Notre-Dame du Lac-Saint-Jean (érigée le 3 nov. 1870), de Pointe-aux-Trembles qui deviendra Saint-Louis de Chambord (érigée le 4 nov. 1870), et de Saint-Jérôme (érigée le 5 nov. 1870). ²²⁸

Mais, le « Grand Feu » ne saurait à lui seul expliquer la seconde poussée d'immigration vers le Lac-Saint-Jean. La naissance de la Confédération canadienne, en 1867, et la formation d'un gouvernement provincial redonnent un élan inespéré aux sociétés de colonisation. Afin d'aider à l'établissement des colons sur les terres de la Couronne et afin de rapatrier ceux qui sont partis vers les États-Unis, le gouvernement édicte, le 5 avril 1869, la loi des sociétés de colonisation. ²²⁹ Cette nouvelle législation prendra un à un les problèmes dénoncés au cours des ans par les promoteurs du « retour à la terre » et tentera d'y apporter un correctif. Pour solutionner le problème des chemins notamment, ce problème qui avait fait si cruellement défaut jusqu'à maintenant, la nouvelle politique confère un rôle plus important aux sociétés et consent même à lui affecter une certaine somme d'argent. Le Département des Terres de la Couronne octroie à chacune d'entre elles une partie de canton où elle pourra, selon son bon désir, faire effectuer des défrichements à son profit.

Les résultats furent presque immédiats. Les statistiques démontrent qu'en 1873, le nombre de ces sociétés organisées et incorporées atteint 72 ; les paroisses de la province en comptent parfois deux sur leur territoire. ²³⁰ Même si, au milieu de la décennie soixante-dix, leur avance n'est pas aussi importante, il n'en demeure pas moins qu'elles réussissent à relancer la marche de la colonisation un peu partout à travers le Québec.

La baisse d'intérêt qui avait marqué l'évolution des sociétés de colonisation, à la fin des années soixante-dix, fait ainsi place à une vigueur accrue envers ces organismes. Au Lac-Saint-Jean, l'effondrement sera de courte durée. C'est particulièrement vers le secteur Nord-Ouest que la marche du peuplement reprend de plus belle et se fait le plus sentir. À Saint-Félicien, la « Société de Montmorency »

²²⁸ Archives de l'Évêché de Chicoutimi, Série XVII, paroisse 12, cote 10, vol. 1, pièce 2, « *Requête collective des colons du Saguenay... aux fins d'ériger canoniquement en paroisse puis de les faire ériger civilement...*, 24 oct. 1870 ».

²²⁹ Victoria 32, Chapitre 14.

²³⁰ J.-E. Garon, *op. cit.*, pp. 74-75.

soutient les efforts de 11 arrivants, alors que des nouveaux venus commencent à occuper les terres entre les rivières Ticouapé et Mistassini. En 1879, l'État concède à la « Société de colonisation de la vallée du Lac-Saint-Jean », communément dénommée « Société Beaudet », un vaste territoire de 20 000 acres, territoire formant une partie des cantons Normandin et Albanel. ²³¹

La « Société Beaudet » représente le comté Chicoutimi et se compose, en 1880, de 40 membres. Chaque sociétaire reçoit le privilège exceptionnel de s'approprier quatre lots d'une superficie de cent acres chacun. De son côté, la Société s'engage à leur fournir les premières commodités : des moulins à farine et des scieries. En dépit de bien des efforts et malgré l'espoir suscité, l'organisation connaît des difficultés énormes qui ne seront éliminées qu'à la fin de la décennie quatre-vingt. Selon les critiques de l'époque, deux problèmes majeurs hypothèquent l'avenir de la jeune colonie. Dans un premier temps, la concession de 400 acres est jugée beaucoup trop exagérée, car les techniques de l'époque ne permettent pas une exploitation avantageuse. En second lieu, cette dimension excessive des lots redonne force aux spéculateurs qui vont jusqu'à redemander 1 000\$ pour chaque unité. Fort heureusement pour tous, ce problème important prendra fin en 1884, lorsque les délais accordés aux membres pour prendre possession des lots seront expirés. ²³²

Mais, il n'y a pas que le secteur Nord-Ouest du Lac-Saint-Jean qui connaît une activité fébrile. Sur le côté Sud, les toutes premières terres de l'arrière-pays, celles qui sont acculées au contrefort des Laurentides, commencent à voir arriver les premières familles de colons. Ces gens vont arracher les premiers arbres des futures municipalités du Lac-Bouchette, de Saint-André « de l'Épouvante », de Saint-François-de-Sales et de Sainte-Hedwidge. Plus à l'Est maintenant, entre Hébertville et la rivière Péribonca, ce sont les terres des futures municipalités d'Hébertville-Station, de Saint-Bruno, de Delisle, de Saint-Cœur-de-Marie et de Saint-Henri-de-Taillon. Dans les paroisses-mères, au cours de la seule année 1878 entre 200 et

²³¹ Buies, *op. cit.*, pp. 239-243.

²³² *Le Canadien*, numéro du 25 octobre 1880 et celui du 4 août 1883. De 1859 à 1900, les conditions d'établissement exigeaient la construction d'une maison dans les six premiers mois. En plus, le colon devait défricher et cultiver au moins 10% de sa terre pendant les quatre premières années ; Drapeau, *op. cit.*, p. 98.

400 colons ont gagné le Lac-Saint-Jean : Arthur Buies prétend, pour sa part, que 213 nouveaux venus se sont établis à Roberval, 103 à Chambord, 54 à Saint-Prime et 33 à Saint-Jérôme.

Il faut dire que depuis le début des années quatre-vingt l'État avait révisé substantiellement son approche et sa « vision » de la colonisation. En 1880, la loi provinciale de 1869 est amendée par l'acte 43-44 Victoria, Chapitre XVIII, et l'Archevêché de Québec en fait autant en repronçant son attachement à la colonisation dans son mandement du premier septembre. Le mouvement agriculturiste véhiculé par la Société Saint-Jean-Baptiste connaît alors son âge d'or. Curés, politiciens, promoteurs de la colonisation, colons, bref tous et chacun prêchent les vertus libératrices du retour à la terre et nourrissent le feu sacré du nationalisme agraire. Il faudra un événement aussi important que l'arrivée du chemin de fer à Chambord, en 1888, pour sentir une poussée nouvelle au mouvement d'établissement sur les terres.

Si nous regardons sommairement les chiffres fournis par les « *Recensements du Canada* » pour les années 1871, 1881 et 1891, ce qui frappe le plus c'est le déplacement du centre de la colonisation d'Hébertville au profit des cantons lacustres. En 1871, le village avec ses missions contient 3 177 habitants et ce chiffre total baisse à 2 505 en 1881, et à 1 887 en 1891. ²³³

Évidemment, c'est le secteur Ouest qui connaît la plus forte poussée démographique pendant ces années : tout le territoire compris entre les rivières Métabetchouane et Ashuapmushuan, voit sa population monter de 2 467 habitants en 1871, à 3 739 en 1881, et à 5 016 en 1891. Le secteur Sud-Est, celui qui est compris entre la rivière Métabetchouane et la paroisse de Saint-Bruno passe de 2 457 habitants en 1881, à 3 359 en 1891. Tout le secteur Est, celui compris entre l'Île d'Alma et la rivière Mistassini passe de 37 habitants en 1871, à 1 032 en 1881 et à 2 101 en 1891. ²³⁴ Enfin, l'arrière-pays, c'est-à-dire le secteur du Lac-Bouchette (Saint-Hilaire, Dequen et Dablon), compte 1 124 habitants en 1891. Les popula-

²³³ Il faut tenir compte ici des missions qui se retranchent graduellement et qui viennent gonfler le volume des autres paroisses. Ainsi, en 1881, Hébertville ne comprend plus les populations de Couchepagane et de Lac-à-la-Croix. En 1891, c'est au tour d'Hébertville-Station de faire bande à part.

²³⁴ Le total de 2 101 comprend aussi les populations des cantons Racine, Dalmas, Taillon et Delisle qui est de 535 habitants.

tions totales du Lac-Saint-Jean font plus que doubler en l'espace de 20 ans : 5 681 en 1871, 9 733 en 1881, et 14 318 en 1891.

Le chemin Québec-Lac-Saint-Jean et le chemin de fer

[Retour à la table des matières](#)

L'ouverture du chemin Kénogami et la construction du chemin Sydenham avaient permis, dans un premier temps, d'unifier le Saguenay et c'est seulement grâce à ces réalisations que la colonisation avait pu prendre tout son sens. Avant cet avènement, les colonies de peuplement éparpillées entre l'Anse-Saint-Jean et Roberval se présentaient, en fait, comme des îlots à l'intérieur desquels se regroupaient quelques familles. Tous ces gens ne devaient compter que sur eux-mêmes. La réalisation de ce premier trait d'union routier, même s'il était nettement imparfait, marquait, une étape importante : le Royaume du Saguenay devenait une région au sens propre du terme. C'est à partir de ce moment seulement qu'il devint possible d'entreprendre différents types d'échanges avec l'ensemble de la communauté régionale.

Mais, nous l'avons dit, dans l'esprit des instigateurs et des défenseurs de la colonisation, le chemin Kénogami ne devait être qu'une étape pour répondre aux immenses besoins d'une région naissante. Pour apporter la prospérité, il fallait incontestablement ouvrir des marchés et la seule façon de le faire était de joindre la communauté à l'ensemble du pays. Le chemin Kénogami venait à peine d'être commencé que l'on agitait déjà la vraie question vitale pour le Québec et pour le Lac-Saint-Jean : relier ces deux points par un chemin à travers les Laurentides.

– *Le chemin Québec—Lac-Saint-Jean*. Il faut remonter aux années 1847 et 1848 pour trouver la première mention de ce fameux chemin direct entre le Lac-Saint-Jean et Québec. À cette époque, les arpenteurs Blaiklock et Duberger qui avaient été préalablement chargés d'explorer le secteur entre les deux régions, afin d'établir le meilleur tracé possible, s'avouent vaincus par la nature capricieuse du terrain. En analysant leur rapport, le commissaire des Terres de la Couronne, J.H. Price, ne peut faire autrement que de conclure à l'impossibilité de réaliser ce pro-

jet jugé osé. Probablement par mauvaise volonté et par manque d'intérêt, l'idée de pratiquer un tel chemin à travers une pareille région, est abandonnée. ²³⁵

En dépit de cet abandon, les futurs colons sont quand même soucieux de s'implanter dans l'arrière-pays. Au début des années soixante, alors que quelques familles de hardis colons commencent à peine à pénétrer le côté Ouest du lac Saint-Jean, politiciens et notables s'attaquent, pour leur part, à l'audacieux projet de réaliser la liaison entre Québec et le Lac-Saint-Jean.

Différents intérêts favorisent alors l'organisation d'expéditions qui devront démontrer la possibilité d'ouvrir un premier chemin d'hiver. Les ennuis vécus en 1863 par une expédition d'explorateurs mal préparée a au moins eu comme résultat de faire ressortir le débat dans les journaux. Ces gens, qui avaient failli périr à plusieurs reprises lors de ce périple, se prononcèrent contre l'idée. Heureusement, d'autres ne partageaient pas ce même pessimisme.

C'est le curé de Beauport, l'abbé Grégoire Tremblay, qui relança le projet. Vendu à la cause de la colonisation du Lac-Saint-Jean, le pasteur avait favorisé lui-même l'implantation d'une colonie à Saint-Prime. Ce sont de ses paroissiens qui, avant l'exploration de 1863, avaient commencé, à leurs frais, à ouvrir un chemin d'hiver au-delà de Stoneham, et qui en poursuivirent l'exécution jusqu'au lac à Noël. Au printemps de 1865, Jean Gagnon explore le parcours entre Métabetchouan et le lac Jacques-Cartier. Le tracé qu'il propose est accepté par le gouvernement qui lui confie immédiatement la direction des travaux. À la fin de l'année 1865 il ne reste plus qu'une quarantaine de milles pour joindre les deux tronçons. L'année suivante, après des travaux difficiles, la population peut enfin compter sur un « chemin d'hiver » ouvert sur tout son parcours.

C'est à la fois beaucoup et peu. Un chemin d'hiver c'est bien beau mais entreprendre un tel voyage nécessite des conditions climatiques idéales. L'été, il est à toute fin pratique impossible d'y engager des voitures à chevaux et, dans le temps difficile du gel et du dégel, la piste est absolument impraticable. Ce qu'il faut c'est quelque chose de plus complet : un chemin ouvert douze mois par année. De toute

²³⁵ Département de l'Agriculture, *Le Saguenay et le Lac St-Jean, ressources et avantages qu'ils offrent aux colons et aux capitalistes*, Ottawa, 1879, pp. 26-28.

façon le chemin d'hiver soi-disant réalisé à la fin de la décennie soixante existe beaucoup plus dans les rapports et l'imagination que dans la réalité.

Au mois d'août 1869, la population de Saint-Jérôme reçoit la visite de deux personnalités officielles du département des Travaux publics : les honorables Louis Archambault et Gédéon Ouimet.²³⁶ Les hommes du gouvernement arrivent après avoir passé par un chemin qui vient tout juste d'être ouvert, entre Hébertville et le rang du Poste pour se rendre finalement à Roberval. Parvenus à destination, ils empruntent la « route nouvelle », soit celle qui a été récemment construite dans le cadre du projet du chemin Kénogami, et débarquent à Métabetchouan.

* * *

« Placés sur les marches du portique de la chapelle des montagnais, il faut contempler pendant un quart d'heure un spectacle qui au dire de tous les voyageurs est vraiment ravissant. À l'embouchure de la rivière Métabetchouan, est l'établissement de traite de la compagnie de la Baie d'Hudson qui occupe le site même de la mission des Jésuites. Le poste de la compagnie étant autrefois à la Pointe Bleu. Dans le jardin on voit encore des pruniers plantés par ces anciens missionnaires. La traversée de la rivière Métabetchouan, large d'environ 300 verges, se fait au moyen d'un bac que l'on conduit à l'aide d'un câble en fil de fer fixé aux deux rives. »²³⁷

* * *

Suite à la visite des vieilles installations de la Compagnie de la Baie d'Hudson, les honorables visiteurs partent pour Saint-Jérôme, où ils sont attendus par l'abbé Constantin et tous ses paroissiens. Après une réception chaleureuse, les voyageurs poursuivent leur expédition vers la Décharge et se rendent finalement à Chicoutimi. À leur retour à Québec, ils prennent connaissance d'une requête des habitants d'Hébertville et de Saint-Jérôme qui demandent d'être reliés directement à Québec par un chemin praticable en toutes saisons.²³⁸

²³⁶ *Varia Saguenayensia*, vol. 1, p. 36.

²³⁷ « Visite des Honorables Louis Archambault et Gédéon Ouimet, Chicoutimi, 25 août 1869 », ANQC, fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 30, pièce 34.

²³⁸ *Ibid.*

Dans ce dossier, plusieurs défendent des intérêts diamétralement opposés. L'événement est important car il nous permet de sentir pour la première fois dans l'histoire du « Saguenay » une volonté du Lac-Saint-Jean de s'affirmer et de défendre une cause qui lui est propre. Ce qui retarde le projet c'est un peu l'ouverture récente du chemin Kénogami. Des polémistes plaident en faveur du fait qu'il est maintenant possible à tous ces gens de communiquer avec la capitale, en empruntant le chemin de Saint-Urbain. Pour les défenseurs de la colonisation du Lac-Saint-Jean, ce dernier trajet a été conçu en fonction des intérêts du « Saguenay » alors que le chemin de Québec est, pour sa part, indispensable à la colonisation du Lac-Saint-Jean. ²³⁹

Au début des années soixante-dix, la praticabilité du chemin du Lac-Saint-Jean ne fait aucunement l'unanimité. Au cours de cet hiver-là, plusieurs échouent dans leur tentative d'établir une première liaison. Certains disent y avoir presque laissé la vie, d'autres, plus prudents, préfèrent retourner à Québec en empruntant le parcours mieux entretenu de Saint-Urbain. Les rapports de voyageurs, tous plus savoureux les uns que les autres, ne manquent pas de nous relater le périple dans lequel s'engagent ceux qui désirent monter ou descendre au Lac-Saint-Jean.

Il faudra attendre en 1877 avant que le gouvernement révisé sa politique des chemins de colonisation et débloque les budgets nécessaires à cette fin. Au cours des mois qui suivent le dossier du chemin Québec—Lac-Saint-Jean est débattu en chambre par le député William Evan Price. Ce dernier réussit à obtenir la somme de vingt mille dollars pour continuer le chemin de terre qui deviendra enfin la fameuse route Québec-Hébertville. Selon les rapports, à la fin de novembre le chemin est terminé et des camps de relais sont construits et habités par des gardiens chargés de l'entretien pendant l'hiver. Son ouverture marquera le pas et rendra possible la relance de la colonisation. ²⁴⁰

Pour les cultivateurs, ce chemin de colonisation diminuait de 89 milles la distance qui les séparait de Québec. Avant sa construction, il fallait parcourir 65 milles pour atteindre la Grande-Baie. De ce point, le voyageur empruntait le chemin

²³⁹ *Le Canadien*, 11 mars 1869.

²⁴⁰ *Le Canadien*, 1er février 1877.

Bagot, long de 165 milles, pour arriver finalement à Québec. En tout et partout un respectueux voyage de 230 milles. ²⁴¹

* * *

« Il y a sur le chemin de colonisation du lac St-Jean onze camps qui sont établis de douze en douze milles ou à peu près. Les premiers sont à huit lieues de Québec. Ces camps sont très confortables et on y peut toujours trouver le vivre et le coucher. »

« Il y a aussi de bonnes écuries, du foin et de l'avoine pour les chevaux. »

« Ce qui fait que les camps sont si bien entretenus, c'est que les gardiens les habitent avec leurs familles. De cette manière, le voyageur est toujours sûr de trouver un bon gîte, une bonne hospitalité. » ²⁴²

* * *

— *Le chemin de fer*. La construction des chemins Kénogami et Québec—Lac-Saint-Jean qui avait suscité tant de controverses n'était pas qu'un vague projet destiné à desservir quelques communautés particulières. Dans un pays vaste comme le Canada, réduire les distances et améliorer le réseau de communications restaient un véritable défi social et technique. Pour les colons du Lac-Saint-Jean, Québec est le seul marché assez considérable pour permettre l'écoulement de tous leurs produits, alors que de son côté Québec a besoin des régions périphériques pour s'alimenter et surtout pour écouler ses produits. Pour ces raisons la capitale songe depuis longtemps à construire un chemin de fer qui permettrait à la vallée du Lac-Saint-Jean de devenir le grenier à blé de tout le Bas-Canada. Le projet n'est pas nouveau. Il remonte à vrai dire à l'année 1854, lors de la formation de la compagnie de « Chemin de fer du nord de Québec », plus tard appelée « Chemin de fer de Québec et du Saguenay ». ²⁴³

²⁴¹ *Le Canadien*, 24 août 1882. Excellent texte de plusieurs pages, par Ernest Mayrand, qui brosse un tableau du parcours du chemin Québec—Lac-Saint-Jean.

²⁴² *Le Canadien*, 13 janvier 1883.

²⁴³ Département de l'Agriculture, *Le Saguenay et le Lac St-Jean*, *op. cit.*, pp. 40-46. Pour l'historique voir aussi le texte de Rodolphe Gagnon, « *Le che-*

Cela prendra dans les faits plus de trente ans avant que ne soit réalisé l'ensemble du projet. Toute la communauté jeannoise et saguenéenne est directement concernée. En ce dernier quart du XIX^e siècle, les richesses et le marché difficilement atteignable de la région du Lac-Saint-Jean alimentent un rêve qui prendra fin, brutalement, comme nous le savons, plusieurs années plus tard.

L'année 1875 marque une étape cruciale. Le 23 février, la législature provinciale accorde à la nouvelle « Compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St-Jean » le droit de bâtir un embranchement jusqu'à La Tuque. À Roberval, à Chambord et à Saint-Jérôme, les notables apprécient à sa juste mesure cette attitude qui aura de grandes incidences sur leur développement. Ils tenteront de sauvegarder la situation privilégiée qui les avantage grandement en demandant à la ville de Québec, lors d'une réunion du printemps 1876, de favoriser un parcours qui passera par la paroisse de Saint-Raymond pour atteindre finalement le Lac-Saint-Jean. ²⁴⁴

Au début des années 1880, la Chambre adopte un projet de loi autorisant la Compagnie de choisir elle-même le tracé qu'elle « trouverait le plus avantageux pour le public ». Cette décision permet la poursuite des travaux, dans l'espoir que la ligne complète sera livrée au public dans le cours de l'année 1885. ²⁴⁵ De vives contestations entourant le choix de ce tracé permet à Chambord et aux paroisses environnantes de bien tirer leur épingle du jeu : l'embranchement de Chambord se dirigera, d'une part, vers le terminus de Roberval qui connaîtra une prospérité sans précédent, et, d'autre part, vers la rivière Métabetchouane pour se greffer aux nombreux petits villages éparpillés le long de son parcours. ²⁴⁶

À la fin de l'année 1888, la population du Lac-Saint-Jean se prépare à accueillir la première locomotive. Lors d'une session ordinaire le conseil municipal établit le trajet que devra emprunter le chemin de fer, « depuis la rivière Métabetchouan en descendant vers l'église jusqu'au lot no 3 du rang A de Métabet-

min de fer Québec & Lac-Saint-Jean », *Saguenayensia*, nov.-déc. 1978, pp. 152-164.

²⁴⁴ Archives de la paroisse de Saint-Jérôme, « Délibérations de la paroisse », vol. 1, pp. 81-82.

²⁴⁵ A. Buies, *Le chemin de fer du Lac Saint-Jean*, Québec, Léger Brousseau, 1895, pp. 24-27.

²⁴⁶ R. Gagnon, *op. cit.*

chouan ». En plus de ces considérations, la Compagnie devra, entre autres, faciliter l'accès des terres et, la libre circulation des animaux et surtout, elle ne devra rien entreprendre sans avoir préalablement payé les terrains. ²⁴⁷

La réalisation du tronçon Chambord-Chicoutimi prendra beaucoup plus de temps que celui de Roberval. Quatre ans seront nécessaires pour mener à terme ces travaux difficiles et dispendieux. En fait, une fois l'embouchure de la Métabetchouane atteinte par le rail, les travaux s'arrêtent et s'éternisent. Ce n'est qu'à la fin du mois de décembre 1890 qu'une loi autorisant la Compagnie à recevoir une subvention spéciale pour la construction des ponts des rivières Métabetchouane, Couhepagane et Belle-Rivière, en rend possible la poursuite.

L'extension du chemin de fer entre Chambord et Chicoutimi s'effectue en pays difficile. Elle aboutit le 2 août 1893, lorsque la première locomotive arrive au terminus de Chicoutimi. Pour le Lac-Saint-Jean et aussi pour le Saguenay, une époque nouvelle commence. L'isolement qui avait caractérisé pendant un demi-siècle la colonisation de ces deux sous-régions est maintenant chose du passé et permet les plus grands espoirs. ²⁴⁸

Le peuplement s'étend à la partie Est et atteint même l'arrière-pays

[Retour à la table des matières](#)

L'arrivée du chemin de fer à Chambord et la construction d'un tronçon vers Chicoutimi marquent très certainement le départ d'une nouvelle époque pour le Pays du Lac-Saint-Jean. Le réseau hydrographique qui avait dicté, depuis toujours, la loi en matière de communication entre le Nord et le Sud et qui avait permis au Bas-Saguenay d'imposer une sorte de tutelle à la région du Haut-Saguenay, n'avait désormais plus la même emprise. Fait historique, les voyageurs pouvaient désormais s'abstenir d'emprunter la voie fluviale, pour atteindre cette véritable « terre promise ». Dans l'esprit de bien des gens, les améliorations en matière de communication permettaient de s'affranchir enfin. Lorsque le journaliste Ulric

²⁴⁷ Archives de la paroisse de Saint-Jérôme, *op. cit.*, vol. 1, pp. 363-365.

²⁴⁸ R. Gagnon, *op. cit.*

Barthe, rédacteur du journal « *La Justice* », arrive par le chemin de fer, à l'été 1888, le problème de rivalité entre les deux régions lui saute aux yeux : « il existe *une malheureuse rivalité* - dit-il - *entre la région de Chicoutimi et celle du Lac-Saint-Jean* ». ²⁴⁹

Sur le plan provincial, l'inauguration officielle de la ligne Québec-Lac-Saint-Jean coïncide avec la création d'un ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. ²⁵⁰ Pour la première fois de toute l'histoire du peuplement au Québec, le terme « colonisation » figure officiellement dans les statuts pour désigner un ministère. La nouvelle loi accorde aux commissaires (ancienne dénomination de ministre) des pouvoirs accrus et lui permet d'intervenir ponctuellement en matière de colonisation. Elle lui confie, en premier lieu, la gestion de tout ce qui se rattache à la colonisation, à l'immigration et à l'émigration. En second lieu, elle l'autorise à surveiller toutes les sociétés de colonisation subventionnées. Enfin, elle le rend responsable des travaux de colonisation énumérés aux articles 144 à 149 de la loi de 1869, soit la construction et l'entretien des ponts et des chemins de colonisation. Autre point, le commissaire pourra conserver jusqu'en 1921, la surveillance et la gestion de tout ce qui se rattache à l'administration et à la vente des terres publiques. ²⁵¹

Le chemin de fer aura des conséquences économiques immédiates. Avec l'ouverture des nouveaux marchés de Québec, de Montréal et même d'outre-mer, plusieurs secteurs de l'économie entrent dans une sorte d'âge d'or. Dans bien des cas cette ère de prospérité perdurera pendant tout le premier quart du XX^e siècle. L'agriculture, l'industrie et le commerce connaissent une croissance subite. Le secteur forestier et l'industrie laitière, notamment, prennent des proportions étonnantes. Partout où il y a une chute d'eau naît une scierie, un moulin à farine ou même les deux à la fois.

Chaque village et chaque paroisse comptent une ou plusieurs beurreries et fromageries. Dans le seul comté du Lac-Saint-Jean, en 1900, on dénombre 22 fromageries et cinq beurreries-fromageries combinées. ²⁵² Sur le plan démogra-

²⁴⁹ « *Encore un enthousiaste du Lac* », *Le Lac Saint-Jean*, 16 oct. 1963, p. 5.

²⁵⁰ Victoria 50, Chapitre 7.

²⁵¹ Minville, *L'Agriculture, op. cit.*, pp. 302-303.

²⁵² Département de l'Agriculture, *La province de Québec*, Québec, 1900, p. 114.

phique, la population s'accroît entre 1891 et 1901, de 25%, pour atteindre presque 20 000 habitants.

C'est alors que naît le rêve utopique d'une contrée aux richesses inépuisables, une future province peut-être même, appartenant exclusivement aux Canadiens-français, de confessionnalité catholique pardon, qui deviendra le grenier à blé du Québec. Cette région vaste comme un « Pays » se révèle, aux yeux de bien des gens, comme la panacée au problème de l'immigration et à celui de l'abandon des terres et détient l'ultime qualité de posséder un réservoir forestier « inépuisable » qui pourra combler les besoins de l'insatiable industrie forestière. Commentant cette époque dans son volume sur Roberval, un historien jeannois, Rossel Vien, parle d'une véritable « mystique » du Lac-Saint-Jean et de la colonisation.

C'est à ce moment que prendra racine une sorte de philosophie agriculturiste, vantant à la fois les mérites tonifiants du « retour à la terre » et les seules « vraies » valeurs de la famille chrétienne qui devra se procréer sous peine du châtement céleste. Cette ambiance quasi inquisitoire véhiculée et entretenue par les visites répétées des apôtres de la colonisation, en parfaite collusion avec l'État, marquera profondément l'époque et la société. Pour les familles « d'habitants » comptant plus de douze enfants vivants, l'État fait preuve d'une prodigalité peu commune, en leur attribuant une concession gratuite de cent acres de terres publiques choisie parmi les terres disponibles propres à la culture.²⁵³ « *Les familles de quinze à vingt ne se comptent pas*, écrivait l'abbé Casgrain en parlant du Lac-Saint-Jean. » *Je pourrais nommer nombre de colons* - poursuit-il dans son apologie *arrivés ici sans autre fortune que leur hache et qui aujourd'hui sont de riches cultivateurs. C'est un plaisir de voir leurs belles terres en pleine culture, produisant le blé et toutes les céréales par AVERSES ; leurs habitations confortables et souvent élégantes, avec de vastes granges et dépendances.* »²⁵⁴ Nous verrons que ce rêve agricole prendra fin brusquement avec l'occupation des dernières terres cultivables, au début du XX^e siècle, et avec la vaine tentative, au début des années trente, d'arracher aux montagnes rocailleuses de l'arrière-pays de petits lopins cultivables.

²⁵³ Gouvernement du Québec, *Guide du colon*, 1892, p. 15.

²⁵⁴ « *Le Lac St-Jean en 1888* », dans *Le Lac Saint-Jean*, 4 septembre 1963.

Le Lac-Saint-Jean dans son entier comprend, en 1892, trois agences habilitées à promouvoir la colonisation : l'agence de Saint-Roch de Québec qui est responsable du territoire entre la ville de Québec et la région du Lac-Saint-Jean ; l'agence de Roberval qui est responsable des cantons situés à l'Ouest du Lac ; et l'agence d'Hébertville, responsable des cantons situés à l'Est et au Sud du Lac. Chicoutimi pour sa part, possède à son tour trois agences et s'occupe elle-même de toutes les terres entre la Décharge et Tadoussac. À elle seule, la région du Lac-Saint-Jean, avec ses 634 075 acres de terres en vente, possède plus de surface disponible que les secteurs de Chicoutimi (299 331), Tadoussac (233 509) et La Malbaie (63 629) ensemble. ²⁵⁵

De 1890 à 1900, les statistiques démontrent que le mouvement de colonisation se porte, en gros, principalement vers l'Est, entre les rivières Péribonca et Ashuapmushuan : les cantons Dablon, Normandin, Albanel, Parent, Taillon, Dalmas et Pelletier sont les plus actifs au chapitre du peuplement. Dans ce secteur relativement peu occupé arrivent les premiers colons de Mistassini, de Péribonka, de Saint-Nazaire, de Saint-Eugène et de l'Ascension. La récupération des terres de la partie lacustre étant pratiquement complétée, les colons se déplacent vers l'arrière-pays, là où les activités forestières scandent le pas de l'économie. Encore plus vers le Nord-Ouest, les arrivants s'installent à proximité de la rivière au Saumon et fondent la paroisse de Notre-Dame de la Doré.

La réalisation la plus spectaculaire reste cependant la fondation du village de Saint-Michel de Mistassini par les Révérends Pères Trappistes, en 1892, et par l'accroissement important du secteur de Normandin. Les Trappistes s'installent à l'embouchure de la rivière aux Rats, le long de la Mistassini, à 22 kilomètres de Saint-Méthode. Par cette fondation, le mouvement désire stimuler la colonisation et l'agriculture de cette région. ²⁵⁶ Au moment de leur arrivée au Lac-Saint-Jean, les Trappistes mettent sur pied diverses industries et souhaitent la création d'une ville leur permettant de bénéficier d'un marché urbain. Selon l'historien Normand Perron qui s'est consacré plus particulièrement à ce mouvement, ces gens ne se soucient guère de l'idéologie nationaliste qui « *se plaît, dans la seconde moitié du XIXe siècle, à opposer ville et campagne* ». Ceux-ci préfèrent se conformer à la

²⁵⁵ *Guide du Colon*, 1892, *op. cit.*, pp 22-23, 52-63.

²⁵⁶ *Rapport de la Société d'Histoire de l'Église Catholique*, 1943-44, pp. 113-136.

réalité voulant que ces deux mondes entretiennent des liens organiques fondés sur les échanges de biens et de services. ²⁵⁷

Le point culminant de cette poussée colonisatrice est atteint dans le courant des années 1896-1897, au moment où renaît l'intérêt envers les sociétés de colonisation. Au cours du mois de novembre 1896, un essai de colonisation est tenté aux alentours du lac des Commissaires, dans les cantons Crespieul et Malherbe, par la « Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur-de-Québec ». Bien que les initiateurs de cette entreprise réussissent à obtenir les lots convoités, les activités de l'association ne font pas long feu ; les familles ouvrières qu'elle contribue à installer partent une après l'autre, au fur et à mesure que l'aide matérielle de la Société diminue, et les terres laissées en friche sont rachetées par les cultivateurs du Lac-Bouchette. ²⁵⁸

Simultanément au groupe de Saint-Sauveur, naît la « Société de Rapatriement et de Colonisation du Lac-Saint-Jean » Créée pour seconder les efforts de la Compagnie du Chemin de Fer Québec—Lac-Saint-Jean, celle-ci aura cependant beaucoup plus d'effets. Elle tient sa première réunion le 5 novembre 1897 ²⁵⁹, à son bureau-chef, à la gare du chemin de fer du Lac-Saint-Jean. ²⁶⁰ Elle comptera jusqu'à 1 500 membres, réussira à obtenir des subsides importants des deux paliers de gouvernement et tiendra des bureaux dans plusieurs pays d'Europe. La majorité des directeurs-fondateurs sont des personnalités bien connues : citons entre autres, les noms de François Langelier (le président), de J.G. Scott et T.A. Piddington (respectivement gérant et vice-président du chemin de fer du Lac-Saint-Jean) et l'Honorable Thomas Chapais. ²⁶¹

Globalement, les objectifs de la Société sont à deux niveaux : nationaliste et économique. En tout premier lieu, elle vise à offrir aux immigrants éventuels,

²⁵⁷ Normand Perron, *La politique économique des Trappistes de Mistassini. Une étude de cas : leur établissement laitier*, thèse présentée à l'école des gradués de l'Université Laval pour l'obtention de la Maîtrise es Art en Histoire, 1985, p. 5.

²⁵⁸ Garon, *op. cit.*, pp. 27-28.

²⁵⁹ Le vrai nom de la société est celui de « Société de Colonisation du Lac Saint-Jean ». *La Gazette Officielle du Québec*, (1898, tome 1, p. 29) nous dit qu'elle a été organisée officiellement par avis public, le 7 janvier 1898.

²⁶⁰ *Le Progrès du Saguenay*, 11 novembre 1897.

²⁶¹ *Le Courrier du Canada*, 9 novembre 1897.

surtout les anciens citoyens canadiens-français exilés aux États-Unis, un milieu de vie plus agréable que ceux offerts dans toutes autres régions du pays. En second lieu, la Société doit veiller aux intérêts de son fondateur, la « Quebec-Lake St. John Railway ». ²⁶²

La Société de Rapatriement et de Colonisation du Lac-Saint-Jean fera parler d'elle partout où elle jugera sa présence souhaitable. Aidée dans sa démarche par le ministère des Travaux Publics, c'est elle qui s'occupera de recevoir les colons et verra à les acheminer à travers tout le district. En 1901, elle a à sa disposition deux bâtisses servant d'abri aux colons fraîchement débarqués : l'une d'elle est située à Roberval, considéré comme le terminus du chemin de fer ; l'autre, à Péribonka, qui correspond à son centre de distribution des colons pour le Nord et l'Ouest du Lac-Saint-Jean. Disons aussi que le bâtiment de Roberval sert également de succursale et de bureau à la Société. ²⁶³

Tous ne s'accordent pas sur son influence réelle dans le processus de colonisation du Lac-Saint-Jean. Simard, est d'avis que le nombre imposant de 24 760 nouveaux colons qu'elle dit avoir établi est surévalué. Or, les Recensements du Canada, de 1891 à 1911, rapportent une augmentation de seulement 21 486 habitants ; *« augmentation due pour une part à l'immigration, mais également et de façon appréciable à la croissance naturelle de la population »*. Au sujet des motifs de sa disparition subite, en 1907, certains croient qu'ils sont redevables au peu de crédibilité prêté aux comptes rendus réguliers de ses réalisations. Toujours selon Simard, c'est particulièrement la nouvelle politique économique introduite par Laurier, en 1905, qui explique en gros sa disparition ; *« Laurier qui était alors le porte-parole des économistes du temps, affirmait que l'Est du pays possédait une vocation industrielle alors que l'Ouest et les Provinces des Prairies en possédaient une purement agricole »*. ²⁶⁴

²⁶² À propos de cette société, le lecteur intéressé pourra avantageusement consulter le texte de Robert G. Leblanc, « *Colonisation et Rapatriement au Lac-Saint-Jean (1895-1905)* », *RHAF*, vol. 38, no 3, hiver 1985, pp. 379-408.

²⁶³ *La Société de Rapatriement et de Colonisation du Lac Saint-Jean*, Rapport annuel, Québec, 17 mars 1902, p. 3.

²⁶⁴ J.-P. Simard, *Économie régionale*, op. cit., pp. 37-39.

La navigation sur le lac Saint-Jean

[Retour à la table des matières](#)

La construction du chemin de fer et son aboutissement au terminus du Lac-Saint-Jean avaient ainsi contribué grandement à la relance de l'immigration. En une quinzaine d'années tout au plus, les paroisses situées le long du parcours avaient atteint un certain niveau de saturation sur le plan du peuplement. Au tournant du siècle, les bonnes terres agricoles ne sont pratiquement plus disponibles dans les cantons traversés par la voie ferrée et ceux qui désirent s'installer doivent regarder vers les dernières contrées accessibles ; vers l'Ouest du lac Saint-Jean, des espoirs sont encore permis, entre les rivières Mistassini et Péribonca. Grâce à la navigation, les paroisses lacustres et semi-lacustres, réparties entre ces deux cours d'eau, peuvent ainsi s'associer à l'activité économique générée par les Trapapistes et au mouvement de colonisation.

La navigation sur le lac Saint-Jean remonte loin dans le temps. À partir d'un petit quai à proximité de leurs installations de la Métabetchouane, la Compagnie de la Baie d'Hudson avait utilisé, bien avant 1860, de petits voiliers pour le transport des hommes, des provisions et des marchandises. À part ces rares embarcations, les premiers bâtiments que portèrent les eaux du lac furent deux remorqueurs de billots, construits par la Compagnie Price sur les rives de la Métabetchouane : le premier des deux, le « *Barbeau* », fut fabriqué en 1859 ; le second, le « *Pionier* », le fut en 1874. L'un était utilisé pour traîner des convois de bois à la Petite Décharge. L'autre eut une existence éphémère. Une bourrasque le brisa en deux. Le naufrage se produisit sur un banc de sable près de Saint-Jérôme, en 1890. La population locale secourut les treize passagers.

La navigation à des fins commerciales et industrielles préfigure ainsi l'organisation d'un système de transport pour fins de colonisation, car au fur et à mesure que se développe la région, le canot perd graduellement son utilité. Concurrément au réseau routier et au chemin de fer péniblement acquis au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, le lac Saint-Jean se présente comme un complément intéressant en matière de transport. Même l'hiver, les gens des différentes paroisses communiquent entre eux en parcourant des ponts de glace balisés.

La géographie capricieuse de la région favorise peu, à cette époque, les voies de terre ; le bassin du lac Saint-Jean étant entrecoupé sur son contour par plusieurs rivières. Les plus importantes sont franchies tant bien que mal par des bateaux-passeurs plus ou moins efficaces. La construction systématique des ponts sur les principaux tributaires ne sera entamée qu'au vingtième siècle.

Avec l'expérience convaincante de la maison Price, la navigation sur le lac Saint-Jean s'insère peu à peu parmi les moyens quotidiens de communication. À ses débuts, l'intense activité économique qui prévaut à l'embouchure de la rivière Métabetchouane présuppose que Saint-Jérôme deviendra le terminus maritime. Certains hommes éclairés, comme l'abbé Provancher qui sera largement commenté par l'homme de science V.-A. Huard, évaluent clairement la position stratégique de la paroisse de Saint-Jérôme dans l'ensemble du réseau des communications du Lac-Saint-Jean. « *Nul doute - écrit-il en 1878 - que, lorsque des paroisses se seront échelonnées sur tout son pourtour, et surtout lorsqu'il aura été mis en communication avec Québec par une voie ferrée, des bateaux à vapeur ne sillonnent ses eaux pour faciliter la communication de ses diverses parties avec la ville qui se formera sur ses bords au terminus du chemin, à Métabetchouan peut-être ou à Saint-Jérôme. Si ses rives plates sont un obstacle aux accostages, il y aura toujours moyen d'utiliser dans ce but l'entrée des rivières.* »²⁶⁵ Tout y est dans cette prédiction, à l'exception près que ce sera Roberval qui ravira à Saint-Jérôme le lieu du terminus maritime et deviendra en quelque sorte, à l'époque, la capitale du Lac-Saint-Jean.

En 1882, le député Elie Saint-Hilaire établit une première ligne navale et forme la « Compagnie de Navigation du Lac-Saint-Jean ». Son idée est d'aménager, à partir d'un quai à Saint-Louis de Métabetchouan (Chambord) ou à Saint-Jérôme, une ligne régulière qui sera desservie par un petit « steamer » à fond plat. Avec cette organisation, le président-fondateur espère surmonter l'obstacle des communications qui limite grandement la colonisation du nord du lac Saint-Jean.²⁶⁶

Le projet de Saint-Hilaire ne restera qu'un vœu pieux. C'est Beemer, grâce au chemin de fer, qui aura l'honneur d'inaugurer la navigation et c'est lui qui assurera la construction du premier vapeur. Associé avec les hommes d'affaires B.A. Scott,

²⁶⁵ V.-A. Huard, *La vie et l'œuvre de l'Abbé Provancher*, Québec, 1926, p. 343.

²⁶⁶ *Le Canadien*, 25 août 1882.

J.G. Ross et Euloge Ménard, Beemer devance les subventions gouvernementales et choisit d'installer la base de ses activités à Roberval : en 1888, le « *Péribonka* », commandé par le capitaine Georges Barras, fait la navette en deux heures entre Roberval et la rivière Métabetchouane. Au cours des années 1890, une véritable flottille regroupant des bateaux de commerce, des bateaux de plaisance, un dragueur et un remorqueur sillonnent le lac Saint-Jean en tous sens : les plus connus, le « *Mistassini* », le « *Colon* », le « *Lac-St-Jean* » et le « *Marie-Louise* » sont tous construits avant la fin du siècle.

Dans la paroisse de Saint-Jérôme en 1899, à proximité de la Métabetchouane, Louis Desbiens, propriétaire d'un moulin qui donnera son nom à la municipalité de « Desbiens Mills », utilise comme remorqueur un petit bateau lancé à La Pipe : le « *Honfleur* ». En 1903, dix-neuf vaisseaux sillonnent le lac et forment un monde typique, car à ce moment, tout se fait par le lac : le flottage du bois, le transport des colons, l'exportation des produits, la pêche, etc... La douzaine de paroisses qui possèdent leur propre quai marquent à leur façon l'activité maritime.

Pour différentes raisons, à partir de 1903, la navigation commence à décliner. Les progrès rapides de l'industrie automobile, l'étirement du réseau routier et le prolongement du chemin de fer vers Mistassini, entre autres, offrent de meilleures possibilités et contribuent à modifier les habitudes du voyage et du transport. Dans les années 1920, plusieurs quais cessent leurs activités commerciales pour se consacrer uniquement à l'utilité des vacanciers. Ceux de Roberval et de Saint-Jérôme, rares survivants d'une époque, maintenant révolue, réussissent à défier le temps et les attaques répétées du Piékouagami.

Fig. 18.

La pulperie de Val-Jalbert, en 1902.

Photo, courtoisie des Archives nationales du Québec à Chicoutimi.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 19.

L'usine de la « St-Raymond », à Desbiens. Principale génératrice d'emplois et fermée depuis 1972, le village vit une véritable crise économique et espère toujours une ouverture prochaine.

Photo de l'auteur, 1987, LSJ-6.34.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 20.

La ferme laitière Hébert, à Saint-Félicien vers 1895.
Photo Notman, Musée McCord, 4042, (Courtoisie ANQC).

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 21.

La réception du lait à la fromagerie Albert Perron, vers 1935.

Photo, courtoisie Albert Perron.

[Retour à la table des matières](#)

Le moulin, centre des activités communautaires

[Retour à la table des matières](#)

En milieu de colonisation, la scierie, ou plutôt le moulin, apparaît comme le centre nerveux de toute l'activité humaine, économique et sociale : on va à l'église et puis on va au moulin ; on va au moulin et puis on va à l'église. Voilà en peu de mots à quoi se résume la vie de tous les jours dans chacune des paroisses du Lac-Saint-Jean. Au moment où s'organisent le découpage des cantons et le cadastrage des premiers lots, les gouvernements, qui délèguent alors des pouvoirs aux arpenteurs, tiennent à conserver certaines prérogatives sur les versants de chaque cours d'eau. Ils se réservent, en tête de liste, toute chute d'eau assez importante pour justifier l'installation d'un moulin ou d'une scierie. Dans l'esprit de la loi, ces points névralgiques sont retenus prioritairement dans le but avoué de servir à la communauté. Profitant alors d'une force hydraulique suffisante, il sera ainsi possible de construire un moulin à farine, une scierie, ou même les deux à la fois.

Dès l'ouverture d'un canton, il importe avant tout d'assurer le traitement de base à la matière première. Ensuite, il faut doter la petite communauté de la principale infrastructure qui lui permettra de survivre et de s'autosuffire. Sitôt l'habitation assurée, grâce aux matériaux tirés directement de la forêt et convertis immédiatement sur place, on verra apparaître simultanément, à l'intérieur des moulins de la fin du XIX^e siècle, des combinaisons de scieries, de moulins à farine, de moulins à carder, etc...

L'importance de la scierie et celle du moulin à farine sont extrêmement significatives de l'allure que prendra le développement communautaire. À l'époque de la colonisation, sa construction est capitale. Elle précède habituellement de plusieurs années, la construction d'une église ou même d'une simple chapelle. Nous avons seulement à mesurer l'ordre des priorités établies par les premiers colons-missionnaires pour apprécier à quel point cette réalisation architecturale est importante. Lorsque les abbés Honorat et Hébert vont fonder leur établissement, à Laterrière et à Hébertville, tous deux se préoccupent avant tout de construire un moulin ; en plus de permettre l'autosuffisance, il attirera une partie de la produc-

tion forestière et justifiera une rentabilité nécessaire au maintien de l'œuvre colonisatrice.

Le moulin des pionniers, à Sainte-Jeanne-d'Arc et la meunerie Vézina, sur la Belle-Rivière, restent des témoins vivants d'une époque maintenant révolue. Le premier notamment, a regroupé à différents moments de son histoire, une scierie, une meunerie, une carderie, une génératrice d'électricité et actionnait même jusqu'à tout récemment les quelques outils nécessaires à son entretien ; dans ce dernier cas on pense à la perceuse verticale, à de fines scies pour refaire les roues d'engrenage et à la forge.

Avec toutes ces responsabilités, le moulin devient donc, immédiatement après sa construction, le centre de l'activité humaine. C'est lui qui marque le rythme et l'allure de la communauté et c'est à partir de lui, bien souvent, que l'on planifie le développement urbain. À Laterrière, à Hébertville et à Sainte-Jeanne-d'Arc, notamment, cette petite usine constituait le centre du village et c'est à côté de ces installations que l'on situait la construction de l'église qui prenait à son tour une partie du fardeau de l'organisation sociale. Le rôle de l'Église cependant, bien qu'intimement lié à l'économie, supervisera l'intégration à la communauté.

La création de la réserve de Pointe-Bleue

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque le Lac-Saint-Jean s'ouvre à l'entreprise coloniale et reçoit ses premiers contingents de colons, en 1849, l'habitat de l'autochtone se rétrécit à un point tel qu'on pourrait croire à l'extinction prochaine de la race. Nullement sédentarisés après plus de deux siècles d'occupation, les derniers « sauvages » chercheront refuge sous l'aile protectrice de la Compagnie de la Baie d'Hudson et des Révérends Pères Oblats, sur une étroite bande de terre, à l'embouchure de la Métabetchouane. La présentation que nous en fait l'abbé Pilote, dans son chapitre introductif sur le Saguenay en 1851, ne porte aucun doute sur les intentions de tous et chacun. Notre civilisation les tue, avoue-t-il laconiquement, avec une certaine désinvolture.

* * *

« Les Montagnais subissent la loi commune au reste des sauvages. Notre civilisation les tue. Leur nombre diminue tous les jours. Autrefois les missions de Tadoussac, de Chicoutimi et du lac Saint-Jean réunissaient quatre à cinq cents familles. Aujourd'hui c'est à peine s'il s'en trouve une vingtaine. Siméon leur dernier grand chef, Sachem ou Sagamo, comme on aurait dit au 17^e siècle, est mort en 1849. Il ne paraît pas avoir été remplacé. Ainsi plus de gouvernement »... ²⁶⁷

* * *

Sur le plan national, cette même année 1849 voit l'adoption des premières lois canadiennes visant à protéger la propriété foncière et les derniers biens des autochtones, en obligeant le versement d'une compensation monétaire pour les terres qui leur sont enlevées. ²⁶⁸ Le 10 août 1850, la loi est améliorée, accorde la protection officielle des terres des Indiens et définit des critères de base pour démêler ceux qui seront considérés comme de véritables autochtones. ²⁶⁹ La loi de 1850 est amendée l'année suivante ²⁷⁰, car le gouvernement tient à préciser davantage les critères de sélection. Enfin, le 30 août 1851, un arrêté ministériel établit officiellement des « réserves » pour les tribus indiennes et met à la disposition du gouvernement du Bas-Canada un total de 230 000 acres de terres à cette fin. De plus, la loi confie au « Commissaire des Terres Indiennes » la distribution annuelle de 4 000 \$ en subvention. ²⁷¹

C'est en vertu de cette dernière loi qu'en 1853, le gouvernement fait arpenter, puis accorde aux Montagnais du Saguenay, une première réserve de 16 000 acres sur les bords de la rivière Péribonca, et une autre de 4 000 acres à l'embouchure de la rivière Métabetchouane, près des installations de la Compagnie de la Baie d'Hudson. À l'été 1856, les Montagnais du Lac-Saint-Jean demandent à David Edward Price de présenter pour eux une requête au Conseil Exécutif, afin de modifier l'offre et de transférer une égale étendue de terre sur la partie du Lac-Saint-Jean appelée Pointe-Bleue. Selon la requête, qui est acceptée le 16 septembre sui-

²⁶⁷ Pilote, *op. cit.*, p. 20.

²⁶⁸ Victoria 12, Chapitre 56.

²⁶⁹ Victoria 13-14, Chapitre 42.

²⁷⁰ Victoria 14-15, Chapitre 59.

²⁷¹ Victoria 14-15, Chapitre 106.

vant, cet échange de territoire leur donnera un accès plus direct aux meilleurs endroits de pêche sur le lac. ²⁷²

Le territoire de la réserve, à ses débuts, totalise une superficie de 23 000 acres et occupe tout le canton Oujatchouan ; elle est bornée au Sud-Est par le canton Roberval, au Nord-Ouest par le canton Ashuapmushuan, au Nord-Est par le lac Saint-Jean et au Sud-Ouest par les terres de la Couronne. Le village, construit à quelques kilomètres de celui de Roberval, longe les rives du lac Saint-Jean. En 1869, les Montagnais, pas encore convertis aux « bienfaits » de l'agriculture, rétrocèdent à l'entreprise coloniale la majeure partie de leur territoire et conservent uniquement l'espace du village, soit 3 779 acres. ²⁷³

Lors de la fondation de la réserve de Pointe-Bleue (ou « *Mashteuiatsh* » en Montagnais) les estimations gouvernementales établissent à trente-trois ²⁷⁴ (totalisant 173 âmes), le nombre de familles d'Amérindiens vivant alors au Lac-Saint-Jean. À Chicoutimi, seules cinq familles réussissent à tenir le coup. Tous ces Indiens vivent encore de chasse et de pêche et continuent d'échanger le résultat de leur cueillette de fourrures au poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson, à Métabetchouan. Ceux qui sont près des installations de la Compagnie commencent à montrer des signes de sédentarisation et réussissent à cultiver des pommes de terre, du blé, de l'orge et du maïs. Sur la nouvelle réserve, plusieurs métis sont déjà installés en 1857 et ils y ont construit des maisons et des bâtiments de ferme. ²⁷⁵

Sur le plan religieux, les Indiens de la Pointe-Bleue sont desservis par les Révérends Pères Oblats, dans la chapelle du poste de Métabetchouan. De 1855 à 1860, cependant, ce sont des prêtres séculiers de Laterrière, les abbés Casgrain, Villeneuve et Hudon, qui s'occupent de leur donner la mission, les Oblats ayant momentanément transféré leur centre résidentiel aux Escoumins. ²⁷⁶ À l'automne de 1860, cette responsabilité est confiée au nouveau curé de Roberval et il s'en

²⁷² *Appendice du seizième volume des Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada*, Session de 1858, appendice 21, p. 36.

²⁷³ « *Rapport annuel du ministère des Affaires des Sauvages pour l'exercice terminé le 30 juin 1899* », DSC, 1900, vol. 34, t. 2, document no 14.

²⁷⁴ *Ibid.*, p.36.

²⁷⁵ *Ibid.*, pp. 181-183.

²⁷⁶ Archives Provinciales des Oblats, « *Lettre de Durocher à Van Der Bergh*, 16 nov. 1871 ».

occupe en même temps qu'il dessert les chantiers forestiers. En 1863 les Oblats sont déchargés entièrement de la mission de Métabetchouan mais poursuivront leur apostolat jusqu'en 1877.

Sur le plan du commerce des fourrures, la Compagnie de la Baie d'Hudson commence en 1864 à louer la maison d'un Indien, à la Pointe-Bleue, afin d'y installer là un autre dépôt qu'elle confie à Tommie Ross. Cette expérience se révélant rentable, en 1867, elle construit son propre magasin qui deviendra rapidement le plus important. En septembre 1879, le commis Flanagan reçoit de son bureau-chef l'ordre de se préparer à abandonner Métabetchouan. La Compagnie ne désire pas, dans l'immédiat, délaisser complètement la région, mais dans un souci de réduire les dépenses, elle décide tout simplement de se rapprocher de sa clientèle et centralise ses opérations à Pointe-Bleue. De cette façon, le site de Métabetchouan est définitivement abandonné au cours de l'été 1880 ; certains bâtiments sont transportés à la Pointe-Bleue et le terrain est transféré au Département des Terres de la Compagnie de la Baie d'Hudson qui le met en vente. ²⁷⁷

La création de la réserve de Pointe-Bleue et le développement spectaculaire de la colonisation contribueront à donner le coup de grâce à la culture montagnaise, du moins à celle des Indiens du Lac-Saint-Jean. En seulement un quart de siècle on note des changements fondamentaux dans leur manière de vivre. L'agent du gouvernement, L.E. Otis, note ainsi dans son rapport pour l'année 1879, qu'il remarque depuis quelques années « *un grand changement dans leur manière de vivre, la construction de petites maisons bien confortables est à l'ordre du jour, plus de propreté dans leur habillement, la culture est plus aimée, l'élevage des animaux augmente chaque année, les semences de tout grains prend plus d'extension, enfin nous sommes satisfaits du résultat obtenu, quoiqu'il ne soit pas encore tel qu'on désirerait.* » ²⁷⁸ La réserve qui possède sa maison d'école a même été de l'avant, en 1875, en construisant à ses propres frais un petit hôpital. ²⁷⁹

Les dernières années du XIX^e siècle sont déterminantes pour leur mode de vie. Au tournant des années quatre-vingt-dix, le processus d'acculturation est pra-

²⁷⁷ R. Bouchard, *Métabetchouan*, op. cit., p. 21.

²⁷⁸ « *Rapport annuel du ministère de l'Intérieur pour l'année expirée le 30 juin 1879* », DSC, 1880, no 4, pp. 34-35.

²⁷⁹ *Ibid.*, (année 1877).

tiquement complété. La plupart d'entre eux cultivent la terre et réussissent quand même assez bien. Ceux qui ne sont pas retenus par l'agriculture, servent de guide de chasse et de pêche aux riches visiteurs attirés ici à grand renfort de publicité par la Compagnie du chemin de fer. D'autres, plus entreprenants, réussissent même dans le secteur des affaires. Otis mentionne, entre autres en 1889, le cas d'un Montagnais qui opère sa propre scierie.

* * *

« Maintenant qu'il n'y a comparativement presque plus de chasse, nos sauvages semblent mieux comprendre l'importance de la culture, si l'on en juge par l'ardeur qu'ils ont déployée cet été ; quelques uns ont fait de la terre à la charrue, d'autres des abattis sur des lots encore en bois debout. Plusieurs qui n'avaient pas encore de lots, en ont fait l'acquisition, et ils veulent même y construire des maisons. Presque tous se proposent de semer le printemps prochain. S'ils persévèrent dans leurs bonnes dispositions, il est facile de voir que dans un avenir peu éloigné les Montagnais de la Pointe-Bleue pourront vivre du produit de leur terre et de leur industrie. » ²⁸⁰

* * *

Si l'on se réfère aux chiffres contenus dans les Documents de la Session et dans les *Recensements du Canada*, la population de Pointe-Bleue qui était de 213 individus en 1861, se multiplie par deux en l'espace de seulement dix ans, pour atteindre 423, en 1871. ²⁸¹ Les chiffres fournis dans ces rapports publiés, même s'ils sont critiquables dans certains cas, nous permettent néanmoins de sentir une tendance à la hausse d'une centaine d'individus à tous les dix ans, pour se stabiliser aux environs de 1 100, au début des années 1960.

²⁸⁰ *Ibid.*, (année 1887).

²⁸¹ Le lecteur intéressé à en connaître plus pourra avantageusement consulter l'étude de J.-P. Simard, publiée dans *Les Saguenayens*, *op. cit.*, pp. 96-102.

Survol de l'activité économique au XIX^e siècle

[Retour à la table des matières](#)

Nous vous avons entretenu dans le chapitre trois, de la conjoncture qui a préparé l'ouverture du Saguenay et du Lac-Saint-Jean à l'entreprise coloniale et nous avons vu que ce mouvement est redevable, en partie, à la modification du panorama économique canadien. C'est sous le signe du bois que s'ouvre le Saguenay à la colonisation et c'est à la faveur de ce premier mouvement que s'ouvre, une dizaine d'années plus tard, la région du Lac-Saint-Jean. L'agriculture, quant à elle, n'a qu'à suivre le sillon creusé par les entrepreneurs forestiers, au fur et à mesure de leur avance inexorable à l'intérieur du territoire.

– *La forêt*. Le commerce du bois avait été appelé à jouer un plus grand rôle au Canada, à la faveur du blocus continental, dressé en 1808, lors des guerres napoléoniennes. Ce conflit militaire qui opposait alors plusieurs pays d'Europe, avait provoqué l'arrêt des expéditions de bois en provenance de la Baltique vers les chantiers maritimes anglais. Pour éviter la pénurie, l'Angleterre n'avait trouvé d'autres solutions que de se retourner vers ses colonies d'Amérique du Nord. Afin de contrebalancer la différence des coûts de transport la métropole établit des tarifs différentiels qui auront comme conséquence d'avantager considérablement l'industrie forestière encore naissante au Canada. Entre 1815 et 1821, ces tarifs atteignent un maximum, ce qui a lieu d'empêcher le bois des pays scandinaves et de la Russie d'atteindre les marchés anglais. ²⁸²

Pendant tout le XIX^e siècle, le commerce du bois canadien se retrouve donc intimement lié aux fluctuations de l'économie britannique. Au Saguenay, la décennie 1840-1850 correspond à des mouvements cycliques et c'est pendant cette décennie que William Price consolide son emprise territoriale sur la région. Au début des années 1850, le bois canadien tente de se libérer de la trop grande dépendance envers le marché britannique et essaie d'atteindre celui des États-Unis.

²⁸² Esdras Minville, *La Forêt*, École des Hautes Études commerciales de Montréal, Montréal, 1944, pp. 143-169.

En 1854, le traité de Réciprocité, signé avec nos voisins du Sud, procurera cette opportunité car il supprimera entre les deux pays tous les tarifs douaniers touchant les produits naturels comme le bois.

Cette période voit également apparaître l'utilisation d'une énergie nouvelle ; la vapeur qui révolutionnera toute l'industrie du sciage et du transport. Cette nouvelle ère industrielle pénétrera le cœur de la forêt saguenéenne et ne laissera derrière elle que des parterres de coupes rases à blanc. Le traité de Réciprocité ne sera pas le seul événement à militer en faveur de l'industrie forestière saguenéenne ; la Guerre civile américaine et la période consécutive à ce conflit, événements auxquels s'ajoute la Confédération canadienne en 1867, expliqueront la forte croissance de l'activité forestière au Québec et particulièrement au Saguenay. Enfin, sur un plan plus technique, la période entre 1854 et 1874 voit le passage du bois équarri au bois de sciage. Ces deux méthodes de production bien distinctes favoriseront pour leur part, une exploitation moins sélective de la matière ligneuse, produisant par voie de conséquence une pression outrancière sur les forêts du Saguenay. ²⁸³

Justement, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, la coupe irrationnelle des forêts de pins blancs et la disparition de cette essence, poussent les entrepreneurs forestiers à pénétrer plus avant dans le territoire. Après les scieries de la Grande-Baie (1838), de Rivière-du-Moulin (1843) et de Chicoutimi (1844), Price poursuit sa pénétration du territoire. En 1845, McLeod atteint la rivière aux Sables, alors qu'en 1851 Price arrive aux abords des rivières Petite et Grande Décharge pour ouvrir les premiers chantiers du Lac-Saint-Jean. La construction de la glissoire, à l'Île d'Alma, entre 1856 et 1860 ²⁸⁴, permet d'entreprendre les chantiers sur la rivière Péribonca, inaugurant ainsi l'exploitation forestière du Lac-Saint-Jean sur une grande échelle.

C'est le Grand feu du printemps 1870 qui brisera le rythme et imposera un ralentissement subit à l'industrie forestière régionale. Sur un plan provincial, la

²⁸³ Guy Gaudreau, *L'exploitation des forêts publiques au Québec, (1842-1905) : cadre juridique, mode d'appropriation et évolution des récoltes*, thèse présentée à l'Université du Québec à Montréal comme exigence partielle du doctorat en histoire, septembre 1986, pp. 35-72.

²⁸⁴ Jocelyn Caron, « La glissoire d'Alma », *Saguenayensia*, vol. 28, no 3, juillet-septembre 1986, pp. 89-92.

conjuncture n'aidera pas au relèvement car de 1874 à 1890 l'exploitation forestière québécoise entre dans une phase de transition, marquée principalement par un plafonnement de la production. ²⁸⁵

Au Saguenay, on commence déjà à vivre les aléas des premières ruptures de stocks, ruptures provoquées évidemment par une surexploitation de la matière ligneuse et aussi par la destruction d'une bonne partie de la forêt par le feu. Dès 1860, il est possible de noter, dans une entrevue mettant en présence D.E. Price et l'Assemblée Législative du Canada, que le pin n'existe plus en quantité suffisante pour rentabiliser à lui seul les opérations forestières au Saguenay. Lors de cette rencontre, Price n'hésite aucunement à imputer le tout à des causes naturelles et se garde bien de parler d'une exploitation abusive. ²⁸⁶

* * *

"Pine exists in certain quantities, but the clime is rather to the north for any quantity, the greater part of what there was, has been already consumed [sic] or derstroyed by fire ; but there is still, I hope, a certain quantity to keep the trade at present in existence there for the next two years ; but it is not the large grith, and fine long Pine, we find more to the west and south of the Province."

* * *

Ce sont évidemment les essences les plus recherchées, le pin blanc et le cèdre, qui auront à souffrir en premier de cette surexploitation honteuse de la forêt. Raoul Blanchard, en traitant de la question, parle de l'époque de "*la décadence des scieries*". ²⁸⁷ Le *Recensement* de 1871 établit à seulement 60% le total des expéditions de billots de pin blanc alors que la quantité de planches de ce même produit ne correspond plus qu'à 2% de l'ensemble. C'est cette situation qui pousse la Compagnie Price à fermer tour à tour ses scieries au Saguenay, au profit de celles du Lac-Saint-Jean. Dans ce second cas par contre, le facteur d'éloignement et l'absence d'une liaison maritime surtout, rendront plus difficile la rentabilité des usines de sciage qui devront graduellement fermer leurs portes. Fort heureuse-

²⁸⁵ G. Gaudreau, *op. cit.*, pp. 73-97.

²⁸⁶ Samuel J. Kelso, *Notes on the Saguenay for tourists and others*, Morning Chronicle, Montreal, 1862, pp. 5-6.

²⁸⁷ R. Blanchard, *op. cit.*, pp. 90-91.

ment pour les bûcherons, la naissance de l'industrie de la pulpe, à la fin du XIX^e siècle, viendra suppléer à la décadence des scieries.

Profitant de l'ouverture de la ligne de chemin de fer, le Lac-Saint-Jean ne souffrira pas autant que le Saguenay de la perte de vitesse enregistrée dans les scieries. Le tracé de la ligne ferroviaire permettra en effet d'éviter une rupture subite des stocks, comme cela avait été le cas pour les usines du Bas-Saguenay, de Grande-Baie et de Rivière-du-Moulin.

En 1888, les territoires bordant la voie ferrée rendent possible le prélèvement de 210 000 billots et ceci n'est que le début. Dix ans plus tard, les chantiers tenus le long du parcours produisent à eux seuls 1 100 000 billots de bois. En plus de donner de l'emploi à près de 6 000 hommes, cette recrudescence de l'activité forestière explique l'ouverture de plusieurs scieries, notamment celle de Roberval qui deviendra la plus importante. Propriété de B.A. Scott, à elle seule cette usine emploie environ 600 hommes dans les chantiers d'hiver et en affecte près de 250 au flottage du bois. Le bois coupé et traité par les scieries établies le long de la ligne du chemin de fer suffit à lui seul pour alimenter le port de Québec. Enfin, pour terminer le dossier forestier, disons qu'en cette fin du XIX^e siècle, le chemin de fer Québec—Lac-Saint-Jean a servi en gros au transport de 250 000 tonnes de bois divers et à celui de 200 000 passagers. ²⁸⁸

– *L'agriculture*. À l'instar de la production forestière, l'activité agricole québécoise sera favorisée, au XIX^e siècle, par les mêmes stimulants extérieurs. L'époque de la Réciprocité (1854-1864), celle de la guerre de Sécession (1861-1865) et celle de la Confédération canadienne (1867) seront autant de facteurs qui lui permettront de prendre pied.

Mais, avant que le Saguenay-Lac-Saint-Jean soit coiffé, à tort ou à raison, du titre de « grenier de la Province », cette agriculture aura à surmonter des obstacles importants. Il faudra d'abord dépasser l'étape d'une agriculture de survivance et ce ne sera pas avant le milieu des années soixante-dix, voire même la fin des années quatre-vingt, que l'on pourra commencer à parler d'une industrie agricole viable.

²⁸⁸ Département de l'Agriculture de la province de Québec, *La Province de Québec*, Québec, 1900, pp. 114-115. Cité aussi dans A. Buies, *La région du Lac Saint-Jean, grenier de la Province de Québec*, Compagnie du Chemin de Fer, Québec, 1890, pp. 11-12.

En même temps que le gouvernement adopte sa loi des sociétés de colonisation, au printemps 1869, il en profite pour réviser la loi se rapportant aux sociétés d'agriculture et voter celle du Conseil d'Agriculture.²⁸⁹ Cette loi qui donne au nouvel organisme des pouvoirs importants, notamment en matière de perfectionnement des techniques agricoles, aura suffisamment de mordant pour rénover l'agriculture du Québec. On verra donc naître, après coup, les premiers cercles agricoles (1870), la rédaction de la *Semaine Agricole* (1872), la fondation de la première fabrique de beurre dans le comté de Huntingdon (1873) et la création d'une école d'agriculture à Richmond (1875).²⁹⁰

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, on en profitera, d'autre part, pour apprendre à mieux connaître le milieu, à identifier les secteurs improductifs et à découvrir que le véritable potentiel ne réside pas nécessairement dans l'exploitation des cultures céréalières mais plutôt dans celui de l'élevage et dans les sous-produits du lait. Le compte rendu final de l'agent d'immigration, pour l'année 1875, démontre qu'à ce moment justement l'agriculture régionale est rendue à la croisée des chemins et doit impérativement changer son orientation si elle veut survivre. Pour pallier aux désavantages d'une saison agricole trop courte, Barnard propose alors de s'orienter vers l'élevage, de privilégier la fabrication des dérivés du lait, tels le beurre et le fromage, et de ne produire en grains « *que l'indispensable pour la famille* ». ²⁹¹ Poursuivant son énoncé, il conclut enfin que le grand défaut des agriculteurs saguenéens est « *de compter presque'exclusivement sur la récolte de blé, qui, trop souvent, se sème sans interruption jusqu'à ce que la terre refuse de produire* ».

Les orientations nouvelles proposées par les agents du gouvernement trouveront une première oreille attentive chez les agriculteurs du Saguenay. Durement affectés par la fermeture des scieries, ces gens voient dans l'exploitation laitière une sorte de compensation économique. Profitant, de surcroît, d'une ouverture sur les marchés extérieurs, grâce aux installations portuaires de Chicoutimi et de

²⁸⁹ Victoria 32, Chapitre 15.

²⁹⁰ E. Minville, *L'Agriculture*, op. cit., pp. 356-357.

²⁹¹ « *Rapport de M.E.A. Barnard, agent d'Immigration et de Colonisation au Ministre de l'Agriculture* », *DSQ*, 1875, (no 4), pp. 257-259.

Saint-Alphonse, des goélettes en provenance de Québec viendront régulièrement chercher le fromage du Saguenay pour l'apporter vers les marchés extérieurs. ²⁹²

Mais ce mouvement reste limité aux seules paroisses qui bénéficient de l'avantage de la voie maritime. Le Lac-Saint-Jean, pour sa part, devra attendre plusieurs années, du moins jusqu'à l'arrivée du chemin de fer, pour que les cultivateurs apprécient à sa juste mesure l'apport de l'industrie fromagère dans leur économie agricole. En effet, avant 1888, les agriculteurs jeannois doivent se replier sur eux-mêmes et ne peuvent écouler leurs surplus qu'en les acheminant vers les chantiers forestiers. D'une certaine façon le handicap de l'éloignement jouera en leur faveur (Blanchard parle même d'une véritable « *chasse gardée* »). ²⁹³ C'est dans les chantiers de Price que les colons d'Hébertville dirigent leur premier surplus et c'est par ce moyen que les arrivants des autres paroisses réussissent à réaliser leurs premiers bénéfices.

Lors de son passage au Lac-Saint-Jean, en 1887, l'abbé Provancher abordera directement la question du manque de vigueur de l'industrie laitière dans cette région de la province. Il note comme un fait exceptionnel l'existence d'une beurrerie à Saint-Prime et signale aussi, sans ménagement, le manque d'intérêt des gens du milieu envers ce secteur pourtant si lucratif.

* * *

« Nous avons omis de dire, [en parlant de Saint-Prime] qu'il y avait déjà une beurrerie d'installée là. Nous avons entendu quelqu'un critiquer cette mesure, disant qu'il fallait avant tout défricher et opérer sur le sol. Nous tenons une opinion toute contraire. La mauvaise culture a causé la ruine d'un grand nombre de cultivateurs dans nos anciennes paroisses. On semblait croire qu'il n'y avait que les céréales pour apporter l'aisance à l'homme des champs ; il fallait produire du blé et de l'avoine, de l'avoine et du blé. On commence à comprendre aujourd'hui que cette routine était vicieuse et tout à fait ruineuse. Cultivant mal, parce qu'on en cultivait trop grand, on n'obtenait que des résultats désastreux. On reconnaît que la vente du

²⁹² R. Blanchard, « *L'agriculture au Saguenay et au Lac St-Jean* », *Le Progrès du Saguenay*, 6 déc. 1934.

²⁹³ *Ibid.*

lait et l'élevage des animaux rémunèrent davantage que la culture des céréales, et on va y donner une plus grande attention. » ²⁹⁴

* * *

L'ouverture de la liaison Québec—Lac-Saint-Jean par le chemin de fer (1888) et le court laps de temps que prendra le réseau pour atteindre Chicoutimi (1893) permettront au Lac-Saint-Jean de se réajuster. Mais ceci ne sera pas suffisant, car jusqu'au tournant du siècle, la sous-région restera loin derrière le Saguenay au chapitre des exportations du beurre et du fromage. Les différents rapports publiés dans la presse régionale démontrent clairement la prépondérance du Saguenay. En 1890, le Lac-Saint-Jean qui exporte à peine 25% des produits laitiers de l'ensemble de la région voit sa part augmentée à 45% à la fin du siècle. De toutes les paroisses de cette région, ce sont celles de Saint-Jérôme et d'Hébertville qui se taillent la part du lion, avec 45% de la production. Le tableau suivant nous fait apprécier leur importance relative. ²⁹⁵

L'industrie laitière au Lac-Saint-Jean en 1899

Saint-Jérôme	34 745 \$
Hébertville	24 433
Alma	11 556
Saint-Gédéon	11 515
Chambord	9 485
Saint-Félicien	8 900
Saint-Prime	8 423
Saint-Bruno	6 694
Saint-Cœur-de-Marie	6 000
Roberval	5 282
Normandin	4 000
Saint-Méthode	2 300
<hr/>	
Total	133 333 \$

²⁹⁴ V.-A. Huard, *La vie...*, *op. cit.*, p. 347.

²⁹⁵ « *L'industrie laitière en 1899* », *Le Progrès du Saguenay*, numéros du 18, 25, 31 janvier, et 15 février 1900. Le rapport entier a aussi été reproduit dans le journal *Le Lac-St-Jean*, 19 oct. 1950.

De façon générale les données recueillies par la géographe Johnston nous indiquent que pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, le gain le plus important au chapitre de l'agriculture régionale, a été celui de la libération graduelle de l'emprise de la forêt. Soixante années de labeurs auront permis la création de 4 000 exploitations agricoles totalisant plus de 200 000 acres de terres propres à l'agriculture. Même si l'élevage est tourné principalement vers la production laitière (14 044 têtes), le cheptel regroupe entre autres une bonne population de moutons (29 357 têtes), de porcs (9 700 têtes) et de chevaux (5 204 têtes). ²⁹⁶

Au niveau des cultures pratiquées, c'est l'avoine qui vient en tête de liste en 1891 avec ses 24 807 acres, puis se tiennent loin derrière, la culture du blé (10 375 acres), des patates (2 436) et de l'orge (2 326). L'agriculteur moyen possède en gros sept bêtes et son domaine s'étend sur environ 135 acres.

²⁹⁶ Claire Meredith Johnston, *The historical geography of the Saguenay valley*, thèse présentée comme exigence partielle pour l'obtention d'une Maîtrise es Arts, à l'université McGill, Montréal, avril 1950, pp.. 78-81. Les exemples de Johnston ont été repris textuellement par P.-Y. Pépin, dans *Le Royaume du Saguenay...*, *op. cit.*, pp. 59-60.

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

Chapitre cinquième

L'époque des pulperies et l'effritement du rêve agricole 1901-1927

Contexte de l'industrie forestière à l'aube du XXe siècle

[Retour à la table des matières](#)

À la fin du XIXe siècle, le Lac-Saint-Jean n'a pas encore goûté aux effets de l'industrialisation. Seuls les moulins à scies, éparpillés un peu partout le long des cours d'eau, et les manufactures artisanales si caractéristiques des régions de colonisation, contribuent à tisser la toile de fond du panorama industriel. Roberval, terminus du chemin de fer et de la voie maritime, possède bien quelques industries créées pour satisfaire aux besoins primaires de la scierie Scott et des moulins des environs, mais ceci n'est pas suffisant pour que nous puissions parler véritablement d'une contrée industrielle, au sens propre du terme. C'est la conjoncture internationale et la croissance de la demande de la pâte mécanique qui procureront à la région une première opportunité, en lui permettant de redéfinir l'ensemble de la dynamique industrielle.

Sur les quelques dix-neuf millions d'acres formant l'ensemble du territoire du Lac-Saint-Jean en 1899, seules 500 000 acres (soit un peu moins de 3%) sont constituées de terres en culture ou en défrichement ; la forêt occupe le reste.

L'épinette blanche, noire et rouge, constituent 75% des essences forestières. Dans les esprits et la mentalité de l'époque, cette quantité de bois de pulpe est jugée comme étant pratiquement illimitée : la région de la Péribonca détient à elle seule 8 320 000 acres, la Mistassini 4 800 000, l'Ashuapmushuan 3 200 000, et la Ouatouchouane 3 200 000. ²⁹⁷

Le bois et le potentiel hydro-électrique sont les deux matières premières indissociables dans l'industrie de la pulpe. Certaines études gouvernementales de la fin du XIX^e siècle affirment même que le Lac-Saint-Jean est l'une des régions les plus favorisées au monde à ce niveau. Par exemple, en 1899, les usines à papier des États-Unis consomment 1000 000 de cordes de bois. Pour sa part, le seul territoire du Lac-Saint-Jean pourrait répondre à cette consommation pendant 65 ans, et ce en utilisant seulement la première coupe de ses forêts de conifères. ²⁹⁸

L'année 1896 correspond pour le monde occidental, à l'entrée dans une phase nouvelle d'industrialisation. Le Canada, de son côté, se prépare à profiter largement de ce mouvement. Riche de ses immenses ressources hydrauliques, le Gouvernement du Québec assure son développement industriel en concédant à des intérêts privés de nombreux pouvoirs d'eau. Au Saguenay, en 1897, les premières concessions sont accordées sur la rivière Chicoutimi. ²⁹⁹

À cette époque, la presse est en pleine expansion en Amérique du Nord, particulièrement aux États-Unis. La demande de papier journal augmente sans cesse, les forêts américaines s'appauvrissent rapidement et c'est le Canada, principalement le Québec, qui tentera de répondre aux besoins du marché international. À titre indicatif, de 1890 à 1910, la production canadienne de pâte à papier est multipliée par dix. Au cours de ces mêmes années, la production du Saguenay et celle du Lac-Saint-Jean passent de 0 à près de 100 000 tonnes par an. ³⁰⁰

²⁹⁷ DSQ, 1898-99, vol. 1, (no 8) (appendice 25) « *La région du lac St-Jean au point de vue de l'industrie de la pulpe et du papier* », pp. 83-84. Aussi dans DAPQ, *La Province de Québec, op. cit.*, pp. 202-203.

²⁹⁸ DSQ, *Ibid.*, p. 85.

²⁹⁹ R. Bouchard, *Val-Jalbert : un village-usine au royaume de la pulpe*, SHS, Histoire des Municipalités, no 2, pp. 11-13.

³⁰⁰ *Ibid.*

Fig. 22.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 23.

Visage émouvant d'un fils de pionnier. Félix Lapointe devant l'entrée de sa demeure, à Hébertville-Station. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-12.17.

[Retour à la table des matières](#)

La mise en place des pulperies et celle des papeteries s'effectuent naturellement à l'embouchure des cours d'eau. Les industries sont en mesure de profiter du double avantage du transport du bois par flottage et aussi des ruptures de pentes qui rendent possible l'édification des centrales. L'usine est pour cette raison indissociable de la centrale. Dans l'ensemble, la taille des centrales hydrauliques et hydro-électriques est modeste, tout comme celle des usines papetières. ³⁰¹

Premier essai d'industrialisation : présentation du réseau des pulperies

[Retour à la table des matières](#)

Au Saguenay, en 1897, à l'embouchure de la rivière Chicoutimi, J.-E.-A Dubuc, organise les bases de son industrie de pulpe et cette première marque le début d'une nouvelle ère, caractérisée principalement par la mise en place de la grande industrie. La région du Lac-Saint-Jean ne tardera pas à emboîter le pas. À cette époque, les territoires ceinturant les tributaires, ont le double avantage du potentiel hydro-électrique et de l'immense réserve forestière. Les évaluations quantitatives établissent à 650 000 chevaux-vapeur l'ensemble des pouvoirs obtenus dans les différents cours d'eau tributaires et cette force est infiniment plus puissante que toutes les rivières de Suède et de Norvège réunies. ³⁰²

L'initiative de Dubuc ne sera pas isolée bien longtemps. Dès l'année 1900, au moins quatre pulperies sont projetées ou même en voie de construction : une au Saguenay, sur la rivière aux Sables, les trois autres au Lac-Saint-Jean ; une sur les bords de la rivière Métabetchouane, une autre sur la rivière Petite Péribonca et la troisième, à la chute de la rivière Ouiatchouane. À ce réseau viendra s'ajouter, en 1922, la « News Pulp and Paper Company », à l'embouchure de la Métabetchouane.

³⁰¹ P.-Y. Pépin, *op. cit.*, p. 75.

³⁰² DAPQ, *La Province de Québec, op. cit.*, pp. 202-203.

- *La pulperie de Saint-André*. Le site de cette pulperie se situe à Saint-André « de l'Épouvante », en bordure de la rivière Métabetchouane, à environ 12 kilomètres des anciennes installations de la Compagnie de la Baie d'Hudson. L'essai sera de courte durée.

Légalement incorporée le 22 mai 1901, la « Compagnie de Pulpe de Métabetchouan » (car c'est le nom que lui ont donné les fondateurs) démarrera avec un capital-actions de 150 000\$. ³⁰³ Les souscripteurs regroupent 75 actionnaires de Québec et des paroisses environnantes, notamment dans les comtés de L'Islet et de Kamouraska. La construction de l'usine est entreprise le 6 février 1901 et dès l'automne, les travaux préparatoires de la chaussée sont complétés ainsi que les deux quais la reliant à la rivière. Ne perdant pas de temps, la Compagnie fait construire, de surcroît, un tronçon de chemin de fer de 18 kilomètres, afin d'être reliée au réseau, à la hauteur du Lac-Bouchette. ³⁰⁴

Toute l'activité industrielle projetée dans cette région qui fait partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme provoque le détachement et la création du village de Saint-André. ³⁰⁵ L'usine, avec ses sept turbines et ses cinq meules, est sensée fabriquer de la pâte chimique, de la pâte mécanique et du carton. La pulperie de Saint-André n'entrera jamais en activité. Victime d'une administration trop éloignée et d'un désastreux incendie qui détruit à la fois la forêt et les installations mêmes, le projet sera aussitôt abandonné.

- *La pulperie de Desbiens*. L'expérience de Saint-André de l'Épouvante n'aura pas eu que des effets négatifs. Elle sera reprise un peu plus bas et un peu plus tard, juste à l'embouchure de la rivière Métabetchouane, à quelques pas des anciennes installations de la Compagnie de la Baie d'Hudson. ³⁰⁶ Cette fois-ci, ce sont des industriels anglais, opérant déjà une usine de papier à Saint-Raymond de Portneuf, qui vont faire renaître l'idée devant aboutir, en 1926, à la création du village de Desbiens.

³⁰³ DSQ, 1901-1902, vol. 2, no 6, p. 237.

³⁰⁴ Ulric Barthe, « Saint-André L'Épouvante », *Le Progrès du Saguenay*, 5 sept. 1901.

³⁰⁵ Gouvernement du Québec, Service de l'arpentage, J-44.

³⁰⁶ « La paroisse de Desbiens, son historique », *Le Lac-Saint-Jean*, 19 juin 1958.

L'histoire de cette seconde entreprise est assez équivoque et force nous est d'admettre que nous connaissons très peu de chose sur ses débuts. Les études connues des Pépin, Blanchard et Minville sont assez silencieuses à ce sujet. Nous savons par contre qu'en 1920, les installations et les droits du pouvoir électrique de Saint-André sont récupérés par Lady Alstor (qui épousera le propriétaire du Montreal Star). En 1922, la propriétaire aménage l'usine, fonde la « Metabetchouan Sulphite and Power Ltd »³⁰⁷ et débute la production de pâte de sulfite en 1923.³⁰⁸ Ce procédé diffère de celui de la pâte mécanique parce qu'il exige, pour son traitement, l'utilisation d'un acide composé de soufre et de chaux combinés. L'acquisition du pouvoir électrique leur permettra d'assurer toute l'énergie nécessaire à ses opérations.³⁰⁹

De toutes les pulperies construites au cours du premier quart du siècle, la « Metabetchouan Sulphite and Power Ltd », sera la seule à survivre à la crise économique. En 1933 elle prend le nom de « News Pulp and Paper Co »³¹⁰ et en 1935 elle abandonne sa charte provinciale, demande une charte fédérale et reprend ses activités sous le nom de « St. Raymond Paper Ltd ». ³¹¹

- *La pulperie de Saint-Amédée*. Simultanément à l'essai infructueux de Saint-André, des hommes d'affaires de Roberval, avec à leur tête l'industriel B.A. Scott, décident de tenter leur chance sur la rivière Petite Péribonka. La « Compagnie de Pulpe de Péribonka » est constituée légalement le 16 octobre 1900 et réunit, au moment de son incorporation, un capital-actions de 30 000\$³¹², capital qui sera porté à 100 000\$ l'année suivante.³¹³ Les industriels sont assistés dans ce projet par un groupe de colons français attirés par la publicité de la Société de Rapatriement et de Colonisation du Lac-Saint-Jean. Le président de la pulperie, Thomas

³⁰⁷ *L'Annuaire des comtés de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean*, 1927, p. 345.

³⁰⁸ Josée Gauthier, *La ville de Desbiens et son pilier économique : l'usine de la Saint-Raymond*, travail d'étudiant présenté à l'automne 1983, UQAC.

³⁰⁹ *L'Annuaire des comtés...*, *op. cit.*, 1927, p. 345.

³¹⁰ Georges-Henri Létourneau, *Desbiens, Notes Historiques*, Document dactylographié, rédigé en 1935 et conservé à la SHS, fonds Mgr Victor Tremblay, dossier 115, pièce 2.

³¹¹ Josée Gauthier, *op. cit.*, p. 13.

³¹² *DSQ*, 1901-1902, vol. 2, no 6, pp. 220-221.

³¹³ *La Société de Rapatriement et de Colonisation...*, *op. cit.*, p. 45.

du Tremblay, est lui aussi un résident de Roberval et c'est lui qui supervisera les travaux de construction.

En 1901, l'édification de l'usine est terminée et la forêt s'est retirée peu à peu pour faire place à un petit village. À défaut d'une voie ferrée à proximité, les entrepreneurs ont l'avantage de disposer d'une importante réserve forestière et peuvent toujours utiliser le transport du bois et de la pulpe en établissant une liaison maritime régulière entre la rivière Péribonca et Roberval. L'outillage de l'usine comprend, en plus des neuf turbines, un monte-billots, un jeu de scies circulaires utilisées pour scier le bois en longueur, des machines à écorcer, quatre meules ainsi que quatre rouleaux. ³¹⁴

La « Compagnie de Pulpe de Péribonka » vivra elle aussi ses heures pénibles. Elle est liquidée en 1906 et les installations sont ravagées par un incendie, l'année suivante. Pour la remplacer, on met sur pied la « Compagnie de Pulpe de Dalmas ». Produisant à faible rendement de 1909 à 1917, elle passera aux mains de Price Brothers qui la fermera et récupérera ses réserves forestières.

- *La pulperie de Val-Jalbert*. Sans aucun doute la mieux connue, la « Compagnie de Pulpe Ouatouchuan », incorporée le 27 avril 1901 ³¹⁵, est due à l'esprit d'entreprise de Damase Jalbert, homme d'affaires jeannois qui possédait déjà une scierie au Lac-Bouchette. Pour mettre à terme son projet, Jalbert réussit à réunir un capital-actions de 150 000\$, somme à laquelle il souscrit lui-même un montant de 20 000\$. ³¹⁶ Lors de l'émission, quatre-vingts personnes s'approprient 1 198 actions : parmi tous ces gens nous retrouvons 6 médecins pour 66 actions, 17 marchands pour 615 actions, 30 cultivateurs pour 285 actions et 27 de professions diverses pour 232 actions. Plusieurs cultivateurs de l'endroit réussiront à payer leurs titres en travaillant à la construction du complexe industriel. ³¹⁷

³¹⁴ *Ibid.*, pp. 45-48. Voir aussi au sujet de la construction un texte publié dans le journal *Le Colon*, 5 octobre 1900.

³¹⁵ *DSQ*, 1902, vol. 2, no 6, (1901-1902), p. 233. L'édition du journal *Le Progrès du Saguenay*, en date du 28 août 1902, parle du 26 août 1901.

³¹⁶ ANQC, APG, 1.22.3.52b.

³¹⁷ Blais, Lavoie, Saint-Hilaire, *Programme d'interprétation historique du village de Val-Jalbert*, UQAC, août 1981, pp. 46-47.

La construction de l'usine qui sera située au pied de la chute de la rivière Ouatouchouane est entreprise au printemps 1901 et sera presque terminée au mois de décembre suivant. En terme technique, la bâtisse abritera neuf meules et tirera sa matière première de la forêt environnante. Au fil des ans, jusqu'à sa fermeture, en 1927, l'usine appartiendra à différents intérêts : en 1904 elle passe aux mains d'actionnaires américains et devient la « Ouatouchouan Falls Paper Company ». Cinq ans plus tard, en 1909, pour surmonter des problèmes financiers, elle passe aux mains de l'industriel J.-E.-A. Dubuc, qui l'intégrera au réseau de Chicoutimi. Essuyant des premières difficultés au cours de l'année 1924, l'usine est récupérée par une majorité d'hommes d'affaires francophones et passe aux mains, en 1925, de la compagnie « Quebec Pulp and Paper Mills Ltd ». N'étant pas en mesure de résister aux déboires financiers des nouveaux acheteurs et possédant un équipement vieillot, elle fermera définitivement ses portes le 13 août 1927. ³¹⁸

L'industrie de la pulpe avant 1927

[Retour à la table des matières](#)

L'épuisement des forêts des États-Unis, explique en partie, le regain d'intérêt envers les conifères du Québec qui avaient été jusque-là négligés par l'industrie forestière. À défaut de pin pour nourrir l'industrie de bois de sciage, on utilisera l'épinette pour répondre à la demande des marchés du papier de la Nouvelle-Angleterre, de New-York et de Chicago. En 1905, le bois de pulpe procure pour plus de 298 millions de dollars de revenus à la province de Québec, chiffre correspondant à 66% de la totalité des tarifs perçus sur toutes autres essences prélevées. ³¹⁹

Le premier quart du XX^e siècle se définit dans notre histoire comme la période de la mise en place des infrastructures devant permettre à la grande industrie de se déployer à travers le territoire. Le facteur-clé de ce développement repose, dans un premier temps, sur l'expérience désastreuse des pulperies et ce, malgré un démarrage si prometteur. Partout, au Saguenay et au Lac-Saint-Jean, l'hiver 1902-

³¹⁸ Bouchard, *Val-Jalbert...*, *op. cit.*

³¹⁹ Alex Girard, *La Province de Québec*, Dussault et Proulx, Québec, 1905, pp. 202-203.

1903 connaît en effet une activité forestière intense. Les chantiers tournent rondement dans toute la région et les plus gros sont opérés par la Compagnie de Pulppe Ouatouchouan et par la maison Price. Toute l'activité économique se ressent fortement de ce mini-boum forestier, la main-d'œuvre produit à plein rendement, les salaires augmentent, et en conséquence la position de l'ouvrier s'améliore considérablement. Les marchands, pour leur part, sont les premiers à bénéficier de cette prospérité subite et chacun en profite pour agrandir son commerce. ³²⁰

En 1905, les pulperies du Saguenay-Lac-Saint-Jean engagent plusieurs centaines d'hommes et leur capacité annuelle de production atteint cent-dix-neuf mille tonnes. Le tableau suivant nous permettra de les situer l'une par rapport à l'autre ³²¹ :

Capacité de production annuelle en 1905	
Chicoutimi	70 000 (par année)
Val-Jalbert	15 000
Desbiens	15 000
Jonquière	12 000
Saint-Amédée	9 000

Un fait intéressant est à noter, à l'exception de la pulperie de Jonquière, quatre [sic, voir la note 321 dans cette édition numérique. JMT.] de ces usines échappent à l'emprise de la maison Price. Après avoir tenté, mais sans succès, un rapprochement avec Dubuc, le jeune William Price, deuxième du nom, juge plus opportun de sortir de la région et de construire, vers 1900, deux pulperies : l'une à Montmagny,, l'autre à Beausejour près de Rimouski. Ne laissant aucunement pour

³²⁰ *Le Progrès du Saguenay*, 11 décembre 1902.

³²¹ A. Girard, *op. cit.*, pp. 124-125. Johnston (*op. cit.* p. 85) parle de production annuelle alors qu'il s'agit, en réalité, de capacité annuelle. Ces chiffres doivent être utilisés avec réserve car, jusqu'à preuve du contraire, l'usine de Desbiens n'est pas encore en activité. Il est possible que Girard ait retenu des données antérieures à l'année 1901 et aurait retenu les chiffres de l'usine de Saint-André.

compte le Saguenay, il revient à la charge et achète, en décembre 1901, la pulperie de Saint-Dominique de Jonquière où il décide de produire du carton. ³²²

L'acquisition de la pulperie de Jonquière par Price et les projets qu'il y nourrit marqueront le départ d'une compétition féroce entre les usines de la région ; chacun voyant sa survie dans la création d'une manufacture de papier en complément de sa pulperie.

Les premiers symptômes de cette guerre sans merci deviennent visibles, en 1904, lorsque les actions de l'usine de feu Darnase Jalbert passent aux mains de la « Ouiatchouan Falls Paper Company ». En effet, le nom que les nouveaux actionnaires donnent à leur entreprise trahit leurs intentions. À la production de la pulpe, ils veulent ajouter celle du papier. Malheureusement pour eux, dans ce vent de changement, les difficultés à surmonter vont se révéler pénibles au point de vue financier et retarder de ce fait les projets d'expansion. Le moulin est bien construit, le pouvoir d'eau est suffisant, les limites forestières riches et facilement exploitables. Ce qui manque c'est le capital et « *à défaut de capital, une organisation financière pour en trouver à l'étranger.* » ³²³

Ce qui fait la faiblesse de l'un fera par contre la force de l'autre. Alors que l'insuffisance de capital provoque presque la faillite de la Compagnie, la majorité des actions de la « Ouiatchouan Falls Paper Company » passe entre les mains de Dubuc et vient grossir la capacité des installations de Chicoutimi. Dubuc ne sera pas plus en mesure de réunir les capitaux nécessaires pour entreprendre la phase de la fabrication du papier. C'est William Price, grâce à sa capacité de financement, qui réussira cette percée, en installant, en 1909, dans son usine de Jonquière, une machine à papier. Le succès est si vif qu'il entreprendra aussitôt la construction d'un nouveau moulin. ³²⁴

La rivière aux Sables, avec sa capacité de 33 000 HP, permettra à Price d'envisager une forte expansion. Celui-ci y ajoutera l'énergie tirée de sa nouvelle centrale de Chicoutimi (10 500 HP), ainsi que celles de la Chute aux Galets

³²² Michel Guérin, *Évolution spatiale de la maison Price au Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Mémoire de Baccalauréat, Module de Géographie, UQAC, 1979, pp. 66-67.

³²³ *Le Progrès du Saguenay*, 17 octobre 1907.

³²⁴ Marius Boivin, « *Histoire de l'industrie au Saguenay et au Lac-Saint-Jean* », dans *Le Colon*, 20 mai 1936.

(17 600 HP) et de la Chute Murdock (10 800 HP). Réunissant après coup une capacité de près de 72 000 HP, détenant des réserves forestières importantes et profitant du port de Chicoutimi pour lui ouvrir la porte de l'approvisionnement en charbon et lui donnant accès aux marchés extérieurs, il entreprend la construction de l'usine « Kénogami ». Celle-ci sera en mesure de tourner au mois de janvier 1913. ³²⁵

Aux lendemains de la Grande Guerre, l'industrie papetière passe sa première crise, marquée principalement par une hausse de la production et une baisse des achats. Cette période d'austérité permet à Price de se débarrasser de ses concurrents les plus vulnérables en les absorbant tout simplement. C'est ainsi qu'en 1917 il ajoute une quatrième machine à papier à son usine de Kénogami et achète la pulperie de Saint-Amédée. Au lieu de porter la production de cette dernière usine à 70 tonnes comme prévu, Price décide tout simplement de la fermer et de récupérer les vastes réserves forestières de la Péribonca. ³²⁶

De son côté, Dubuc tente d'améliorer la capacité financière et administrative de ses entreprises tributaires en fondant, en 1919, la Compagnie de Pulpe et de Pouvoirs d'Eau du Saguenay qui s'occupera de la gestion des opérations des diverses sociétés sur laquelle elle a la mainmise, en sa qualité de propriétaire de la presque totalité du capital-actions et au moins la majeure partie des obligations de ses filiales. ³²⁷

Avec le regroupement de 1919, l'organisation de Dubuc commence à ressembler à un véritable empire de la pulpe, colosse au pied d'argile dont l'axe principal reste Chicoutimi. En 1922, alors qu'un groupe d'industriels anglophones construisent l'usine de Desbiens, Dubuc décroche un contrat substantiel d'un million de tonnes de pulpe et de 450 mille tonnes de sulfite de pulpe. Cette importante commande le pousse à émettre une série d'actions totalisant près de 3\$ millions, obligations garanties à même le contrat londonien qui s'échelonne sur une durée de dix ans. Profitant de la situation, Price Brothers se porte acquéreur de la moitié de ces obligations. Ce coup de théâtre lui permet d'entrer au conseil d'administration

³²⁵ R. Blanchard, *L'Est du Canada...*, op. cit., p. 97.

³²⁶ M. Boivin, op. cit.

³²⁷ *Annuaire des Comtés de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean*, 1927, p. 339.

de la Compagnie de Pulpe et de Pouvoirs d'Eau du Saguenay et d'exiger la démission de Dubuc. ³²⁸

Les déboires de l'usine de Val-Jalbert ne s'arrêteront pas à la prise de contrôle par Price ; la décennie 1920 sera déterminante car elle lui permettra d'assumer graduellement le leadership de la fabrication du papier dans toute la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Au cours de ces années difficiles l'industrie papetière se réajuste et redéfinit son mode d'intervention.

En 1922, l'usine de la Ha ! Ha ! Bay Sulphite, construite quatre ans auparavant par Dubuc, à l'embouchure de la rivière à Mars, est mise en faillite puis achetée, en 1926, par le groupe Port-Alfred Pulp and Paper Corporation. ³²⁹ Alors que Price de son côté, avec ses usines de Kénogami et de Jonquière, devient le plus gros producteur canadien de papier-journal, et alors que la « St Lawrence Corp. » entreprend la construction de sa papeterie au confluent des rivières Mistassibi et Mistassini, l'ancien empire Dubuc continue de s'écrouler ; les moteurs des usines de Val-Jalbert cessent définitivement de tourner en 1927 et en 1930 c'est au tour de l'usine de Chicoutimi d'arrêter ses machines.

Le tableau suivant nous démontre l'importance relative des usines de la région, au moment de la fermeture de la pulperie de Val-Jalbert. ³³⁰ Pour le Lac-Saint-Jean, seule Desbiens réussit à se maintenir et cette situation est probablement due à sa vitesse de croisière déjà au ralenti. L'avenir prochain appartiendra surtout aux usines de Riverbend et de Dolbeau.

³²⁸ *Le Colon*, 23 mars 1922.

³²⁹ Marcel Côté, « *La forêt dans l'économie de la région du Saguenay* », dans *Actualité Économique*, juillet-septembre 1961, pp. 313-314.

³³⁰ P.-Y. Pépin, *op. cit.*, p. 80.

**Capacité de production des usines de pâte et papier en 1927
(en tonnes)**

	Papier-journal	Carton	Pâte	
Chicoutimi			300	(mécanique)
Desbiens			40	(chimique)
Dolbeau	300			
Jonquière	30	20	60	(mécanique)
Kénogami	500	25		
Port-Alfred	500			
Val-Jalbert			110	
Riverbend	500			

Construction des premiers barrages

[Retour à la table des matières](#)

La décennie vingt ne constitue pas seulement, pour les pulperies et les papeteries une époque de changements brutaux. En raison d'une conjoncture économique, sociale et politique tout à fait particulière, ces années connaissent aussi de profonds bouleversements, dont les conséquences ne pourront être évaluées qu'à long terme.

À l'échelon national, il faut se rappeler que c'est Alexandre Taschereau qui dirige la province de 1920 à 1936. Il entreprend son premier mandat au moment où l'agriculture souffre d'un malaise important. Pour contrer les effets de cette crise, Taschereau met au point son plan de développement des ressources hydro-électriques, minières, forestières et autres et il n'hésite pas à favoriser la société industrielle au détriment de la société rurale. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean sera directement impliquée dans ce nouveau courant. Ses énormes possibilités, particulièrement en matière hydro-électrique, favoriseront l'arrivée de capitaux étrangers importants qui dicteront la voie à suivre.

³³¹ Riverbend entre en production en 1929.

Nous savons que le lac Saint-Jean draine un bassin de 30 000 milles carrés et qu'il a un débit régularisé de 42 500 pieds cubes à la seconde à son embouchure. Depuis le lac jusqu'à 50 kilomètres en aval du Saguenay, une importante dépression de 95 mètres rend possible l'édification de centrales hydro-électriques importantes.

Très tôt, bien avant les tragiques événements qui vont être à l'origine d'un conflit mémorable, l'énorme potentiel que constitue le lac Saint-Jean va attirer la convoitise de bien des industriels. Dès le début du siècle, des hommes d'affaires tels B.A. Scott, L.T. Haggins, William Price et James B. Duke entreprennent tour à tour des travaux préliminaires pour exploiter des pouvoirs électriques à partir de la Grande Décharge. Le 8 avril 1914 notamment, un arrêté ministériel permet à la nouvelle compagnie « Quebec Development » d'ériger un barrage à cet endroit et d'élever le niveau du lac, moyennant « *l'obligation de payer aux propriétaires riverains les dommages que ces travaux pouvaient leur causer* ». ³³² Comme nous venons de le voir, ceci permettra à la compagnie Price Brothers d'envisager la construction d'une autre usine à Riverbend et de l'alimenter à partir de l'énergie produite.

Sans attendre, la compagnie « Quebec Development » procède à l'expropriation de terrains avoisinant la Grande Décharge, débute les travaux préliminaires et envisage même de prolonger une branche de chemin de fer vers Alma. À ce moment, la population riveraine perçoit très mal les enjeux et seules quelques rares municipalités semblent vouloir contester. Saint-Méthode par exemple, qui croit à l'imminence d'une inondation provoquée par le barrage, s'oppose au projet, au début.

Contrairement à la conclusion apportée par l'historien Victor Tremblay, même si un comité de défense et de contestation dirigé par son père, Onésime Tremblay, prend forme en 1915 ³³³, une partie importante de la population du Lac-Saint-Jean adopte une attitude conciliante. Même plus, certains documents nouveaux laissent croire que le mouvement d'Onésime Tremblay dont nous traiterons les conséquences et la conclusion dans le prochain chapitre, ne recevra pas, du moins avant les événements de 1926, l'assentiment populaire.

³³² *Le Devoir*, 21 août 1925.

³³³ V. Tremblay, *La tragédie du Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, 1979, pp. 10-27.

De 1916 à 1922, en raison principalement de la Première Guerre mondiale, la « Quebec Development » n'est pas en mesure de donner suite à son projet. Loin de plaire, cette inactivité tant désirée par les détracteurs pousse certaines municipalités à exiger, au mois d'août 1922, du Gouvernement Taschereau « *avec toute l'énergie dont il est capable de faire des instances auprès de la dite compagnie pour qu'elle commence incessamment les travaux nécessaires à l'exploitation de la Grande Décharge ou de lui aider pécuniairement comme il l'a fait pour les rivières St-Maurice et St-François* ». ³³⁴

Les pressions sont énergiques et se veulent l'expression d'une stratégie bien orchestrée puisque plusieurs municipalités adoptent textuellement la même résolution. Dans la paroisse de Saint-Jérôme, lieu de résidence du contestataire Tremblay, dans cette localité toute indiquée où nous serions en mesure de voir une telle requête renversée catégoriquement, les dirigeants se prononcent unanimement, le 7 août 1922, en faveur de l'édification du barrage. Les raisons évoquées sont claires : les énormes besoins d'électricité, le développement de l'industrie régionale, le parachèvement de la route autour du lac et le développement de nombreuses paroisses à l'Ouest et au Nord du lac Saint-Jean justifient cette position. Les proposeurs vont même jusqu'à qualifier le manque de dynamisme dans ce dossier de « *préjudiciable aux intérêts de la région* ». ³³⁵

Les journaux aussi emboîtent le pas et leur prise de position ne porte aucun doute sur un assentiment, sinon total du moins généralisé. ³³⁶ L'éditorial du journal *Le Colon*, en date du 14 septembre 1922 enlève toute équivoque quant à la volonté populaire. En fait, pour être plus exact ce sont « *tous les conseils municipaux du comté du Lac-Saint-Jean* », sans exception, (appuyés naturellement par plusieurs conseils du Saguenay) qui signent le mémoire et se rendent même en délégation à Québec pour demander l'appui du gouvernement Taschereau.

À la faveur de ces pressions, le 22 décembre 1922, le gouvernement accorde à la « Quebec Development » le droit d'ériger un barrage au lac Saint-Jean, aux coûts de 10\$ millions, et cette somme sera investie dans un délai de cinq ans. La convention concède aux intéressés le privilège de relever le niveau du lac jusqu'au

³³⁴ *Délibérations de la paroisse de Saint-Jérôme*, vol. 5, pp. 147-148.

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ *Le Colon*, 24 août 1926.

point de 17,5 de l'échelle d'étiage de Roberval, avec la notice cependant que ce privilège ne sera exercé que deux ans après le parachèvement des travaux. Sans perdre de temps la construction débute, une voie de chemin de fer relie la station d'Hébertville au site du chantier et trois ponts d'acier enjambent la Petite et la Grande Décharge.

Les travaux nécessiteront l'investissement de capitaux de l'ordre de 12 millions de dollars. La capacité du pouvoir de la Grande Décharge est phénoménale ; la Compagnie pourra retirer de sa première phase une énergie de 200 000 HP, énergie qui ne représente en réalité que 20% des capacités réelles de cette seule rivière. Les usines électriques qui seront construites à la suite de ce barrage commanderont, pour leur part, un investissement de 30 000 000\$. ³³⁷ Jamais au Saguenay-Lac-Saint-Jean on aura pu imaginer un tel chantier.

En 1925, la « Duke-Price » qui succède à la « Quebec Development » transfère la moitié de ses actions à un nouveau géant de l'industrie, « l'Aluminum Company of America » (ALCOA). Cette dernière, pour réaliser ses usines à Arvida, compte emmagasiner les eaux du lac jusqu'au niveau critique de 17,5. N'attendant pas les délais fixés, la Compagnie Duke-Price réussit à faire supprimer la clause du 24 mois de délai et nous savons la suite...

Au printemps 1926, « l'Aluminum Company » achète les actions de la Compagnie Duke-Price et devient seule propriétaire des forces hydrauliques de la Grande Décharge. Celle-ci est appuyée par trois banques qui achètent pour 37 millions de dollars d'actions ; il y a là la Guaranty Trust Co., la Bankers Trust Co. et l'Union Trust Co. de Pittsburgh. ³³⁸ Au cours de cette même année 1926, la troisième plus grande usine électrique de l'Amérique s'élève à la Grande Décharge, sur l'Île Maligne. La canalisation des eaux nécessitera l'érection de huit barrages qui produiront dès leur mise en marche 540 000 HP et propulseront tout le Royaume du Saguenay dans une véritable révolution industrielle. ³³⁹

³³⁷ *Le Colon*, 14 décembre 1922.

³³⁸ *Le Colon*, 29 avril 1926.

³³⁹ Pour connaître le réseau des usines et des barrages en 1926, le lecteur pourra consulter le texte « *La Grande-Décharge et l'Île Maligne.—Un coup de maître du génie civil* », dans *Le Colon*, 12 et 19 août 1926.

De son côté, à Riverbend, près d'Île Maligne, la Compagnie Price Brothers en a profité pour construire son usine de pâte à papier où elle utilisera les 200 000 HP qu'elle s'était réservée. Sur l'Île d'Alma, les maisons poussent comme des champignons et l'usine de Kénogami est agrandie. À cinq kilomètres de là, les projets de « l'Aluminium Limited » commencent à faire surgir de terre les premières maisons de la future ville d'Arvida, où habiteront dans un avenir prévisible une population d'au moins 25 mille habitants. La Compagnie va de l'avant, achète des terrains, devient propriétaire du chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha ! et entreprend la construction de son usine hydro-électrique de la Chute-à-Caron qui aura une force potentielle de 900 000 HP, et cette énergie phénoménale sera affectée à la production de l'aluminium. ³⁴⁰

Poursuite de la marche du peuplement

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'ensemble, la marche du peuplement, au cours de ce quart de siècle, est caractérisée par un appui officiel et systématique du gouvernement, appui qui va permettre de contrôler la tendance à la baisse. Il est important de noter toutefois que ce ralentissement, par rapport à la période précédente, est moins important au Lac-Saint-Jean qu'au Saguenay et varie selon les années. Les récentes études publiées par l'équipe SOREP, dirigée par le chercheur Gérard Bouchard, ont réussi à établir un profil assez juste de cette marche du peuplement. « Jusqu'en 1930, le peuplement évoluera nettement en faveur de la sous-région du Lac-Saint-Jean, où les orientations spatiales de la période précédente se confirment, les paroisses et missions nouvelles se concentrant vers le nord. » ³⁴¹ Sur le plan démographique, ces mêmes analyses indiquent que cette période est de loin la plus dynamique, alors que plusieurs paroisses, notamment celles situées entre Chicoutimi et Alma et celles du Nord-Ouest du Lac-Saint-Jean, enregistrent un taux de croissance de 3,1%. ³⁴²

³⁴⁰ *Le Colon*, 8 juillet 1926.

³⁴¹ Gérard Bouchard, « *Le peuplement blanc* », dans Simard, Pouyez et Lavoie, *op. cit.*, pp. 143.

³⁴² *Ibid.*, pp. 143-164.

Pour bien comprendre le contexte général de la colonisation au début du siècle et le rôle plus actif que désire jouer le gouvernement en cette matière, nous nous devons de rappeler que l'année 1902 voit l'instauration de la nouvelle politique de réserve des lots. Cette politique qui vise avant tout à éviter l'éparpillement des colons en privilégiant l'ouverture des chemins donne au ministre de la Colonisation un contrôle presque absolu sur toutes les régions nouvelles, dont celles du Lac-Saint-Jean. C'est dans l'esprit de cette nouvelle loi que la réserve de Péribonka (Dalmas) est créée.³⁴³ Autre élément, non moins important, pour ajouter à notre contexte, est l'éternel problème des spéculateurs qui constituent toujours un obstacle à la colonisation. Depuis la mise en vigueur de la politique de réserve des lots, cette façon de s'accaparer le territoire apparaît encore plus inacceptable.

En 1904, le cabinet Parent désire régler une fois pour toute cette épineuse question et décide d'instituer une Commission de Colonisation qui aura à siéger à Hull et au Lac-Saint-Jean. Le nombre des spéculateurs sur les lots du gouvernement apparaît alors comme un véritable fléau. Dans le cas du Lac-Saint-Jean, les gens qui font ce commerce honteux sont monnaie courante et l'extrait du texte suivant nous permettra de mieux saisir l'enjeu.

* * *

« Les gens — et ils sont nombreux — qui font le commerce des lots se tiennent au courant : quand ils découvrent qu'un canton ou une partie de canton va être favorisée par l'ouverture d'un chemin ou d'autres travaux de nature à donner plus de valeur aux terrains, de suite, ils s'emparent des lots destinés à bénéficier de ces avantages, y font quelques améliorations pour se protéger contre la cancellation et attendent le cours des événements pour réaliser les profits sur lesquels ils comptent. Quand les colons sérieux, venant d'Europe, des États-Unis et des vieilles paroisses arrivent pour prendre des lots situés le long de chemins déjà ouverts, ils constatent que tous les meilleurs et les plus avantageux sont détenus par des gens de la localité qui ne consentent à s'en départir que moyennant plantureuse considération... »³⁴⁴

* * *

³⁴³ J.-E. Garon, *op. cit.*, p. 68.

³⁴⁴ *Rapport de la Commission de Colonisation de la Province de Québec*, 1904.

Le canton Girard, au Nord d'Albanel, qui vient alors à peine d'être arpenté et livré à la colonisation, est un exemple frappant de cette pratique condamnable ; la Commission établit qu'en 1904 la plupart des lots sont pris par des gens de Normandin. Plus à l'Est, la jeune colonie de Saint-Édouard de Péribonka se trouve également freinée par plusieurs propriétaires qui enlèvent toute chance à la colonisation de prendre son envol. ³⁴⁵ S'ajoutent à ce problème les ratés enregistrés par la Société de Rapatriement et de Colonisation du Lac-Saint-Jean qui constate, sans pouvoir y remédier, que bon nombre de Franco-Américains rapatriés à grand frais abandonnent leurs lots et retournent dans le Sud. ³⁴⁶ La création du ministère de la Colonisation, en 1905, et l'adoption d'une résolution en vue de canaliser méthodiquement les efforts de la colonisation ³⁴⁷ réussissent finalement à donner au gouvernement suffisamment d'efficacité pour limiter l'action des spéculateurs.

Les interventions gouvernementales en matière de colonisation, au cours de cette première décennie du XX^e siècle auront permis à la marche du peuplement de conserver une certaine allure. De 1901 à 1914, la poussée colonisatrice est particulièrement forte dans les contrées de l'arrière-pays. C'est à cette époque que naissent les paroisses de Saint-Thomas-Didyme, Saint-Augustin, Sainte-Monique, Larouche et Girardville. Les paroisses de Bégin, Saint-Léon et Sainte-Jeanne-d'Arc, pour leur part, devront attendre après les hostilités pour voir arriver leurs premières familles de colons.

Entre 1914 et 1922, on pourrait presque parler de période creuse de la colonisation. Il est difficile cependant d'avancer des chiffres sérieux car la population, au cours de ces années, paraît instable ; elle est tiraillée d'une part par les effets mobilisateurs de la guerre et, d'autre part, semble incertaine quant à la réalisation des grands travaux. D'ailleurs, les prochaines dispositions législatives du gouvernement ³⁴⁸ et la propagande consécutive vantant les douceurs du « retour à la

³⁴⁵ *Ibid.*

³⁴⁶ R.-G. Leblanc, *op. cit.*, pp. 392-393.

³⁴⁷ Cette résolution a été adoptée lors du congrès de Saint-Jérôme, tenu les 21, 22 et 23 novembre 1905. Garon, *op. cit.*, p. 68.

³⁴⁸ La loi du 19 mars 1921 (11 Geo. V, Chap. 43) qui modifie celle de 1909 (9 Ed VII, Chap. 29, 30), accorde au ministre de la Colonisation, les droits relatifs à la vente des terres publiques propres à l'agriculture. Entre autres dispositions, elle interdit à toutes personnes occupant une charge liée à la colonisation d'acheter ni de vendre des terres vouées à la colonisation.

terre » tendent à indiquer, sauf pour la région de l'Abitibi, que c'est à l'échelon provincial que la colonisation enregistre des ratés au cours de ces années. Pour mieux situer l'avance de la colonisation au Lac-Saint-Jean signalons seulement que de 1912 à 1922, 18 paroisses ont été créées en Abitibi, 12 au Lac-Saint-Jean, 12 à Rimouski, 10 au Sud-Est de Québec, 9 au Nord de Montréal et 3 au Témiscamingue. ³⁴⁹

La législation de 1921 qui s'étend rétroactivement aux terres déjà concédées, permet de détacher du domaine de la forêt toutes les terres arables qui doivent être consacrées à l'agriculture. Les effets de cette disposition se feront sentir autant au niveau du colon qu'à celui de l'entrepreneur forestier. Pour l'un, à partir de maintenant le colon est maître chez lui et le concessionnaire de réserves forestières n'a plus le privilège de venir y prendre le bois. Pour l'autre, l'industrie forestière y trouve également son profit car de leur côté, les colons ne peuvent plus s'établir sur les territoires forestiers. ³⁵⁰

La séparation du domaine forestier du domaine de la colonisation était rendue impérieuse et le ministre de la Colonisation se proposait une expansion vigoureuse des activités de son service. En cette période d'après guerre, il fallait à tout prix canaliser le surplus de la main-d'œuvre enlevée à la terre pour répondre aux besoins de l'industrie de guerre et lui redonner le goût de l'agriculture. La promulgation de la loi signale le départ d'une nouvelle poussée d'immigration un peu partout à travers le Québec ; les deux plus importantes régions étant encore par ordre de grandeur l'Abitibi et le Lac-Saint-Jean. Dans cette dernière c'est surtout dans les contrées situées au Nord-Est du lac, dans les cantons Dalmas, Dolbeau et Girard que l'on se dirige de préférence. ³⁵¹

« Emparons-nous du sol » et « restons chez-nous » clament à nouveau les journaux en première page et reprenant en gros les thèmes des années 1890, véhiculés avec émotion par les apôtres de la colonisation bien décidés à faire comprendre une fois pour toute que c'est dans les valeurs de la terre, de la famille et de la foi catholique que se trouve le seul salut des Fils de la Patrie. Mais, contrai-

³⁴⁹ George Vattier, *Esquisse historique de la colonisation...*, op. cit., p. 47.

³⁵⁰ « Ce plan de colonisation », dans *Le Colon*, 7 avril 1921.

³⁵¹ « Rapport d'Ivanhoé Caron au Ministre de la Colonisation, 30 juin 1921 », *DSQ.*, 1922, vol. 2, p. 292.

rement à la région de l'Abitibi qui vit un boum sans précédent, la colonisation dans la région du Lac-Saint-Jean se heurte à la prospérité subite qu'engendrent les grands travaux des barrages au niveau de l'Île d'Alma. Faire de la colonisation dans de telles circonstances n'est pas chose facile, explique l'abbé Jean Bergeron au Ministre de la Colonisation dans son rapport de 1924. « *Il se fait ici tant de travaux de toutes sortes, - écrit-il - il y a d'un côté tant d'argent à gagner, et de l'autre côté, tant de gênes provenant des folies qu'on a faites pendant les années de guerre et d'après guerre, que bon nombre de gens, sans renoncer à la « Grande Amie » [l'agriculture] la quittent, temporairement, pour aller récolter chaque samedi de l'argent sonnante.* » ³⁵²

En fait, la poussée d'industrialisation aura non seulement des incidences directes sur la marche du peuplement et la colonisation, elle en aura aussi sur la transformation du tissu social et économique et sur la transformation subite du panorama visuel ; les cheminées des usines de Dolbeau et d'Alma disputant l'horizon aux clochers des églises.

En 1926, à l'exception de quelques rares paroisses qui accusent une faible augmentation de leur population, on assiste à une remise en question profonde des centres actifs du peuplement : le secteur acculé au contrefort des Laurentides ne progresse aucunement ; celui qui s'étend entre Saint-Thomas-Didyme et Sainte-Monique, enregistre une faible augmentation de sa population, augmentation qui s'explique d'une certaine façon par la construction du chemin de fer entre Roberval et Dolbeau et par les travaux de l'usine de Dolbeau ; celui entre Hébertville et Saint-Henri-de-Taillon, profitant des énormes retombées des travaux autour d'Alma, connaît une augmentation soutenue de sa population. ³⁵³

³⁵² DSQ, 1924, p. 332.

³⁵³ « Rapport du missionnaire colonisateur au Ministre de la Colonisation, 25 septembre 1926 », DSQ., 1927, vol. 1, pp. 256-271.

**État de la colonisation dans les paroisses
actives du Lac-Saint-Jean, en 1926 ³⁵⁴**

Saint-Thomas-Didyme :	augmentation de 89 âmes
Girardville :	population agricole stable
Mistassini :	augmentation de 100 âmes
Sainte-Jeanne-d'Arc :	population agricole stable
Saint-Augustin :	augmentation de 18 âmes
Sainte-Hedwidge :	augmentation de 12 âmes
Sainte-Monique :	population agricole stable
L'Ascension :	population agricole stable
Saint-Méthode :	augmentation de 20 âmes
Notre-Dame-de-la-Doré :	augmentation de 89 âmes
Saint-André :	population agricole stable
Saint-François-de-Sales :	perte de 19 âmes
Lac-Bouchette :	population agricole stable
Saint-Gédéon :	augmentation de 100 âmes
Hébertville :	augmentation de 68 âmes
Saint-Léon :	augmentation de 73 âmes
Saint-Nazaire :	augmentation de 106 âmes
Bégin :	baisse faible de la population
Saint-Ambroise :	population agricole stable
Saint-Charles :	population agricole stable
Larouche :	augmentation de 12 âmes

En tout et partout, malgré la forte propagande agriculturiste des curés et des missionnaires, le comté du Lac-Saint-Jean aura perdu, au cours de la seule année 1925-1926, 64 familles agricoles (1,7%). Celles-ci auront préféré abandonner leur terre pour rejoindre leurs compatriotes qui se sont déplacés dans les chantiers de la « Quebec Development ». ³⁵⁵

³⁵⁴ *Ibid.*

³⁵⁵ *Ibid.*

Fig. 24.

Culture maraîchère, à Saint-Gédéon.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-31.1.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 25.

Une « terre de roches », à Sain-François-de-Sales.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-18.20.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 26.

Une ferme traditionnelle, construite en bordure de la voie ferrée,
à Saint-François-de-Sales. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-19.5.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 27.

Le moulin à scie de Maurice Petit, sur les bords de la rivière Ticouapé,
à Saint-Edmond-les-Plaines. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-32.18.

[Retour à la table des matières](#)

L'Agriculture

[Retour à la table des matières](#)

L'espoir de se voir reconnaître un jour comme le grenier de la province aura été de courte durée. Le premier quart du XX^e siècle sera plutôt celui des désillusions et c'est sans trop de brutalité que l'on prendra connaissance des limites de l'agriculture et d'une prospérité somme toute assez fragile. La propagande du ministère de la Colonisation quant aux performances agricoles de la région, au début de la seconde décennie, se veut plutôt prudente et ne manque aucunement de signaler « l'exagération » ³⁵⁶ de ces espérances passées.

Grâce à la conjoncture internationale, le Pays du Lac-Saint-Jean aura l'occasion, de 1901 à 1927, d'améliorer substantiellement son économie. Face à l'arrivée de la grande industrie qui redéfinit les règles du peuplement et remet en question les rôles et l'importance des municipalités-mères, il aura aussi l'opportunité de réajuster sa vocation jusqu'alors strictement agricole. Qu'on le veuille ou non, la construction des premières pulperies, l'édification des grands barrages, l'arrivée de l'ALCAN et la construction des usines papetières bouleverseront la tradition agricuturiste des lieux et même si le Pays du Lac-Saint-Jean reste rural dans l'âme et dans les faits, il n'en demeure pas moins que les axes de développement subissent une certaine mutation.

Certes, au début du siècle, le phénomène d'urbanisation, s'il en eut un, n'est pratiquement pas perceptible et personne n'ose contester le leadership de Roberval comme centre de service et même comme capitale. À partir de la décennie vingt, on commence à sentir une remise en question de ce leadership et on peut même déceler les futurs centres dynamiques : au Sud, les villages d'Hébertville et de Saint-Jérôme s'urbanisent peu à peu et se concurrencent déjà ; vers le Nord-Ouest, Roberval doit se méfier de plus en plus de ses voisines, Chambord et Saint-Félicien ; vers le Nord en descendant vers l'Est, on ne sait pas encore qui de Mis-

³⁵⁶ Alfred Pelland, *Le Lac-Saint-Jean, ses ressources, ses progrès et son avenir*, Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, Québec, 1911, p. 50.

tassini ou de Dolbeau l'emportera ; vers l'Est, enfin, la localisation des barrages et des grandes usines sont en train de faire naître un conglomerat de nouvelles paroisses destinées à former une ou plusieurs municipalités fortement urbanisées, Où l'agriculture jouera un rôle de second plan.

Même si nous constatons une nette amélioration des pratiques agricoles au fil des ans, les cultivateurs auront peine à se défaire des vieilles habitudes importées de leurs paroisses d'origine ; en plus du problème naturel de l'égouttement des sols, il y a celui de la rotation des cultures. ³⁵⁷ Malgré cela, le Lac-Saint-Jean n'en constitue pas moins, en 1910, une des bonnes régions agricoles du Québec. Sur le plan des cultures, c'est l'avoine et le blé qui viennent en tête de liste et qui distancent loin derrière, l'orge, les pois, le sarrazin et le seigle. ³⁵⁸ De façon générale, la culture que l'on y pratique ne diffère pas des autres parties de l'Est du Canada français... « *Céréales, prairies fauchées, prairies pâturées, forment l'essentiel des cultures occupant les terres exploitées, avec quelques champs plus petits de pois et de pommes de terre.* » ³⁵⁹

Entre 1891 et 1921 la marche du peuplement s'est étendue sur tout le pourtour du lac. Toutes les terres de la partie lacustre ont donc trouvé preneurs et les limites de l'écoumène agricole ont été atteintes. D'autre part, les colons de la fin du siècle, peu soucieux des techniques d'amélioration des sols, ont été remplacés par des agriculteurs plus au faite des nouvelles méthodes.

³⁵⁷ A. Pelland, *op. cit.*, p. 51.

³⁵⁸ Hormidas Magnan, *La région du Lac-Saint-Jean, terre à coloniser*, etc., Département de la Colonisation, Québec, 1916, p. 6.

³⁵⁹ R. Blanchard, *L'Est...*, *op. cit.*, p. 125.

**Progression de l'agriculture au Lac-Saint-Jean
entre 1911 et 1921 ³⁶⁰**

	1911	1921	Aug	%
Superficie des municipalités	473 441	876 370	402 929	85
Terres de 10 acres et plus	3 060	3 386	326	11
Blé	6 499	10 328	3 829	59
Avoine	25 325	67 793	42 468	167
Pois	3 284	5 015	1 731	53
Foin	60 073	86 180	26 107	43
Pommes de terre	2 792	5 237	2 445	88
Chevaux	7 393	10 025	2 632	36
Vaches	19 607	34 392	14 785	75
Autres bêtes à cornes	18 639	29 976	11 337	61
Moutons	25 256	45 431	20 175	81
Porcs	26 055	42 848	16 793	65
<hr/>				
Fromage (prix moyen de vente)	17¢ lbs			
Livres vendues	7 407 784			
Valeurs des ventes	1 164 010 \$			

Notre tableau ne comprend pas toute la production agricole de l'époque. Nous pourrions aussi y ajouter le lin ainsi que la culture des potagers car les cultivateurs attachent énormément d'intérêt au jardinage ordinaire : choux, navets, carottes, etc., poussent à merveille, à l'exception peut-être du maïs qui lève peu et des pommes qui sont peu cultivées. En 1914, les chiffres relevés directement par la compagnie du chemin de fer démontrent que c'est d'abord et avant tout le beurre

³⁶⁰ Les chiffres de 1911 sont tirés du recensement et ceux de 1921 proviennent de l'enquête effectuée par E. Marquis, Chef du Département des Statistiques. Toutes ces données ont été publiées dans *Le Colon*, 14 septembre 1922, « *Conférence de M. Marquis* ». Nous tenons enfin à préciser que tous ces chiffres sont présentés surtout pour donner une idée de la progression des différents secteurs de l'agriculture. Les données isolées devront être utilisées avec prudence.

et le fromage qui constituent le principal produit d'exportation : on en a expédié 2 101 tonnes. ³⁶¹

À partir des années vingt l'effritement des marchés et l'utilisation de mauvaises techniques de transformation du lait entraînent l'industrie laitière canadienne dans une période de déclin. En 1919, malgré la baisse des marchés et la diminution provinciale du nombre de fabriques, le comté Lac-Saint-Jean compte 79 fabriques de fromage et celles-ci ont traité 44 782 605 livres de lait (représentant un chiffre d'affaires de 1 119 217\$). À ce nombre il faut aussi ajouter 20 fabriques combinées (beurre et fromage) qui ont produit pour 357 613\$ de fromage et 60 059\$ de beurre, ce qui donne un grand total de 1 536 889\$. Le poids total des exportations vers Montréal (pour l'année 1918) se chiffre à 2 844 tonnes de beurre et de fromage. ³⁶²

Comparativement aux 2 001 tonnes exportées vers ces mêmes marchés en 1914, nous avons une croissance réelle des exportations de l'ordre de 42%. ³⁶³ Maintenant, pour ce qui est des surplus de production enregistrés au cours des années vingt, les producteurs pourront profiter de la croissance du marché intérieur ; particulièrement redevable à la poussée d'industrialisation et à l'urbanisation des villes entre l'Île d'Alma et la Grande-Baie, sans parler des milliers de travailleurs émigrés dans les chantiers qu'il faut ravitailler l'hiver. ³⁶⁴

Nous ne pouvons passer sous silence la récolte annuelle des bleuets qui constitue à cette époque une importante ressource, principalement pour les colons fraîchement installés et pour les agriculteurs à faibles revenus. Cette industrie commence à devenir importante après le feu de 1870 qui a, semble-t-il, favorisé considérablement la croissance des récoltes. Au début du siècle, à chaque été, plus de 3 000 cueilleurs prennent d'assaut les lieux de cueillette et pendant le mois d'août, des centaines de tentes servent de logis temporaires aux familles des pa-

³⁶¹ J.A. Dresser, *Étude d'une partie.... op. cit.*, p. 16.

³⁶² « L'industrie laitière ; discours prononcé par M. Moreau, député du Lac-Saint-Jean au Parlement de Québec », *Le Colon*, 17 mars 1921.

³⁶³ Dresser, *Étude...., op. cit.*, p. 16. Nous devons noter que les chiffres publiés dans le journal *Le Colon*, incluent aussi les exportations vers Québec.

³⁶⁴ R. Blanchard, *L'Agriculture..., (Le Progrès du Saguenay) op. cit.*

roisses environnantes. Les plus nombreuses peuvent gagner bon an mal an environ 400\$ et les cueillettes totalisent entre 100 000\$ et 120 000\$. ³⁶⁵

Au début, Bagotville détient le monopole des exportations, mais après 1888, le chemin de fer déplace le centre vers Roberval, où on remplit à chaque été entre 115 et 150 wagons. ³⁶⁶ En 1914, les marchés de Montréal reçoivent environ 380 tonnes de « manne bleue » en provenance du Lac-Saint-Jean et Roberval en expédie à elle seule 77% (294 tonnes) de la totalité : le reste est réparti entre les gares du Lac-Bouchette (31 tonnes), de Chambord (31 tonnes), d'Hébertville (19 tonnes) et de Métabetchouan (5 tonnes). ³⁶⁷

Les bleuets poussent partout au Lac-Saint-Jean mais la vallée compte quatre grandes zones : la plus importante, La Frique (déformation de L'Afrique), circonscrit le territoire entre Normandin et Saint-Félicien ; celle située entre la Péribonca et la Mistassini est plus clairsemée et ce sont plutôt des « tales » de plus ou moins un mille de surface qu'on rencontre ; la troisième zone, moins accessible cependant, se situe sur les montagnes de la Belle-Rivière ; enfin, la zone du Banc de Sable est située en pleine civilisation, à l'Ouest de la vallée du Lac-Saint-Jean, entre Saint-Jérôme et Saint-Gédéon. ³⁶⁸

Raffermisssement des voies de communication

[Retour à la table des matières](#)

Au niveau des communications, la période s'étirant entre les années 1901 et 1927, en est une de transition. Nous assistons en effet à l'abandon du vieux réseau formé par le chemin Kénogami et la navigation sur le lac Saint-Jean et au déploiement du réseau ferroviaire vers les futurs centres industriels. Cela prendra un

³⁶⁵ H. Magnan, *La région...*, *op. cit.*, p. 11, et A. Pelland, *Le Lac...*, *op. cit.*, p. 55.

³⁶⁶ Cécile Touzin, *La géographie des villages du Lac-Saint-Jean*, thèse présentée à l'École des Gradués de l'Université Laval, pour l'obtention d'une maîtrise es Arts en géographie, juillet 1970, p. 50.

³⁶⁷ Dresser, *Étude d'une partie.*, *op. cit.*, p. 16.

³⁶⁸ Damase Potvin, *Le tour du Saguenay, historique, légendaire et descriptif*, Québec, 1920, pp. 163-168.

quart de siècle avant que ne soit opérée cette modification qui coïncide justement avec les grandes étapes de l'économie jeannoise et saguenéenne. Avant l'arrivée des premières pulperies, le vieux chemin Kénogami, qui avait été créé pour faciliter les déplacements à travers les jeunes colonies de peuplement, remplissait quand même assez bien sa mission. À partir de 1901, l'implantation des pulperies, notamment celles de Val-Jalbert et de Grande-Baie, démontre qu'il faut revoir intégralement l'intelligence des communications et surtout qu'il faut continuer de développer la voie ferrée.

La construction du tronçon Chicoutimi-Chambord et son aboutissement au terminus de la « Reine du Nord », en 1893, avaient été justement pensés en fonction d'atteindre après coup le port de la Baie des Ha ! Ha ! Pour des raisons d'ordre économique, l'idée de rejoindre ce dernier point avait été remise aux calendes grecques, au grand désespoir des citoyens de Saint-Alphonse. Ce projet sera repris par J.-E.A. Dubuc, en 1908, et fera suite à l'acquisition d'une partie des actions de la pulperie de Val-Jalbert. La charte de la « Compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha ! Ha ! » est sanctionnée le 25 avril 1908. ³⁶⁹

En 1911, la première phase du projet est terminée et le tronçon Chicoutimi-la Baie des Ha ! Ha ! est maintenant réalité. Non content de cette réalisation, Dubuc passe à la seconde étape de son plan et décide d'aller tout simplement de l'avant dans son idée d'étendre son chemin de fer. Cette nouvelle section, la plus osée de sa carrière, devra contourner le lac Saint-Jean par le Nord-Est, passera vers les colonies de la Péribonca et de la Mistassini et ira se raccorder au réseau national. ³⁷⁰ Pour atteindre ses objectifs, il fonde donc, le 24 mars 1911, la « Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay » ³⁷¹ et pour être plus sûr d'atteindre son but il fusionne les deux compagnies, l'année suivante. ³⁷² Probablement pour

³⁶⁹ 8 Ed. VII, Chapitre 107.

³⁷⁰ Ici, Dubuc nourrit des idées à propos de la pulperie de Péribonca et nous pouvons déceler là une partie de l'envergure de l'Homme. « *Bel avenir pour notre région* », *L'Echo paroissial du Sacré-Cœur*, Chicoutimi, janvier 1912, p. 193.

³⁷¹ 5 Geo. V, Chapitre 84.

³⁷² *Chicoutimi la Reine du Nord*, 1913, p. 29.

des raisons d'ordre financier, ce second projet n'aura pas de suite et tombera dans l'oubli. ³⁷³

* * *

« On sait que M. J.-E.-A. Dubuc, gérant de la compagnie de pulpe de Chicoutimi, est partie pour l'Europe ; mais ce que l'on ignore peut-être, c'est l'importance de ce voyage en Europe et les résultats qui en découleront. »

« On vient de terminer le chemin de fer reliant la baie des Ha ! Ha ! à Jonquière avec embranchement à Laterrière et à Chicoutimi. »

« Le printemps prochain, ce chemin de fer sera prolongé vers le nord, à l'est du Lac-Saint-Jean, jusqu'à la rivière Mistassini, à travers les immenses forêts qui forment la vallée nord du lac Saint-Jean. »

« Deux fabriques de pulpe seront construites, l'une sur la rivière Péribonka, l'autre sur la rivière Mistassini. Les fabriques de Chicoutimi et de Ouatouchouan seront agrandies de façon à augmenter leur capacité de production. Elles fabriqueront de sept à huit cent tonnes de pulpe par jour. »

« Toute cette production, de même que celle des fabriques Price à Jonquière, sera expédiée par la baie des Ha ! Ha ! qui va devenir l'un des ports d'exportation les plus importants de la province. Il faudra toute une flotte pour ce service. ³⁷⁴

* * *

Dubuc n'avait pas été le seul à désirer un chemin de fer de ceinture. À la fin du siècle, seul un précaire réseau de sentiers réunit la jeune colonie de Mistassini à celle de Péribonka et donne accès à plusieurs centaines de lots. Les Pères Trappistes sont les premiers à faire ressortir l'importance d'étendre la voie ferrée entre Roberval et la rivière Mistassini. ³⁷⁵ Mais, aux yeux du gouvernement et des hommes d'affaires la colonisation à elle seule ne peut justifier, du moins pas pour l'instant, la réalisation d'une telle entreprise. En 1917, la faillite de la « Canadian

³⁷³ *Le Roberval & Saguenay Railway Company*, historique assez complet se rapportant à cette compagnie, publié dans *Le Lingot*, 30 janvier 1948, p. 5.

³⁷⁴ *L'Écho paroissial du Sacré-Cœur*, *op cit.*

³⁷⁵ *Rapport de la Société d'Histoire de l'Église Catholique*, 1943-44, pp. 130-136.

Northern » remet même en question la construction du tronçon Roberval-Saint-Félicien. Fort heureusement pour tous, le gouvernement rachète les intérêts et entreprend lui-même de faire terminer la ligne au cours de la même années. ³⁷⁶

Chronologie du déploiement du réseau ferroviaire 1888-1959

De Québec à Chambord	1888
De Chambord à Roberval	1888
De Chambord à Chicoutimi	1893
L'embranchement de la Baie des Ha ! Ha !	1911
De Labrosse à Chicoutimi	1912
De Jonquière à Laterrière	1912
De Roberval à Saint-Félicien	1917
D'Hébertville-Station à l'Île Maligne	1923
D'Arvida à la Chute-à-Caron	1926
De Saint-Félicien à Dolbeau	1927
De Saint-Félicien à Chibougamau	1959

Les véritables chantiers de construction de la voie ferrée débiteront seulement en 1922, lors de l'annonce de la reprise des travaux de harnachement. En 1923 le tronçon Hébertville-Station-Isle-Maligne est ouvert. Les aménagements ferroviaires sont construits essentiellement pour satisfaire les besoins de l'industrie.

À partir de 1922, l'évidence du rôle moteur joué par la grande industrie dans le développement des communications provoque la résurgence du projet de construction du chemin de fer de ceinture. Cette fois-ci, cependant, les espoirs seront audacieux car on espère maintenant atteindre les immenses ressources minières de Chibougamau et d'unir les deux régions ensemble. Au mois de janvier 1924, une délégation regroupant les députés et une cinquantaine d'hommes d'affaires se déplacent à Québec pour demander au gouvernement d'entreprendre le prolongement du chemin de fer, à partir de la jonction d'Alma. ³⁷⁷ À défaut de réaliser la totalité du projet, on demande au moins d'entreprendre le tronçon jusqu'à Mistassini.

³⁷⁶ Pépin., *op. cit.*, pp. 88-89.

³⁷⁷ « Délégation du Lac-St-Jean », *Le Colon*, 17 janvier 1924.

Même s'ils n'ont pas d'industries, les cultivateurs plaident le dépérissement de l'agriculture et le déplacement de la population rurale vers les nouveaux centres d'Alma, Jonquière et Kénogami. Pour eux, le chemin de fer n'apparaît pas comme le seul remède ; on le considère surtout comme l'un des moyens les plus efficaces pour ramener la confiance chez les colons et les cultivateurs.³⁷⁸ Il va de soi que dans des centres aussi éloignés, là où l'économie dépend de plus en plus d'une agriculture de marché, il faut assurer un débouché efficace aux produits et seul le chemin de fer peut rendre véritablement ce service. Avec le développement de la grande industrie, au Sud du lac, avec la cristallisation des moteurs économiques, la question en est une de vie ou de mort.

En 1925, les requêtes sont moins ambitieuses et se limitent à un tracé qui unirait les paroisses de Notre-Dame de la Doré, Normandin, Sainte-Jeanne-d'Arc et Saint-Augustin entre elles.³⁷⁹ C'est l'annonce, en 1926, du début des travaux de construction d'une usine, à la jonction des rivières Mistassibi et Mistassini, qui redonne vie au projet. Le tracé définitif est accepté au mois de mars 1927 et les travaux sont réalisés au cours du printemps et de l'été de la même année. Finalement, au début de septembre 1927, la première locomotive arrive à Dolbeau.³⁸⁰

Quant au réseau routier, nous constatons qu'il n'évolue pas au même rythme. Les premières automobiles sont introduites seulement à la fin des années dix dans la région et seules les personnes disposant d'un revenu supérieur sont en mesure de s'offrir un tel luxe. Au Lac-Saint-Jean, la géographie capricieuse favorise peu, à cette époque, les voies de terre : les rivières constituent encore en 1920, des obstacles importants et plusieurs exigent encore l'utilisation d'un bateau-passeur. La construction systématique des ponts ne sera entreprise qu'au début de la décennie vingt et prendra une bonne quinzaine d'années avant d'être réalisée en entier.

³⁷⁸ « *Mémoire de la Chambre de Commerce du Lac St-Jean en rapport avec cette question du chemin de fer* », *Le Colon*, 20 novembre 1904.

³⁷⁹ « *Notre chemin de fer de ceinture* », *Le Colon*, 2 avril 1925.

³⁸⁰ *Le Colon*, 18 août 1927.

Les Amérindiens

[Retour à la table des matières](#)

Au début du siècle, la famille constitue encore la base de la société amérindienne chez les autochtones de la Pointe-Bleue. Cependant, nous pouvons dire que la phase d'acculturation qui a débuté avec les premiers contacts européens tire maintenant à sa fin. Certes, l'Indien puise toujours une partie importante de sa subsistance des produits de la chasse mais cette activité ne peut plus, à elle seule, soutenir les besoins de la famille. Sur les quelques 579 ³⁸¹ habitants résidant sur la réserve, en 1910, la plupart vivent encore de la chasse mais plusieurs chefs de familles comblent le manque à gagner en travaillant au flottage des billots, le printemps. Certains vivent de l'agriculture et d'autres commencent également à s'adonner au commerce des produits artisanaux : canots d'écorce, raquettes à neige, mocassins, accessoires de vannerie, etc..., enfin tout ce qui peut attirer l'attention du touriste.

À la faveur de la publicité véhiculée par l'industrie cinématographique, l'acculturation devient encore plus évidente, surtout lorsque nous voyons apparaître dans la liste des outils quotidiens, des accessoires complètement étrangers à la culture montagnaise. Il suffit ici de signaler l'apparition du casque de plumes ou encore la simple fabrication des mâts totems (accessoires appartenant aux Indiens de l'Ouest) pour évaluer l'étendue des dégâts. Il y a même plus. La réserve, dernier retranchement, fuit de toutes parts. Sur les 23 223 acres de terres qu'elle comprend, en 1910, au moins 19 525 ont déjà été concédées ou retransmises à des colons de race blanche. ³⁸²

L'étude publiée par Frank G. Speck fait ressortir qu'en 1920, au moins huit bandes d'Amérindiens sont réparties dans le territoire de chasse formant l'ancien Domaine du Roi. Dans le fjord du Saguenay nous retrouvons la bande des « Chicoutimiens » qui s'étend surtout vers la rive Nord, en longeant le côté Est de la rivière Péribonca. Dans la région autour du Piékouagami, la bande du « Lac-

³⁸¹ A. Pelland, *op. cit.*, pp. 33-34.

³⁸² *Ibid.*

Saint-Jean »se partage les territoires au Nord-Est, entre les rivières Péribonca et Mistassini. Le secteur Sud, en remontant vers l'Ouest, appartient à la bande des « Têtes de Boule ». Enfin, plus au Nord, vivent encore les Indiens de la bande de « Mistassini ». ³⁸³ À l'intérieur de ce vaste réseau, seule la tradition régleme la distribution des territoires de chasse. Il va de soi que ces délimitations fragiles se modifient au fur et à mesure que se perdent les us et les coutumes.

Avec l'arrivée du XX^e siècle et avec l'aboutissement de la colonisation, rendue surtout évidente par l'exploitation de tout l'espace agricole, nous devons malheureusement constater que le lent processus d'acculturation a finalement abouti. Indice percutant, en 1978, Jean-Paul Simard note qu'au moins deux tiers des habitants de la Réserve de Pointe-Bleue ne possèdent plus aucune connaissance de la langue montagnaise et pour lui ce chiffre éloquent témoigne de la prépondérance des cultures étrangères diffusées à travers les autochtones. ³⁸⁴

Selon Simard, l'école fut l'un des meilleurs véhicules de cette transformation. La première maison d'école avait ouvert ses portes en 1875 et demeura sous la responsabilité d'une institutrice laïque jusqu'à l'arrivée des Sœurs du Bon-Conseil, en 1910. Comme partout ailleurs, dans les autres petites écoles du Lac-Saint-Jean, on y enseignait les matières de base : l'arithmétique, le français, l'histoire et, naturellement, le catéchisme remplissaient l'horaire quotidien des cours. Le taux de fréquentation scolaire qui était de 40% à la fin du siècle atteignait 70% uniquement à partir de 1911. ³⁸⁵

Comme second facteur d'acculturation, il faut mentionner aussi le travail des religieux. Trois siècles d'action missionnaire auront permis de modifier intégralement le schème de pensée et celui des valeurs. À ce sujet, le fait que le journal *Le Colon* note comme exceptionnel la conversion du jeune Alexandre Ritchie, à la mission de Pointe-Bleue, en 1924, démontre bien l'ampleur de la situation. ³⁸⁶ De 1889 à 1896, ce sont les Oblats qui occupent en permanence la mission de la ré-

³⁸³ Frank G. Speck, « *Family hunting territories on the Lake St. John Montagnais and Neighboring bands* », Université de Pennsylvanie, 1927, pp. 387-403. Voir aussi E.T.D. Chambers, *Quebec, Lake Saint John and the new route to the far-famed*, 1904, pp. 29-31.

³⁸⁴ Simard, dans Pouyez., *op. cit.*, p. 118.

³⁸⁵ *Ibid.*, p. 118.

³⁸⁶ « *Une nouvelle conversion à la Pointe-Bleue* ». *Le Colon*, 6 novembre 1924.

serve. Au cours de ces années ce sont eux qui supervisent la vie religieuse et pourvoient aux besoins temporels des autochtones, la boisson étant évidemment exclue de la communauté.

Nous n'avons pas le dessein, dans ces dernières pages consacrées aux premiers colonisateurs du Lac-Saint-Jean, de conclure en sonnant le glas de leur culture. Cependant, les tentatives qu'ils ont mises récemment de l'avant pour préserver ce qui reste de leurs us et de leurs coutumes, nous fournissent quand même l'indice d'une « culture », sinon disparue du moins menacée de l'être à brève échéance. Qu'on me permette ici une parenthèse. *« C'était en 1976 et j'étais à ce moment-là conservateur du Musée du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Un jour, un petit groupe de jeunes Montagnaises sollicite une rencontre pour venir étudier les artefacts amérindiens conservés dans les réserves de l'institution. Celles-ci désiraient tout simplement réapprendre les modèles de mocassins et revoir la façon de fabriquer les différents articles de vannerie. Ces accessoires remontaient à peine aux années 1950. »* Pour ces jeunes, les connaissances ancestrales n'avaient pas été retransmises et on doutait même des enseignements dispensés par les anciens. Chose étonnante, à l'intérieur même de la population autochtone en général, on décèle l'existence d'un certain racisme. Jugés trop acculturés, les Indiens de Pointe-Bleue sont aujourd'hui mal acceptés par leurs congénères des réserves situées aux confins des terres habitées. Snobés par les Blancs, négligés par les autres tribus, les espoirs sont-ils encore permis ?

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

Chapitre sixième

Retour à la terre et essoufflement de la colonisation 1927-1968

La dernière poussée de colonisation

[Retour à la table des matières](#)

Les sommes d'argent colossales investies dans la région grâce à la reprise des travaux de construction des grands barrages, avaient permis évidemment d'entrer de plein fouet dans l'étape ultime de l'industrialisation. Mais cette prospérité était intimement liée à l'économie canadienne et à celle de l'ensemble du monde occidental. Attirées par l'activité industrielle, plusieurs familles de colons avaient préféré suivre le mouvement des chantiers de construction et étaient venues grossir la population des nouvelles paroisses. D'une certaine façon, les rapports pathétiques des missionnaires-colonisateurs, au cours de ces années, montrent clairement que les mouvements de colonisation prennent leur force dans les périodes creuses de l'économie. Rappelons-nous seulement du contexte et des raisons qui expliquent l'ouverture du Saguenay à la colonisation, en 1838, et du Lac-Saint-Jean, en 1849. La grande crise économique qui plongera le monde occidental dans un des plus tristes épisodes de son histoire, en 1929, produira un effet identique en redonnant un élan nouveau à la colonisation.

Alors que jusqu'à la fin des années vingt, l'État avait préféré confier aux sociétés de colonisation et à quelques missionnaires toute la dynamique du mouvement, les années consécutives au crash boursier permettront aux gouvernements, notamment à celui du Québec, de prendre progressivement l'initiative en ce domaine. Le gouvernement fédéral s'ajoutera à ce nouveau type d'intervention et secondera la province en l'assistant au niveau de la mise en oeuvre des politiques de colonisation.

Pierre Biays est d'avis qu'au Québec les nouveaux colons profitent d'avantages inconnus dans toutes les autres provinces du Dominion.³⁸⁷ Ces facilités sont fournies par le moyen de primes et de contributions aux travaux de défrichement et de drainage.³⁸⁸ Au cours des années trente, trois grands plans, présentés sous formes de lois, permettront au gouvernement de prendre l'initiative et de se doter d'outils efficaces pour lutter contre le chômage et redonner force au mouvement de colonisation.³⁸⁹

Le premier, le plan Gordon, est mis de l'avant en 1932 et dictera la marche à suivre jusqu'en 1934. Il est le résultat d'une entente provinciale-fédérale et est établi suite à la loi d'aide aux chômeurs. Ce plan possède certains avantages non négligeables : primes de défrichage et de drainage, transport des familles en chômage fourni gratuitement, allocations de chômage pour aider aux mois difficiles de l'hiver, gratuité des semences et de la nourriture. Bien que ces mesures soient généreuses, elles se révéleront insuffisantes devant le manque de préparation des chômeurs à la vie agricole. À cet effet, le rapport de l'abbé Lucien Savard, missionnaire-colonisateur du Lac-Saint-Jean, au ministre de la colonisation, en 1935, mérite d'être cité en partie.³⁹⁰

* * *

³⁸⁷ Pierre Biays, *Les marges de l'oekoumène dans l'Est du Canada*, PUL, 1964, pp. 268-269.

³⁸⁸ Encore au cours des années trente et quarante, le problème du drainage des terres se présente comme l'un des principaux défis à surmonter pour les colons du Lac-Saint-Jean.

³⁸⁹ Cette façon de décortiquer l'intervention gouvernementale en matière de colonisation est suggérée par Biays, op. cit., pp. 268-270.

³⁹⁰ Rapport du missionnaire-colonisateur, 28 octobre 1935", DSQ, 1936, vol. 2, pp. 1196-202.

« L'expérience du passé nous révèle que le système actuel de secours direct aux colons gêne l'essor de la colonisation : il serait préférable, selon nous, d'avoir des travaux à assigner aux colons, disons, durant les quatre mois de l'été, pour les laisser ensuite à leur propre initiative. Cela nous permettrait de distinguer entre ceux qui sont sérieux et qui veulent progresser, et ceux qui n'attendent qu'une prime à leur paresse et à leur manque de bonne volonté. »

* * *

Le plan Gordon est remplacé en 1934 par le *plan Vautrin*. Ainsi nommé en raison du ministre Irénée Vautrin, il conserve un caractère provincial. Bénéficiant d'un portefeuille de dix millions de dollars, le plan Vautrin sera plus efficace que son prédécesseur et sera responsable de l'établissement de 7 000 chômeurs sur des lots à travers le Québec. Il est conçu pour privilégier les groupes et tend à ignorer les colons isolés.

Le troisième, le *plan Rogers-Augers*, est adopté en 1936 et sera en vigueur jusqu'en 1940. Il est le premier plan à s'occuper d'établir des nouveaux colons et de consolider économiquement ceux qui sont déjà sur des lots. En plus de fournir des subventions de construction et des allocations de subsistance, ce plan s'occupera plus particulièrement du rôle des sociétés de colonisation et orientera le choix des colons.

Nous croyons que ces politiques auront des effets assez limités sur la colonisation du Lac-Saint-Jean. Au début des années trente les terres cultivables ont pratiquement toutes été trouvées par des preneurs.³⁹¹ La construction du tronçon Saint-Félicien—Dolbeau aura infiniment plus de conséquences que la loi et c'est sa mise en service qui signalera le départ de la dernière marche du peuplement. En 1928, sur les 153 familles qui vont s'installer sur des terres de la région, 94 enregistrent des lots au Lac-Saint-Jean.³⁹²

Dans l'ensemble du territoire Québécois la vague de retour à la terre atteint son point culminant entre 1930-1932 et c'est surtout la région de l'Abitibi qui

³⁹¹ Le rapport du missionnaire, adressé au ministre de la colonisation en 1928, précise qu'à part une couple de cantons, il n'y a plus beaucoup de terres vierges et celles qui restent doivent être égouttées ; *DSQ*, vol. 1, 1929, p. 324.

³⁹² *Ibid.*

connaît la plus grande effervescence. Le Lac-Saint-Jean, quant à lui, joue le dernier acte de la marche du peuplement. Le rapport du missionnaire-colonisateur évalue à environ 1 185 le nombre de familles établies sur des terres du Lac-Saint-Jean au cours de la seule année 1930-1931. Celles-ci se dispersent un peu partout dans l'arrière-pays et tentent le tour de force d'arracher aux montagnes incultes, encore quelques portions de terrains cultivables : les plus importants sont Mistassini (105 nouvelles familles), Canton Milot (105), Girardville (100), Lac-Bouchette (89), l'Ascension (80), Saint-Léon (80), Sainte-Jeanne-d'Arc (75), Saint-Stanislas (60), Canton Proulx (69). ³⁹³ Signalons aussi l'ouverture des dernières paroisses : Notre-Dame-du-Rosaire, Saint-Edmond-les-Plaines, Notre-Dame-de-Lorette et Sainte-Marguerite-Marie. Le reste des familles ira grossir le nombre des autres paroisses de l'arrière-pays.

Les rapports au ministre de la colonisation, en 1934 et en 1935, confirment que la colonisation appartient maintenant à l'histoire. Ce qui frappe dans ce dernier mouvement, c'est la proportion des anciens lots abandonnés puis récupérés par les immigrants. Le cas le plus important est celui de la paroisse Sainte-Jeanne-d'Arc : sur les quelques 75 familles nouvelles, 45 ont acheté des lots déjà améliorés mais inoccupés. Seules une trentaine de familles ont pu s'installer sur des terres neuves. À Saint-Méthode, nous avons également là un indice démontrant la fin prochaine de l'occupation du territoire agricole. Dans ce secteur, il a fallu s'entendre avec la Compagnie Duke-Price pour pouvoir placer 38 familles sur des terres lui appartenant ; ceci n'a rien d'étonnant si nous considérons le fait que cette dernière avait une dette à payer chez ces gens qui avaient fui le village après l'inondation de 1928. ³⁹⁴ Pour étayer notre énoncé disons aussi que quelques terres sont encore disponibles dans le canton Antoine (Notre-Dame-de-Lorette) ; note significative, pour être en mesure de répondre plus longtemps à la demande on recommande de réduire les lots concédés de 100 acres à 75 acres. ³⁹⁵

³⁹³ « Rapport du missionnaire-colonisateur, 20 septembre 1932 », *DSQ*, vol. 2, 1933, pp. 132-143.

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ *Ibid.*, *DS*, 1934, pp. 197-198.

Municipalités du Lac-Saint-Jean dates de l'arrivée du premier colon

- Hébertville-Village, 1849	- La Doré, 1889
- Ouatouchouan, 1854	- Saint-Nazaire (Taché), 1891
- Roberval, 1855	- Mistassini, 1892
- Chambord, 1855	- Saint-Eugène, 1895
- Alma, 1856	- L'Ascension, 1896/1898
- Saint-Prime, 1860	- Saint-Thomas-Didyme, 1899
- Saint-Jérôme, 1861	- Saint-Augustin, 1901
- Lac-à-la-Croix, 1863	- Sainte-Monique, 1902
- Saint-Gédéon, 1864	- Larouche, 1895
- Saint-Charles, 1864	- Girardville, 1905
- Saint-Félicien, 1865	- Bégin, 1918
- Saint-Bruno, 1874	- Saint-Léon, 1918
- Hébertville-Station, 1878	- Sainte-Jeanne-d'Arc, 1918
- Saint-Méthode, 1878	- Desbiens, 1926
- Lac-Bouchette, 1878	- Dolbeau, 1927
- Normandin, 1878	- Notre-Dame-du-Rosaire, 1930
- Albanel, 1880	- Saint-Stanislas, 1930
- Delisle (Mistook), 1882	- Saint-Edmond-les-Plaines, 1930
- Saint-Cœur-de-Marie, 1882	- Saint-Ludger-de-Milot, 1931
- Saint-Henri-de-Taillon, 1885	- Sainte-Élisabeth-de-Proulx, 1931
- Sainte-Hedwidge, 1887	- Notre-Dame-de-Lorette, 1931
- Saint-François-de-Sales, 1887	- Sainte-Marguerite-Marie, 1931
- Saint-André, 188	- Chute-des-Passes, 1956
- Péribonka, 1888	

En 1933, l'œuvre de la colonisation est à toute fin pratique terminée. Les années qui vont suivre seront employées à consolider les colonies déjà ouvertes. Lors de la « *Semaine Sociale du Canada* » tenue à Rimouski en 1933, l'abbé Eugène Gagné constate que le Lac-Saint-Jean dispose maintenant à peine « *d'espaces suffisants pour absorber pendant un temps plus ou moins long, le surplus de leurs populations nombreuses* ». Celui-ci poursuit son énoncé en prédisant que dans un avenir rapproché les habitants de cette région seront forcés « *d'aller cher-*

cher ailleurs l'espace où établir leurs fils ». ³⁹⁶ Le canton Antoine sera le dernier à être arpenté puis distribué.

Les discours tenus lors de la « Semaine Sociale du Canada » auront fourni une vision quand même assez juste. Lorsque le directeur des services du ministère de la Colonisation publie son document d'histoire portant sur la colonisation de la province de Québec, en 1940, il conclut qu'à cette date la colonisation du Lac-Saint-Jean a atteint son point culminant et « *qu'il ne reste que très peu d'endroits propres à la culture qui n'ont pas été ouverts* » et que c'est au cours de l'année 1931 que le gouvernement a livré à la colonisation la balance des terrains récupérables à cette fin. ³⁹⁷

Maintenant, pour apprécier le mouvement de colonisation du Lac-Saint-Jean par rapport aux autres régions du Québec, effectuons un petit survol de ce qui a été réalisé. Notons que dix années de crise auront vu la fondation de 95 paroisses et de 8 missions. Le comté qui enregistre le plus grand nombre de fondations est évidemment celui de l'Abitibi où il s'est ouvert 35 paroisses et 2 missions. Suivent le Témiscamingue (11 paroisses et 3 missions), les comtés de Rimouski et Bonaventure (7 paroisses chacun), Gaspé Sud (5 paroisses), les districts de Gaspé Nord et Matane (4 paroisses chacun), Chicoutimi et Saguenay (3 paroisses chacun), la Beauce, l'Islet et Montmagny (1 paroisse chacun), Laviolette (2 missions) et Bellechasse (1 mission). Quant à la région du Lac-Saint-Jean, elle en a vu naître seulement (4) quatre et ce fut au cours des années 1930-1931. ³⁹⁸

³⁹⁶ Eugène Gagné, « *Domaine cultivé et domaine cultivable de la province* », dans *Le Problème de la terre*, compte rendu des cours et conférences de la Semaine Sociale du Canada, XII^e session, Rimouski, 1933, pp. 196-211.

³⁹⁷ J.-E. Garon, *op. cit.*, p. 29.

³⁹⁸ *Le Colon*, 28 août 1941.

Fig. 28.

La culture de la pomme de terre, à Péribonka.

Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.17.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 29.
Le « Couvoir Certifié de Roberval ».
Photo, collection privée, circa 1950.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 30.

La rue principale à Roberval, lors de l'inondation de 1928.
Photo, collection de la SHS, document no 327, photo 137.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 31.

Trois époques se succèdent sur ces bâtiments de ferme,
dans la contrée du Lac-à-la-Croix. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-15.22.

[Retour à la table des matières](#)

La Société de colonisation du Diocèse de Chicoutimi

[Retour à la table des matières](#)

Ce sera la « Société de colonisation du Diocèse de Chicoutimi » qui aura l'occasion d'écrire la conclusion de l'histoire du peuplement du Lac-Saint-Jean. Elle naît dans le contexte de la Loi des sociétés de colonisation, de 1925.³⁹⁹ Sa fondation remonte au 6 mars 1935 et c'est à l'édifice du « *Progrès du Saguenay* » que se réunissent les 32 membres du groupe. En fait, l'initiative de ce mouvement appartient fortement au clergé du Diocèse qui croit de son devoir de faire les derniers efforts pour diriger vers l'agriculture les centaines de chômeurs défavorisés par la crise. L'organisme est donc éminemment confessionnel et les postes de direction sont comblés par le curé de Saint-Honoré, Armand Desgagné (président), l'agronome Gustave Prince (vice-président) et le curé de Chicoutimi, Arthur Fortier (secrétaire-trésorier). Parmi ceux qui occupent les sept autres postes de directeurs, nous retrouvons le curé de Saint-Eugène, Joseph Bouchard, le curé de Sainte-Jeanne-d'Arc, Henri Tremblay, l'abbé François-Joseph Fortier, ainsi que quelques cultivateurs.⁴⁰⁰ Il n'est pas inutile de préciser que parmi les neuf directeurs constituant le conseil d'administration, l'Évêque contrôlera totalement les débats et il nommera lui-même le président, le secrétaire-trésorier, trois directeurs, et « *pourra les révoquer à son gré* ».

L'intervention de la Société aura quand même un impact assez limité et le principal but qu'elle s'est fixée démontre assez bien la situation du mouvement de retour à la terre au Saguenay et au Lac-Saint-Jean au milieu des années trente. En effet, s'établir « *sur les terres, soit dans le diocèse de Chicoutimi, soit en dehors du diocèse, mais dans la province de Québec* », atteste par le fait même que le territoire est à toute fin pratique conquis.⁴⁰¹

³⁹⁹ 15 Geo. V, Chapitre 75.

⁴⁰⁰ Livre des procès-verbaux des réunions de la SCDC, entre la date de fondation, en 1935, et la dernière assemblée du mouvement, en 1968, pp. 2-12.

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 6.

En effet, dès sa fondation, la Société aura à s'occuper des demandes de chômeurs qui désirent s'approprier des terres en Abitibi et au Témiscamingue. Les premières démarches qu'elle effectue, pour recevoir du ministre de la Colonisation un premier territoire de 200 lots dans chacune de ces deux contrées, se sont immédiatement révélées infructueuses.⁴⁰² Elle déclinera donc l'offre du gouvernement pour la concession de quelques cantons qu'elle juge « impropres à la culture ».

Le rôle d'une confessionnalité strictement catholique, appliqué au début avec une trop grande intolérance, semble avoir été également un point en sa défaveur. Simultanément aux demandes pour obtenir des cantons en Abitibi et au Témiscamingue, elle avait demandé aussi au Gouvernement des subventions spéciales pour racheter les nombreux lots de la localité de Girardville qui appartenaient à des protestants. Cette requête qui avait été adressée au député du Lac-Saint-Jean, Émile Moreau⁴⁰³, fut immédiatement déclinée par le ministre de la Colonisation.

Les performances de la Société de colonisation du Diocèse de Chicoutimi au cours des premières années d'activités démontrent que le mouvement de retour à la terre est à la baisse et à la lecture du livre des minutes nous sentons que les requêtes touchent presque essentiellement des chômeurs qui ne sont aucunement des colons de profession. Bien souvent, ces gens sont tentés par les subventions destinées à aider les colons en difficulté et qui espèrent adoucir les effets douloureux de la crise, en attendant la reprise des activités industrielles. L'absence de terres à concéder, le ralentissement continu de la colonisation d'année en année et la sélection de plus en plus rigoureuse des requérants, permettent également de bien cerner l'agonie du mouvement et le ralentissement de la marche du peuplement dans les paroisses agricoles du Lac-Saint-Jean.

⁴⁰² *Ibid.*, 20-21.

⁴⁰³ *Ibid.*, pp. 29, 39. Pour les non initiés, disons qu'en 1929, un groupe de paroissiens opposés entre eux sur la question de la localisation du nouveau temple ont tout simplement décidé de se retirer carrément de l'Église catholique (PD, 25/02/1929, p. 54). En 1933, des citoyens d'Albanel et de Normandin s'en prirent même physiquement à deux de leurs apôtres qu'ils éconduirent jusqu'à la gare de Saint-Félicien (*Le Colon*, 31/08/33). Le ministre de cette religion « honteuse », un dénommé Spreeman, était d'origine juive. Pour en connaître plus sur cette secte, se référer à « *Entrevue avec un lecteur de la bible de Girardville* », (*Le Colon*, 18/07/1935).

Activités de la Société de colonisation du Diocèse de Chicoutimi pour toute la région du Saguenay et du Lac-Saint-Jean 1949-1966 ⁴⁰⁴

Années	Demandes	Acceptées	Refusées	Suspendues
1949-50	578	390	65	123
1950-51	481	365	77	39
1951-52	433	348	74	10
1952-53	415	312	100	3
1953-54	336	231	105	0
1954-55	319	245	74	0
1955-56	206	183	23	0
1956-57	221	186	33	2
1957-58	211	171	36	4
1958-59	247	199	48	0
1959-60	220	171	46	3
1960-61	182	127	21	(non traitées) 34
1961-62	212	171	32	(non traitées) 9
1962-63	152	115	37	
1963-64	148	125	23	
1964-65	123	114	6	
1965-66	96	90	6	
1966-	84	83	1	

Sur un plan plus général, la Société diocésaine ne peut guère plus que de suivre la tendance provinciale. Le journaliste Marc-R. Meunier, dans un éditorial publié dans *Le Colon*, porte un jugement sévère et sans équivoque sur le mouvement du retour à la terre effectué au cours des années qui ont suivi la dépression. Selon lui les premiers à partir furent de toute évidence « *les journaliers de prove-*

⁴⁰⁴ Livre des procès-verbaux des réunions de la SCDC, *Ibid.* Au cours des années cinquante, le Lac-Saint-Jean reçoit, bon an mal an, environ 80% de ces demandes. Notons que plusieurs de celles-ci concernent tout simplement des transports de lots. Malgré le manque de précision, ces chiffres nous montrent la diminution graduelle des activités de la Société.

nance urbaine, suivirent les hommes de métier qui voulaient s'amasser des sous en ville ». ⁴⁰⁵ Quant à ceux qui sont restés « pour faire du bois », un prélèvement excessif n'aura contribué qu'à leur redonner une mentalité de journalier.

Lors de sa première année d'activités, la Société a enregistré 922 applications. De ce nombre, 294 colons (38,5%) ont vu leurs requêtes acceptées : le nombre des colons groupés compte 59 célibataires et 94 familles ; celui des non groupés compte 47 célibataires et 94 familles. ⁴⁰⁶ Malgré le fait que nous ne possédons pas de données consécutives aux années 1935-1949, nous pouvons observer une baisse importante des activités du mouvement, en l'espace de seulement quinze années.

Nous ne sommes pas en mesure d'établir un tableau complet pour quantifier son efficacité et dessiner la courbe de l'ensemble du mouvement de colonisation, car à partir du début de la deuxième Grande guerre les rencontres des directeurs sont pratiquement inexistantes. Elle suspend partiellement ses activités en 1939, fait une seule réunion en 1940, et reprend le flambeau pour de bon en 1948. À partir de cette dernière date cependant, les réunions sont régulières (une par année) et se succèdent jusqu'en 1967. Il n'est pas superflu de signaler qu'au début des années soixante, la Société s'occupe particulièrement à secourir les quelques colons en difficulté et nous sentons très bien que sa mission est pour ainsi dire terminée. Seuls quelques lots sont accordés par-ci par-là.

Lors de sa vingt-troisième réunion, tenue à l'Évêché de Chicoutimi le 24 octobre 1961, les directeurs en place constatent que la Société diocésaine a terminé, pour ainsi dire, sa mission. Depuis quelques années une grande partie du travail accompli concernait principalement la consolidation des paroisses. On ne sait plus vraiment ce qui reste à faire en matière de colonisation. Les rencontres annuelles de la Fédération des Sociétés de colonisation de la Province nous montrent d'ailleurs qu'elles sont maintenant des institutions anachroniques. Les uns parlent d'unir les efforts avec les organismes comme l'U.C.C., les autres parlent de plus en plus souvent des Chantiers coopératifs et des Caisses Populaires... Le problème de l'heure consiste particulièrement à celui de l'intégration de la forêt à l'agricultu-

⁴⁰⁵ « La colonisation, défrichements moindres », *Le Colon*, 14 mars 1946.

⁴⁰⁶ Livre des procès-verbaux des réunions de la SCDC, *op. cit.*, pp. 37-38.

re et à celui d'éviter la fermeture des paroisses qui n'ont pas répondu aux attentes du ministère de la Colonisation. ⁴⁰⁷

* * *

« Notre fédération s'est aussi penchée de façon particulière au cours de l'année sur le problème des petites paroisses non viables et que veulent à tout prix fermer certains économistes. Ce problème est aigu et compliqué. On ne ferme pas une paroisse, comme cela, tout bonnement. Les gens qui y demeurent et qui y sont nés tiennent à leur petite patrie et ça se comprend. Il y a aussi le facteur religieux, scolaire et surtout humain qui entre en jeu. Nous ne savons pas encore comment on pourra régler ce problème mais nous l'étudions sérieusement. Dans les régions où il y a encore de la forêt à proximité, le problème pourra être réglé par l'intégration de la forêt, mais dans les autres paroisses où la forêt est déjà disparue et très éloignée, il faudra trouver autre chose. » ⁴⁰⁸

* * *

En tout et partout la Société de colonisation du Diocèse de Chicoutimi aura tenu 29 réunions. Nous ne savons pas trop bien à quelle date exactement elle cesse d'exister. La dernière réunion enregistrée dans le livre des minutes remonte au 16 décembre 1968. La mort subite de son dernier président (Monseigneur Luc Morin, curé de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière), et celle de son dernier vice-président (M. Edgar Claveau, cultivateur du rang Saint-Thomas) l'ont laissé, semble-t-il, sans relève pour en assurer la survie.

⁴⁰⁷ Faisant probablement allusion aux dernières paroisses érigées dans le secteur Nord-Ouest du Lac-Saint-Jean, aux alentours du canton Antoine, et à celles de l'arrière-pays du Saguenay.

⁴⁰⁸ *Ibid.*, pp. 237-238.

La modernisation de l'agriculture

[Retour à la table des matières](#)

Pendant cette dernière période que nous étudions, le profil général de l'agriculture au Lac-Saint-Jean ne se distingue pas véritablement de celui du Saguenay. Même si la production agricole est plus élevée au Lac-Saint-Jean qu'au Saguenay, la façon d'occuper le territoire et les problèmes à surmonter sont sensiblement les mêmes d'une région à l'autre.

De 1927 à 1968, limites chronologiques que nous nous sommes imposées dans cette étude, l'évolution de l'agriculture suit à peu près le même courant, mais à quelques variantes près, que celui de l'ensemble du Québec dans lequel on dénombre trois phénomènes majeurs : (I) à partir de la crise jusqu'à la guerre, la production diminue, l'agriculture devient un refuge pour les chômeurs et ce mouvement redonne force pour quelque temps à une agriculture de subsistance ; (II) le déclenchement de la guerre, en 1939, marque une reprise de l'exode rural vers les villes, l'agriculture amorce une période de transition et se modernise ; (III) avec la fin du régime Duplessis, l'agriculture achève sa transition, continue de s'intégrer au marché, en même temps que l'on améliore les rendements. ⁴⁰⁹

À l'intérieur de ce contexte général, l'agriculture du Lac-Saint-Jean se singularise par deux phénomènes principaux : à une période d'impasse qui débute un peu avant 1927, succédera, graduellement à partir de 1932, une remontée lente et difficile, marquée particulièrement par une amélioration constante du rendement et de la qualité.

Disons au départ que les années 1927 à 1930 ne sont pas tout à fait vécues de la même façon au Saguenay qu'au Lac-Saint-Jean. Dans cette dernière région la dépression économique commence un peu plus tôt, car en même temps que la pulperie de Val-Jalbert ferme ses portes ⁴¹⁰, la construction des barrages de l'Île Maligne tire à sa fin. C'est donc par centaines que l'on compte les mises à pied et

⁴⁰⁹ Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *Histoire du Québec contemporain, Le Québec depuis 1930*, Boréal Express, 1986, pp. 31, 238, 455.

⁴¹⁰ R. Bouchard, *Val-Jalbert...*, op. cit., p. 28.

cela prendra plusieurs années avant que toute cette main-d'œuvre soit recyclée définitivement. Au fil des mois, ceux qui ne sont pas employés par les nouvelles usines de Dolbeau et de Riverbend retournent sur la ferme, certains achètent des lots dans les cantons encore disponibles, d'autres imitent bon nombre d'agriculteurs qui le font déjà depuis plusieurs années et vont tout simplement grossir le nombre de travailleurs dans les chantiers forestiers.

Cette dernière solution aura à très court terme des effets désastreux sur l'agriculture régionale. En effet, ces premières années de crise sont marquées particulièrement par un douloureux phénomène d'intégration du monde rural à celui des chantiers. Au début des années trente, c'est maintenant toute une partie de la classe agricole qui se soustrait volontairement au travail de la terre pour aller goûter à la vie plus facile et mieux rémunérée des chantiers. Tous ces gens, fils de cultivateurs et « Habitants » eux-mêmes se laissent tenter par l'argent facilement gagné. Blanchard parle d'un mal si grand *« qu'il n'est pas une paroisse des trois comtés qui ne soit touchée »* et *« le nombre d'hommes qui quittent épisodiquement le village s'élève fréquemment au dessus de 100, et parfois dépasse 300 »*. Les paroisses pauvres de Notre-Dame de la Doré, de Lac-Bouchette et de Saint-François-de-Sales comptent parmi les pires cas. On estime à environ 6 500 hommes le nombre de ceux qui voient ainsi dans l'agriculture une activité secondaire. ⁴¹¹

Les ressacs de la grande crise économique qui se fait particulièrement sentir en 1930-1931, viendront aggraver ce problème. La fermeture de la presque totalité des chantiers de construction prive l'agriculture jeannoise d'un de ses meilleurs débouchés et ceci arrive au même moment où les centres industriels assistent à une diminution importante de leurs carnets de commandes. Avec la disparition subite des marchés, l'agriculture, qui avait été comblée généreusement par l'exploitation intensive des forêts et l'activité des chantiers de construction d'usines et de barrages, vivra plusieurs mois de grande détresse.

Nous nous doutons bien, cependant, que le mouvement de désertion saisonnière des terres reprendra après 1931, en même temps que reprendront les activités forestières au fur et à mesure qu'augmentera la production dans les nouvelles usines d'aluminium. Tout ceci se passe malheureusement au moment où les cultiva-

⁴¹¹ R. Blanchard, *L'Est...*, op. cit., p. 135.

teurs du Lac-Saint-Jean commencent à faire connaissance avec les dernières trouvailles en matière de santé bovine. Sur ce point au moins, les améliorations sont notables : sur 2 459 propriétaires de troupeaux laitiers en 1930, 2 083 demandent d'être inscrits au programme « zone réservée », programme mis de l'avant spécifiquement pour éliminer radicalement la tuberculose chez ces animaux. ⁴¹² L'amélioration de l'industrie laitière exigera des efforts constants et il faudra aussi régler le problème d'insuffisance qualitative et quantitative de la production fourragère ainsi que celui du faible rendement de lait par vache. ⁴¹³

Juste avant la Deuxième Grande guerre, l'industrie agricole au Saguenay a réussi, malgré les problèmes notés précédemment, à s'améliorer de façon appréciable. Depuis 1933, la région profite des services d'un agronome professionnel attiré par le gouvernement et celui-ci aura comme principale mission de favoriser l'implantation de méthodes agricoles progressives. À cet effet, le Ministère fédéral de l'Agriculture dote la région, en 1935, d'une station expérimentale qui sera située à Normandin, considérée à ce moment comme la plus grande paroisse agricole du Québec. ⁴¹⁴ Ce sont l'industrie laitière, l'élevage et la production des grains de semence et des grains alimentaires qui occupent alors la première place dans l'ensemble de la production. ⁴¹⁵

À partir de 1940, la formation de la « Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers de Roberval » signale le départ d'une nouvelle époque pour l'agriculture jeannoise. L'association, première du genre au Saguenay-Lac-Saint-Jean, vise entre autres à l'amélioration de l'agriculture et au développement de l'industrie du beurre et du fromage. ⁴¹⁶ Ces années voient également le développement du syndicalisme agricole et tout ce qu'il apporte comme avantages, l'amélioration des techniques et des connaissances en agriculture, et enfin, la diminution des petites fermes par rapport à l'augmentation du nombre des grandes. Nous pour-

⁴¹² « Les zones réservées L'extirpation radicale de la tuberculose », *Le Colon*, 9 octobre 1930.

⁴¹³ « Campagne en vue de l'amélioration de notre industrie laitière », *Le Colon*, 7 septembre 1933.

⁴¹⁴ « La ferme expérimentale de Normandin », *PS*, 3/11/35.

⁴¹⁵ « L'agriculture au Royaume du Saguenay », *PS*, 8/06/39.

⁴¹⁶ « Coopérative agricole des produits laitiers », *Le Colon*, 19 septembre 1940. Voir aussi *La Fédération de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean, album souvenir* (1930-1980), Chicoutimi, 1980, p. 21.

rions ajouter à cette dernière tranche, les écarts de plus en plus importants entre la production laitière du Saguenay et celle du Lac-Saint-Jean. En 1956, sur une production régionale totale de 31,6 millions de livres de lait, le Lac-Saint-Jean en produit à lui seul 22,8 millions, et ce chiffre correspond à près de 73%. ⁴¹⁷ Afin d'apprécier cette donnée, rappelons-nous seulement qu'au tournant du siècle cette part était de seulement 45%.

Les chiffres officiels du recensement de 1941 démontrent que l'agriculture régionale dans son entier ne s'est pas développée au même rythme que l'industrie. D'abord, malgré les progrès énormes accomplis depuis la crise, la région doit encore importer 39% de son bœuf affecté à la consommation, 11% de son porc, 28% de ses volailles et pour le beurre. Elle ne répond pas encore aux besoins de la consommation locale qui est quatre fois plus importante que la production. ⁴¹⁸ En contrepartie, la production agricole présente un excédent considérable pour le fromage (plus de 10 300 000 livres en 1944), la pomme de terre et la viande de mouton. Au niveau des surfaces défrichées, les grandes cultures occupent les deux tiers et les pâturages un peu moins du tiers. En gros, on doit s'y attendre, les années de guerre auront été des années de progrès pour les agriculteurs. ⁴¹⁹

Au chapitre du mouvement coopératif, en 1948, 90% des cultivateurs en font partie et les 10% qui restent « ne sont pas libres économiquement ». Même si la fondation des coopératives de Normandin et de Saint-Félicien remonte avant la guerre, le mouvement s'est accru dans l'ensemble depuis la fondation de l'organisme central à Chicoutimi. Au début des années cinquante nous en retrouvons près d'une vingtaine dans la seule région du Lac-Saint-Jean. Depuis 1942, celles-ci sont regroupées d'ailleurs sous le chapeau de la Coopérative Régionale du Lac-Saint-Jean qui joue un peu le rôle baromètre du marché. ⁴²⁰

⁴¹⁷ *Recensement du Canada*, 1956.

⁴¹⁸ Brouillet et Dagenais (p. 659), cités à la référence suivante attribuent ce déficit de production du beurre aux rendements très faibles par vache « à cause d'une nourriture insuffisante donnée aux animaux ».

⁴¹⁹ B. Brouillet et P. Dagenais, « *Quelques aspects de l'économie actuelle du Lac-Saint-Jean* », dans *L'Actualité économique*, jan. 1948, pp. 654-691.

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 660.

**L'inventaire agricole régional
1931-1956 ⁴²¹**

<i>Années</i>	<i>Chicoutimi</i>	<i>Lac-Saint-Jean</i>	<i>Totaux</i>
<i>Nombre de fermes occupées :</i>			
1931	1 686	3 922	5 608
1941	2 108	4 331	6 439
1951	2 140	4 072	6 212
1956	2 040	3 583	5 623
<i>Surfaces des fermes occupées (acres) :</i>			
1931	328 859	541 124	869 983
1941	334 538	585 936	920 474
1951	352 863	564 684	917 547
1956	341 091	519 708	860 799

Au tournant des années soixante, l'industrie laitière constitue indéniablement le fer de lance de toute la production agricole jeannoise. Les deux comtés municipaux de Lac-Saint-Jean Est et de Roberval font partie des meilleurs districts de la province. Le troupeau moyen passe de 9 têtes en 1941, à 13 têtes en 1956. Quant à la mécanisation elle est en pleine croissance : de 1941 à 1956, le nombre de moissonneuses-batteuses est passé de 2 à 59 ; celui des tracteurs est passé de 71 à 1702 ; celui des camions est passé de 103 à 1206 ; celui des automobiles est passé de 385 à 1 135. D'autre part, on note aussi pour la même période que l'acquisition des machines agricoles fait baisser le nombre de chevaux de 9 871 à 4 482.

⁴²¹ *Recensements du Canada*. Toutes ces données relatives à l'agriculture au Saguenay—Lac-Saint-Jean ont également été reprises par l'économiste George Longval et furent publiées dans la revue *Commerce*, vol. 62, no 11, novembre 1960, pp. 42-64.

Évolution du cheptel régional ⁴²²

Animaux	1941		1956	
	Chicoutimi	Lac-St-Jean	Chicoutimi	Lac-St-Jean
Chevaux	4 635	9 871	2 241	4 482
Bêtes à cornes	26 135	59 900	34 038	79 771
Porcs	14 123	32 146	10 944	43 844
Moutons	14 716	31 772	9 862	25 924
Poules et poulets	130 392	215 488	201 990	271 875
Dindons	5 050	6 476	3 892	13 110
Canards	635	1 009	280	570
Oies	5 243	8 714	1 309	2 103

Sur le plan provincial, le comté Lac-Saint-Jean Est occupe le second rang au Québec pour le nombre de coopératives. De plus, il est celui qui détient le plus d'unités animales par ferme. Quant au comté Roberval, il est celui qui représente la plus belle réussite du Québec. La station expérimentale de Normandin et l'entreprise agricole des Pères Trappistes de Mistassini rendent des services énormes et font progresser l'agriculture jusqu'à des sommets. La première notamment, a rendu possible l'introduction de nouvelles variétés d'avoine et d'orge et poursuit même des recherches sur le bleuet. ⁴²³

Pour ce qui est de la cueillette des bleuets, disons que le Lac-Saint-Jean et Chicoutimi produisent encore, en 1961, 47% du volume total de la province : les autres régions à se partager le volume de production sont Charlevoix-Saguenay (37%) et l'Abitibi-Témiscamingue (16%). La production moyenne, qui était de 9 028 000 livres de 1945 à 1949, passe à 9 805 000 livres de 1950 à 1954, et à 4 492 000 de 1955 à 1959. Avec ces quelques chiffres nous sommes en mesure évidemment de constater qu'elle subit une baisse importante à la fin de la décen-

⁴²² Recensements du Canada.

⁴²³ Paul Boucher, *Monographie économique sociales des comtés ruraux du Québec*, « fascicule no 2, le Bas-Saint-Laurent et le Royaume du Saguenay », Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, Québec, 1962, pp. 131-162.

nie cinquante et ceci ne semble pas vouloir s'arrêter car en 1961 la production n'est plus que de 1 254 000 livres. ⁴²⁴

L'industrie forestière

[Retour à la table des matières](#)

L'industrie forestière n'échappera pas à l'ordre économique mondial et subira elle aussi d'importants remous. Le quart de siècle de croissance soutenue qui marque la dernière période étudiée atteindra son point culminant à la fin des années vingt. Si nous faisons un bref retour en arrière, nous nous rappellerons que cette dernière période est particulièrement marquée par la conquête graduelle du marché de la pulpe par l'industriel Price. Son avance au Saguenay et au Lac-Saint-Jean pendant ces années n'aura pas connu de fléchissement. Après avoir consolidé la base de son empire autour de ses usines papetières de Jonquière et de Kénogami, les premières du genre dans la région, il entreprend d'éliminer systématiquement ses concurrents les plus vulnérables : rappelons-nous l'achat et la fermeture de l'usine de Saint-Amédée, en 1917, et la mise hors de combat toute récente de la pulperie de Val-Jalbert.

Pour faire suite à l'augmentation de la capacité de production de ses usines de Jonquière et de Kénogami, Price entreprend la construction d'une usine à la Petite Décharge, sur l'Île d'Alma, à Riverbend. Cette dernière entrera en production en 1925 et verra ses installations complétées en 1929. Mais Price n'est pas le seul. D'autres sont dans la course.

En 1926, l'équipement de Port-Alfred est acheté et remis en marche par la « Port Alfred Pulp & Paper Co. ». Celle-ci passera aux mains de la « Consolidated Paper Corp. », en 1931. À l'autre extrémité, au Nord-Ouest du Lac-Saint-Jean, sur la rive Ouest de la Mistassini, la « Lake St. John Power and Paper Co. » inaugure son usine à papier, le 16 décembre 1927. En l'espace de seulement dix-huit mois,

⁴²⁴ « Notre région produit 1 254 000 livres de bleuets en 1961 », Le Lac-Saint-Jean, 17 janvier 1962. À noter que ce rapport présente un tableau annuel complet de la production et de la valeur réelle entre 1945 et 1961.

cette dernière aura fabriqué une des plus grosses usines papetières au Québec et aura été en mesure de construire le nouveau village de Dolbeau. ⁴²⁵

Jusqu'en 1929, la famille Price contrôle la plus grande part de l'industrie de la pulpe et du papier au Saguenay et au Lac-Saint-Jean. Pendant quelque temps elle avait même eu entre ses mains l'usine de Port-Alfred. Mais cette extraordinaire expansion ne pouvait continuer indéfiniment et c'est la crise économique de 1929 qui viendra mettre un frein à cette prodigieuse montée. La plupart des usines sont touchées. Celles qui ne ferment pas leurs portes sont contraintes de ralentir considérablement leurs activités : PortAlfred ferme au cours des années 1931-1932 alors que Jonquière-Kénogami et Riverbend envoient la moitié de leurs ouvriers au chômage. Exceptionnellement, seule l'usine de Dolbeau maintient ses opérations ; étant la possession de la chaîne de journaux Hearst, elle profite à la fois de ses énormes capitaux et de son important carnet de commandes. ⁴²⁶

Au mois de mars 1933 ⁴²⁷, la maison Price, qui s'était faite construire, trois ans auparavant, un gratte-ciel de 17 étages à Québec, frôle presque la ruine. ⁴²⁸ Les premiers signes encourageants d'une reprise des affaires apparaissent en février 1934, lorsque recommencent les activités à l'usine de Riverbend. ⁴²⁹ Administrée pendant près de cinq ans par un syndic, elle réussira à retrouver son indépendance financière au début du mois de mars 1937. Les nouveaux actionnaires nomment sur le nouveau conseil d'administration cinq Montréalais, deux Québécois et un représentant de Londres, sir Keith Price. ⁴³⁰ Cette réorganisation donnera un élan nouveau à la doyenne des industries forestières au Saguenay. Dès

⁴²⁵ « Inauguration des usines de la Lake St. John Power and Paper Co. Ltd », *Le Colon*, 1er décembre 1927.

⁴²⁶ Pépin, *op. cit.*, p. 80.

⁴²⁷ « La Compagnie Price, ses origines, son développement, son apport économique », *Concorde*, nos 3-4, mars-avril 1960, pp. 11-15.

⁴²⁸ E. Minville, *La Forêt*, *op. cit.*, p. 198.

⁴²⁹ « Moulins de Riverbend, 200 tonnes de papier par jour », *L'Annonceur*, 28 février 1934.

⁴³⁰ « Les affaires de Price Brothers sont réglées », *Le Progrès du Saguenay*, 4 mars 1937.

l'hiver suivant, la Compagnie engagera 6 700 hommes dans ses chantiers du Saguenay—Lac-Saint-Jean. ⁴³¹

Entre 1921 et 1941, le Saguenay—Lac-Saint-Jean multiplie sa production de pâte par quatre et sa production de papier par sept : l'une atteint 3 000 tonnes par jour, l'autre 2 240. La région se classe au second rang et vient immédiatement après la vallée du Saint-Maurice. De ce nombre, le Pays du Lac-Saint-Jean produit maintenant à lui seul 918 tonnes par jour et c'est de toute évidence l'usine de Riverbend qui remporte la palme de la production.

Capacité quotidienne des usines en tonnes ⁴³²

	1920		1941	
	Pâtes	Papier	Pâtes	Papier
Port-Alfred	125		757	553
Kénogami	445	325	?	703
Jonquière				66
Riverbend			?	584
Chicoutimi	300		267	
Dolbeau			?	334
Desbiens			70	
Val-Jalbert	100			
Saint-Amédée	20			

À l'ombre des usines de pâtes et de papier fonctionnent les innombrables petits moulins à scie et même si cette source de profits n'est plus aussi importante que dans le passé, elle n'en constitue pas moins un revenu appréciable. Après la deuxième Grande guerre, 2 200 hommes vivent en permanence grâce à ces scieries alors que dans les meilleurs mois de l'hiver ce sont quelques 5 000 hommes qui en retirent un salaire plus ou moins important. Environ le tiers des ouvriers engagés dans les scieries modernes sont des cultivateurs et le trois quart de ceux

⁴³¹ « 6 700 hommes dans les chantiers de Price Bros. », *Le Progrès du Saguenay*, 23 décembre 1937.

⁴³² E. Minville, *La Forêt*, op. cit., p. 221.

qui travaillent dans les quelques 150 petites scieries vivent essentiellement du travail de la terre. À toutes ces entreprises de la forêt, nous pourrions enfin ajouter une douzaine d'autres petites manufactures de transformation : 4 de meubles, 3 de planches murales, 2 de pressage et 4 de boîtes. ⁴³³

Les années de guerre favoriseront une remise en question des manières d'intervention dans le domaine forestier. Ce ne seront pas les géants qui exigeront ce réajustement, ce seront au contraire les petites et moyennes entreprises et les populations les plus dépendantes de l'économie forestière qui prendront l'initiative et s'organiseront en associations. Le 10 juin 1945, plus de 250 « jobbers » ⁴³⁴ se rencontrent à Hébertville-Station pour former « L'Association des Entrepreneurs de la Forêt », mouvement qui les protégera contre les empiètements des grandes compagnies. ⁴³⁵ En l'espace de quelques jours seulement, cette association regroupe déjà 400 « jobbers », soit 90% des entrepreneurs de la forêt dans la région. ⁴³⁶

Au cours de ces mêmes années, des colons de plusieurs paroisses tentent de leur côté de joindre le mouvement de l'U.C.C. et fondent les premiers chantiers coopératifs, sorte de syndicats forestiers qui auront comme objectif de protéger leurs membres et d'améliorer les conditions de vie en forêt. Au Saguenay, naissent les chantiers coopératifs de Ferland, de Saint-Félix d'Otis, de Canton Hébert, d'Anse-Saint-Jean et de Sainte-Rose-du-Nord. Au Lac-Saint-Jean, ce seront ceux de Canton Rouleau, de Canton Bégin et de Notre-Dame-de-la-Doré qui adopteront les premiers cette nouvelle méthode de travailler en forêt. Le dernier, celui de Notre-Dame-de-la-Doré, est né en 1944 et deviendra sans conteste celui qui aura

⁴³³ Brouillette et Dagenais, *op. cit.*, pp. 667-668.

⁴³⁴ Un « Jobber » est un entrepreneur forestier qui exécute des contrats pour une compagnie-mère. Nous pouvons en distinguer deux sortes : il y a le « Petit Jobber » celui qui possède un ou deux chevaux, et il y a le « Grand Jobber », celui qui possède plus de 150 chevaux et qui emploie plusieurs « Petits Jobbers ».

⁴³⁵ « Les entrepreneurs de la forêt se sont groupés en association », *Le Lac-St-Jean*, 21 juin 1945.

⁴³⁶ « L'Association des Entrepreneurs de la forêt prend de l'ampleur », *Le Lac-St-Jean*, 12 juillet 1945.

les meilleurs résultats, en réussissant le tour de force d'obtenir du gouvernement ses propres concessions forestières, dans le canton d'Argenson. ⁴³⁷

En 1950, la forêt occupe encore 86% de la superficie totale du bassin du Lac-Saint-Jean et du Saguenay et 49% des superficies boisées appartiennent à la grande industrie forestière ; 3% appartiennent à la petite et moyenne industrie et 37% sont encore propriété du gouvernement. Les essences forestières sont constituées d'une majorité imposante de résineux (81%), puis de quelques colonies de feuillus (19%). Encore à ce moment, c'est l'industrie de la pulpe qui génère la très grande majorité des revenus. Au Lac-Saint-Jean se trouve l'un des plus importants réservoirs de bois de pulpe de la province : une possibilité de 135 000 cordes dans le bassin de la rivière Shipshaw, de 190 000 cordes dans la partie Nord du Lac-Saint-Jean et de 195 000 dans le bassin des rivières Pikauba, Cyriac, etc ... ⁴³⁸

La formation des chantiers coopératifs, la publicité tapageuse relatant les rudés conditions de vie en forêt ainsi que l'avènement de la mécanisation (scie mécanique, tronçonneuse, etc.) auront contribué à améliorer considérablement le sort des « travailleurs forestiers » (en échange des traditionnels « bûcherons »). Les camps de bois rond qui abritaient, il n'y a pas bien longtemps, bêtes de somme et travailleurs, ont fait place à des habitations plus convenables alors que de leur côté les anciennes « couqueries », qui offraient trop souvent un menu pauvre, ont été remplacées par des cafeterias beaucoup plus propres et disposant d'une nourriture riche et variée.

En 1959, l'industrie papetière régionale emploie à elle seule 3 385 travailleurs masculins et 84 femmes, et leur verse plus de seize millions de dollars en salaires annuellement. De ce nombre, près de 38% travaillent dans les usines du Lac-Saint-Jean : l'usine de Desbiens emploie entre 125 et 140 hommes, celle de Dolbeau entre 390 et 450 et celle de Riverbend 749. La plus grosse de toutes, l'usine de Kénogami, en compte à elle seule entre 1 088 et 1 291 (près de 37%) et le reste

⁴³⁷ Pour plus d'informations, se référer à, *La Doré : aux confins de l'arrière-pays*, SHS, série *Histoire des Municipalités*, (en préparation).

⁴³⁸ « *La forêt, richesse économique de base du Saguenay* », riche dossier monté par l'Association forestière Lac-Saint-Jean—Saguenay et publié dans le journal *L'Avenir Saguenéen*, (12/12/49), (3/1/50), (8/2/50), (8/3/50), (1/6/50), (8/6/50), (15/6/50), (22/6/50), (28/6/50), (19/7/50). Publié également dans *Le Lac-St-Jean* (1948) et dans *La Voix de la Baie* (1948).

se répartit dans les usines de Port-Alfred (près de 18%) et de Jonquière (près de 8%). ⁴³⁹

Au chapitre du bois de sciage, la région possède 137 scieries, dont 76 sont des moulins fixes et 61 sont portatifs. À lui seul, le comté de Roberval en renferme près de la moitié et c'est également lui qui compte les plus grosses de ces usines (15 employés et plus). Cette industrie complémentaire à l'industrie de la pulpe et du papier engage près de 1 000 travailleurs : les 870 employés à gages retirent près d'un million de dollars et les 127 réguliers en reçoivent pour 143 346 dollars.

L'industrie du bois de sciage et de transformation au Saguenay—Lac-Saint-Jean en 1958 ⁴⁴⁰

Comté	Scieries	Employés	Valeur au moulin	Usines de transformation
Chicoutimi	48	301	1 127 037\$	22
Jonquière-Kénogami	13	49	171 375\$	8
Lac-Saint-Jean	13	88	311 944\$	13
Roberval	63	556	3 978 488\$	26
Totaux	137	994	5 588 844\$	69

Le rehaussement du lac Saint-Jean et l'inondation de 1928

[Retour à la table des matières](#)

Au milieu du mois de juin 1926, la population du lac Saint-Jean se prépare à fêter la Saint-Jean-Baptiste d'une bien drôle de façon. Sans avis au préalable, les vannes des réservoirs sont fermées et l'eau commence à s'accumuler. En l'espace d'une quinzaine de jours seulement les eaux du lac atteignent le niveau des grandes crues du printemps. Plusieurs basses terres sont inondées et les gens, les agri-

⁴³⁹ M. Côté, *La forêt.... op. cit.*, p. 329.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, pp. 331-333.

culteurs surtout, commencent à comprendre réellement qu'ils auront à faire les frais de cette situation nouvelle.

La riposte populaire sera farouche et mobilisera une partie importante de la population qui organisera rapidement un comité de défense. Pour Onésime Tremblay, qui prend la tête du mouvement de protestation, et pour tous ces gens directement affectés, le gouvernement se doit d'obliger la *Duke-Price* à ramener le lac à son niveau normal et à rembourser intégralement tous ceux qui ont eu des dommages. Le combat sera féroce et laissera des cicatrices profondes dans les sociétés saguenéenne et jeannoise, alors fortement divisées. D'une part, les défenseurs de l'industrie qui ne désirent pas perdre leurs acquis et, d'autre part, les agriculteurs et les riverains qui comprennent, un peu tard il est vrai, que ce nouveau paysage artificiel modifiera la qualité de vie pour les générations à venir.

La plupart des municipalités côtières sont affectées. À Saint-Jérôme, entre autres, plus de 40 lots sont en partie envahis par les eaux. Selon le « Comité de Défense des Cultivateurs lésés, l'étendue des terrains inondés est considérable et d'une valeur productive exceptionnelle. ⁴⁴¹

À l'ombre des usines qui se bâtissent un peu partout, particulièrement dans la future ville d'Arvida, le Comité de Défense des Cultivateurs ne réussit pas à avoir gain de cause. Après les élections qui reconduisirent Taschereau au pouvoir, les gens du Lac-Saint-Jean s'aperçoivent rapidement de l'inégalité des forces qui opposent deux sociétés aux intérêts divergents : l'une, plus conservatrice et plus faible, est basée sur l'agriculture traditionnelle, l'autre, plus riche et plus dynamique, voit dans l'industrie son avenir.

Mais, pour citer l'historien Rossel Vien, « *l'acte central de la "tragédie" n'était pas encore joué* ». À la faveur d'un hiver particulièrement neigeux, d'une débâcle printanière importante et de pluies persistantes, le 25 mai 1928, le niveau du lac dépasse le point 20 et atteint, quelques jours plus tard, le niveau inégalé de 23,7. Partout c'est la consternation. Les eaux sont si hautes que le train de Chicoutimi ne peut se rendre à Saint-Jérôme. Pour ne pas précipiter des masses de billots sur le village d'Alma et pour éviter un mal plus grave, les pelles de la Petite Décharge restent fermées. Pendant plusieurs jours, la population vit dans la plus tota-

⁴⁴¹ Comité de Défense des Cultivateurs Lésés, *La « Tragédie » du lac St-Jean*, avril 1927, pp. 10--11.

le incertitude et ce n'est que le premier juin que les eaux commencent à se retirer lentement. Il va de soi que cette « tragédie » historique procure de nouveaux atouts aux requérants qui intentent de longs et onéreux procès à la compagnie Duke-Price. Plusieurs, à l'exemple de Roberval ⁴⁴², acceptent un dédommagement avantageux et se disent très satisfaits du règlement. D'autres, comme le président du Comité de Défense des Cultivateurs lésés, Onésime Tremblay de Saint-Jérôme, s'y enlisent et entreprennent le « combat » de leur vie pour y engouffrer tous leurs biens. ⁴⁴³ Rares seront ceux cependant qui refuseront les offres finales et avantageuses de la compagnie.

Le gouvernement tentera pour sa part de minimiser le plus possible l'importance du phénomène. Pour empêcher qu'une telle situation se reproduise, il demande à la Commission des Eaux Courantes de prendre, à partir de février 1929, le contrôle du barrage durant les périodes d'inondations au printemps. Pour éviter aussi que la présence massive des billes de bois menace la sécurité des citoyens d'Alma, il identifie et répartit des endroits de stockage sécuritaires.

Poursuite du Projet Shipshaw et début de la fabrication de l'aluminium au Lac-Saint-Jean

[Retour à la table des matières](#)

La construction des usines hydro-électriques de l'Île Maligne et le harnachement du lac Saint-Jean n'avaient été que le début d'une longue entreprise qui allait modifier fondamentalement l'ensemble de la communauté jeannoise et saguenéenne. Au détriment d'une population agricole dans l'âme et dans les faits, ces travaux d'architecture allaient contribuer à accentuer le caractère industriel du Saguenay et surtout à renforcer les assises d'un nouvel empire industriel qui échappera totalement à la population concernée. En effet, le succès instantané des réalisations de l'Île Maligne n'était que le début d'un long projet qui allait s'étendre sur plus d'un quart de siècle. Cette épopée, encore plus osée et plus téméraire que

⁴⁴² Vien, *op. cit.*, p. 325.

⁴⁴³ V. Tremblay, *Mgr Victor Tremblay se raconte*, Gaétan Morin éditeur, 1981, pp. 111-115.

la longue et lente marche du peuplement, sera marquée par une autre conquête et une nouvelle utilisation de l'espace.

Dès janvier 1928, la société d'Aluminium Limited ⁴⁴⁴ entreprend la première phase du projet Shipshaw et construit un nouveau barrage à la Chute-à-Caron, à quelques kilomètres en aval de l'Île Maligne. C'est un barrage de béton de plus de 900 mètres de long qui bloquera l'écoulement des eaux du Saguenay et qui entreprendra ses opérations dès janvier 1931. Les autres tranches du complexe entreront graduellement en service jusqu'en 1934. ⁴⁴⁵ La mise en marche des turbines arrive malencontreusement dans les années fortes de la crise mondiale. La baisse importante du marché de l'aluminium ajoutée à l'accroissement subit de la capacité de production d'électricité auront des effets douloureux alors que 3 000 ouvriers affectés aux usines d'aluminium tomberont en chômage et s'ajouteront à la misère dans les agglomérations industrielles.

Cette baisse des activités sera cependant de courte durée. La mise au point de nouveaux usages pour les métaux légers et la découverte de différents alliages permettront à cette industrie, dès 1935-1936, de reprendre le terrain perdu. En 1937, l'usine d'Arvida s'agrandit et les dirigeants élaborent un nouveau programme destiné à doubler la capacité de production. ⁴⁴⁶ La deuxième Grande guerre viendra amplifier considérablement les besoins en métal léger et les contrats des pays de l'Alliance-Atlantique auront tôt fait d'avaloir les surplus d'électricité de la Chute-à-Caron.

⁴⁴⁴ Le nom ALCAN deviendra la marque de commerce principale uniquement en 1944. Duncan C. Campbell, *Mission mondiale, histoire d'Alcan*, Ontario Publishing Comp., traduction française, 1985, p. 37.

⁴⁴⁵ Benoît Brouillette, « L'Aluminium au Saguenay », *L'Actualité Économique*, 22, no. 3, oct. 1946, pp. 417-446. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴⁴⁶ *Ibid.*, pp. 425-427.

Fig. 32.
Progression de la colonisation de 1849 à 1870.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 33.
Progression de la colonisation de 1870 à 1901.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 34.
Progression de la colonisation de 1901 à 1927.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 35.
Progression de la colonisation de 1927 à 1940.

[Retour à la table des matières](#)

Les pouvoirs électriques étant la pierre angulaire de toute extension des usines d'électrolyse, on en viendra rapidement à sortir de la poussière le programme inachevé de Shipshaw. Les plans retouchés pour la construction de ce qui s'appellera désormais « Shipshaw no 2 », sont d'une ampleur encore inégalée. Le nouveau projet consiste ni plus ni moins à détourner le Saguenay de son cours naturel et de l'amener sur un parcours d'environ deux kilomètres, à une nouvelle centrale.⁴⁴⁷ Commencée le 15 août 1941 et mise en opération le 24 novembre 1942, la nouvelle centrale sera en mesure de fournir 1 200 000 HP. Si l'on ajoute les 300 000 HP de la première phase du développement et les 540 000 HP du pouvoir d'Île Maligne, ce sont maintenant plus de deux millions de HP qui seront tirés de la vallée du Saguenay.⁴⁴⁸

Grâce à cette augmentation importante de la capacité énergétique, la société d'Aluminium est en mesure d'apporter aussitôt des améliorations à son usine d'Arvida. Au mois de mai 1943, la dernière salle de cuves entre en service et permet d'ajouter environ 305 000 tonnes à la capacité annuelle.⁴⁴⁹

Mais cette production est loin de suffire. Alors que les travaux d'Arvida ne sont pas encore terminés, les dirigeants entreprennent la construction d'une nouvelle salle de cuves, mais cette fois-ci c'est à l'Île Maligne que se porteront les efforts. Cette dernière ajoutera 20 000 tonnes à la capacité annuelle et nécessitera l'embauche de 200 ouvriers. L'année 1943 portera la production à son niveau maximum de 350 000 tonnes par an. Les stocks importants accumulés suffiront à répondre convenablement aux besoins de la guerre.⁴⁵⁰ La paix de 1945 obligera l'Alcan à diminuer ses opérations et elle abaissera sa production à 95 000 tonnes par an. Elle fermera 20 de ses 25 salles de cuves d'Arvida mais continuera d'opérer celle d'Île Maligne.⁴⁵¹

⁴⁴⁷ Le Saguenay au service du Canada, 1955, réimpression d'un texte publié en novembre 1947, dans « *Canadian Geographical Journal* ».

⁴⁴⁸ « *L'aménagement hydro-électrique de Shipshaw...* » *Le Lingot du Saguenay*, 17 novembre 1945.

⁴⁴⁹ Campbell, *op. cit.*, p. 280.

⁴⁵⁰ Benoît Brouillette, « *L'Aluminium* », *op. cit.*, p. 437.

⁴⁵¹ Campbell, *op. cit.*, p. 389.

L'industrie de l'aluminium et la colonisation de la Péribonca

[Retour à la table des matières](#)

L'ensemble du Projet Shipshaw ne se limitait pas uniquement à détourner les eaux de la rivière Saguenay. L'idée était encore beaucoup plus complexe. Pour s'assurer un débit d'eau constant en tout temps de l'année et permettre à toutes ces centrales de fonctionner même en période de sécheresse, les ingénieurs avaient décidé de remonter aux sources de la rivière Péribonca, un des principaux affluents du « réservoir » du lac Saint-Jean. En pleine forêt vierge, n'ayant que la voie des airs pour transporter le matériel nécessaire, une armée de travailleurs avaient construit de toute pièce un magnifique barrage et ce à plusieurs centaines de kilomètres du lac Saint-Jean. La réalisation du lac Manouane permettait ainsi de dévier vers la centrale de l'Île Maligne « 3 000 pieds cubes d'eau additionnels » à la seconde. Ces efforts, même couronnés de succès, ne furent pas suffisants pour permettre d'utiliser toute la puissance de la centrale... et étancher la soif de l'Alcan. ⁴⁵²

Le tour de force du lac Manouane n'était pas satisfaisant. Il avait, certes, permis une plus grande régularité des eaux à la centrale d'Île Maligne, mais la reprise du Projet Shipshaw no 2 demandait davantage. Les ingénieurs venaient à peine d'arriver de ce difficile périple du lac Manouane qu'ils recevaient aussitôt comme nouvelle mission de retourner à quelques kilomètres de là, à un lieu appelé la Passe-Dangereuse, et de préparer le plan d'action pour des travaux d'une plus grande ampleur. Le nouveau projet envisageait de construire, à 210 kilomètres en amont du lac Saint-Jean, un immense barrage qui viendrait aider à régulariser les eaux de la rivière Péribonca en créant un fabuleux réservoir, grand comme un pays, et de s'assurer ainsi d'une réserve d'eau de 200 kilomètres carrés. C'était plus que la retenue du réservoir du lac Saint-Jean lui-même. ⁴⁵³

⁴⁵² Campbell, *op. cit.*, p. 267. Aussi dans *Le Saguenay au service du Canada, 1955, op. cit.*, p. 19.

⁴⁵³ L'histoire officielle de l'Alcan par Campbell (p. 267), fait état trop abusivement d'une « semi toundra inculte ». Le seul réservoir de la Péribonca prend

Les chantiers des Passes-Dangereuses furent entrepris pendant l'hiver 1942, un des pires à sévir depuis les cinquante dernières années. Pour acheminer hommes et équipements il fallut construire une nouvelle route, dans un terrain montagneux et difficile. ⁴⁵⁴ Les moyens utilisés sont évidemment à la hauteur des promoteurs. Un village composé de 68 camps dans lesquels logent plus de 1 800 hommes qui entreprennent une véritable course contre la montre. Pour transporter les 50 000 tonnes de matériel nécessaire à l'entreprise, il fallut acheminer le tout par le chemin de fer jusqu'à Dolbeau, et de là charger une flottille de 125 camions qui firent en tout et partout et sans interruption plus de 10 000 voyages. ⁴⁵⁵

Les barrages du lac Manouane et des Passes-Dangereuses retiennent derrière leurs vannes plus de 25% des eaux d'alimentation du lac-Saint-Jean. Malgré cette phénoménale réserve, l'Alcan doit ralentir ses opérations dès l'automne 1948 et justifie cette décision par une forte baisse des précipitations au cours de cet été-là. ⁴⁵⁶ Baisse des réserves provoquée ou exagérée pour s'assurer la sympathie du public ? Nous ne le saurons sans doute jamais. Toujours est-il qu'en 1950, après l'ouverture d'un nouveau laminoir à Arvida (1948) ⁴⁵⁷, après l'inauguration d'un nouveau laboratoire (1949) ⁴⁵⁸, et après avoir augmenté la capacité de production de 122 salles de cuves de type Mathieson ⁴⁵⁹, l'Alcan demande au gouvernement la permission de détourner le cours de la rivière Bersimis et en plus d'établir deux autres barrages sur la rivière Péribonca : l'un à la Chute-du-Diable, l'autre à la Chute-à-la-Savane.

La première requête, celle de la rivière Bersimis, lancée possiblement pour détourner l'attention des observateurs, est immédiatement refusée par le premier

plus d'une heure à survoler en avion. Quant à la forêt, c'est un véritable pays, recouvert d'une riche forêt de conifères, qui fut noyé pour combler les besoins de l'Alcan.

⁴⁵⁴ « Une visite aux Passes-Dangereuses », *Le Lingot du Saguenay*, 2 avril 1943.

⁴⁵⁵ « La grande épopée des Passes-Dangereuses », *Le Lingot du Saguenay*, 16 avril 1943.

⁴⁵⁶ « Le jeu des réservoirs des centrales électriques du Saguenay », *Le Lingot*, 4 février 1949.

⁴⁵⁷ « Le nouveau laminoir d'Alcan », *Le Lingot*, 17 décembre 1948.

⁴⁵⁸ « Nouveau laboratoire d'expérimentation », *Le Lingot*, 29 avril 1949.

⁴⁵⁹ « Une compagnie se décide à produire de la soude caustique et du chlore », *L'Avenir Saguenéen*, 19 avril 1950.

ministre du temps, Maurice Duplessis.⁴⁶⁰ La première tranche de l'autre requête, présentée simultanément à l'Assemblée législative sous forme de projet de loi, est acceptée sans trop de contestations au début du mois d'avril 1950. L'accord, serti d'obligations de toutes sortes, exige entre autres à l'entreprise d'augmenter son personnel de 200 employés à son usine d'Arvida.⁴⁶¹

Les travaux de la Chute-du-Diable sont annoncés à la fin de l'année 1950 et le barrage, une fois terminé, permettra d'ajouter à la production d'électricité plus de 200 000 HP. Situé à environ 50 kilomètres du lac Saint-Jean, ils exigeront néanmoins deux ans d'efforts et obligeront la construction d'une route carrossable en tout temps de l'année, à partir de l'Île Maligne.⁴⁶²

Le chantier de Chute-du-Diable vient à peine d'être mis en marche, voilà que l'Alcan annonce, au mois de mai 1951, l'adoption d'un autre projet ; celui de Chute-à-la-Savane, à 23 kilomètres en aval du premier, permettra lui aussi de produire un peu plus de 200 000 HP. Pour justifier cette décision, la multinationale plaide la très forte demande d'aluminium et l'augmentation de ses besoins en raison de la construction prochaine d'une aluminerie toute neuve.⁴⁶³ Aussitôt dit, aussitôt fait, du moins en ce qui concerne les barrages. L'aménagement de ces deux centrales nécessitera en gros deux années de travaux intensifs : les premières turbines de Chute-du-Diable commencent à tourner à l'automne 1952, et celles de l'usine jumelle, à Chute-à-la-Savane, démarrent en 1953. Seule, l'aluminerie promise au Saguenay ne verra pas le jour.

La prospérité engendrée par la guerre de Corée qui était un peu la cause de tout ce remue-ménage sera cependant de courte durée. La paix provoqua une baisse de la demande de l'aluminium et reporta aux calendes grecques les promesses d'expansion. En 1955, la demande d'aluminium à travers le monde est à la hausse. Cette conjoncture permet au Canada de demeurer le principal pays exportateur de ce métal et pousse la multinationale à mettre de l'avant son projet d'agrandisse-

⁴⁶⁰ « Les travaux de la Péribonca », *Le Lac-St-Jean*, 9 février 1950.

⁴⁶¹ « L'Aluminum Co. reçoit l'autorisation de construire le barrage de Péribonka », *Le Lac-St-Jean*, 6 avril 1950.

⁴⁶² « Les travaux à la Chute-du-Diable débiteront sans délai », *Le Lingot*, 2 nov. 1950.

⁴⁶³ « Nouvelle centrale hydro électrique à la Chute-à-la-Savane », *L'Avenir Saguenéen*, 10 mai 1951.

ment à l'usine d'Île Maligne. Mais, une seule salle de cuves, cela semble une bien maigre compensation compte tenu des promesses antérieures.⁴⁶⁴ Quoiqu'il en soit, l'usine augmente malgré tout sa production à 115 000 tonnes. La baisse du marché de ce métal et la construction d'une aluminerie à Baie-Comeau par un ancien client de l'Alcan, la British Aluminium, provoquent la fermeture de plusieurs salles de cuves à Arvida et à Isle-Maligne.⁴⁶⁵

En 1956, la multinationale revient à la charge, annonce son intention de construire une usine hydro-électrique géante à la Chute-des-Passes, à quelques kilomètres plus bas que le barrage des Passes-Dangereuses, et remet sur le tapis sa promesse de construire une aluminerie qui augmentera la capacité de production du Saguenay-Lac-Saint-Jean de 120 000 tonnes.⁴⁶⁶ La technologie adoptée se distinguera des réalisations précédentes. Un tunnel d'environ 10 kilomètres de long partant d'un des réservoirs d'emmagasiner, emmènera l'eau à une centrale souterraine, avant de la déverser, un peu plus bas, dans la rivière Péribonca. La capacité théorique est évaluée à 1 000 000 de HP.

La centrale de Chute-des-Passes sera en service en 1960 et obligera l'Alcan à organiser systématiquement un véritable village pour entretenir et faire fonctionner l'ensemble du complexe. Ainsi, à quelques 175 kilomètres au Nord de la ville d'Alma, le nouveau village de Chute-des-Passes, le dernier à naître dans l'histoire de la colonisation du Lac-Saint-Jean, fait un peu penser au village-usine de Val-Jalbert. Maisons confortables, dernières commodités assurées à tous, loisirs organisés, église, centre social, bref en plein cœur de la forêt boréale est apparu un coquet petit village qui vit uniquement pour satisfaire les besoins de l'Alcan.

Sans crier gare, au début des années soixante-dix, la multinationale entreprend un vaste programme de modernisation de toutes ses installations hydro-électriques au Saguenay et au Lac-Saint-Jean. À la centrale d'Île Maligne, la plus vieille du réseau, après cinquante ans de service ininterrompu, le plan de modernisation prévoit le remplacement de l'outillage désuet.

⁴⁶⁴ « Alcan entreprend des travaux d'agrandissement à l'Île Maligne », *Le Lingot*, 18 août 1955.

⁴⁶⁵ Pépin, *op. cit.*, p. 108.

⁴⁶⁶ « Une centrale de 1000 000 HP à la Chute-des-Passes », *Le Lingot*, 9 août 1956.

À Chute-des-Passes, on copie un peu le côté tragique du scénario vécu un demi-siècle plus tôt à Val-Jalbert. Ici cependant il y a une exception : les moteurs n'arrêtent pas. Au mois de septembre 1974, où vivent encore une trentaine de familles, le village de Chute-des-Passes cesse d'exister. La technologie permet maintenant à la centrale d'Île Maligne de prendre les commandes et de diriger de ce centre nerveux tous les autres barrages de Chute-à-la-Savane, de Chute-du-Diable et de Chute-des-Passes.⁴⁶⁷ Pour la petite population qui avait accepté de se déplacer en plein centre de la forêt boréale et de recommencer une nouvelle vie, cette décision de l'Alcan frappe comme un coup de tonnerre contre lequel elle ne peut opposer aucune résistance.

Si nous faisons un bref survol de toutes ces constructions qui ont modifié de manière importante et de façon irréversible l'environnement et le milieu écologique de la Sagamie, nous verrons que l'énergie électrique en kilowatts est extraordinaire. La colonisation pour des fins industrielles du bassin du Lac-Saint-Jean et de la vallée de la rivière Péribonca, a permis et permet encore à la multinationale Alcan de retirer de ses installations hydro-électriques 2 687 000 kilowatts : par ordre d'importance, Shipshaw développe 896 000 KW, Chute-des-Passes 750 000 KW, Île Maligne 402 000 KW, Chute-à-Caron 224 000 KW, Chute-à-la-Savane 210 000 KW et Chute-du-Diable 205 000 KW.⁴⁶⁸ Sur le plan travail, en 1967, l'aluminerie d'Isle-Maligne produit 115 000 tonnes et embauche 1 000 travailleurs alors que celle d'Arvida porte sa production à 373 000 tonnes et embauche 6 000 hommes.⁴⁶⁹

⁴⁶⁷ « L'automatisation entraînera la fermeture du village de Chute-des-Passes », *Progrès-Dimanche*, 13 janvier 1974.

⁴⁶⁸ Évaluations tirées d'un pamphlet de l'Alcan pour l'année 1967 et publié dans le *Progrès-Dimanche*, 20 juillet 1967, p. 12.

⁴⁶⁹ Pépin, *op. cit.*, p. 212.

Le déploiement du réseau de communications

[Retour à la table des matières](#)

En 1929, au moment où éclate la crise, le Saguenay et le Lac-Saint-Jean souffrent encore énormément du manque de communications. Le vieux chemin Kénogami est rendu inopérant en raison du harnachement du lac Kénogami et de la disparition de la paroisse de Saint-Cyriac, en 1924. Il prive momentanément les deux régions de ce moyen. La route Stoneham–Lac-Saint-Jean n'est pas encore ouverte et fait l'objet d'une pression soutenue dans les éditoriaux du journal local, *Le Colon*. Sur le plan des communications ferroviaires, le tronçon de chemin de fer entre Saint-Félicien et Dolbeau vient tout juste d'être terminé et se sont estompés avec cette réalisation les espoirs d'un chemin de fer de ceinture qui entourerait complètement le lac Saint-Jean. Sur le plan des liaisons aériennes, Roberval inaugure, en 1920, sa base expérimentale alors que Saint-Félicien emboîte le pas, en 1929, avec sa base commerciale ; la « Transcontinental Airways de Québec » qui assure un certain service pour les voyageurs et les marchandises. Enfin, les deux routes La Tuque-Chambord et Chibougarnau-Lac-Saint-Jean, ainsi que le chemin de fer de Chibougamau, ne font pas encore partie des grandes préoccupations des jeannois. Quant à la navigation sur le lac, elle appartient de plus en plus à l'histoire et l'avenir ne semble pas lui réserver une bien grande responsabilité.

À la fin des années vingt, c'est donc la liaison entre Québec et le Lac-Saint-Jean qui préoccupe le plus la communauté jeannoise. Le dernier bout de chemin entre Péribonka et Albanel, complété en 1926, en même temps que les barrages, ferme la boucle d'une précaire route de ceinture et donne accès aux automobiles à toutes les paroisses de la contrée. Même s'il manque encore quelques ponts pour traverser certaines rivières du Nord du Lac, le service de bateaux-passeurs est assuré par les municipalités en cause.

La route de Québec au Lac-Saint-Jean franchit un pas important à la fin du mois d'avril 1927, lorsque trois automobilistes, deux garagistes de Saint-Jérôme et un ingénieur de la compagnie Shawinigan Power, réussissent à parcourir en deux

jours les 195 kilomètres séparant les deux régions.⁴⁷⁰ Mais cette réalisation n'est qu'un exploit pour prouver au gouvernement Taschereau que le parcours emprunté est réalisable. Ouverte enfin en 1930, la route suit une partie du tracé proposé pour la ligne de transmission du réseau électrique.

L'édification des barrages de l'Île Maligne avait été une des grandes raisons qui avaient motivé la décision du gouvernement, car une portion de l'électricité produite à la Grande Décharge devait servir à l'aluminerie de la Compagnie Shawinigan.⁴⁷¹ Le trajet de la route Québec–Lac-Saint-Jean n'était que temporaire et était encore trop éloigné de la région du Saint-Maurice pour qu'il soit satisfaisant. En 1931, le gouvernement décide de mettre de l'avant le projet d'une route entre La Tuque et le Lac-Saint-Jean et fait entreprendre les explorations pour décider du meilleur tracé possible.⁴⁷²

Pour les hommes d'affaires jeannois cette voie est importante car elle simplifie de façon importante la liaison avec Montréal. Pour les municipalités de la région trifluvienne, notamment la région de La Tuque et de Grand-Mère, elle permet de les rapprocher du centre de la province.⁴⁷³ En 1936, en même temps qu'il se prépare à annoncer le début d'un vaste programme de constructions de routes à travers tout le pays, le gouvernement d'Ottawa annonce la construction imminente du tronçon La Tuque–Lac-Saint-Jean.⁴⁷⁴ Les travaux commencés en 1938 sont malheureusement reportés l'année suivante, avec la déclaration de la guerre par l'Allemagne.

La fin des hostilités permet cependant aux Chambres de Commerce du Lac-Saint-Jean, de Chicoutimi et de la Mauricie de redonner un second souffle au dossier. Faisant périodiquement l'objet d'enjeux électoraux et reporté d'élection en élection, un nouveau tracé, entre Chambord et La Tuque est tout simplement mis de l'avant en 1954 par les municipalités des régions concernées qui sont bien décidées de faire ici une exception à la règle et de subventionner elles-mêmes le

⁴⁷⁰ « *Du Lac St-Jean à Québec en automobile* », *Le Colon*, 3 mars 1927.

⁴⁷¹ « *La route de St-Jérôme* », *Le Soleil*, 29 juillet 1927.

⁴⁷² « *La route La Tuque Roberval* », *Le Colon*, 29 janvier 1931.

⁴⁷³ « *La Presse d'intéresse à notre route* », *Le Colon*, 7 septembre 1933.

⁴⁷⁴ « *St-Félicien–Chibougamau et La Tuque–Roberval* », *Le Colon*, 23 avril 1936.

coût de la route.⁴⁷⁵ Ces efforts concertés produiront rapidement des résultats. Au mois de janvier 1955, une délégation imposante, réunissant plusieurs personnalités de La Tuque, arrive en voiture au Lac-Bouchette pour inaugurer officiellement la route.⁴⁷⁶

Mais celle-ci n'est encore qu'un chantier et ne peut pas véritablement servir en tout temps de l'année. Pour un certain temps, elle donnera surtout accès à un riche territoire forestier. Il faudra attendre le milieu des années soixante, alors que l'industrie touristique est soudainement réveillée par les préparatifs de l'exposition universelle de Montréal, pour que le gouvernement accepte enfin d'y jouer un rôle. Réalisée après tant d'années et utilisée par les nombreux voyageurs attirés par l'Expo de 1967, le recouvrement d'asphalte de la route Chambord-La Tuque est complété au cours de l'été 1968.⁴⁷⁷

Vers la région de Chibougamau

[Retour à la table des matières](#)

La réalisation de la route Québec–Lac-Saint-Jean et les demandes préliminaires pour le tronçon de La Tuque n'étaient pas de simples cas isolés. Ouverte au moment où l'industrie paraissait vouloir seconder l'agriculture dans la vie économique régionale, la liaison routière avec la Vieille Capitale faisait partie d'un vaste projet gouvernemental qui visait à placer le Lac-Saint-Jean au centre même du développement d'une nouvelle région qui allait naître prochainement entre la Baie James et le Saguenay. La population du Lac-Saint-Jean misait beaucoup sur cette dernière voie de communication. Avant le crash boursier plusieurs compagnies minières intéressées aux gisements d'or, d'argent et de cuivre s'occupaient fébrilement à prospecter les environs du lac Chibougamau. Pour atteindre les lieux, celles-ci étaient contraintes soit d'emprunter l'ancien parcours des fourrures, soit

⁴⁷⁵ « La route Chambord–La Tuque commencée au Lac St-Jean », *Le Lac Saint-Jean*, 30 septembre 1954.

⁴⁷⁶ « Inauguration de la route Chambord–La Tuque », *Le Lac Saint-Jean*, 13 janvier 1955.

⁴⁷⁷ « La route La Tuque–Lac-St-Jean ne serait pas finie pour 67 », *Progrès-Dimanche*, 31 juillet 1966.

de passer par l'Abitibi, soit de prendre l'avion. Dans cette perspective monter le plus petit équipement exigeait des efforts extrêmement onéreux et limités.

Fig. 36.

Une ferme au Nord de La Doré. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-29.4

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 37.
La ferme expérimentale de Normandin,
Photo de l'auteur, 1987, LSJ- 29.13.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 38.

Usine à papier de la Compagnie Domtar, à Dolbeau, au confluent des rivières Mistassibi et Mistassini. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.0.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 39.
Association coopérative agricole de Saint-Prime.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-4.17.

[Retour à la table des matières](#)

Le Lac-Saint-Jean avait tout à gagner avec le développement d'une voie de communication reliant Saint-Félicien à la région minière. Dans un premier temps, cela permettrait d'étendre ses rapports commerciaux et d'avoir accès à de nouveaux marchés. De façon un peu moins réaliste par contre, alors que l'on se prépare à vivre le dernier acte du mouvement de retour à la terre, on espérait voir surgir aussi, un peu plus loin vers le nord, de nouvelles paroisses. ⁴⁷⁸

Au cours de la première moitié de la décennie trente, le gouvernement du Québec ne semble pas intéressé outre mesure par la question. Cependant, pressé par les nombreuses compagnies minières, par le monde des affaires et par les politiciens, le premier ministre Duplessis accepte, à l'automne 1936, d'engager 1 500 000\$ à la construction d'une route d'hiver qui reliera les deux régions. ⁴⁷⁹ Commencée dès l'annonce de la bonne nouvelle, cette route qui n'est qu'un tracé d'hiver, sera finalement ouverte deux mois plus tard, à la fin de janvier 1937.

Ainsi que l'avaient pressenti les promoteurs, l'ouverture de la « route » Lac-Saint-Jean–Chibougamau avait donné accès aux riches forêts de ces régions perdues et avait ouvert de nouveaux marchés. Elle avait apporté du même coup aux paroisses disséminées près du parcours un essor important et laissait entrevoir l'arrivée d'une ère de progrès. Mais en 1940, cette soi-disant « route » n'est encore qu'un tracé incertain, voire même impraticable pendant une bonne partie de l'année. Certes, le chemin est défriché entièrement, les ponts et les ponceaux sont construits sur tout le parcours, mais pour le trafic motorisé par contre, entreprendre la montée vers Chibougamau reste une entreprise incertaine et téméraire. ⁴⁸⁰ Au milieu des années quarante le gouvernement accepte de reprendre les travaux de construction. En 1947, la route est terminée sur la moitié de son parcours et les véhicules toutes catégories sont en mesure d'atteindre en tout temps de l'année le lac Chigoubiche, situé à mi-chemin entre Notre-Dame de la Doré et Chibougamau. ⁴⁸¹ La construction de la seconde moitié du tronçon prendra deux ans et ne

⁴⁷⁸ « *Archives de la Municipalité de La Doré* », Livre des Procès-verbaux.

⁴⁷⁹ « *La route Chibougamau par le Lac-Saint-Jean, est accordée par le Gouvernement* », *Le Colon*, 15 octobre 1936.

⁴⁸⁰ Chambre de Commerce de Roberval, « *Mémoire relativement au parachèvement du chemin Chibougamau* », 1941.

⁴⁸¹ « *Vers Chibougamau* », *Dolbeau-Journal*, 22 mars 1947.

sera inauguré qu'à la fin de l'année 1949. Cette réalisation aura coûté quatre millions de dollars.

L'ouverture du tronçon Lac-Saint-Jean–Chibougamau marque une étape cruciale dans l'histoire de notre région et même dans l'histoire de la province toute entière. Cela signifie, d'abord pour ces nouvelles contrées, que l'époque héroïque de la traite des fourrures est bel et bien terminée ; elles doivent céder maintenant la place à l'exploitation minière et forestière. Cela signifie aussi un net recul de la frontière de l'arrière-pays, à plus de 300 kilomètres au nord. Enfin, cela soustrait, pour un certain temps du moins, le nouveau centre minier à la force d'attraction de l'Abitibi. Mais même ouverte douze mois par année, la route seule ne peut satisfaire bien longtemps aux besoins toujours insatiables des entrepreneurs qui arrivent toujours de plus en plus nombreux. Elle ne peut, de surcroît, apaiser ses craintes face au pouvoir d'attraction de l'Abitibi qui veut toujours récupérer sa juste part des retombées économiques engendrées par le boum minier.

Au mois de mai 1954, une délégation constituée par les intervenants économiques du Saguenay–Lac-Saint-Jean et appuyée par la ville de Québec, arrive à Ottawa bien décidée d'obtenir du gouvernement fédéral la construction d'un chemin de fer qui monterait jusqu'à la ville-champignon de Chibougamau. Lors de cette rencontre, le représentant gouvernemental, Jean Lesage, reconnaît à la grande satisfaction des visiteurs que le débouché ferroviaire le plus logique est « *du côté de Chicoutimi qui est un débouché maritime* ». ⁴⁸² Le terminal vers le Lac-Saint-Jean ainsi reconnu, le gouvernement canadien accepte d'entreprendre les travaux dès l'automne 1955. L'annonce gouvernementale précise en outre que les populations de la zone périphérique devront être privilégiées par rapport aux autres. ⁴⁸³

Les contrats relatifs à la construction du chemin de fer sont annoncés au début de septembre de la même année. Ce sont les entreprises Therrien Construction Company Ltd et McNamara Construction Company Ltd qui auront la tâche de défoncer pour une seconde fois le paysage forestier. ⁴⁸⁴ Au mois de novembre

⁴⁸² « La délégation du Saguenay à Ottawa pour la construction d'un chemin de fer », *Le Lingot*, 31 mai 1951.

⁴⁸³ « *La construction du chemin de fer St-Félicien-Lac Caché, débutera bientôt* », *Le Lingot*, 28 juillet 1955.

⁴⁸⁴ « *Contrat accordé pour le chemin de fer Saint-Félicien– Chibougamau* », *Le Lingot*, 1er sept. 1955.

1957, un premier tronçon reliant le centre minier à Beattyville est inauguré alors que le dernier tronçon, de Chibougamau à Saint-Félicien, est officiellement ouvert le 28 octobre 1959. En tout et partout le projet aura coûté 16 millions de dollars aux contribuables. ⁴⁸⁵

L'urbanisation, un phénomène récent

[Retour à la table des matières](#)

Avant la réalisation des premiers barrages et avant la construction des usines papetières, deux types d'habitats forment le Pays du Lac-Saint-Jean. L'un, dispersé et à faible densité, correspond naturellement à l'habitat rural des colons et des cultivateurs. L'autre, caractérisé par une plus forte concentration humaine regroupée autour de l'église et des petites industries locales, est sensé répondre aux fonctions commerciales, industrielles et administratives. Seule Roberval, terminus du chemin de fer et quai d'embarquement donnant accès à tous les ports d'attaches, détient le statut de ville (1903) et peut revendiquer le titre de capitale du Lac-Saint-Jean. Cette perception de la typologie des agglomérations du Lac-Saint-Jean prend fin avec le développement de la grande industrie qui redéfinit les règles du peuplement : Alma (1924), Isle-Maligne (1924), Saint-Félicien (1946), Mistassini (1947) et Métabetchouan (1975) accéderont tardivement au statut de ville.

Comme nous avons été en mesure de le constater tout au long de cette étude, le partage du sol pour des fins cadastrales répartit l'espace habitable selon le mode des cantons. Ces derniers, épousent habituellement, selon la topographie, une forme carrée ou rectangulaire et se divisent en « rangs ». Ces rangs, simples ou doubles, se morcellent idéalement à leur tour en lots de 200 acres mais pour répondre aux besoins de la colonisation, ces surfaces seront abaissées dans notre région à des proportions de 100 acres et même moins.

Originellement, avant que naissent villages et villes, les cantons serviront de base pour délimiter la paroisse religieuse qui donnera naissance à la paroisse mu-

⁴⁸⁵ « *L'arc ferroviaire Beattyville-St-Félicien en pleine activité* », *Le Lingot*, 5 nov. 1959.

nicipale.⁴⁸⁶ C'est à partir de cette dernière, appelée politiquement « municipalité de canton » que commence la communauté. Mais pour accéder à ce statut officiel il faut que la population concentrée sur un même canton soit au moins de 300 âmes. Au Saguenay, c'est le Canton Tremblay qui devient, en 1855, la première municipalité de paroisse à voir le jour. Au Lac-Saint-Jean, Hébertville et Roberval sont proclamées officiellement en 1859 ; elles seront imitées, en 1870, par Saint-Louis de Métabetchouan (Chambord) et Saint-Jérôme.

L'expérience vécue au Lac-Saint-Jean tend à démontrer qu'habituellement, à partir de la municipalité de paroisse, se forme et se développe un noyau autour de lequel s'organise la vie communautaire. Lorsque la concentration humaine atteindra au moins 125 habitations et 800 âmes, la population pourra demander le nouveau statut de « municipalité de village incorporé ». Celle-ci se détachera donc de la paroisse-mère et formera une agglomération, autonome, avec son propre conseil municipal. Elle pourra percevoir des taxes et édicter ses propres règlements. Au Lac-Saint-Jean, ce sont les municipalités d'Hébertville (1882), de Roberval (1883) et de Saint-Jérôme (1898) qui seront les premières à devenir des villages.

Lorsqu'en 1940, la colonisation agricole est à toute fin pratique complétée, 1870 728 acres composent la superficie des terres érigées en municipalités. De cette surface 94% appartiennent aux municipalités rurales et le reste, de toute évidence, appartient aux municipalités urbaines, c'est-à-dire aux villages et aux villes.⁴⁸⁷ À cette date, près d'une soixantaine de cantons ont été proclamés officiellement. Au XIX^e siècle, la population du Lac-Saint-Jean était essentiellement rurale. C'est l'arrivée du chemin de fer, en 1888, permettant à Roberval de devenir le chef-lieu de la région, qui favorisera le développement du premier noyau urbain. L'étape du 25% de population urbaine est franchie dans les années vingt alors que celle du 50% devra attendre le milieu des années cinquante ; l'évolution démographique et le partage des populations rurales et urbaines étant en relation étroite avec le développement économique régional.

⁴⁸⁶ Une bonne définition de la paroisse est donnée par l'étude de P.B. Mignault, *Le droit paroissial*, Montréal, 1893.

⁴⁸⁷ Benoît Brouillette, « *L'habitat et la population au Saguenay* », dans *L'Actualité économique*, 22^e année, no 4, janvier 1947, pp. 646-671.

Population urbaine et rurale du Lac-Saint-Jean

Années	population	urbaine	rurale
1851	150		100%
1861	1 523		100%
1871	5 681		100%
1881	9 729		100%
1891	14 048	10%	90%
1901	20 156	11%	89%
1911	27 111	18%	82%
1921	35 539	25%	75%
1931	50 253	49%	51%
1941	64 306	41%	59%
1951	82 006	40%	60%
1961	105 230	54%	46%

Les villages de la frontière prennent naissance pour répondre à des fonctions commerciales et administratives : l'église, le moulin à scie et à farine, la fromagerie, les magasins, la gare de chemin de fer, le quai ou encore la cour de justice et l'école modèle tendent donc à se regrouper. Ce sont les facilités naturelles des communications qui dictent généralement le choix de l'emplacement du village. Lors de l'arpentage des premières lignes, il arrive que cet emplacement soit décidé avant même la distribution des lots. La « réserve » prévue n'est pas un critère définitif et dans bien des cas, dans le canton Métabetchouan notamment, ce choix arbitraire s'avérera inopportun et sera rejeté au profit d'un autre lieu.

L'aspect des villages du Lac-Saint-Jean varie selon l'époque et surtout selon le site choisi. Au XIX^e siècle, les noyaux de peuplement sont répartis autour des municipalités-mères et se développent en fonction de servir les besoins de leurs communautés respectives. Au début de la marche du peuplement, c'est Hébertville qui occupe la fonction de capitale. Cette responsabilité lui échappe au fil des ans, car après l'arrivée du chemin de fer, au fur et à mesure que progresse la colonisation, se détachent les municipalités de Roberval, de Saint-Jérôme et de Chambord qui deviennent à leur tour chef-lieu de leur contrée.

L'avènement de l'industrie, au début du XX^e siècle, fait apparaître un nouveau type d'agglomérations. Les villages-usines comme Val-Jalbert, Desbiens Mills et Saint-Amédée, se développeront en tenant compte uniquement de la fonction industrielle des lieux. La tentative avortée de Saint-André, en 1901, et l'abandon plus tardif de la pulperie de Saint-Amédée de Péribonka, en 1917, démontrent clairement la précarité et la fragilité de ces villages qui doivent leur existence et leur survie uniquement à l'usine de pulpe, seul moteur économique des lieux. Nous ne pourrions fournir un plus bel exemple avec Val-Jalbert dont la fermeture de l'usine, en 1927, provoque le départ de toute la population. Plus près de nous, dans le petit village de Desbiens, la fermeture prolongée de l'usine de la « St-Raymond », en juillet 1972 ⁴⁸⁸, a bien failli faire revivre le scénario de Val-Jalbert.

À partir de 1922, la construction des grands barrages et celle des grandes usines papetières, qui suivent quelques années plus tard, établissent de nouvelles règles en matière de peuplement et de développement. En conférant aux agglomérations nouvelles de Dolbeau et d'Alma une fonction strictement urbaine, ces aménagements industriels provoquent une remise en question de l'échiquier municipal du Lac-Saint-Jean. Mais les usines ne sont qu'un nouvel élément parmi d'autres.

Au milieu des années soixante, nous pouvons dire que la typologie des villages du Lac-Saint-Jean a atteint une certaine maturité. Certes, plusieurs continueront de progresser, mais en gros, il semble que le modèle soit assez définitif. La géographe Cécile Touzin classe en trois catégories les fonctions de chacune d'entre elles. ⁴⁸⁹

La première catégorie dite de « *rayonnement multimunicipal* », prend comme critères de base la quantité et la qualité des équipements commerciaux, les services et un nombre d'ouvriers à la solde d'industries, supérieurs à la moyenne : ce sont Normandin, Saint-Jérôme, Saint-Cœur-de-Marie, Hébertville et Saint-Bruno. La seconde catégorie est dite « *bimunicipale ou trimunicipale* ». Dans celles-ci nous retrouvons un service, une industrie ou un commerce mieux développé. Cer-

⁴⁸⁸ « *Desbiens à l'heure de vérité* », dossier de 11 pages faisant la rétrospective des événements, publié dans *Le Quotidien*, 24 mai 1986.

⁴⁸⁹ Cécile Touzin, « *Une typologie des villages du Lac-Saint-Jean* », *Protée*, déc. 1972, vol. 2, no 2, pp. 7-27.

taines d'entre elles exercent une influence sur deux ou plusieurs localités : ce sont Hébertville-Station, Saint-Prime, Saint-Thomas-Dydime et le Lac-Bouchette. Enfin, la troisième catégorie, est du type « *dépendant* ». Détenant une fonction de services, c'est dans cette catégorie que nous retrouvons le plus grand nombre des villages et même de certaines paroisses du Lac-Saint-Jean, soit une vingtaine. ⁴⁹⁰

Au risque de nous répéter, ces trois catégories regroupent uniquement des municipalités de villages ou de paroisses. Nous ne saurions broser un tableau plus complet du caractère de toutes et chacune sans faire état des villes et de certaines localités rurales qui exercent une bonne influence sur les municipalités de leur entourage.

D'abord, *Normandin*, joue un rôle économique, social et culturel sur les municipalités plus démunies de Parrièrepays, au Nord du Lac. En second lieu, *Métabetchouan*, une ville que nous pourrions qualifier de mi-agricole, mi-urbaine. Elle dispute à Roberval et à Alma, un rôle polarisateur et tente de maintenir une certaine influence en matière de services, de commerce et même d'industries, sur les municipalités rurales situées dans son périmètre d'attraction. *Saint-Bruno* et *Notre-Dame-d'Hébertville* qui doivent leur existence à la situation qu'elles occupent par rapport aux communications, tentent de conserver le rôle de transition et de trait d'union entre le Saguenay et le Lac-Saint-Jean. Ces deux municipalités ont une consœur, au Nord-Ouest du Lac ; *La Doré*, obligée par la géographie à une certaine autonomie, joue un rôle également de transition et de trait d'union, entre la région de Chibougamau et le Lac-Saint-Jean.

⁴⁹⁰ *Ibid.*, pp. 11-14.

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

En guise de conclusion : conséquences de la colonisation

[Retour à la table des matières](#)

Nous consacrerons les dernières pages à brosser un bref tableau des conséquences de la colonisation sur notre environnement. L'idée n'est pas de dénigrer ici les individus ou les quelconques sociétés qui sont venus s'implanter dans cette riche contrée pour en retirer ses bienfaits. Nous croyons au contraire que le moment est bien choisi et qu'il nous faut faire le point. Évidemment, le constat risque d'être douloureux pour certains. Maintenant arrivé à la croisée des chemins, à l'heure où plusieurs groupuscules prennent formes pour éveiller la population aux dangers d'une hyperexploitation de la nature, d'un souillage démesuré de l'environnement et d'une utilisation irréversible de l'espace et de l'habitat, il est capital, pour ne pas dire vital, d'effectuer un moment d'arrêt. C'est de cette façon, en dressant un bilan de la colonisation, que nous pourrions identifier des causes et qui sait... peut-être trouver et suggérer des remèdes.

En premier lieu, l'élaboration du plan et la progression du texte ont voulu établir, une fois pour toute, que la colonisation n'est pas l'œuvre et le résultat d'un seul mouvement de population. Si nous avons à proposer une définition pour la cerner, nous dirons que cette colonisation est le fruit de la récupération de l'espace par l'Homme. Qu'il soit Amérindien ou Blanc, cela n'a pas d'importance. La date de 1647, par exemple, qui consacre la soi-disant « découverte » du lac Saint-Jean par le Jésuite Jean Dequen, n'est en réalité qu'une étape inscrite dans le long et lent processus de la marche du peuplement. Ceci est valable également pour l'année 1849, qui signifie le début de la conquête du sol à des fins agricoles, et pour

l'année 1927 qui marque le départ de la colonisation par des non-résidents, ces étrangers venus d'un peu partout, de nulle part même, et qui ont dépouillé la nature sans rendre de compte à personne.

Commencée il y a plusieurs siècles par les naturels du continent, ceux que nous appelons aujourd'hui les Montagnais, cette première étape de la colonisation fut la plus longue et celle qui eut le moins de conséquences sur la nature. Avec les moyens offerts par le milieu, ces « naturels » ont été en mesure de domestiquer l'environnement et ont été à même d'y puiser tout ce dont ils avaient besoin pour survivre. Utilisant adroitement l'écorce de bouleau pour confectionner leurs canots et leurs habitations, ils ont été les premiers hommes à intervenir sur le couvert forestier. Pour se nourrir et se vêtir, ils ont trouvé une faune abondante et diversifiée et l'ont exploitée à bon escient. Tant que la pénétration européenne ne les atteindra pas, ils évolueront en harmonie avec la nature. Ce n'est qu'avec le développement de la traite des fourrures et avec l'arrivée des commerçants européens qu'ils perdront peu à peu contact avec leurs racines et ajouteront une pression démesurée sur l'environnement.

La colonisation blanche, qui débute avec l'arrivée des missionnaires et des commerçants responsables de la Traite de Tadoussac, aura des conséquences immédiates. S'ajoutant à la population autochtone, leur présence portera un dur coup à la faune environnante. Le simple fait que les postes de la Traite de Tadoussac doivent fermer leurs portes au début du XVIII^e siècle, faute de gibier, se passe de commentaires. Le séjour des premiers Blancs au Lac-Saint-Jean aura également des conséquences sur la forêt. Peu soucieux de l'environnement, ces gens ont été la cause de feux destructeurs qui ont semé la désolation partout le long de leur parcours.

En 1725, lorsque les ingénieurs du roi viennent visiter les forêts du Saguenay pour évaluer les possibilités d'exploitations, ils constatent que la plus belle forêt de pins rouges de la région, située près du poste de Chicoutimi, a été détruite par le feu. Apporté par la main de l'homme, cet élément est omniprésent à travers notre histoire. Rappelons-nous l'année 1870. Responsables de la destruction systématique de la faune et responsables d'une grande partie des feux de forêts, ils ont exigé de la nature beaucoup plus que ses capacités.

Fig. 40.

La centrale d'Île Maligne, sur la Grande Décharge, à Alma.
Photo de l'auteur, 1987, LSJ-3.11.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 41.

Le barrage de l'Aïcan aux Passes-Dangereuses.
Photo, courtoisie Jearmot Levesque, 1987.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 42.

Véritable injure à l'environnement et à la population, le flottage du bois sur la Petite Décharge, à Alma. Photo de l'auteur, 1987, LSJ-30.23.

[Retour à la table des matières](#)

Fig. 43.

Désastre pour l'environnement visuel, les aménagements hydroélectriques de l'Île Maligne souillent le ciel du Lac-Saint-Jean. Photo de l'auteur, 1987, L.SJ-3.14.

[Retour à la table des matières](#)

La colonisation pour des fins agricoles et surtout la récupération du territoire par les premiers entrepreneurs forestiers produiront des effets irréversibles sur l'ensemble du milieu. Dans les secteurs les plus industriels, là où s'implantent les scieries, l'eau commencera à se polluer, deviendra imbuvable pour les hommes et invivable pour les poissons. La construction des moulins à scies qui déverseront leurs résidus directement dans les rivières et la pêche intensive auront rapidement des effets désastreux. En 1845, alors que le Saguenay agricole et forestier ne compte pas encore dix ans, les saumons commencent à se raréfier. Lorsque le Commissaire des Terres de la Couronne adresse le rapport de sa visite au Saguenay, il ne peut s'empêcher de constater que le saumon, jadis abondant dans les eaux du fjord, est maintenant pratiquement disparu. « *Je n'ai pas le moindre doute - nous dit-il - que cette diminution ne soit due à ce que l'on a fermé à ce poisson le libre accès aux rivières* ». Le constat est douloureux et démontre que la pollution de nos rivières ne date pas d'hier.

Il n'y a pas que le saumon qui souffre de cette exploitation abusive. L'homme est certainement celui qui aura le plus lourd tribut à payer de son insouciance. Lorsque la grippe espagnole frappe en 1918, la population jeannoise ne peut que compter ses morts. Chaque paroisse déplore la perte de plusieurs de ses sujets. À Val-Jalbert, entre autres, la grippe occasionne la mort de quatorze personnes. Elle est une des municipalités les plus affligées et les gens ne savent pas trop pourquoi. Quatre ans après ces tragiques événements, le Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec écrit aux autorités de Val-Jalbert pour leur signifier les dangers de boire de l'eau sans la faire bouillir. Cette directive, expédiée suite à l'analyse systématique des quatre puits d'eau potable, fait état d'une pollution considérable. Un des puits contient même le microbe de la fièvre typhoïde. Avec de telles conditions d'hygiène, il n'est pas étonnant que le village ait été si sévèrement touché en 1918.

Incontestablement, c'est la colonisation industrielle qui aura les plus grandes conséquences sur le milieu. La construction des pulperies et surtout l'édification des barrages porteront une atteinte grave à l'environnement. Pour l'un, la mécanisation et la croissance de la demande des matières ligneuses pousseront les grandes compagnies à exploiter démesurément la forêt. Dans cette course implacable commandée par l'unique but de s'enrichir en dépouillant sans retenue le milieu et la population, des étrangers déciment les forêts et ne laissent derrière eux que des paysages offrant un spectacle apocalyptique. Les programmes de reboisement proposés timidement par les gouvernements ne pourront jamais redonner pleine vie à la forêt. Sans politique ferme et cohérente il est à prévoir, car l'histoire semble nous en fournir les indices, que d'ici quelques années, nous vivrons dans un véritable désert où la faune et la flore ne seront retraçables que dans les livres d'histoire.

De mémoire d'hommes, la construction des grands barrages qui s'échelonne sur plusieurs années et ne semble pas encore terminée a été désastreuse sur le plan environnemental. Pour être en mesure de régulariser le débit d'eau et assurer l'alimentation des centrales du Saguenay pendant toute l'année, les industriels, des étrangers encore, ont inondé un territoire immense et n'ont laissé aucun choix à la nature et à l'homme. De bonne foi, sous la promesse d'une relative prospérité apportée par l'industrie, les populations entières se sont entendues et ont permis à ces géants de s'implanter.

Le rehaussement du lac Saint-Jean et l'inondation de 1928 nous apparaissent comme les deux exemples les plus probants pour illustrer les conséquences brutales de la colonisation industrielle. Cédant le pas devant l'avance inexorable de l'industrie et face à la montée des eaux provoquée par la main de l'homme, des populations au complet ont été contraintes d'abandonner terres et demeures pour se réfugier sous d'autres cieux. Au lac Kénogami, à mi-chemin entre le Saguenay et le lac Saint-Jean, le coquet petit village de Saint-Cyriac est totalement inondé. Les champs, le chemin Kénogami, les habitations et le cimetière, tout y passe.

Que dire de la célèbre ouananiche, jadis principale représentante de la faune aquatique et qui a longtemps attiré les touristes « américains ». Après 150 ans d'une exploitation trop souvent irrationnelle, ce poisson combatif est aujourd'hui menacé d'extinction. Une pêche intensive pratiquée par tous et chacun, même par les derniers représentants de la race montagnaise, ne peut expliquer seule cette menace. La pollution industrielle et l'édification des barrages ont eu des effets mortels. Ces barrières infranchissables ont empêché les géniteurs d'avoir accès aux lieux de frai.

En 1943, le département provincial de biologie effectue des recherches dans les eaux de la Grande Décharge (*Le Lingot*, 22 juillet 1949) pour vérifier si les barrages avaient des conséquences sur la population de ouananiches. Selon certains employés affectés aux barrages, dans les premières années, les turbines devaient être régulièrement arrêtées pour les nettoyer des débris de poissons. Abondant dans le même sens, plusieurs citoyens vivant en aval des barrages se plaignaient régulièrement qu'ils voyaient de nombreux poissons morts flotter à la dérive. Tous s'accordaient à certifier que la pêche n'était plus ce qu'elle avait été. Les essais du gouvernement, qui avait pourtant intérêt à dissiper les soupçons, attestèrent qu'au moins 45% des poissons qui passaient dans les turbines disparaissaient complètement ou partiellement. Ces résultats se passent de commentaires.

Que dire maintenant des effets directs des barrages sur les autochtones, premiers occupants du territoire. Selon une étude menée par Paul Charest, professeur du Département d'anthropologie de l'Université Laval, (*Recherches amérindiennes au Québec*, vol. IX, no 4, pp. 323-337) « les bouleversements écologiques des territoires de chasse par les barrages-réservoirs ont été multiples et ont touché à la fois les écosystèmes aquatiques et terrestres ». Sur le milieu aquatique, la création de vastes lacs artificiels a fait disparaître totalement certaines espèces importan-

tes : c'est le cas entre autres de la ouananiche dans les rivières Péribonca et Ber-simis. En ce qui concerne les écosystèmes terrestres, ces grands réservoirs ont totalement détruit les habitats de certains amphibiens, tels le castor et le rat musqué. Pour l'Indien qui parcourait ces contrées depuis des milliers d'années, la plupart des meilleurs lieux de trappage ont été inondés à tout jamais alors que sur le plan strictement humain, des dizaines de cimetières, dont plusieurs étaient millénaires ont été profanés sans aucune retenue.

Face à ce piètre résultat de la colonisation et face à cette impasse nous sommes portés à nous demander s'il reste une alternative pour la survie de l'Homme dans ce nouvel environnement artificiel. Le premier constat qui se présente à nous est absolument ahurissant ; aucun effort n'a été fait pour corriger les lacunes, même les plus graves. Selon le philosophe contemporain Erich Fromm (*Avoir ou être*, Laffont, 1978, p. 27), c'est l'égoïsme de tous et chacun et celui qu'engendre le système qui portent les dirigeants à accorder plus de valeur à leur réussite personnelle qu'à leurs responsabilités sociales. Sans vouloir tomber dans le labyrinthe complexe des nombreuses philosophies suggérées pour échapper à cette triste situation, car tel n'est pas l'objet de notre étude, un jour ou l'autre il nous faudra prendre un temps d'arrêt, poser des questions et suggérer des correctifs. La voie à prendre exigera sans nul doute des privations pour les individus autant que pour les entreprises.

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

Bibliographie sommaire

FONDS D'ARCHIVES

[Retour à la table des matières](#)

Le lecteur prendra note que ce répertoire bibliographique n'est que partiel. Nous avons cru plus pertinent de recenser les lignes générales plutôt que d'énoncer une longue liste de documents de toutes sortes. Les volumes et les articles de journaux qui sont utilisés ponctuellement dans notre étude sont cités au moyen des notes en bas de page et nous croyons que ceci est suffisant pour guider le lecteur qui voudrait retracer les sources originelles.

Archives de l'Évêché de Chicoutimi

- Les dossiers relatifs aux postes de traite de Chicoutimi et de Métabetchouan ont été particulièrement utiles. Celui de la mission du poste de traite de Chicoutimi est classé sous la cote suivante : *Série XVII, Paroisse 12, Cote 5, Volume 3*. Celui de Métabetchouan est classé sous la cote : *Série XVII, Paroisse 22, Cote 3, Volume 5*.

Archives de la Société historique du Saguenay

- *Livre des procès-verbaux de la Société de Colonisation du Diocèse de Chicoutimi*. Document manuscrit de 300 pages renfermant toutes les délibérations du

conseil d'administration de cette société. On y retrouve, entre autres, la réunion de fondation, plusieurs données quantitatives sur le mouvement de colonisation entre 1935 et 1968 et différentes informations ponctuelles relatives à l'administration même de la Société. Original conservé à la SHS ; photocopie de l'original dans le fonds de l'auteur.

Archives nationales du Québec à Chicoutimi

- Le fonds *Mgr Victor Tremblay* a été dépouillé et tous les dossiers relatifs aux municipalités, au commerce du bois, à l'agriculture et à la colonisation ont été photocopiés puis classés dans le fonds de l'auteur, « Histoire des Municipalités ».

- La partie du fonds *Jean-Paul Simard* qui s'y trouve, a été dépouillée dans sa totalité. Nous y avons trouvé la collection complète des retranscriptions (et les photocopies des originaux) de la correspondance des Oblats relative au Saguenay (1844-1850). Ces photocopies de documents proviennent des Archives de la Maison-Mère des Oblats-de-Marie-Immaculée.

- Le fonds *Mémoires d'un vieillard*, appartenant à la SHS, est conservé dans le dépôt des ANQC. Riche collection de documents montée par les collaborateurs de la Société historique du Saguenay. Plusieurs de ces témoignages sont tirés directement des souvenirs des pionniers du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Université du Québec à Chicoutimi

- La partie du fonds *Jean-Paul Simard* qui est conservée aux Études Amérindiennes a été dépouillée. Nous avons été en mesure d'y retrouver la totalité de ses dossiers de cours. Ceux-ci sont constitués d'une riche collection de documents de toutes sortes qui ont servi à l'élaboration de ses cours et à la rédaction de ses publications sur l'économie du Saguenay.

- *Documents de la Session du Québec* : la collection complète a été dépouillée. Nous avons retenu les rapports relatifs à la Colonisation, ceux de l'Instruction Publique et ceux du Mérite agricole.

- *Documents de la Session du Canada* : les rapports concernant les Amérindiens.

- *Statuts refondus du Canada* : nous avons retenu toutes les lois relatives au Saguenay-Lac-Saint-Jean, particulièrement celles à la colonisation et aux entreprises forestières.

Archives du Service de l'Arpentage

- Tous les dossiers relatifs aux arpenteurs ont été dépouillés. Nous avons retenu tous les rapports d'arpenteurs, les cartes et les carnets qui sont relatifs aux premières visites des arpenteurs. Les photocopies de ces documents ont été classées dans le fonds de l'auteur, « Histoire des municipalités » et ont été classées par ordre alphabétique, sous la rubrique arpentage. Les références aux bas de page conservent cependant la cote originelle du Service de l'Arpentage.

JOURNAUX

Tous les journaux qui ont été publiés au Saguenay ont été dépouillés. Voici ceux qui nous ont été particulièrement utiles :

- *Le Canadien* : Tous les journaux, de 1831 à 1885 ont été consultés. La SHS possède la retranscription de tout ce qui touche au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Cette imposante retranscription est classifiée sous le nom de « *Extraits du Journal Le Canadien* ». Photocopie des originaux dans le fonds de l'auteur.

- *Le Colon* : L'édition au complet a été dépouillée puis classée dans le fonds de l'auteur, « Histoire des Municipalités ».

- *Le Dolbeau Journal* : L'édition au complet a été dépouillée puis classée dans le fonds de l'auteur, « Histoire des Municipalités ».

- *L'Étoile du Lac* : L'édition au complet a été dépouillée puis classée dans le fonds de l'auteur, « Histoire des Municipalités ».

- *Le Lac-Saint-Jean* : L'édition au complet a été dépouillée puis classée dans le fonds de l'auteur, « Histoire des Municipalités ».

- *Le Lingot* : L'édition au complet a été dépouillée puis classée dans le fonds de l'auteur, « Histoire des Municipalités ».

- *Le Progrès du Saguenay*. Tous les journaux de 1886 à 1964 ont été dépouillés. Les textes relatifs aux municipalités, à l'économie, à l'agriculture, à la forêt et à la colonisation ont été classés selon ces mêmes thèmes. Par ordre alphabétique de sujet. Fonds de l'auteur, boîtes « Histoire des Municipalités ».

- *Le Progrès-Dimanche*. Tous les journaux de 1964 à aujourd'hui ont été dépouillés. Ils nous ont été particulièrement utiles pour mieux connaître l'histoire de chaque paroisse.

Thèses universitaires

- Bouchard, Russel, *Les armes à feu portatives en Canada sous le Régime français (1535-1760)*, Université Laval, pour l'obtention d'une maîtrise es Arts, Histoire, mars 1982, 158 p.

- Cantin, Louise, *Le Lac Kénogami et Saint-Cyriac (1825-1924)*, Université Laval, exigence partielle pour la Maîtrise es Arts, septembre 1975, 137 p.

- Castonguay, Daniel, *Les Montagnais et l'exploitation de la Traite de Tadoussac dans la première moitié du XVIII^e siècle*, Université Laval, pour l'obtention du grade de Maître es Arts, février 1987, 169 p.

- Dechêne, Louise, *William Price (1810-1850)*, thèse de Licence es Lettres, Histoire, avril 1964, 168 p. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

- Fortin, Paul-Arthur, *Le Saguenay économique*, Université de Montréal, thèse présentée pour la Licence en Sciences Commerciales, École des Hautes Études, février 1960, 160 p.

- Gagnon, Rodolphe, *Le chemin de fer de Québec au Lac-Saint-Jean (1854-1900)*, Université Laval, diplôme d'études supérieures en Histoire, décembre 1967, 219 p.
- Gaudreau, Guy, *L'exploitation des forêts publiques au Québec (1842-1905)*, Université du Québec à Montréal, exigence partielle pour le Doctorat en histoire, septembre 1986, 456 p.
- Gauthier, Majella-J., *L'évolution récente de l'espace rural au Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Université de Caen (France), thèse de Doctorat du troisième cycle en Géographie, juin 1981, 330 p.
- Guérin, Michel, *Évolution spatiale de la Maison Price au Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Université du Québec à Chicoutimi, Mémoire de Baccalauréat en Géographie, mai 1979, 120 p.
- Johnston, Claire Meredith, *The historical geography of the Saguenay Valley*, Université McGill, In partial requirement for degree Master of Arts, avril 1950, 202 p.
- Perron, Normand, *La politique économique des Trappistes de Mistassini. Une étude de cas : leur établissement laitier*, Université Laval, présentée pour l'obtention de la Maîtrise es Arts en Histoire, octobre 1975.
- Rioux, Michel, *La colonisation du Saguenay et l'action de l'Association des Comtés de l'Islet et de Kamouraska*, Université de Montréal, présentée pour l'obtention du grade de diplômée d'études supérieures en Histoire, septembre 1972, 124 p.
- Timofeef, Nicolay Peter, *A Method of establishing agricultural regions in the Lake St. John lowland of Quebec, Canada*, Columbia University, Geography (Ph. D.), 1968, 100 p.
- Touzin, Cécile, *La géographie des villages du Lac-Saint-Jean*, Université Laval, (*Les Pays du Lac-Saint-Jean*), pour l'obtention de la Maîtrise es Arts en Géographie, juillet 1970, 244 p.

Rapports d'archéologie

- Blanchette, Jean-François, *Rapport des activités de la Société d'Archéologie du Saguenay sur le campement amérindien et le poste de traite de Chicoutimi*, été 1972.
- Fortin, J.-H., *Archéologie au Lac-Saint-Jean, une culture unique du Lac-Saint-Jean*, Lac-à-la-Croix, 1974.
- Girard, Jeannette, *Essai de préhistoire et histoire de la rivière Péribonka*, Groupe d'Études amérindiennes, UQAC, février 1985.
- Laliberté, M. et Lapointe, C., *Inventaire archéologique des berges de la rivière Métabetchouan*, M.A.C., Québec, 1985.
- Lueger, R., *Sondages archéologiques sur le site du poste de traite de Chicoutimi*, 1982.
- Simard, Robert, *Reconnaissance archéologique au lac Nicabau*, Études Amérindiennes, Centre de Recherche du Moyen Nord, UQAC, 1976.
- Simard, Robert, *Le site de Chicoutimi (DcEs-1)*, Société d'Archéologie du Saguenay, fouille de sauvetage, 1971.
- Simard, Robert, *Le site de Métabetchouan Lac-Saint-Jean*, Rapport préliminaire, juin 1970.
- Simard, Robert, *Le poste de traite d'Ashuapmushuan, dossier de recherche*, Études Amérindiennes. Centre de Recherche du Moyen-Nord, UQAC, 1979.

Études générales et lectures de base

- Blanchard, Raoul, *L'Est du Canada-français*, Publication de l'Institut Scientifique Franco-Canadien, Paris-Montréal, 1935, vol. 2.

- Bouchard, Russel, *Métabetchouan : du poste de traite à la ville*, SHS, Histoire des Municipalités, no 3, 1987.

- Bouchard, Russel, *Val-Jalbert : un village-usine au royaume de la pulpe*, SHS, Histoire des Municipalités, no 2, 1986.

- Buies, Arthur, *Le Saguenay et le Bassin du Lac Saint-Jean*, Québec, Léger Brousseau, 1896.

- Carrière, Gaston, *Les missions catholiques dans l'Est du Canada et l'honorable Compagnie de la Baie d'Hudson (1844-1900)*, Université d'Ottawa, 1957.

- Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, *Exploration du Saguenay, 1828*, Séminaire de Chicoutimi, 1968.

- Centre d'Études et de Recherches historiques du Saguenay, *Incursion documentaire dans le Domaine du Roi, 1780-1830*, Séminaire de Chicoutimi, 1968.

- Dresser, J.A., Denis, T.C., *La géologie de Québec*, Province de Québec, Ministère des Mines, Québec, 1946.

- Dresser, J.A., *Études d'une partie de la région du Lac Saint-Jean, Québec*, Ministère des Mines, Commission Géologique, mémoire 92, Imprimerie du Gouvernement Ottawa, 1918.

- Gauthier, Majella-J., *L'Agriculture au Lac-Saint-Jean : étude géographique*, Travaux géographiques du Saguenay, no 1, Centre de Recherche du Moyen-Nord et Module de Géographie, Université du Québec à Chicoutimi, novembre 1975, 331 p.

- Girard, Alex, *La Province de Québec*, Dussault et Proulx, Québec, 1905.

- Minville, Esdras, *Notre Milieu, Aperçu général sur la province de Québec*, Direction des Hautes études commerciales de Montréal, Fides, 1942.
- Minville, Esdras, *L'Agriculture*, Direction des Hautes Études commerciales de Montréal, Fides, 1944.
- Minville, Esdras, *La Forêt*, Direction des Hautes Études commerciales de Montréal, Fides, 1944.
- Ouellet, Fernand, *Histoire économique du Québec, 1760-1850*, Fides, 1971.
- Paré, Mgr Marius, *L'Église au Diocèse de Chicoutimi, Chicoutimi*, 2 t., 1983 et 1987.
- Parent, Dubois, Bail, Larocque, « Paléographie du Québec méridional entre 12 500 et 8 000 ans BP », *Recherches Amérindiennes au Québec*, 1985, 15 (1-2).
- Pilote, François, *Le Saguenay en 1851*, Imprimerie Augustin Côté, Québec, 1852.
- Pépin, Pierre-Yves, *Le royaume du Saguenay en 1968*, Ministère de l'Expansion économique régionale, Ottawa, 1969.
- Pouyez, C, Lavoie, Y, *Les Saguenayens*, PUQ, 1983.
- Séguin, Normand, *La conquête du Sol au 19^e siècle*, Boréal Express, col. 17/60, 1977.
- Simard, Jean-Paul, « Survol de l'histoire économique du Saguenay–Lac-Saint-Jean », *Économie régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean*, Gaétan Morin éditeur, 1981.
- Thwaites, R.G., *Relations des Jésuites*.
- Tremblay, Victor, *Le poste de Métabetchouan*, Éditions Sciences Modernes, Chicoutimi, 1974.
- Tremblay, Victor et Angers, Lorenzo, *Histoire du Saguenay, depuis les origines jusqu'à 1870*, La Librairie Régionale, Chicoutimi, 1968.
- Vien, Rossel, *Histoire de Roberval, cœur du Lac-Saint-Jean, 1855-1955*, SHS, no 15, 1955.

Le pays du Lac-Saint-Jean, seconde édition, 1988.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

<i>Abitibi</i>	<i>Baby</i>	<i>Belle-Rivière</i>
<i>Afrique</i>	<i>Baddeley, F.H.</i>	<i>Bergeron, l'abbé Jean</i>
<i>Albanel</i>	<i>Bagot, canton</i>	<i>Bersimis, (réserve)</i>
<i>ALCAN</i>	<i>Bagotville</i>	<i>Biays, Pierre</i>
<i>ALCOA</i>	<i>Baie-Comeau</i>	<i>Blaiklock, (major)</i>
<i>Alexander</i>	<i>Baie des Ha ! Ha !</i>	<i>Blanchard, Raoul</i>
<i>Algonquiens</i>	<i>Baie Georgienne</i>	<i>Bleuet</i>
<i>Allemands</i>	<i>Baie James</i>	<i>Bleuetières</i>
<i>Alma</i>	<i>Baie Saint-Paul</i>	<i>Boily, capitaine Isaac</i>
<i>Alstor</i>	<i>Ballantyne, l'arpenteur</i>	<i>Boivin, Jules</i>
<i>Aluminium Limited</i>	<i>Baltique</i>	<i>Bonaventure, (comté)</i>
<i>Aluminum Company</i>	<i>Banc de Sable</i>	<i>Bouchard, Gérard</i>
<i>Aluminum Company of</i>	<i>Bankers Trust Co.</i>	<i>Bouchard, curé Joseph</i>
<i>America</i>	<i>Barbeau, (navire)</i>	<i>Boucher, (curé)</i>
<i>Amherst, Général</i>	<i>Barnard, M.-E.-A.</i>	<i>Boucher, M. (cultiva-</i>
<i>Angers, Lorenzo, XV</i>	<i>Barthe, Ulric</i>	<i>teur)</i>
<i>Anse-Saint-Jean</i>	<i>Bas-Canada</i>	<i>Bouchette, (arpenteur)</i>
<i>Antoine, (canton)</i>	<i>Bas-Saguenay</i>	<i>Boulanger, Damase</i>
<i>Archambault</i>	<i>Bazire, Charles</i>	<i>Bourget, (canton)</i>
<i>Archevêché de Québec</i>	<i>Beattyville</i>	<i>Bourret, curé L.-A.</i>
<i>Argenson, (canton)</i>	<i>Beauce</i>	<i>British Aluminium</i>
<i>Arvida</i>	<i>Beaulieu, (notaire)</i>	<i>Buies, Arthur</i>
<i>Ashuapmushuan, Asso-</i>	<i>Beauséjour, (municipali-</i>	<i>Bullock, (associé)</i>
<i>ciation des comtés</i>	<i>té)</i>	<i>Cabanes</i>
<i>de l'Islet et Ka-</i>	<i>Bécart de Grandville,</i>	<i>Caisses Populaires</i>
<i>mouraska</i>	<i>Pierre</i>	<i>Canadian Northern</i>
<i>Association des Entre-</i>	<i>Bégin</i>	<i>Caribou</i>
<i>preneurs de la Fo-</i>	<i>Bégin, Charles</i>	<i>Caron</i>
<i>rêt</i>	<i>Bégon</i>	<i>Casgrain, (l'abbé)</i>
<i>Atikuapi, Jésephte</i>	<i>Beemer, (entrepreneur)</i>	<i>Castonguay, Daniel</i>
<i>Aubert de la Chenaye</i>	<i>Bellechasse, (comté)</i>	<i>Chabmouchouan</i>
<i>Aulnets, rivière des</i>		

<i>Chambord</i>	<i>Compagnie de Pulpe de</i>	<i>Delâge, l'abbé F.-X.</i>
<i>Chambres de Commerce</i>	<i>Métabetchouan</i>	<i>Dequen, Père</i>
<i>Champlain, (merde)</i>	<i>Compagnie de Pulpe de</i>	<i>Dequen, (canton)</i>
<i>Chantiers Coopératifs</i>	<i>Péribonka</i>	<i>Des Ormeaux, Dollard</i>
<i>Chapais, Charles</i>	<i>Compagnie de Pulpe et</i>	<i>Desbiens</i>
<i>Chapais, Thomas</i>	<i>de Pouvoirs d'Eau</i>	<i>Desbiens Mills</i>
<i>Charest, Paul</i>	<i>du Saguenay</i>	<i>Desgagné, Armand</i>
<i>Charlevoix, (canton)</i>	<i>Compagnie de Pulpe</i>	<i>Dolbeau</i>
<i>Chasse gardée de Ta-</i>	<i>Ouiatchouan</i>	<i>Domaine du Roi</i>
<i>doussac</i>	<i>Compagnie des Indes</i>	<i>Doucet, curé Isidore</i>
<i>Cheg8timy</i>	<i>Occidentales</i>	<i>Duburger, (l'arpenteur)</i>
<i>Chemin Bagot</i>	<i>Compagnie du Chemin</i>	<i>Dubuc, J.-E.-A.</i>
<i>Chemin de fer de la Baie</i>	<i>de Fer Québec–</i>	<i>Du Buisson, Joseph</i>
<i>des Ha ! Ha !</i>	<i>Lac-Saint-Jean</i>	<i>Dubé, Pierre-André</i>
<i>Chemin de fer de Qué-</i>	<i>Compagnie du Nord-</i>	<i>Duke-Price</i>
<i>bec et du Saguenay</i>	<i>Ouest</i>	<i>Duplessis, Maurice</i>
<i>Chemin de fer Québec–</i>	<i>Compagnie Price</i>	<i>Dunn, Thomas</i>
<i>Lac-Saint-Jean</i>	<i>Conseil Souverain</i>	<i>Décharge</i>
<i>Chemin de fer Roberval-</i>	<i>Consolidated Paper</i>	<i>Éboulements, Les</i>
<i>Saguenay</i>	<i>Corp.</i>	<i>Escoumins, Les</i>
<i>Chemin de Saint-Urbain</i>	<i>Constantin,</i>	
<i>Chemin Kénogami</i>	<i>Coopérative Régionale</i>	<i>Ferland, (canton)</i>
<i>Chemin Québec–Lac-</i>	<i>du Lac-Saint-Jean</i>	<i>Fortier, Arthur</i>
<i>Saint-Jean</i>	<i>Coquart, Père</i>	<i>Fortin, Thomas</i>
<i>Chemin Sydenham</i>	<i>Crespieul, (canton)</i>	<i>Fortin, Joseph-Henr</i>
<i>Chibougamau</i>	<i>Crémazie, Jacques</i>	<i>Fournier, M.</i>
<i>Chicoutimi</i>	<i>Crépieul, Père</i>	<i>Frique</i>
<i>Chicoutimy</i>		<i>Fromm, Eric</i>
<i>Chute aux Galets</i>	<i>Dablon, (canton)</i>	<i>Frontenac</i>
<i>Chute Murdock</i>	<i>Dagenais, Pierre</i>	
<i>Chute-à-Caron</i>	<i>Dalmas</i>	<i>Gagné, l'abbé Eugène</i>
<i>Chute-des-Passe</i>	<i>Davison, Georges</i>	<i>Gaspé</i>
<i>Chute-du-Diable,</i>	<i>De Bougainville, M.</i>	<i>Grande Société</i>
<i>Chute-à-la-Savane,</i>	<i>De Grand-Ville, M.</i>	<i>Gagnon, curé</i>
<i>Claveau, Edgar</i>	<i>De La Chenaye, Char-</i>	<i>Gagnon, Jean</i>
<i>Commissaires enquê-</i>	<i>les-Aubert</i>	<i>Garon, P.</i>
<i>teurs</i>	<i>De La Chesnaye, Ignace</i>	<i>Girard, Jeannette</i>
<i>Commission de Coloni-</i>	<i>De la Montagne, M.</i>	<i>Girard, (canton)</i>
<i>sation</i>	<i>De la Vallée, M.</i>	<i>Girardville</i>
<i>Commission des Eaux</i>	<i>De Maur, M.</i>	<i>Glaciers du Wisconsin</i>
<i>Courantes</i>	<i>De Sales Laterrière,</i>	<i>Glissoire</i>
<i>Compagnie de la Baie</i>	<i>Marc-Pasca</i>	<i>Goldie, (officier)</i>
<i>d'Hudson</i>	<i>Dechesne, Jacob</i>	<i>Goudie, John</i>
<i>Compagnie de Pulpe de</i>	<i>Delestage, Gélage</i>	<i>Grand feu</i>
<i>Dalmas</i>	<i>Delisle</i>	

<i>Grand-Brûlé</i>	<i>Jonquière</i>	<i>Laure, Père Pierre</i>
<i>Grande Décharge</i>	<i>Jorre, H.-S.</i>	<i>Lauzon, (Gouverneur)</i>
<i>Grande-Baie</i>	<i>Jésuites</i>	<i>Laviolette, (comté)</i>
<i>Grand-Mère</i>		<i>Le Jeune, Père</i>
<i>Grandmont</i>	<i>Kak8chaks</i>	<i>Lefrançois, (arpenteur)</i>
<i>Grands Mistassins</i>	<i>Kakouchaks</i>	<i>Lesage, Jean</i>
<i>Grant, William</i>	<i>Kamouraska</i>	
<i>Gray, John</i>	<i>Kempt, (administrateur)</i>	<i>Malbaie</i>
<i>Guaranty Trust Co.</i>	<i>Kénogami</i>	<i>Malherbe, (canton)</i>
	<i>Kin8gamichich</i>	<i>Marie-Louise, (bateau)</i>
<i>Ha ! Ha ! Bay Sulphite</i>	<i>King's Domain</i>	<i>Marie-Victorin, Frère</i>
<i>Haggins, L.T.</i>	<i>King's Posts</i>	<i>Martin, Vincent</i>
<i>Hamel, Joseph</i>	<i>Kingston</i>	<i>Mashteuiatsh, (Pointe-Bleue)</i>
<i>Harrison, Edward</i>		<i>Matane</i>
<i>Harvey, (canton)</i>	<i>L'Ascension</i>	<i>McKenzie, James</i>
<i>Haut-Saguenay</i>	<i>L'Imprudent, (navire)</i>	<i>McLeod, Peter</i>
<i>Hazeur, François</i>	<i>L'Islet et Kamouraska</i>	<i>McLeod, John,</i>
<i>Hearts (industriel)</i>	<i>La Doré</i>	<i>Mer de Champlain</i>
<i>Hébert, (canton)</i>	<i>La Tuque</i>	<i>Mer de Laflamme</i>
<i>Hébert, Nicolas de Tolentin</i>	<i>Labarre, (canton)</i>	<i>Mer du Nord</i>
<i>Hébertville</i>	<i>Labrador</i>	<i>Metabetchouan Sulphite and Power Ltd</i>
<i>Hébertville-Station</i>	<i>Lac Wikwi</i>	
<i>Hocquart, (l'Intendant)</i>	<i>Lac Bouchette, (cours d'eau)</i>	<i>Meunerie Vézina</i>
<i>Honfleur, (localité)</i>	<i>Lac-Bouchette, (municipalité)</i>	<i>Meunier, Marc-R.</i>
<i>Honfleur, (bateau)</i>		<i>Michaud, Michel</i>
<i>Honorat, Jean-Baptiste</i>	<i>Lac Chibougamau</i>	<i>Micmacs</i>
<i>Hope, Henry</i>	<i>Lac Chigoubiche</i>	<i>Milot, (canton)</i>
<i>Huard, l'abbé V.-A.</i>	<i>Lac des Commissaire</i>	<i>Minville, Esdras</i>
<i>Hudon, (l'abbé)</i>	<i>Lac Jacques-Carder</i>	<i>Mistassibi, (rivière)</i>
<i>Hurons,</i>	<i>Lac Kénogami</i>	<i>Mistassini</i>
	<i>Lac Kénogamichiche</i>	<i>Montagnais</i>
<i>Ile Maligne, (barrage)</i>	<i>Lac Manouane</i>	<i>Montmagny, (région)</i>
<i>Ile-Verte</i>	<i>Lac Vert</i>	<i>Montreal Star,</i>
<i>Iroquois</i>	<i>Lake St. John Power and Paper Co.</i>	<i>Morel, Joseph</i>
<i>Islet (comté)</i>		<i>Moreau, Émile</i>
<i>Islets Jérémie</i>	<i>Laliberté, Marcel</i>	<i>Morin, Germain</i>
<i>Isle-Maligne (municipalité)</i>	<i>Lallemant, Père Charles</i>	<i>Morin, Mgr Luc</i>
	<i>Lampson, William</i>	<i>Moulin</i>
<i>Jalbert, Damase</i>	<i>Langlois, Jean</i>	<i>Murdock, (Compagnie de la Baie d'Hudson)</i>
<i>Jammes, rivière Thomas-James</i>	<i>Langlois, F.</i>	
<i>Jobber</i>	<i>Lapointe, Camille</i>	<i>Murray, James</i>
<i>Johnston, C.M.</i>	<i>Larouche, (municipalité)</i>	<i>Ménard, Euloge</i>
	<i>Larouche, Céline</i>	<i>Mésy, (canton)</i>
	<i>Laterrière, (canton)</i>	

<i>Métabetchouan, (localité)</i>	<i>Pelletier, (canton)</i>	<i>Racine, Mgr Antoine</i>
<i>Métabetchouane, (rivière)</i>	<i>Pépin, P.-Y.</i>	<i>Ragueneau, Père</i>
<i>Métabki8an</i>	<i>Péribonca, (rivière)</i>	<i>Rang du Poste</i>
<i>Moyen-Nord</i>	<i>Péribonka, (localité)</i>	<i>Rang Saint-Thomas</i>
	<i>Perron, Normand</i>	<i>Richard, F.</i>
	<i>Petite Décharge</i>	<i>Rimouski</i>
	<i>Petite Société</i>	<i>Ritchie, Alexandre</i>
<i>Naskapis,</i>	<i>Petits Mistassins</i>	<i>Riverbend</i>
<i>Neilson, (Commissaire)</i>	<i>Piddington, T.A.</i>	<i>Riverin, Denis</i>
<i>Nekoubau</i>	<i>Pilote, l'abbé François</i>	<i>Rivière Alex</i>
<i>News Pulp and Paper Co.</i>	<i>Pionier, (bateau)</i>	<i>Rivière à Mars</i>
<i>News Pulp and Paper Company</i>	<i>Pipmuacan, Réservoir</i>	<i>Rivière aux Rats</i>
<i>Nixon</i>	<i>Pittsburgh</i>	<i>Rivière-au-Sable</i>
<i>Normandin</i>	<i>Piékouagami</i>	<i>Rivière aux Sables</i>
<i>Normandin, Joseph-Laurent</i>	<i>Plan Gordon</i>	<i>Rivière aux Saumons</i>
<i>Notre-Dame de l'Assomption</i>	<i>Plan Rogers-Augers</i>	<i>Rivière Bersimis</i>
<i>Notre-Dame de La Doré</i>	<i>Plan Vautrin</i>	<i>Rivière Betsiamites</i>
<i>Notre-Dame-de-Lorette</i>	<i>Pleau, Claire</i>	<i>Rivière Bostonnais</i>
<i>Notre-Dame du Lac-Saint-Jean</i>	<i>Plessis, (canton)</i>	<i>Rivière Cascouia</i>
<i>Notre-Dame-du-Rosaire</i>	<i>Pointe-aux-Trembles</i>	<i>Rivière Chicoutimi</i>
<i>Nouvel, Père Henri</i>	<i>Pointe-Bleue</i>	<i>Rivière Couchepagane</i>
	<i>Porc-Épic,</i>	<i>Rivière des Aulnaies</i>
	<i>Port-Alfred</i>	<i>Rivière-du-Moulin</i>
	<i>Port-Alfred Pulp and Paper Corporation</i>	<i>Rivière des Outaouais</i>
	<i>Portage-des-Roches</i>	<i>Rivière du Moulin</i>
<i>Oblats</i>	<i>Postes du Roi</i>	<i>Rivière Malbaie</i>
<i>Otis, L.-E.</i>	<i>Potvin, Damase</i>	<i>Rivière Métabetchouane</i>
<i>Ouananiche</i>	<i>Price Brothers</i>	<i>Rivière Mistassibi</i>
<i>Oudiette, Jean</i>	<i>Price, Compagnie</i>	<i>Rivière Mistassini</i>
<i>Ouellet, Fernand</i>	<i>Price, David-Edward</i>	<i>Rivière Moisy</i>
<i>Ouiatchouan, (localité)</i>	<i>Price, J.H.</i>	<i>Rivière-Ouelle</i>
<i>Ouiatchouan Falls Paper Company,</i>	<i>Price, Keith</i>	<i>Rivière Ouiatchouane</i>
<i>Ouiatchouane, (rivière)</i>	<i>Price, Maison</i>	<i>Rivière Ouiatchouaniche</i>
<i>Ouimet, Gédéon</i>	<i>Price, William</i>	<i>Rivière Petite Péribonca</i>
	<i>Prince, Gustave</i>	<i>Rivière Péribonca</i>
	<i>Provancher, l'abbé</i>	<i>Rivière Pikauba</i>
	<i>Proulx, (canton)</i>	<i>Rivière Shipshaw</i>
<i>Papinachois</i>		<i>Roberval</i>
<i>Papineau, Denis-Benjamin</i>	<i>Quebec Development</i>	<i>Ross, J.G.</i>
<i>Parent, l'abbé Louis</i>	<i>Quebec Pulp and Paper Mills Ltd</i>	<i>Ross, Simon</i>
<i>Parent, (canton)</i>	<i>Quebec-Lake St. John Railway</i>	<i>Ross Tommie</i>
<i>Passes-Dangereuses</i>		<i>Rouleau, (canton)</i>
<i>Peok8agamy</i>		<i>Route Chambord-La Tuque</i>

<i>Route Lac-Saint-Jean- Chibougamau</i>	<i>Saint-Maurice</i>	<i>Société de Colonisation du Diocèse de Chicoutimi</i>
<i>Route Québec- Hébertville</i>	<i>Saint-Méthode</i>	<i>Société Coopérative Agricole des Pro- duits Laitiers de Roberval</i>
<i>Routier, l'abbé J.-H.</i>	<i>Saint-Nazaire</i>	<i>Société de défricheurs et de cultivateurs du Saguenay</i>
<i>Royaume du Saguenay</i>	<i>Saint-Pascal</i>	<i>Société de la Baie-Saint- Paul</i>
<i>Récollets</i>	<i>Saint-Paul à Québec</i>	<i>Société de Montmorency</i>
<i>Sagamie</i>	<i>Saint-Prime</i>	<i>Société de Rapatriement et de Colonisation du Lac-Saint-Jean</i>
<i>Saint-Alphonse</i>	<i>Saint-Raymond</i>	<i>Société de Saint- Ambroise</i>
<i>Saint-Ambroise</i>	<i>Saint-Raymond de Port- neuf</i>	<i>Société des défricheurs de la Rivière-au- Sable</i>
<i>Saint-Amédée</i>	<i>Saint-Roch</i>	<i>Société des Vingt et un</i>
<i>Saint-André</i>	<i>Saint-Roch de Québec</i>	<i>Société Saint-Jean- Baptiste</i>
<i>Saint-André de l'Épou- vante</i>	<i>Saint-Stanislas</i>	<i>Société Saint-Jean- Baptiste de Saint- Sauveur-de- Québec</i>
<i>Saint-Augustin</i>	<i>Saint-Thomas-Didyme</i>	<i>Soeurs du Bon-Conseil</i>
<i>Saint-Bruno</i>	<i>Sainte-Anne</i>	<i>SOREP</i>
<i>Saint-Charles-Borromée</i>	<i>Sainte-Anne-de-la- Pocatière</i>	<i>Speck, F.G.</i>
<i>Saint-Charles, (canton Bourget)</i>	<i>Sainte-Hedwidge</i>	<i>St. Lawrence Corp.</i>
<i>Saint-Cœur-de-Marie</i>	<i>Sainte-Jeanne-d'Arc</i>	<i>Stoneham</i>
<i>Saint-Cyriac</i>	<i>Sainte-Marguerite- Marie</i>	<i>St. Raymond Paper Ltd</i>
<i>Saint-Denis de Kamou- raska</i>	<i>Sainte-Monique</i>	<i>Stuart, Peter</i>
<i>Saint-Dominique de Jonquière</i>	<i>Sainte-Rose-du-Nord</i>	<i>Taché, Pascal</i>
<i>Saint-Edmond-les- Plaines</i>	<i>Saintonge, Jean-Marie</i>	<i>Tadoussac</i>
<i>Saint-Eugène</i>	<i>Savard, l'abbé Lucien</i>	<i>Taillon, (canton)</i>
<i>Saint-François</i>	<i>Scierie</i>	<i>Taschereau</i>
<i>Saint-François-de-Sales</i>	<i>Scott</i>	<i>Terres-Rompues</i>
<i>Saint-Félicien</i>	<i>Sept Isle</i>	<i>Ticouppé</i>
<i>Saint-Félix-d'Otis</i>	<i>Sept-Iles</i>	<i>Touzin, Cécile</i>
<i>Saint-Gédéon</i>	<i>Shawinigan Power,</i>	<i>Traite de Tadoussac</i>
<i>Saint-Henri-de-Taillon</i>	<i>Shipshaw</i>	
<i>Saint-Hilaire</i>	<i>Signai, (canton)</i>	
<i>Saint-Honoré</i>	<i>Silvy, Père</i>	
<i>Saint-Jean</i>	<i>Simard, (canton)</i>	
<i>Saint-Jean-Port-Joli</i>	<i>Simard Jean-Paul</i>	
<i>Saint-Jérôme</i>	<i>Simard, Louis</i>	
<i>Saint-Louis de Cham- bord</i>	<i>Simard, Robert</i>	
<i>Saint-Louis de Métabet- chouan</i>	<i>Skene, Georges M.,</i>	
<i>Saint-Léon</i>	<i>Société Beaudet</i>	
	<i>Société de Baie Saint- Paul</i>	
	<i>Société de Colonisation de la vallée du Lac-Saint-Jean</i>	

<i>Tremblay, Mgr Victor</i>	<i>Tremblay, Picoté</i>	<i>Union Trust Co.</i>
<i>Trappistes</i>	<i>Tremblay, Thomas du</i>	
<i>Tremblay, (canton)</i>	<i>Trois-Rivières</i>	<i>Val-Jalbert</i>
<i>Tremblay, Grégoire</i>	<i>Témiscamingue</i>	<i>Verreault, François</i>
<i>Tremblay, Henri</i>	<i>Têtes de Boule</i>	<i>Vien, Rossel</i>
<i>Tremblay, Jules</i>	<i>Têtu, François</i>	<i>Villeneuve, (l'abbé)</i>
<i>Tremblay, Louis</i>		
<i>Tremblay, O.</i>	<i>U.C.C.</i>	<i>Wagner</i>
<i>Tremblay, P.-H.</i>	<i>Ungava</i>	

Fin du texte